



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

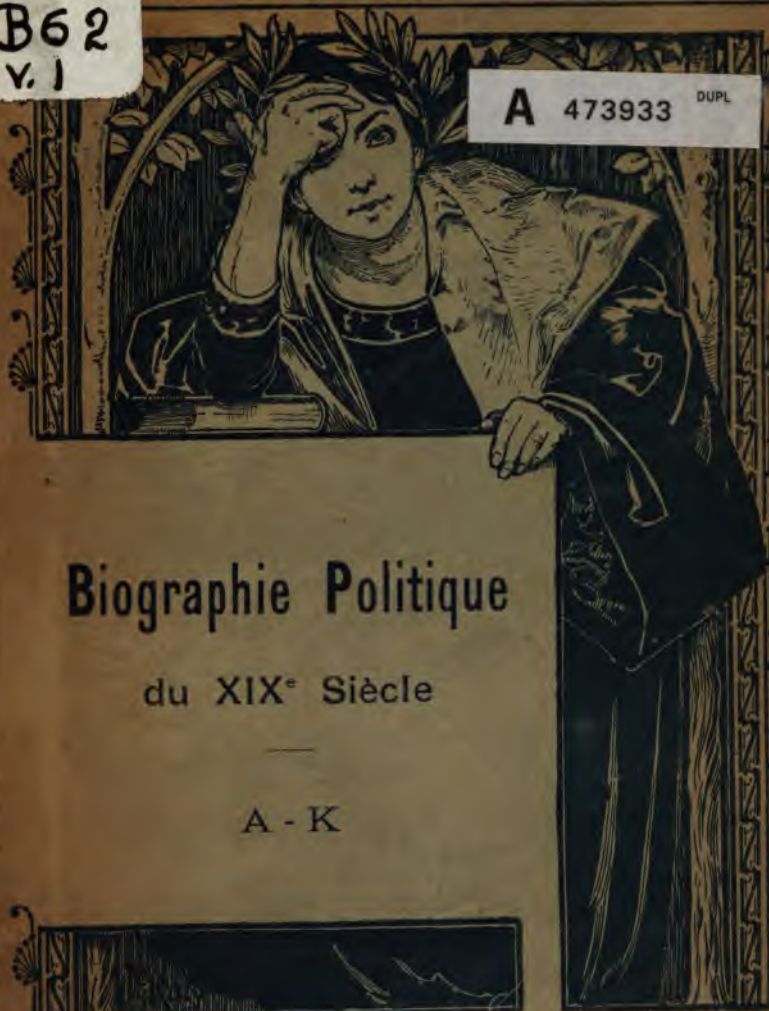
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

D
352
B62
v. 1

CLOPÉDIE POPULAIRE
ILLUSTRÉE du XIX^e SIÈCLE

A 473933 DUPL

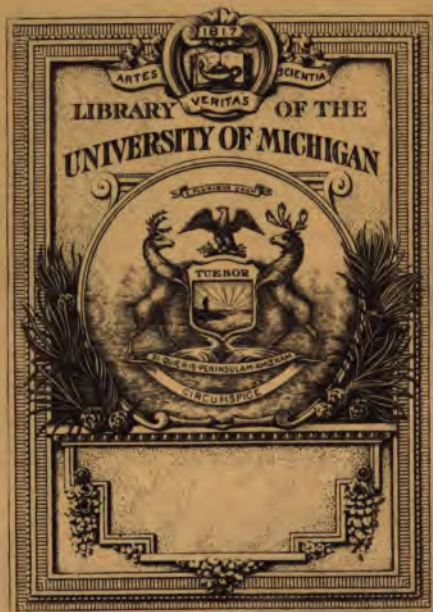


Biographie Politique

du XIX^e Siècle

A - K

PARIS
Société française d'Éditions d'Art
— L. HENRY MAY —



RECEIVED IN EXCHANGE
FROM
Dr. C. A. Kofoid

POPULAIRE ILLUSTRÉE

INGTIÈME SIÈCLE

US LA DIRECTION DE MM.

rimaire,
Paris.

LARROUMET
Membre de l'académie des Beaux-Arts,
Professeur à la Faculté des lettres de Paris.

STANISLAS MEUNIER
Professeur au Muséum.

, secrétaire général de la rédaction.

HIE POLITIQUE

NEUVIÈME SIÈCLE

MIER VOLUME

A — K



PARIS

ENCAISE D'ÉDITIONS D'ART

L.-HENRY MAY

COLLECTIONS QUANTIN

Saint-Benoît.

99

nous
osé la
es très

ustrée
rons à
notre
re des
histoire

onner
ublics
s dis-
e des
ment

s bio-
mmes
bressé
vilisé.
siècle,
t pré-



D

352

B62

Y-1



Calcutta
Euch.
Dr. C. A. K. S. S. S.
6-5-1934
20.

Trans. To
STACKS
19.6.41

INTRODUCTION



Nos lecteurs apprécieront certainement les difficultés que nous avons rencontrées et vaincues lorsque nous nous sommes imposé la tâche ardue et délicate de présenter, en deux petits volumes, les très nombreuses biographies politiques du *xix^e* siècle.

Cet ouvrage devant constituer, dans l'*Encyclopédie populaire illustrée du XX^e siècle*, un précieux document historique, nous le tiendrons à jour par un supplément que nous publierons avant de clore notre série de 120 volumes; mais, tel quel, il complète, par l'histoire des individus, l'histoire des faits relatés dans nos deux volumes d'*Histoire contemporaine* (1870-1900).

Quelle que soit l'exiguïté de notre cadre, nous avons pu donner l'étendue qu'elles comportent aux biographies des hommes publics dont le rôle a été prépondérant, et cette nécessité ne nous a pas dispensés de présenter, sans trop de sécheresse, la vie publique des hommes secondaires que le régime parlementaire met constamment en vue.

Contrairement aux habitudes suivies dans nombre d'ouvrages biographiques publiés en France, nous avons fait large part aux hommes politiques étrangers, à ceux notamment dont les actes ont intéressé soit notre propre histoire, soit l'histoire générale du monde civilisé.

En établissant la nomenclature des hommes publics du *xix^e* siècle, nous nous sommes tout de suite heurtés à la difficulté qu'allait présenter le classement de la biographie de ceux qui, par leur vie

publique, appartiennent aussi bien à ce siècle qu'au siècle précédent; et nous nous sommes arrêtés à la décision suivante :

Tous les personnages dont le rôle politique a virtuellement cessé avant 1800, seront biographiés dans le volume *Biographie politique jusqu'au XIX^e siècle*.

Remarquons aussi que nombre de personnages militaires ayant été mêlés intimement à la politique, ont trouvé place dans cette série biographique, bien que nous nous proposons de raconter dans le volume spécialement consacré à la *Biographie militaire*, la vie des grands hommes de guerre.

Quant aux savants, aux littérateurs, aux philosophes, aux artistes qui ont joué un rôle politique de quelque importance, ils ont aussi trouvé place dans ce volume, mais pour tout ce qui concerne leurs œuvres, le lecteur devra se reporter aux volumes correspondants de l'*Encyclopédie*.

Enfin c'est surtout dans ce livre que nous nous sommes imposé l'impartialité la plus rigoureuse, laissant au lecteur le soin de tirer lui-même la conclusion des faits exacts que nous relatons.

Nota. — Consulter les cartes électorales et documents statistiques, à la fin du 2^e volume.

BIOGRAPHIE POLITIQUE

DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

A

ABARCA (Don Joaquin) (1780-1844), homme politique espagnol. Evêque de Léon, il refusa de reconnaître la constitution (1820), devint un des chefs du parti carliste après la mort de Ferdinand VII (1833). Banni en 1839, il partit au couvent de Lanzo, près de Turin, où il mourut.

ABBAS PACHA (1816-1854), vice-roi d'Egypte, succéda à Méhémet-Ali en 1848. Fanatique musulman et tyran capricieux, il fut toujours hostile aux Européens et eut de fréquents démêlés avec le sultan. Il mourut empoisonné, selon les uns, d'apoplexie foudroyante, selon les autres.

ABBATUCCI (Jean-Pierre-Charles) (1792-1857). Procureur du roi à Sartène (1816), député de la Corse (1830), député d'Orléans (1837), puis du Loiret à l'Assemblée constituante (1848) et à l'Assemblée législative (1849), il fut nommé sénateur et ministre de la justice (1852) en récompense des services rendus lors du coup d'Etat du 2 décembre.

ABBATUCCI (Paul-Séverin) (1821), fils du précédent. Député de la Corse (1852-1870), il fut réélu en 1871, démissionna six mois après pour faire élire Rouher à sa place, et vécut dans la retraite.

ABD-AR-RAHMAN (1778-1859), empereur du Maroc de 1822 à 1859. Depuis la prise d'Alger (1830) jusqu'au traité de 1844, il fut en lutte contre la France, soutint Abd-el-Kader qu'il chassa définitivement de son pays en 1847,

et consacra ses dernières années à réprimer de nombreuses insurrections.

ABD-AR-RAHMAN (1840), émir de Caboul. Protégé par la Russie, reconnu par les Anglais, il fut proclamé en 1880.

ABD-EL-KADER (1807-1883), chef militaire et religieux algérien. Battu près d'Oran par le général Desmichels, il obtint de celui-ci un traité qui le reconnaissait comme émir de Mascara (26 février 1834). L'année suivante, il remporta près de la Macta une victoire sur le général Trézel, et Bugeaud signa avec lui le traité de la Tafna (30 mai 1837), qui lui laissait les provinces presque entières d'Oran, de Titeri et d'Alger; il fallut ensuite toute l'habileté et l'activité du maréchal Bugeaud pour lui enlever ses places et détacher de lui les nombreuses tribus qui servaient sa cause. Après la prise de sa smala (1843), il se réfugia au Maroc et entraîna ce pays à la guerre. Bugeaud bat les Marocains à l'Isly (1844); Abd-el-Kader est chassé du Maroc (1847) et, après quelques tentatives pour soulever l'Algérie, se soumet à Lamoricière à Sidi-Brahim (24 janvier 1848). Interné d'abord à Toulon,



Abd-el-Kader.

puis à Amboise, il fut mis en liberté (1852) et se rendit en Syrie où il sauva un grand nombre de chrétiens lors des massacres de 1860. En 1867, il vint visiter l'Exposition universelle de Paris en ami sincère de la France et adressa en 1871 aux Algériens révoltés une exhortation à se soumettre. — Bellemare, *Abd-el-Kader, sa vie politique et militaire*, 1863.

ABD-UL-AZIZ (1830-1876), empereur de Turquie, deuxième fils de Mahmoud II. Il succéda à son frère Abd-ul-Medjid en 1861. Après une série de réformes, bien accueillies par les partisans des idées modernes, il conclut des traités de commerce avec plusieurs pays d'Europe, mais les désordres financiers amenèrent des insurrections et finalement une révolution de palais, à la suite de laquelle on le trouva baigné dans son sang (4 juin 1876), suicidé au dire des uns, assassiné suivant d'autres.

ABD-UL-HAMID II (1842), empereur de Turquie, fils d'Abd-ul-Medjid. Il succéda à Mourad V (21 août 1876), fut



Abd-ul-Hamid II.

battu par la Russie, et son empire fut réduit par le traité San-Stefano (1878). Il exila Midhat Pacha, le chef des Jeunes-Turcs (1877), suivit la politique panislamiste et gouverna despotiquement, avec une politique extérieure flottante entre différentes influences de pays européens. Il se montra cruel et sanguinaire envers les Arméniens et les Crétois, ce qui occasionna la guerre avec la Grèce (1897).

ABD-UL-MEDJID (1823-1861), empereur de Turquie, fils de Mahmoud II auquel il succéda en 1839. Il eut à combattre Méhémet-Ali, pacha d'Egypte, au début de son règne, et fut sauvé par l'intervention des puissances européennes. De nombreuses insurrections éclatèrent en Albanie, en Syrie, en Bosnie et dans le Monténégro; menacé par les Russes, il fut secouru par la France et l'Angleterre (V. HISTOIRE CONTEMPORAINE) qui firent la guerre de Crimée. A la fin de son règne eurent lieu les massacres des chrétiens en Syrie (1860). C'est sous Abd-ul-Medjid que parut l'importante déclaration de principes appe-

lée l'« acte de Gul-Hané » dont les conséquences d'ailleurs furent nulles (3 novembre 1839).

ABERDARE (Henry-Austin Bruce, baron) (1815-1895), homme politique anglais. Membre de la Chambre des communes (1852), il fut sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur (1862-1864), puis ministre de l'intérieur dans le cabinet Gladstone (1868-1874). Il avait été élevé à la pairie en 1873. Président de la C^e royale du Niger.

ABERDEEN (George-Hamilton Gordon, comte d') (1784-1860), homme d'Etat anglais. Pair électif d'Ecosse (1807), il fut chargé de missions auprès de l'Autriche (1813), devint pair héréditaire sous le nom de vicomte Gordon, combattit la politique de Canning. Ministre des affaires étrangères (1828-1830), ministre des colonies (1834), ministre des affaires étrangères (1841-1846), il soutint la politique de Peel; premier lord de la Trésorerie (1852-1855), il conclut l'alliance offensive avec la France.

ABRANTÈS (Don José, marquis d') (1763-1827), homme politique portugais. Président du conseil de régence (1807), il fut envoyé en mission auprès de Napoléon qui le garda jusqu'en 1814 comme otage. Il revint dans son pays, fut banni en 1824 et mourut à Londres.

ABRANTÈS (Duc d'). (V. JUNOT.)

ABRIAL (André-Joseph, comte) (1750-1828). Avocat, commissaire au tribunal de cassation (1791-1799), il organisa la République parthénopéenne (1800), devint ministre de la justice après le 18 brumaire, sénateur (1802), et fut envoyé en Italie pour y introduire le code Napoléon (1808). Nommé comte par l'empereur, il vota néanmoins sa déchéance et fut créé pair par Louis XVIII.

ABZAC (Marie-Charles-Venance, marquis d') (1822-1881), général français. Il fut aide de camp de MacMahon qui l'envoya en ambassade à Berlin (1877).

ACHARD (Antoine-Philippe-Adrien) (1814-1890). Maire de Lesparre (1848-1851), il fut proscrit après le 2 décembre, nommé député de la Gironde (1879) contre Blanqui qui avait été élu, mais dont l'élection fut invalidée par le gouvernement. Réélu en 1881, il échoua aux élections de 1885.

ACHENBACH (Heinrich) (1829),

homme politique prussien. Député au Reichstag prussien (1866), il fut nommé ministre du commerce et des travaux publics en 1873, gouverneur de la Prusse occidentale, puis du Brandebourg. Il appartient au parti conservateur indépendant.

ACOLLAS (Emile) (1826-1891). Condamné à un an de prison à la suite du congrès de Genève (1867), il se présenta aux élections de 1876 dans le VI^e arr. de Paris et fut battu par le colonel Denfert-Rochereau. — Pour son œuvre de littérateur et de jurisconsulte, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

ACTON (Jean-François-Edouard, chevalier) (1736-1811). Né à Besançon de parents irlandais, il entra au service de Léopold I^{er}, grand-duc de Toscane, et y acquit de la réputation comme chef de l'escadre qui aida les Espagnols contre les Algériens (1774). Ferdinand IV de Naples lui confia le commandement de sa flotte (1779) et il devint, par ses intrigues, premier ministre et favori de Marie-Caroline. Ennemi acharné de la France, dévoué à l'Angleterre, il entraîna Ferdinand dans la lutte qui se termina par la prise de Naples et la fondation de la République parthénopéenne. Après la chute de celle-ci, il reprit le pouvoir jusqu'en 1803 et alla mourir en Sicile.

On le confond souvent avec son frère *Joseph-Edouard* (1737-1836), qui émigra pendant la Révolution et devint général napolitain.

ADAM (Antoine-Edmond) (1816-1877). Rédacteur du *National* (1846-1848), il fut adjoint d'Armand Marrast à la



Adam (Edmond).

— Sa femme, née Juliette Lamber, a eu un salon fréquenté par les notabilités du parti républicain, fonda la *Nouvelle Revue* en 1879 et s'est distinguée dans la

littérature (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE).

ADAMS (John) (1739-1826), président des Etats-Unis. Député au Congrès de Philadelphie (1774), envoyé en mission en France, en Angleterre et en Hollande, il retourna en Amérique en 1788 et succéda à son ami Washington comme président de la République en 1797-1801. Non réélu, il se retira près de Boston.

ADAMS (John-Quincy) (1767-1848), président des Etats-Unis. Ministre de son pays à La Haye, à Berlin, à Saint-Petersbourg et à Londres, il fut partisan de l'abolition de l'esclavage. Sa présidence dura de 1825 à 1829.

ADAMS (Charles-Francis) (1807-1886), homme politique américain, fils du précédent. Entré à la législature du Massachusetts en 1841, puis au Sénat de cet Etat, il fit partie du Congrès en 1858, fut envoyé comme ambassadeur à Londres par Lincoln et revint en Amérique en 1868. Il se retira de la vie publique en 1876.

ADDINGTON (Henry, vicomte Sidmouth) (1757-1844), homme d'Etat anglais. Ami de Pitt, il entra à la Chambre des communes (1784) et en devint président (1789). Il remplaça Pitt au ministère (1801), signa le traité d'Amiens (1802), fut renversé en 1804, puis partagea le pouvoir avec Pitt (1805), fit partie du ministère Fox (1806) et fut nommé secrétaire d'Etat de l'intérieur (1812-1824).

ADLERBERG (Vladimir-Théodorovitch) (1791-1872), homme d'Etat russe. Aide de camp du grand-duc Nicolas (1817), il l'accompagna dans la campagne de Turquie (1828), fut directeur général des postes (1842-1857) et y introduisit de sérieuses améliorations.

ADLERCREUTZ (Charles-Jean, comte d') (1757-1815), général suédois. Il se distingua dans la guerre contre les Russes, contribua au renversement de Gustave IV (1809) et fut nommé comte par Charles XIV (1814).

ADLERSPARRE (George, comte d') (1760-1835), général suédois. Après avoir passé dans l'armée, il s'occupa de littérature de 1792 à 1800. A cette date, il reprit du service, combattit les Danois et les Russes et fut un des chefs de la conspiration qui détrôna Gustave IV (1809).

ADOLPHE (Auguste-Charles-Frédéric) (1817-1890), dernier duc de Nassau. Arrivé au pouvoir en 1839, il se signala par sa politique réactionnaire, se prononça contre la Prusse (1866) et fut détrôné. Il reçut l'année suivante une indemnité de 8 millions et demi de marcs.

AFFRE (Denis-Auguste) (1793-1848), prélat français. Nommé archevêque de Paris en 1840, il fut blessé mortellement devant les barricades du faubourg Saint-Antoine (25 juin 1848), d'un coup de feu parti des rangs des défenseurs de l'ordre, au moment où il exhortait les ouvriers à dé-



Affre.

poser les armes.

AFFRY (Louis-Auguste-Philippe, comte d') (1745-1810), homme politique suisse. Lieutenant général dans l'armée française sous l'ancien régime, il rentra à Fribourg en 1792, fut nommé avoyer de son canton et deux fois président de la Confédération (1803, 1809).

AGUADO (Alexandre-Marie) (1784-1842), banquier espagnol d'origine juive. Il servit dans les armées de Joseph Bonaparte, fut aide camp de Soult, vint à Paris où il négocia en 1823, 1828, 1830, 1831, les emprunts de Ferdinand VII et s'enrichit par le commerce, la banque et l'exploitation d'importantes mines.

AHMED-VEFYK PACHA (1818-1891), homme d'Etat turc. Ambassadeur à Paris, il fut rappelé au moment des massacres de Syrie (1860), nommé commissaire général en Anatolie par Abd-ul-Medjid, grand vizir par Abd-ul-Hamid, disgracié et emprisonné (1882) pour crime de haute trahison. Un mois après, il remplaçait Said Pacha comme premier ministre, mais dut bientôt se retirer.

AHMADA (Don Pedro GIRON, duc d') (1788-1842), général espagnol. Membre du conseil de régence pendant la minorité d'Isabelle, il fut ministre de la guerre (1835-1836) et dut quitter l'Espagne à la suite d'attaques violentes suscitées par son opposition à Mendizabal. Il se retira à Bordeaux.

AKSAKOV (Ivan-Sergejevitch) (1823-

1886), un des fondateurs et des chefs du parti panslaviste. Il eut une grande influence dans les réformes d'Alexandre II, fut un des organisateurs du congrès de Moscou (1867), souleva l'opinion contre les Turcs en 1876 et fut un des principaux chefs de la Société slavophile; les Bulgares lui offrirent la couronne. Sa mort fut un deuil national pour la Russie.

ALAMAN (Lucas) (1775-1855), homme d'Etat et historien mexicain. Ministre des affaires étrangères sous le président Vittoria, il développa l'industrie, l'agriculture et l'instruction sous Bustamente dont il fut le principal ministre (1830-1832).

ALARCON (Don Pedro-Antonio de) (1833), écrivain et homme politique espagnol. En 1854, il entra dans le mouvement démocratique et combattit le gouvernement dans le journal *le Fouet* (*El látigo*), puis mena une campagne contre le ministère Miraflores dans *la Epoca* et *la Política*, fut nommé député de Cadix (1865), exilé en 1866, prit part à la révolution qui renversa Isabelle (1868) et ne fut pas réélu en 1872. Il ne s'occupa depuis que de travaux littéraires (V. volume LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE DU MIDI).

ALBANI (Giuseppe, prince) (1750-1834), cardinal italien. Il appuya auprès de Pie VII la conclusion du Concordat avec la France et fut secrétaire d'Etat de Pie VIII. Nommé par Grégoire XVI commissaire extraordinaire dans les quatre Légations (1832) pour les pacifier, il se montra cruel et inflexible.

ALBEMARLE (George-Thomas KEPPEL, comte) (1799-1891), général anglais. Il assista à la bataille de Waterloo, fut aide de camp de lord Wellesley et du duc de Somerset, représenta au Parlement le comté de Norfolk (1832-1835) et le bourg de Lymington (1847-1850). Il entra à la Chambre des pairs (1851) et vota avec les libéraux.

ALBERDI (Juan-Bautista) (1810-1884), littérateur et homme politique argentin. Il combattit la dictature de Rosas, dut s'expatrier, exerça la profession d'avocat à Valparaiso, revint en 1852 et fut envoyé par le général Urquiza pour représenter la République Argentine à Paris, à Madrid et à Londres. — Pour ses œuvres

littéraires et politiques, V. volume LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE.

ALBERT (Kasimir) (1738-1822), duc de Saxe-Teschem, fils d'Auguste III, roi de Pologne. Il épousa la fille de Marie-Thérèse, Marie-Christine, et gouverna les Pays-Bas, puis servit contre la France, bombarde Lille sans succès (1792) et fut battu à Jemmapes.

ALBERT (Alexandre MARTIN, dit) (1815-1895), homme politique français. Il fonda avec Corbon le journal *l'Atelier* (1840), prit part à la lutte dans la rue (23 et 24 février 1848), fut nommé membre du Gouvernement provisoire, élu par le dép. de la Seine à l'Assemblée constituante, condamné par la haute cour de Bourges à la détention perpétuelle pour avoir participé à l'affaire du 15 mai, amnistié en 1859, et ne joua plus de rôle politique. On l'appelait l'ouvrier Albert.

ALBERT (Frédéric - Rodolphe) (1817), fils aîné de l'archiduc Charles, frère de l'empereur d'Autriche, François I^{er}. Il combattit contre les Piémontais en 1849, gouverna la Hongrie de 1851 à 1860. Dans la guerre de 1866, il battit les Italiens à Custoza et reçut le commandement général de l'armée autrichienne. Après la paix de Prague, il réorganisa les forces militaires de la monarchie. A laissé de très importants écrits. Quelques historiens le regardent comme le plus grand général du siècle.

ALBERT (Albert-Francis-Augustus-Charles-Emmanuel de Saxe-Cobourg-Gotha, dit le prince) (1819-1861), époux de Victoria, reine d'Angleterre. Son rôle de « prince-consort » le tint éloigné des affaires publiques, et il consacra ses loisirs à la protection des arts et des sciences. C'est lui qui eut l'idée de la première exposition universelle de Londres (1851).

ALBERT (Frédéric-Auguste) (1828), roi de Saxe. Il commanda l'armée saxonne en 1866, prit une part active à la bataille de Sedan et au siège de Paris, et succéda à son père Jean en 1877.

ALBERT (Edouard) (1841), prince de Galles, fils de la reine Victoria et du prince Albert, son époux. Héritier du trône d'Angleterre. Il a épousé en 1863 la princesse Alexandra, fille aînée du roi de Danemark, Christian IX. Son fils est né en 1864.

ALBERT I^{er} (Honoré-Charles) (1848),

prince régnant de Monaco, fils de Charles III auquel il succéda en 1889.

ALCANTARA (João-Ignacio DA CUNHA, vicomte d') (1781-1834), homme politique brésilien. Magistrat, député, puis sénateur, il fut ministre d'Etat en 1830 et 1831.

ALDINI (Antonio, comte) (1756-1826), homme d'Etat italien. Professeur de droit à l'université de Bologne, il adopta avec ferveur les principes républicains, fut envoyé par la République cispadane à Paris, prépara la constitution de la République italienne, fut nommé président du conseil d'Etat à Milan et comblé d'honneurs par Napoléon auprès duquel il séjourna en qualité de ministre d'Etat. En 1814, à l'entrée des alliés, il se présenta néanmoins à l'empereur d'Autriche qui le chargea d'une mission pour Vienne. Depuis il vécut à Milan, jouissant d'une immense fortune.

ALECSANDRI (Basile) (1821-1890), poète et homme politique roumain. En 1848, il prit part au mouvement national, fut compromis dans les affaires de Jassy et se réfugia à Paris. En 1857, il siégea dans le divan chargé de préparer la constitution de son pays, fut membre du cabinet Ghica (1859) comme ministre des affaires étrangères. Enfin, en 1885, il fut nommé représentant de la Roumanie à Paris. — Pour ses œuvres littéraires, V. volume LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE.

ALEKO PACHA (1825), homme d'Etat ottoman. Son vrai nom est Alexandre Vogoridi. Il entra dans la diplomatie, fut ambassadeur à Vienne (1877), directeur des postes, gouverneur de la Roumélie orientale (1879-1884).

ALEXANDRE I^{er} (Paulovitch) (1777-1825), empereur de Russie de 1801 à 1825, fils de Paul I^{er}. A dater de l'assassinat du duc d'Enghien, il se jeta dans les coalitions contre la France jusqu'aux entrevues de Tilsit (1807) et d'Erfurt (1808). Il acheva la conquête de la Finlande (1809) et envahit la Turquie. De 1812 à 1815, il fut l'âme de la coalition contre Napoléon et sous l'inspiration de Mme de Krüdener, fonda la Sainte-Alliance (1815). Les idées libérales de sa jeunesse firent place à une mystique religiosité. Metternich le gagna aux doctrines de réaction ; au Congrès de

Vérone, il abandonna complètement les insurgés grecs. Il mourut au retour d'un voyage en Crimée, à Taganrog (1^{er} décembre 1825).

ALEXANDRE II (Nicolaïévitch) (1818-1881), empereur de Russie de 1855 à 1881, fils de Nicolas I^{er}. Après le congrès de Paris (1856) qui terminait la guerre de Crimée, il entreprit un vaste plan de réformes, modéra la censure, abolit le servage, s'entoura de ministres libéraux



Alexandre II.

(1861), organisa un corps judiciaire indépendant du pouvoir, avec le jury pour les crimes et la défense assurée aux accusés (1862-1864), dota largement l'instruction publique et décréta le principe du service obligatoire (1864). La révolte de la Pologne en 1863 et les menées des partis radicaux effrayèrent le tsar, qui, naturellement timide et hésitant, revint à une politique de réaction souvent violente à l'intérieur, en même temps qu'il se rapprochait étroitement de l'Allemagne.

Ses sympathies pour la Prusse se manifestèrent pendant la guerre de 1870; en 1872, se fondait l'alliance des trois empereurs cimentée encore par un voyage d'Alexandre à Vienne (1873). En 1877, il déclara la guerre à la Turquie et resta sur le théâtre des hostilités jusqu'à la prise de Plevna. Après le congrès de Berlin (1878), ses relations avec l'Allemagne devinrent plus froides. De nombreux attentats à sa vie marquèrent ses dernières années : Soloviev et Hartman en 1879, l'explosion qui détruisit le Palais d'Hiver (1880), enfin la bombe qui le tua le 13 mars 1881, à deux pas de son palais. — Sous son règne, la Russie fit d'immenses progrès territoriaux en Asie. De son mariage avec Marie de Hesse il avait eu cinq enfants; en 1880, il épousa morganatiquement la princesse Dolgorouki.

ALEXANDRE III (Alexandrovitch) (1845-1894), empereur de Russie de 1881 à 1894, fils du précédent. Pendant la guerre franco-allemande, il manifesta ouvertement ses sympathies pour la France, mais M. de Giers aidant, Bismarck réussit à amener une entrevue des trois empereurs (1884). Le pouvoir fut confié aux plus ardents

slavophiles; les violents mouvements populaires furent nombreux et réprimés durement; les nihilistes furent pendus et déportés. La pénétration en Asie s'accrut; Merv, l'oasis d'Akhal et Sarakhs furent annexés, les Russes battirent les Afghans et s'emparèrent de Pendjeh (1885). Du côté européen, la politique russe changea. A l'alliance des trois empereurs succéda la Triple Alliance dans laquelle l'Italie remplaça la Russie irritée par les menées de l'Autriche à Bucarest et à Belgrade, les discours du ministre Tisza à la Chambre hongroise, et surtout par le rapport de documents authentiques prouvant que l'Allemagne soutenait l'Autriche dans les affaires de Bulgarie.

Alexandre se rapprocha alors de la France : les discours de Skobelev et de Tcherniaïev, la réception cordiale des marins russes dans nos ports de guerre, le voyage de l'amiral Gervais à Cronstadt et à Saint-Petersbourg (1891), enfin la réception de l'amiral Avellan et de ses marins à Toulon, à Paris, à Lyon et à Marseille, ne laissèrent plus aucun doute sur l'entente cordiale des deux peuples, sans que le mot d'alliance eût été prononcé. — Alexandre III mourut à Livadia (Crimée) le 1^{er} novembre 1894.

ALEXANDRE I^{er} (1857-1893), prince de Bulgarie, appelé Alexandre de Battenberg avant sa prise de possession du pouvoir (1879). En 1881, il suspend le régime constitutionnel; il le rétablit en 1883, et annexe la Roumélie orientale à la Bulgarie (1885), ce qui lui fit déclarer la guerre par Milan, roi de Serbie. Ce dernier fut vaincu et l'Autriche fit cesser les hostilités. Bientôt après, renversé par un complot militaire, rétabli grâce à l'appui secret de l'Angleterre et de l'Autriche, il abdiqua définitivement (1886).

ALEXANDRE I^{er} (1876), roi de Serbie. Il succéda à son père Milan I^{er} en 1889 et fut déclaré majeur en 1893.

ALEXANDRE DE WURTEMBERG (1771-1833), général et homme d'Etat russe. Frère de l'impératrice Maria Fédorovna, il quitta l'armée autrichienne et entra au service de la Russie comme général-lieutenant (1800),



Alexandre III

fut nommé gouverneur général de la Russie-Blanche (1811), prit une part active à la campagne contre Napoléon et s'empara de Dantzig. En 1822, il fut chargé du département des voies et communications, et fit construire le canal qui porte son nom et qui réunit la mer Caspienne à l'Océan.

ALEXANDRE-JEAN, prince de Moldo-Valachie. (V. COUZA.)

ALFIERI DI SOSTEGNO (Cesare) (1799-1869), diplomate italien. Ministre plénipotentiaire de Sardaigne à Saint-Petersbourg (1824), conseiller d'Etat, ministre de l'instruction publique (1847), il demeura aux affaires jusqu'à la mort de Charles-Albert. Sous Victor-Emmanuel, il accepta la présidence du Sénat et suivit le roi à Florence.

ALGLAVE (Emile) (1842), juriste et publiciste français. Il fonda avec Yung la *Revue des Cours scientifiques*, qui devint en 1871 la *Revue scientifique*; professeur à la Faculté de droit de Paris, 1878, il a entrepris depuis 1886 une campagne très active pour l'établissement du monopole de l'alcool.

ALIBAUD (Louis) (1810-1836). Le 25 juin 1836, il tira sur Louis-Philippe presque à bout portant, au guichet des Tuileries, fut condamné à mort par la Cour des pairs et guillotiné le 11 juillet 1836.

ALIKHANOV (ALI KHAN, dit) (1853), gouverneur de Merv (Turkestan), un des principaux agents de la conquête russe au delà de la Caspienne. Originaire du Caucase, khan lesghien, sa qualité de musulman le fait jouir d'un immense prestige auprès des Tekkés de Merv.

ALI PACHA (1741-1822), pacha de Janina, surnommé Arslan (le lion). Après avoir vécu de brigandage, il servit l'armée turque contre les Russes et fut nommé pacha de Janina en 1788, se signala par ses cruautés et ses rapines, étendit son autorité sur l'Albanie tout entière et manifesta un tel dédain de la cour de Constantinople que le sultan se décida à le rappeler. Ali ayant refusé de se rendre à cet appel, Mahmoud II envoya contre lui son mortel ennemi Khourchid Pacha, à la tête d'une armée. Assiégé dans Janina, Ali fut tué dans la mêlée, après avoir vendu chèrement sa vie.

ALI PACHA, diplomate ottoman. Conseiller d'Etat (1868), gouverneur

d'Erzeroum (1870), puis de Trébizonde, il fut préfet de Constantinople (1872) et ambassadeur en France (1873-1880).

ALLAIN-TARGÉ (Henri) (1832), journaliste de l'opposition à la fin du second Empire, fut nommé préfet de la Gironde (1870) par Gambetta, démissionna en février 1871, fut élu conseiller municipal de Paris par le XIX^e arr. (1871-1876), puis député (1876, 1877 et 1881), ministre des finances dans le cabinet Gambetta (14 novembre 1881) et ministre de l'intérieur dans le cabinet Brisson (6 avril 1885). Il siégea à l'Union républicaine et fut un des fondateurs de la *République française*.

ALLARD (Nelzir) (1798-1877). Aide de camp du général Valazé, il travailla avec lui aux fortifications de Paris et obtint son grade de général de division en 1857. Il avait été député de Parthenay en 1847, le fut encore en 1876 et soutint le ministère de Broglie.

ALLÈGRE (Vincent-Gaëtan) (1835). Maire de Toulon depuis le 4 septembre 1870, il fut révoqué par le ministère de Broglie (1873), élu député du Var (1876), réélu en 1877 comme un des 363 et vota avec l'extrême gauche. En 1881, il donna sa démission de député, fut nommé gouverneur de la Martinique, et devint sénateur de cette colonie en 1888.

ALLENT (Pierre-Alexandre-Joseph) (1772-1837), homme politique français. Il était lieutenant-colonel du génie lorsque des raisons de santé l'obligèrent à quitter l'armée. Nommé conseiller d'Etat, il traça le plan d'attaque et de défense de Paris (1814), refusa de servir Napoléon pendant les Cent-Jours, fut sous-secrétaire à la guerre (1817), député du Pas-de-Calais (1828) et pair de France (1832).

ALLOU (Edouard) (1820-1888). Inscrit au barreau de Paris (1841), il devint bâtonnier (1866), plaida diverses affaires politiques : pour E. de Girardin (1867), pour Gambetta (1877), fut élu sénateur inamovible (1882) et siégea au centre gauche.

ALMODOVAR (Don Ildefonso-Dias de RIBERA, comte de) (1798-1860), général et homme d'Etat espagnol. Réfugié en France après la guerre de 1823, il rentra en Espagne à la mort de Ferdinand VII, fut député aux Cortès qu'il présida, nommé capitaine

général de Valence sous le ministère Torreno, ministre de la guerre dans le cabinet Mendizabal, ministre des affaires étrangères sous la régence d'Espartero, et entra dans la vie privée à la chute de ce dernier (juillet 1843).

ALMONTE (Don Jean-Népomucène) (1804-1869), général mexicain. Il combattit au Texas contre les Etats-Unis (1836), fut ministre de la guerre (1846) et ambassadeur à Paris (1857). Révoqué par Juarez (1860), il accompagna l'expédition française (1862), fut ministre de la maison de Maximilien et maréchal de l'empire. Il réussit à s'enfuir du Mexique et se réfugia à Paris.

ALPHONSE XII (Don François d'Assise, Pie-Jean-Marie de la Conception, Grégoire de Bourbon) (1857-1885), roi d'Espagne. Il suivit à Paris sa



Alphonse XII.

mère Isabelle (1868) qui abdiqua en sa faveur (1870), entra en Espagne en 1875. De cette année jusqu'en 1878, les carlistes tinrent la campagne. Depuis, Alphonse ne tint aucun compte des aspirations libérales du pays, se livra à Canovas qu'il jeta dans les bras de l'Allemagne (sa nomination au grade de colonel honoraire d'un régiment de uhlans, en 1883, le brouilla définitivement avec la France) et dans ceux du clergé espagnol. A sa mort, la reine Christine prit la régence et gouverna pour Alphonse XIII, né le 17 mai 1886.

ALPHONSE (Baron d'). (V. DALPHONSE.)

ALTENSTEIN (Karl-Fritz-Sigismund Stein d') (1770-1840), ministre prussien. Protégé de Hardenberg, il concourut à la réorganisation de la Prusse après le traité de Tilsit, fut gouverneur de la Silésie (1813) et ministre des cultes, de l'instruction et des affaires médicales (1817). Il rendit dans ce poste de grands services à son pays.

ALTIERI (Lodovico) (1805-1867), cardinal italien. Camérier de Léon XII, nonce à Vienne, il fut nommé par Pie IX président de Rome et de la Comarque, fit partie du triumvirat « rouge » (avec Della Genga et Van-

nicelli) qui se signala par une aveugle réaction (1849) et mourut préfet de la congrégation de l'Index.

ALTON-SHÉE (Edmond de LIGNÈRES, comte d') (1810-1874). Membre de la Chambre des pairs en 1836, il soutint d'abord la monarchie constitutionnelle; mais, dès 1847, il se mêla à l'agitation réformiste et révolutionnaire, se battit sur les barricades (février 1848) et prit parti pour Ledru-Rollin contre Cavaignac. Il échoua aux élections de 1849, de 1869, écrivit dans divers journaux avancés et mourut presque aveugle.

ALVAREZ (Juan) (1780-1863), général mexicain. Il prit part aux guerres de l'Indépendance contre les Espagnols, devint gouverneur de l'Etat de Guerrero (1847) et se révolta contre la dictature de Santa-Anna qui se retira à La Havane. Elu président de la République (août 1855), il convoqua une Constituante (1856), entra à Mexico à la tête de ses bandes indiennes, proclama la confiscation des biens du clergé et abdiqua en faveur de Comonfort. Il retourna dans le S.-O. et contribua à faire nommer Juarez président de la République.

ALVENSLEBEN (Albrecht d') (1794-1858), homme d'Etat prussien. Conseiller d'Etat (1833), ministre des finances (1835-1842), il prit une grande part à l'organisation du Zollverein.

AMAGAT (Louis-Amant) (1848-1890). Agrégé de la faculté de médecine de Montpellier (1879), il eut des démêlés avec l'administration et fut révoqué par le ministre. Elu député de Saint-Flour comme candidat d'extrême gauche (1881), il fut réélu en 1885 et vota avec la droite.

AMARI (Michel) (1806-1889), homme politique, orientaliste et historien italien. Il se réfugia en France pour échapper aux persécutions des Bourbons de Naples (1842), entra en Sicile (1848) lors de la révolution, fut nommé ministre des finances et revint en France (1849) après les défaites des libéraux. Rentré en Italie (1859), il fit partie de l'expédition des Mille (1860) sous la conduite de Garibaldi, fut nommé sénateur du royaume d'Italie et ministre de l'instruction publique (1862-1864). — Pour ses travaux historiques et ses études orientales, V. volume LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE.

AMAT (Henri) (1815-1891), homme

politique français. Avocat à Marseille, il se mêla aux mouvements de 1848 et 1849, fut proscrit au 2 décembre, élu député des Bouches-du-Rhône (1871), soutint Thiers contre Mac-Mahon, échoua aux élections de 1876 contre Raspail et fut réélu en 1878. Il ne se représenta pas aux élections de 1881.

AMÉDÉE I^{er} (Amédée-Ferdinand-Marie, duc d'Aoste) (1845-1890), roi d'Espagne de 1870 à 1873. Second fils de Victor-Emmanuel II, il fut blessé à Custoza (1866); Prim et Serrano lui offrirent la couronne d'Espagne et il fut proclamé roi par les Cortès (1870) par 191 voix contre 120; il ne rencontra que des hostilités, fut l'objet de plusieurs tentatives d'assassinat et abdiqua le 11 février 1873.



Amédée I^{er}.

AMHERST (William Pitt, comte) (1773-1857), diplomate anglais. Attaché au parti tory, il fut envoyé en ambassade en Chine (1816), fut nommé gouverneur général des Indes orientales (1823-1828) et fit une expédition en Birmanie (1824) qui se termina par le traité de Yandabo (1826) si favorable aux Anglais.

AMIGUES (Michel-Jules-Emile-Laurent) (1829-1882), homme politique et publiciste français. Sous le second Empire, il collabora à divers journaux, se montra bonapartiste intransigeant depuis 1870, fut élu député de Cambrai (1877) et invalidé. Il a laissé des traductions, des nouvelles, des brochures politiques, les *Papiers posthumes de Louis-Nathaniel Rossel* (1871) dont l'authenticité est contestée.

AMOUROUX (Charles) (1843-1885), homme politique français. Ouvrier chapelier, il combattit le régime impérial de 1863 à 1870. Elu membre de la Commune (26 mars 1871), blessé et fait prisonnier le 21 mai, il fut condamné aux travaux forcés à perpétuité par le 3^e conseil de guerre et envoyé en Nouvelle-Calédonie. Après l'amnistie, il fut élu conseiller municipal de Paris (1881) par le quartier de Charonne, et député de Saint-Etienne (1885).

ANCEL (Daniel-Edouard-Jules) (1816). Maire du Havre (1846), dé-

puté à la Législative (1849), il fut candidat officiel de l'Empire et élu en 1857 et 1863. Il échoua en 1869, fut élu en 1871, fit partie du centre droit et fut nommé sénateur aux élections de 1876 et de 1882. Il ne fut pas réélu en 1892.

ANCEL (Albert-Daniel) (1844). Député de l'arrondissement de Château-Gontier (Mayenne) en 1876, il siégea à la droite légitimiste, fut réélu en 1877 (comme candidat officiel de Broglie), et de nouveau en 1881. En 1885, il ne s'est pas représenté.

ANCKARSWOERD (Charles-Henri, comte d') (1782-1865), homme politique suédois. Il aidait le général Adlersparre à renverser Gustave IV (1809), devint aide de camp de Bernadotte (1810-1812), se sépara de celui-ci lorsqu'il intervint en faveur de la Russie contre la France, fut élu membre de la Diète en 1817 et devint l'orateur du parti de l'opposition qui luttait contre le despotisme de Bernadotte devenu Charles XIV. Il se retira de la lutte en 1829.

ANDLAU (Gaston-Hardouin-Joseph, comte d') (1824-1894). Il prit part comme officier aux campagnes de Rome et de Crimée et fut attaché militaire à l'ambassade d'Autriche après la guerre d'Italie. Fait prisonnier à Metz, il déposa contre Bazaine lors de son procès à Trianon, fut nommé général, puis élu sénateur par le département de l'Oise en 1876 et 1879 et siégea au centre gauche. Compromis dans l'affaire des « décorations de la Légion d'honneur », il quitta la France après sa condamnation par défaut à cinq ans de prison et s'établit à Buenos Aires où il mourut à l'hôpital. Il a publié plusieurs ouvrages militaires, dont l'un, *Metz, campagnes et négociations*, fut un premier réquisitoire contre Bazaine.

ANDRÆ (Charles-Christophe-George) (1812-1893), homme politique danois. Représentant du roi à l'Assemblée constituante (1848-1849), il fit ensuite partie du Folkething (première Chambre) (1850-1851) et du Landsting (seconde Chambre) (1852-1853). Nommé ministre des finances à différentes reprises, il s'est toujours opposé aux idées démocratiques.

ANDRASSY (Jules, comte) (1823-1890), homme d'Etat hongrois. Compromis dans la guerre d'indépendance contre

l'Autriche, il fut condamné à mort par contumace et se réfugia à Paris. Rentré en Hongrie (1860), il fit partie du Parlement (1861) et tenta de réconcilier le patriotisme hongrois et la dynastie des Habsbourg. Chef du ministère magyar, il évita les conflits entre les deux moitiés de la monarchie et fut nommé ministre des affaires étrangères en remplacement du comte de Beust (1871). Il dut quitter le pouvoir en 1879.

ANDRÉOSSY (Antoine-François, comte) (1761-1828), général français. Il fit l'expédition d'Égypte et fut membre de l'Institut du Caire. Après le 18 brumaire, nommé général, ambassadeur à Londres, à Vienne et à Constantinople, il se rallia aux Bourbons, fut directeur des subsistances militaires et député de l'Aude en 1827.

ANDRIEUX (Louis) (1840). Homme politique français. Avocat à Lyon, il prit part à la lutte contre l'Empire. Après le 4 septembre 1870, il fut procureur de la République à Lyon jusqu'en 1872, fut élu député par la circonscription de l'Arbresle (IV^e arr. de Lyon) en 1876, réélu en 1877, combattit l'amnistie plénière en 1878, fut nommé préfet de police (1879-1881), ambassadeur



Andrieux.

en Espagne (1882), reprit sa place à la Chambre des députés et parla contre l'expulsion des princes. Nommé député des Basses-Alpes (1885), il siégea dans le parti républicain modéré, et se présenta sans succès à différentes élections partielles ou générales. A publié les *Souvenirs d'un préfet de police*, 1884.

ANETHAN (Jules-Joseph, baron d') (1803-1888), homme d'Etat belge. Procureur du roi à Courtrai (1831), il fut nommé ministre de la justice (1843-1847) jusqu'à l'arrivée des libéraux au pouvoir. Député de Louvain (1844), sénateur (1849), il fut le chef de l'opposition cléricale, devint président du conseil des ministres en 1870 avec le portefeuille des affaires étrangères, et dut céder le pouvoir à M. Malou en 1871; ambassadeur au Vatican, il fut rappelé en 1881 et fut président du Sénat de 1884 à 1886. Pendant la

guerre de 1870 il avait eu une attitude favorable à la Prusse et fit expulser Victor Hugo en 1871.

ANGLADE (Clément-Hippolyte) (1801-1881). Député sous Louis-Philippe, il siégea dans les rangs de l'opposition, fut renommé par l'Ariège à la Constituante (1848) et fut arrêté le 2 décembre 1851. Nommé préfet de l'Ariège en 1870, élu député par l'arrondissement de Foix (1877), il fut nommé sénateur en 1880.

ANGOULÈME (Duc et duchesse d'). (V. BOURBON.)

ANISSON-DUPÉRON (Alexandre-Jacques-Laurent) (1776-1852). Sous-préfet d'Arras, directeur de l'imprimerie impériale (1809), il fut nommé député en 1830 et pair de France en 1845.

ANSELE (Edouard) (1856), socialiste belge. Fondateur du *Vooruit* (société coopérative de Gand), organisateur du mouvement en faveur du suffrage universel, il fut élu député de Liège aux élections de 1894.

ANSPACH (Jules) (1829-1879), homme politique belge. Bourgmestre de Bruxelles depuis 1863, il fut envoyé à la Chambre des représentants en 1866.

ANSTETT (Jean-Protase) (1760-1835), diplomate russe. Ambassadeur à Berlin (1794), à Vienne (1801), il dirigea la chancellerie militaire de Koutousov, accompagna Alexandre I^{er} dans les campagnes de 1813 et 1814, et prit part aux congrès de Prague et de Vienne.

ANTOINE (Jules-Dominique) (1845). Conseiller municipal de Metz (1872), conseiller général de la Lorraine (1879), il fut élu au Reichstag allemand (1882) par la ville de Metz, réélu en 1884, et expulsé d'Alsace-Lorraine (1885). Il continua de siéger à Berlin, vint se fixer en France (1889), fit de nombreuses conférences politiques et échoua aux élections de 1889 et de 1890. Il obtint en 1890 la place d'entreposeur de tabacs à Paris.

ANTONELLI (Giacomo) (1806-1876). cardinal et homme d'Etat romain. Trésorier des chambres apostoliques (1845), cardinal (1847), il prit une très grande part dans les affaires de la papauté et eut une influence personnelle sur Pie IX. Il organisa la répression à Rome après le retour de Gaète (1850) et dirigea la politique étrangère de la cour pontificale pen-

dant vingt-sept ans. Il laissa une immense fortune à ses héritiers, et sa fille naturelle, la comtesse Lambertini, au cours de ses revendications, témoigna de la légèreté des mœurs du cardinal.

ANTRAIGUES (Emmanuel-Louis-Henri de LAUNAY, comte d') (1775-1812). Député de la noblesse aux Etats généraux de 1789, il se montra favorable aux idées nouvelles, puis émigra, fut chargé de missions par Louis XVIII, devint l'agent des chancelleries de toutes les puissances coalisées contre la Révolution; nommé conseiller de la légation russe à Venise, il fut assassiné près de Londres; on avait voulu, dit-on, s'emparer de papiers compromettants pour le duc d'Orléans.

AOSTE (Duc d'). (V. AMÉDÉE.)

APPERT (Félix-Antoine) (1817-1894), général français. Commandant la subdivision de Versailles en 1871, il organisa les conseils de guerre chargés de juger les combattants de la Commune de Paris et fut ambassadeur en Russie de 1883 à 1886.

APPONYI (Antoine-Rodolphe, comte) (1782-1852), diplomate autrichien. Protégé de Metternich, il fut ambassadeur à Paris, sous Charles X et Louis-Philippe, pendant près d'un quart de siècle.

APPONYI (Georges, comte) (1808), homme d'Etat hongrois. Chancelier de Hongrie (1847), membre du conseil privé de l'Empire (1859), il défendit les intérêts conservateurs et l'indépendance de son pays. Il se rallia au parti Déak en 1866.

ARABI PACHA (Ahmed-Arabi-al-Housain) (1839), chef égyptien. Colonel dans l'armée d'Ismail, il fit la campagne d'Abyssinie et à son retour organisa des sociétés secrètes dans le but d'affranchir l'Egypte, fit un *pronunciamiento* en 1881, fut arrêté, puis délivré de prison par ses partisans et nommé ministre de la guerre. Presque tout le pays était avec lui. Les Anglais alors bombardèrent Alexandrie (8 juin 1882), poursuivirent Arabi jusqu'à Tell-el-Kebir, le firent prisonnier et le condamnèrent à mort. Sa peine fut commuée en un exil perpétuel à Ceylan. L'opinion publique en Egypte l'accusa de s'être laissé acheter par l'Angleterre.

ARAGO (Dominique-François) (1786-

1853). Il était en Espagne occupé avec Biot aux opérations géodésiques commencées par Méchain et Delambre quand la guerre éclata avec la France (1808). Pris pour un espion, il s'enfuit déguisé, trouva asile sur un bateau espagnol, fut enfermé au fort de Belver, puis sur les pontons de Palamos et enfin, réclamé par le dey d'Alger, put revenir en France et fut nommé membre de l'Institut et professeur à l'Ecole polytechnique (1809). En 1830, Arago fut nommé député et siégea à l'extrême gauche jusqu'en 1848. Membre du Gouvernement provisoire et ministre de la marine de la République, il fit adopter et signa l'acte d'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises. — Pour ses travaux scientifiques, V. vol. BIBLIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

ARAGO (Etienne) (1803-1892), frère du précédent. Directeur du Vaudeville de 1829 à 1840. Combattant de juillet 1830, compromis dans les journées de 1832 et de 1834, il se réfugia en Vendée, fut un des fondateurs de la *Réforme* (1841), directeur général des postes (24 février-10 décembre 1848), siégea à l'extrême gauche comme député des Pyrénées-Orientales, prit part à la journée du 13 juin 1849, fut condamné par contumace à la déportation dans une enceinte fortifiée et réussit à gagner la Belgique, puis l'Angleterre, Genève et Turin.

Il rentra en France à l'amnistie de 1859, fut maire de Paris du 4 septembre au 31 octobre 1870 et devint conservateur du musée du Luxembourg. — *Les Postes en 1848, 1867; l'Hôtel de Ville au 4 septembre et pendant le siège, 1874.*

ARAGO (François-Victor-Emmanuel) (1812-1896), fils de François Arago. Avocat à Paris, il défendit Barbès et Martin Bernard (1839), fut nommé commissaire général de la République à Lyon (1848), puis député à la Constituante et à la Législative (1848-1851). Défenseur de Berezovski (1867), il fut élu député de



Arago (François).



Arago (Emm.).

la Seine en 1869, membre du gouvernement de la Défense nationale en 1870, député des Pyrénées-Orientales en 1871, puis sénateur du même département en 1876 et 1882. Ambassadeur à Berne depuis 1880, il garda ce poste jusqu'en 1894.

ARAKTCHÉIEV (1769-1834), homme d'Etat russe. Ministre de la guerre (1808-1825), il fit de grandes réformes, fut l'instrument d'Alexandre I^{er} et dirigea l'impitoyable réaction des dernières années de ce règne.

ARAUJO DE AZEVEDO. (V. AZEVEDO.)

ARENBERG (Auguste-Louis-Albéric, prince d') (1837). Député de Bourges (1877), il siégea à la droite monarchique, échoua aux élections de 1881 et 1885 et fut réélu en 1889, 1893 et 1898.

ARÈNE (Emmanuel) (1856), journaliste français. Député de Corte (1881), non réélu en 1885, il fut renommé en 1886 et siégea à la gauche modérée; réélu en 1889, 1893 et 1898. Comme journaliste et comme député, il est un des membres influents du parti opportuniste.

ARESE (Francesco, comte) (1805-1881), homme politique italien. Ami intime de Louis-Napoléon, il négocia officieusement entre la cour des Tuileries et Victor-Emmanuel, devint sénateur (1854) et remplaça quelque temps le chevalier Nigra comme ministre à Paris (1861).

ARGENSON (Marc-René de VOYER DE PAULMY, marquis d') (1771-1842). Aide de camp de Lafayette, préfet des Deux-Nèthes (1809-1813), député de Belfort (1815), de Châtellerauld (1830), de Strasbourg (1831), il fit partie de la minorité républicaine, subventionna les journaux d'opposition, recueillit Buonarrotti, écrivit : *Boutades d'un homme riche à sentiments populaires*, brochure pour laquelle il fut déferé au jury et acquitté.

ARGOUT (Apollinaire-Antoine-Maurice, comte d') (1782-1858). Directeur général de la navigation sur le Rhin (1812-1814), préfet des Basses-Pyrénées pendant les Cent-Jours, pair de France (1819), il fut sous Louis-Philippe successivement ministre de la marine, du commerce et des travaux publics, de l'intérieur et des cultes, des finances, enfin gouverneur de la Banque de France, poste qu'il garda

jusqu'à sa mort. Sénateur en 1852, il était depuis 1844 membre libre de l'Académie des sciences morales et politiques.

ARGUELLES (Augustin) (1778-1884), homme d'Etat espagnol. Député aux Cortes de 1812 à 1814, un des chefs du parti libéral; déporté au retour de Ferdinand VII, il revint en 1820 et fut ministre de l'intérieur. En 1823, il s'enfuit en Angleterre et rentra en Espagne après l'amnistie de 1832. Député aux Cortes, il présida plusieurs fois cette assemblée.

ARMELLINI (Carlo) (1777-1863), homme politique et littérateur italien, membre de la Cour impériale de Rome sous le gouvernement français. Gouverneur des Marches après le retour de Pie VII, il fut rappelé à Rome et chargé de rédiger un nouveau Code civil. Il fit partie en 1848 du triumvirat avec Mazzini et Saffi et se retira à Bruxelles après 1849.

ARNAUD (Frédéric) (1819-1878), dit *de l'Ariège*. Député à la Constituante (1848) et à la Législative (1849), il combattit la politique de Louis-Napoléon, fut maire du VII^e arr. de Paris (1870), député de la Seine (1871) et sénateur de l'Ariège (1876).

ARNAULT (Antoine-Vincent) (1766-1834). Il émigra après le 10 août 1792, revint en France et fut envoyé par Bonaparte pour organiser le gouvernement des Iles Ioniennes (1797). Député pendant les Cent-Jours, il fut exilé par Louis XVIII, revint en 1819 et entra à l'Académie française en 1829. — Pour sa carrière littéraire, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

ARNAULT (Emile-Lucien) (1787-1863), fils du précédent. Protégé de Lucien Bonaparte, il fut nommé intendant de l'Istrie (1810), préfet de l'Ardèche pendant les Cent-Jours, et s'abstint de politique pendant la Restauration. Il fut préfet de Saône-et-Loire et de la Meurthe sous Louis-Philippe et rentra dans la vie privée en 1848. — Pour sa carrière littéraire, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

ARNDT (Ernst-Moritz) (1769-1860), homme politique et écrivain allemand. (Pour ses œuvres littéraires, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.) Ennemi de la Révolution française et de Napoléon, il enflamma le patriotisme allemand par ses chants de guerre et ses pamphlets. Député des provinces rhénanes à l'As-

semblée de Francfort (1848), il en sortit avec le parti constitutionnel (1849).

ARNIM (Harry-Karl-Kurt-Eduard, comte d') (1824-1881), diplomate allemand. Ministre plénipotentiaire à Rome (1854-1870), il fut commissaire à Francfort pour les négociations entre



Arnim.

la France et l'Allemagne (1871), puis ambassadeur à Paris (1872). Il intrigua avec les légitimistes et retarda l'évacuation des troupes prussiennes du territoire français, fut déplacé en 1874 et envoyé à Constantinople où il ne se rendit

pas. Il refusa aussi de restituer des pièces diplomatiques importantes, fut emprisonné et condamné à neuf mois de prison. Il quitta alors l'Allemagne et publia une attaque violente contre Bismarck (1875), qui le fit condamner à cinq ans de prison et à la perte de son titre pour haute trahison.

ARNOLD (Emmanuel) (1800-1869), agitateur tchèque. Son journal, *la Gazette civique* (1848), eut une très grande influence sur la renaissance de la Bohême. Condamné à mort pour haute trahison (1854), sa peine fut commuée, et il profita de l'amnistie de 1857, mais fut de nouveau condamné à dix ans de reclusion.

ARRIGHI (Jean-Toussaint, duc de PADOUE) (1778-1853), général français, allié à la famille Bonaparte. Il fit la campagne d'Égypte, assista à Marengo, à Austerlitz, à Friedland, à Essling, à Wagram, à Leipzig et à la campagne de France. Gouverneur de la Corse pendant les Cent-Jours, exilé après Waterloo, rappelé en 1820, député de la Corse en 1849, Napoléon III le nomma sénateur et gouverneur des Invalides en 1852.

ARRIGHI DE CASANOVA (Louis-Henri-Hyacinthe-Ernest, duc de PADOUE) (1814-1888), fils du précédent. Préfet de Versailles (1849), il fit partie des « commissions mixtes » en Seine-et-Oise (1852), fut nommé sénateur (1853) et ministre de l'intérieur (1859). Dans ce poste, il adressa aux préfets une circulaire dans laquelle il demandait les noms de tous les opposants à l'Empire qui devaient « être arrêtés par toute la France, à la même mi-

nute, en cas de régence ». Elu en Corse (1876), il soutint la politique du Seize-Mai et fut réélu en 1877.

ARTHUR (Chester-Alan) (1830-1886), président des États-Unis. Intendant général pendant la guerre de la Sécession, il fut élu vice-président sous Garfield qu'il remplaça comme président (1881-1885).

ARTIGAS (Don José) (1746-1826), fondateur de la république de l'Uruguay. De 1811 jusqu'à sa mort, il ne cessa de lutter contre les Espagnols, contre les Argentins et contre les Portugais du Brésil pour assurer l'indépendance de son pays.

ARTOIS (Comte d'). (V. BOURBON.)

ARTON (Emile) (1849), financier et aventurier. Mêlé aux tripotages de l'affaire du Panama et aux procès de corruption qui suivirent, il fut condamné à huit années de prison (1896) pour l'affaire dite de « la Dynamite ». Un certain nombre de députés du parti radical, dénoncés par lui, furent traduits en Cour d'assises sous le ministère Méline (1897) et acquittés par le jury.



Arton.

ASCOLI (Trojano MARCELLI, duc d') (m. en 1823), homme d'État napolitain. Vicaire général de la Basilicate et des Pouilles, il partit en 1799 avec Ferdinand IV en Sicile, fut régent de la police (1800) lors de la première restauration, puis grand écuyer au retour définitif de Ferdinand IV à Naples (1815).

ASHBURTON (Baron). (V. BARING.)

ASTROS (Paul-Thérèse-David d') (1772-1851), prélat français. Il fut emprisonné de 1811 à 1814 à Vincennes pour avoir servi d'intermédiaire entre Pie VII et le cardinal Maury. Evêque de Bayonne (1815), archevêque de Toulouse et de Narbonne (1830), il fut nommé cardinal en 1850.

AUBE (Hyacinthe-Laurent-Théophile) (1826-1890), vice-amiral français. Il fit plusieurs campagnes au Sénégal, sous Faidherbe et Jauréguiberry, et, en 1870, organisa la défense des lignes de Carentan, puis servit en qualité de général de brigade sous Cambriels dans les Vosges et plus tard dans l'armée de la Loire. Gou-

verneur de la Martinique (1879), ministre de la marine (1886-1887), il a donné une vive impulsion au système des torpilleurs.

AUBRY (Maurice) (1820). Député des Vosges à la Législative (1849), il vota avec les monarchistes, fut arrêté le 2 décembre, mais relâché quelques jours après. En 1852, il fonda la maison de banque connue aujourd'hui sous le nom de Société de dépôts et comptes courants, fut élu député des Vosges en 1871 et s'associa à toutes les tentatives monarchiques.

AUCKLAND (George EDEN, lord) (1784-1849), homme d'Etat anglais. Gouverneur général des Indes orientales (1835), il eut à combattre les Persans et les Afghans. Il fut nommé premier lord de l'amirauté dans le cabinet John Russell (1846).

AUDIFFRED (Jean-Honoré) (1840), homme politique français. Avocat à Roanne, il fut nommé sous-préfet de la ville (1870-1871), puis député (1880), réélu en 1881 et en 1885. Il vota avec l'Union républicaine, et fut réélu en 1889.

AUDIFFRET (Charles-Louis, marquis d') (1787-1878), administrateur français. Il fit sa carrière au ministère du Trésor et fut nommé par le baron Louis directeur de la comptabilité générale des finances (1815). Conseiller d'Etat, pair de France (1837), sénateur (1852), il a laissé un grand ouvrage : *Système financier de la France* (1876, 6 vol.). Il fut président de la Société générale de crédit industriel et commercial.

AUDIFFRET-PASQUIER (Edouard-Armand-Gaston, duc d') (1823). Dé-



Audiffret-Pasquier.

puté de l'Orne en 1871, élu sénateur inamovible le premier par l'Assemblée (1875), il fut aussi le premier président du Sénat (jusqu'en 1879). Membre influent du parti conservateur, sans autre bagage littéraire que de rares discours politiques, il entra à l'Académie française en 1878.

AUDREN DE KERDREL (Vincent-Paul-Marie-Casimir) (1815). Député d'Ille-et-Vilaine à la Constituante (1848) et à la Législative (1849), il protesta contre le coup d'Etat du 2 décembre, fut réélu en 1852 et donna sa démis-

sion en manière de protestation. Député du Morbihan en 1871, un des chefs du parti légitimiste, il fut élu sénateur en 1876 et réélu en 1879.

AUDRY DE PUYRAVAULT (Pierre-François) (1773-1852). Député de Rochefort (1821), il se signala par son opposition à la monarchie et prit une part active à la révolution de Juillet. Quelque temps député sous Louis-Philippe, il vota avec les républicains, et fut envoyé à l'Assemblée constituante de 1848 par le département de la Charente-Inférieure.

AUERSPERG (Karl-Wilhelm, prince) (1814-1890), homme d'Etat autrichien. Ami du comte de Beust, il fut en 1868 chef du cabinet appelé le « ministère des bourgeois ». Président de la Chambre des seigneurs, il s'est montré hostile à la politique du comte Taaffe et à toute réforme fédérative.

AUERSPERG (Adolphe-Wilhelm-Daniel) (1821-1885), frère du précédent. Grand maréchal de la diète de Bohême, gouverneur de Salzbourg, président du cabinet cisleithan depuis la chute de Hohenwart jusqu'en 1879, il a toujours représenté la politique centraliste.

AUERSTEDT (Duc d'). (V. DAYOUT.)

AUGUSTIN I^{er}, empereur du Mexique. (V. ITURBIDE.)

AULICH (Louis) (1795-1849), patriote hongrois. Lieutenant-colonel dans l'armée autrichienne, il se mêla au mouvement révolutionnaire de 1848, battit Schwarzenberg, Windisch-graetz, devint ministre de la guerre, fut pris à Arad et pendu le 6 octobre 1849.

AUMALE (Duc d'). (V. ORLÉANS.)

AUPICK (Jacques) (1789-1857), général français. Il fit ses premières armes sous l'Empire, devint général de division en 1847, commandant de l'Ecole polytechnique, ambassadeur à Constantinople (1848), à Londres (1851), puis à Madrid.

AVARAY (Claude-Antoine de BÉSIADÉ, duc d') (1740-1829). Député de la noblesse aux Etats généraux de 1789, il défendit la monarchie, fut nommé par Louis XVIII lieutenant général (1814), pair (1815) et duc (1817).

AVELLANEDA (Nicolas) (1836), homme d'Etat argentin. Directeur du journal *El Nacional*, il fut nommé député en 1860 et ne cessa d'être réélu

pour chaque législature de Buenos Aires. Ministre de l'intérieur (1866), de la justice, des cultes et de l'instruction publique (1868), il devint président de la Confédération argentine (1874-1880).

AVEZAMA (Giuseppe) (1797-1879), général et patriote italien. Compromis dans le mouvement de 1821, condamné à mort par contumace, il passa en Espagne, puis au Mexique et aux États-Unis, revint en Italie (1848), fut général de la garde nationale de Gènes, ministre de la guerre de la République romaine (1849), fit partie de l'expédition de Garibaldi dans l'État napolitain (1860). Nommé député au Parlement italien, il vota avec les plus avancés et présida le comité de l'*Italia irredenta*.

AVILA (Antonio-José, duc de) (1806-1881), homme d'État portugais. Nommé député en 1834, il siégea à la Chambre basse pendant vingt-six ans, devint conseiller d'État, ministre des finances à différentes reprises, des affaires étrangères et des finances et fut élevé à la pairie en 1861. Ambassadeur à Paris (1868), il redevint ministre, puis président du conseil.

AYALA (Mariano d') (1809-1877), homme politique italien. Capitaine d'artillerie à Naples, il collabora au *Progresso* et fut arrêté en 1844 et 1847 avec d'autres patriotes. Nommé intendant de la province d'Aquila (1848), il se retira après la contre-révolution, passa en Piémont et devint bibliothécaire du duc de Gènes. De retour à Naples (1860), il fut général de la garde nationale, député d'Avezzano, de Naples, et entra au Sénat.

AYNARD (Edouard) (1837). Banquier

à Lyon, député de cette ville (1889), il siégea parmi les républicains modérés et fut réélu en 1893 et en 1898.

AZANZA (Don Miguel-José de) (1746-1826) homme politique espagnol. Il servit dans l'armée et dans la diplomatie, fut intendant de Valence (1789), intendant de l'armée du Roussillon dans la campagne contre la France (1793), ministre de la guerre (1793-1796) et vice-roi de la Nouvelle-Espagne. Il reconnut Joseph Bonaparte comme roi d'Espagne, devint ministre de la justice (1809) et fut comblé de dignités. Il quitta l'Espagne avec Joseph et vint à Paris.

AZEGLIO (Massimo TAPARELLI, marquis d') (1798-1866), homme d'État et littérateur italien. Il s'occupa de peinture, de musique et de littérature jusqu'en 1846, époque à laquelle il se mit avec Balbo et Gioberti à la tête du parti des réformes libérales et du *risorgimento*. En 1849, il fut président du premier ministère de Victor-Emmanuel, se retira en 1852 après quelques différends avec Cavour, fut nommé ministre plénipotentiaire dans les Romagnes (1859), sénateur et gouverneur de la province de Milan.

AZEVEDO (Antonio de ARAUJO de) (1754-1817), comte de Barca, homme d'État portugais. Chargé de négocier avec le Directoire (1797), il fut ensuite ambassadeur à Berlin et à Saint-Petersbourg, puis premier ministre de Jean VI qu'il suivit au Brésil (1807). Il y fut ministre de la marine et des affaires étrangères, et consacra son activité au développement de l'industrie, de l'agriculture, des sciences et des arts.

B

BAB (ALI-MOHAMMED, dit le) (1812-1849), réformateur persan, appelé aussi Mirza-Ali-Mohammed. Il prêcha de 1840 à 1844, jouit d'une immense popularité, devint le chef des Chai-khites et fut considéré comme un mahdi. Au retour d'un pèlerinage à La Mecque, il fut arrêté par les

ordres du chah de Perse, tenu en demi-captivité de 1844 à 1849, et fusillé le 19 juill. 1849. Sa captivité et sa mort entourée de mystère ont été favorables au développement du bābisme.

BABAUD-LARIBIÈRE (Léon) (1819-1873). Avocat à Limoges

il fut élu député de la Charente à la Constituante (1848), combattit la politique du prince-président, mena la campagne contre l'Empire, fut élu grand-maître de la franc-maçonnerie française (juin 1870). Après le 4 septembre il fut préfet à Angoulême, puis à Perpignan.

BAC (Jean-Baptiste-Théodore) (1808-1868). Avocat, membre de l'opposition sous Louis-Philippe, commissaire de la Haute-Vienne en 1848, il fut député à l'Assemblée constituante (1848) et à l'Assemblée législative (1849-1851). Exilé après le coup d'Etat. Il avait défendu Mme Lafarge, accusée d'empoisonnement, et plaide divers procès de presse.

BACCIOCHI (Elisa Bonaparte, princesse). (V. BONAPARTE.)

BACCIOCHI (Félice-Pasquale) (1762-1841), épousa Elisa Bonaparte (1797), fut nommé sénateur (1804), puis général et prince de Lucques et Piombino (1805-1814). Il se retira en Autriche, et de là à Bologne où il mourut.

BACH (Alexandre) (1813-1870), homme d'Etat autrichien. Député de l'ordre des avocats de Vienne à la Diète de la Basse-Autriche, ministre de la justice (1848), il trahit le parti libéral et devint l'un des chefs les plus ardents de la réaction; il fut nommé ambassadeur à Rome (1859-1867).

BADENI (Casimir, comte) (1846). Gouverneur de la Galicie en 1888, appelé au ministère par la confiance personnelle de l'empereur, il se rapprocha du parti fédéraliste et slave et sa loi sur les langues déclina dans la diète de Vienne de terribles scènes de violence (1897); devant l'attitude menaçante des antisémites et des Allemands, l'empereur accepta sa démission.

BATHAUT (Charles) (1843), homme politique français. Ingénieur, député de Bordeaux (1877), il siégea à l'Union républicaine, fut réélu en 1881 et devint sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics (1882-1885). Député de la Haute-Saône (1885), ministre des travaux publics (1886), il fut réélu en 1889. Impliqué dans les affaires du Panama, il fut condamné à cinq ans de prison (1893).

BAKOUNINE (Michel) (1814-1876), révolutionnaire russe. De 1841 à 1847,

il parcourut l'Allemagne, la France et la Suisse, prit une part active à la propagande socialiste, collabora à la *Réforme* dirigée par Flocon, partit pour la Belgique, puis pour l'Allemagne (1848), dirigea l'insurrection de Dresde, fut arrêté à Chemnitz et condamné à mort (1849). Enfermé à Pétersbourg, sa peine fut commuée en exil perpétuel; envoyé en Sibérie (1857), il s'évada, et arriva en Angleterre (1861) où il écrivit dans le *Kolokol* (la Cloche) d'Herzen. Il passa en Suisse et y fonda le parti anarchiste (1863-1870), tenta à Lyon un mouvement qui échoua (octobre 1870), provoqua la scission de l'Internationale au congrès de la Haye (1872) et fonda la Fédération jurassienne. (V. ANARCHIE et INTERNATIONALE, au vol. SOCIALISME.)

BALBO (Cesare, comte) (1789-1853), homme d'Etat italien. Secrétaire de la légation sarde à Madrid (1815-1821), il fut un des chefs des libéraux modérés et un ennemi ardent de l'Autriche. Il présida quelque temps le conseil des ministres (1848). Historien, on lui doit : *Abregé de l'histoire d'Italie jusqu'en 1815* (1846).

BALFOUR (James-Arthur) (1848), homme politique anglais. Député de Hertford à la Chambre des communes (1874), il siégea dans les rangs du parti conservateur, fut réélu en 1886 par Manchester et devint secrétaire d'Etat pour l'Irlande. Il se signala par ses rigueurs envers les patriotes irlandais. En 1891 il a été nommé premier lord de la Trésorerie.

BALLESTEROS (Don Francisco) (1770-1832), général espagnol. Il combattit à Baylen (1808), et défendit l'Andalousie contre Soult et Mortier. Ministre de la guerre en 1815, il fut disgracié, devint un des chefs de l'insurrection espagnole (1823), capitula près de Grenade, fut condamné à mort et put se réfugier à Paris.

BALLESTEROS (Don Luis-Lopez) (1778-1853), homme d'Etat espagnol. Commissaire des guerres (1808), directeur général des revenus publics, puis ministre des finances (1825-1832); disgracié, il fut cependant



Bakounine.

nommé sénateur et vice-président du conseil d'outre-mer (1851).

BALLUE (Auguste-Éléonore-Arthur) (1835-1894). Rédacteur du *Progress de Lyon* et du *Lyon républicain*, il fut élu député du Rhône (1880), réélu en 1881 et 1885, comme républicain modéré dans cette dernière élection. Enfermé en 1880 à l'asile de Prémontre.

BAMBERGER (Ludwig) (1823), homme politique allemand. Compromis dans l'insurrection du Palatinat (1849), il dut quitter l'Allemagne, y rentra à l'amnistie de 1866, fut élu au Reichstag où il prit rang parmi les libre-échangistes. En 1881, il se rapprocha des progressistes ennemis de Bismarck.

BANCEL (François-Désiré) (1823-1871). Député à la Législative (1849), il siégea à la Montagne, fut exilé en 1852, partit pour Bruxelles où l'Université libre lui donna une chaire d'éloquence dont il fit une tribune de l'émigration. En 1869, il fut élu à Paris (contre Emile Ollivier) et à Lyon et vota avec l'extrême gauche. Il a laissé un assez grand nombre d'ouvrages historiques, littéraires et philosophiques.

BARA (Jules) (1835), homme politique belge. Représentant de Tournai (1862), il devint ministre de la justice (1864-1870) et le fut de nouveau (1878-1884) dans les cabinets présidés par Frère-Orban. C'est un des chefs du parti libéral.

BARAGNON (Louis-Numa) (1835-1892), légitimiste militant. Député du Gard (1871), sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, puis à la justice, dans le cabinet de Broglie (1873-1875) il se vanta « de faire marcher la France »; échoua aux élections de 1876, fut réélu comme candidat officiel après le 16 mai et invalidé. Sénateur inamovible en 1878. Après la banqueroute du Crédit de France qu'il dirigeait, il fut traduit en justice et condamné.

BARANTE (Pierre-Amable-Prosper Brugière, baron de) (1782-1866). Auditeur au conseil d'Etat (1806), préfet de la Vendée (1809), de la Loire-Inférieure (1814), pair de France (1819), il fut nommé ambassadeur à Turin (1830), puis à Pétersbourg (1835-1848). — Pour ses œuvres littéraires et historiques, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

BARBÉ-MARBOIS (François, marquis de) (1745-1837). Consul général aux Etats-Unis, intendant de Saint-Domingue avant la Révolution, il devint maire de Metz (1795) et fut député et président du conseil des Anciens. Déporté à Cayenne après le 18 fructidor, il rentra en France en 1800 et fut directeur, puis ministre du Trésor (1801); compromis dans l'affaire Ouvrard, il fut disgracié, mais bientôt nommé président de la Cour des comptes (1806) et sénateur (1813). Rallié aux Bourbons, il fut ministre de la justice en 1815.

BARBE (François-Paul) (1836-1890). Député de Seine-et-Oise (1885), ministre de l'agriculture dans le cabinet Rouvier (1887), il fut réélu député de Rambouillet en 1889. Très mêlé aux affaires financières, il présidait la Société de la Dynamite (V. ARTON).

BARBÈS (Armand) (1809-1870). Ardent révolutionnaire dont le souvenir est religieusement gardé par tous les républicains de la génération romantique. Compromis dans les affaires d'avril 1834, il fut emprisonné cinq mois à Sainte-Pélagie, puis arrêté de nouveau à la suite de l'attentat de Fieschi (1834) et relâché. Poursuivi l'année suivante pour fabrication de poudre et condamné à un an de prison, sa peine subie il s'affilia aux sociétés secrètes des Droits de l'homme et des Saisons et prit, avec Blanqui et Martin Bernard, la direction de l'insurrection du 12 mai 1839. (V. vol. HISTOIRE CONTEMPORAINE.)



Barbès.

Traduit devant la Cour des pairs, Barbès refusa de se défendre, mais pressé de questions par le président, il s'écria : « Quand l'Indien est vaincu, quand le sort de la guerre l'a fait tomber au pouvoir de son ennemi, il ne songe pas à se défendre, il n'a pas recours à des paroles vaines; il se résigne et donne sa tête à scalper. »

Condamné à mort le 12 juillet 1839, il vit sa peine commuée en détention perpétuelle, grâce à l'intervention de Victor Hugo qui, la veille du jour fixé pour l'exécution, avait adressé

à Louis-Philippe les vers suivants, où il faisait allusion à la mort récente de la princesse Marie et à la naissance du Comte de Paris :

Par votre ange envolée ainsi qu'une colombe!
Par ce royal enfant, doux et frêle roseau!
Grâce encore une fois! grâce au nom de la
Grâce au nom du berceau! [tombe!]

Barbès subissait sa peine à la forteresse de Doullens quand la Révolution de Février 1848 éclata. Libre, il soutint Ledru-Rollin et le gouvernement provisoire, fut élu député de l'Aude et prit part à la journée du 15 mai (V. volume HISTOIRE CONTEMPORAINE). Condamné de nouveau à la détention perpétuelle par la haute Cour de Bourges (2 avril 1849), il fut d'abord conduit à Doullens et de là à Belle-Ile-en-Mer.

En 1854, au moment de la guerre de Crimée, Barbès, profondément patriote, adresse à un de ses amis une lettre dans laquelle il faisait des vœux pour le succès des armées françaises. La lettre ayant été communiquée à Napoléon III, celui-ci gracia le condamné qui partit pour La Haye. C'est là que mourut celui que Proudhon appelait le *Bayard de la démocratie*.

BARBEY (Edouard) (1831). Après avoir servi dans la marine de 1849 à 1862, dirigea les filatures de laines que possédait son père à Mazamet, fut nommé maire de cette ville (1871), sénateur du Tarn (1882), ministre de la marine et des colonies dans les cabinets Rouvier (1887), Tirard et Freycinet (1889-1891), il a été réélu sénateur au renouvellement triennal de 1891.

BARBOUX (Henri-Martin) (1834). Bâtonnier de l'ordre des avocats (1890), il se fit un nom célèbre dans les procès financiers et politiques, notamment dans l'affaire du Panama et dans le procès Rochefort-Reinach, où il fit condamner M. Rochefort à cinq jours de prison et 2,000 fr. d'amende.

BARDAJI Y AZARA (Don Eusebio de) (1765-1844), homme d'Etat espagnol. Chargé de mission à Pétersbourg (1812), ambassadeur à Turin (1816), il fut ministre des relations extérieures en 1820-1823 et en 1834, puis président du conseil (1837).

BARDOUX (Agénor) (1830-1897). Avocat à Clermont-Ferrand, puis

maire de cette ville (1870), député du Puy-de-Dôme (1871), il n'a quitté la Chambre que pour entrer au Sénat (1882). Orateur de talent, il siégea au centre gauche, soutint Thiers, fut sous-secrétaire d'Etat de Dufaure à la justice (1875), ministre de l'instruction publique (1877-1879). — Pour ses travaux historiques, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

BARING (Alexander, baron ASHBURTON) (1774-1848), fils du célèbre banquier de Londres. Membre du Parlement (1812), il négocia l'emprunt français au congrès d'Aix-la-Chapelle (1819), fut directeur des Monnaies et du Bureau du commerce, et régla le désaccord avec les Etats-Unis (1842).

BARMAN (Joseph et Maurice), hommes politiques suisses, qui aidèrent à l'émancipation du canton du Valais vis-à-vis du clergé. Le premier (1800-1885) battit les conservateurs du Haut-Valais à Bramois (1840), représenta la Suisse à Paris (1848-1857) et devint administrateur de la ligne du Simplon. — Le second (1880) dota le Valais d'écoles, de routes, d'un code civil, puis, après la dissolution du Sonderbund, expulsa les jésuites, et décréta la suppression des immunités cléricales.

BARNE (Hermann-Guillaume-Euthyme) (1831-1893). Avocat à Marseille, un des militants du parti républicain, il fut nommé sénateur des Bouches-du-Rhône (1879) et signa avec Victor Hugo la demande d'amnistie générale pour les combattants de la Commune.

BARNI (Jules-Romain) (1818-1878). Issu d'une famille italienne. Professeur de philosophie, imbu des idées de la Révolution, il accueillit avec joie la République de 1848, refusa le serment après le coup d'Etat de décembre, quitta l'Université, accepta la chaire d'histoire à l'académie de Genève (1861-1870), fut élu député de la Somme (1872), puis député d'Amiens (1876).

BAROCHÉ (Pierre-Jules) (1802-1870). Avocat à Paris, il fut élu député à Rochefort (1847) et signa l'acte d'accusation porté contre le ministère Guizot (1848). Elu à la Constituante (1848), il vota avec la droite et combattit toutes les réformes. Ministre de l'intérieur (1850), il se signala par les

mesures les plus réactionnaires et dut se retirer (janvier 1851); il prit bientôt après le portefeuille des affaires étrangères. Sous l'Empire, il fut président du conseil d'Etat, ministre sans portefeuille, ministre de la justice et des cultes, sénateur. Après le 4 septembre, il se retira à Jersey où il mourut.

BARODET (Désiré) (1823). Adjoint au maire de Lyon (1870), puis maire (1872), il fut nommé député de la Seine (1873) contre M. de Rémusat. Son succès servit de prétexte à la droite pour renverser Thiers. Depuis il a toujours été réélu et représente aujourd'hui le IV^e arr. de Paris. Il siège à l'extrême gauche.

BARÈRE (Bertrand). (V. volume BIOGRAPHIE JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE.)

BARRAL (Louis-Mathias, comte de) (1746-1816), coadjuteur de l'évêque de Troyes, puis évêque, il refusa le serment (1791) et émigra, revint après le 18 brumaire, fut évêque de Meaux (1801), archevêque de Tours (1805), sénateur (1806). Nommé pair de France en 1814 par Louis XVIII, il se rallia à Napoléon pendant les Cent-Jours et se vit retirer la pairie (1815).

BARROT (Camille-Hyacinthe-Odilhon) (1791-1873). Avocat à idées libérales, il fut nommé préfet de la Seine (1830); à la Chambre (où il avait été envoyé par le département de l'Eure) il fut le chef de la gauche monarchique, combattit le ministère Guizot et donna en 1847 le signal des banquets réformistes. Ministre le 24 février 1848, il soutint la régence de la duchesse d'Orléans mais ne réussit pas à arrêter la révolution. Député de l'Aisne à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il fut, sous Louis-Napoléon, garde des sceaux et président du ministère, soutint l'expédition de Rome et la loi contre le suffrage universel. Il rentra dans la vie privée après le 2 décembre. Thiers le nomma président du conseil d'Etat (1872).

BARROT (Victorin-Ferdinand) (1806-1882), frère du précédent. Député de Loches sous Louis-Philippe (1842), puis de l'Algérie en 1848, il vota avec la droite, fut secrétaire général de la présidence sous Louis-Napoléon et sénateur (1853). Rentré dans la vie privée après le 4 septembre, il fut élu sénateur inamovible (1877).

BARTHE (Félix) (1795-1863). Avocat à Paris, il plaida plusieurs affaires politiques, entre autres celle de Bel-fort et celle des sergents de la Rochelle. Procureur du roi (1830), député de Paris, il fut ministre de l'instruction publique, puis de la justice, remplaça Barbé-Marbois à la présidence de la Cour des comptes et devint pair de France. Napoléon III le nomma sénateur (1852).

BARTHE (Marcel) (1813). Avocat, adepte des doctrines de Fourier, député de Pau à la Constituante (1848), il se rangea du côté de Cavaignac. Non réélu en 1849, il fut député des Basses-Pyrénées en 1871, soutint Thiers, fut réélu en 1876, en 1878, en 1881, puis nommé sénateur (1882); il siégea au centre gauche.

BARTHÉLEMY (François, marquis de) (1747-1830). Il débuta dans la diplomatie, devint ministre plénipotentiaire en Suisse (1792), négocia les traités de Bâle (1795) et fut membre du Directoire (1797). Déporté en Guyane après le 18 fructidor, il s'évada et revint en France après le 18 brumaire. Sénateur, puis comte de l'Empire, il abandonna Napoléon et fut comblé d'honneurs par Louis XVIII.

BARTHÉLEMY (Emmanuel) (1820-1855), aventurier français. Condamné à dix ans de travaux forcés pour le meurtre d'un sergent de ville, il sortit du bagne en 1843, fut pris sur une barricade du faubourg du Temple en juin 1848 et condamné à la déportation. Affilié à Londres à la société la Révolution, il passa pour un agent provocateur, eut un duel avec le lieutenant de marine Cournet qu'il tua (1852). Il fut exécuté en 1855 pour assassinat commis à Londres dans des circonstances mystérieuses.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE (Jules) (1805-1895), homme politique et philosophe français. Chef de cabinet de V. Cousin à l'instruction publique (1840), secrétaire du Gouvernement provisoire (1848), député de Seine-et-Oise à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il combattit Cavaignac, vota l'expédition de Rome et les mesures contre la presse, protesta contre le coup d'Etat du 2 décembre, refusa le serment et donna sa démission de professeur au Collège de France. Député de Seine-et-Oise en 1869, puis en 1871, il s'attacha

à Thiers, fut élu sénateur inamovible (1875) et devint ministre des affaires étrangères dans le cabinet Ferry (1880-1881). — Pour ses travaux philosophiques et historiques, V. vol. BIOGRAPHIE PHILOSOPHIQUE.



Barthou.

BARTHOU (Jean-Louis) (1862). Avocat à Pau, député d'Oloron (1889), il siégea à gauche et fut réélu en 1893. Ministre des travaux publics dans le cabinet Dupuis (1894), il reçut le portefeuille

de l'intérieur dans le cabinet Méline (1896-1898). Réélu aux élections de 1898, M. Barthou a contribué à la chute du ministère Brisson.

BARTLE-FRÈRE (Sir Henry-Edward) (1815-1884), homme d'Etat anglais. Gouverneur à Calcutta, puis à Bombay (1857-1867), secrétaire d'Etat, gouverneur de la colonie du Cap, il dirigea les opérations contre Cettivayo, roi des Zoulous (1877), et fut nommé à son retour président de la Société de géographie de Londres.

BASLY (Emile) (1854), homme politique français. Ouvrier mineur, il organisa les grèves d'Anzin (1884), fut élu député de la Seine (1885), siégea à l'extrême gauche, et fut réélu par l'arr. de Béthune dans une élection partielle (1891) et aux élections générales (1893 et 1898).

BASSANO (Duc de). (V. MARET.)

BASTIAT (Frédéric) (1801-1850), économiste français. Libre-échangiste et adversaire du socialisme, il fut député des Landes à la Constituante (1848) et à la Législative (1849), vota pour Cavaignac et eut une lutte célèbre avec Proudhon sur la légitimité de l'intérêt. — (V. volumes BIOGRAPHIE PHILOSOPHIQUE, ECONOMIE POLITIQUE, SOCIALISME).

BASTID (Martial-Raymond) (1821-1880), homme politique français. Député du Cantal (1869), il vota contre la guerre de 1870, fut réélu en 1871, soutint la politique de Thiers; de nouveau député (1876), il fut un des 363, et battit en 1877 le candidat officiel, M. de Chazelles.

BASTIDE (Jules) (1800-1879). Carbonaro et combattant de Juillet 1830, il fut condamné à mort par contumace en 1832 pour l'affaire des funé-

raillies du général Lamarque, devint directeur du *National* (1836) et collabora à la *Revue nationale* avec Buchez. Ministre des affaires étrangères (1848), il reentra dans la vie privée après le coup d'Etat de décembre.

BATBIE (Anselme-Polycarpe) (1828-1887), homme politique français. Docteur en droit, il se consacra, de 1852 à 1870, à l'étude du droit public et administratif et à l'économie politique. Député du Gers (1871), il siégea au centre droit, fut ministre de l'instruction publique dans le cabinet de Broglie (24 mai 1873), sénateur du Gers (1876) et réélu en 1879.

BATHURST (Henry, lord) (1762-1834), homme d'Etat anglais. Secrétaire d'Etat pour les colonies (1809), un des ardents ennemis de la France, il quitta son poste en 1825 et le reprit avec le titre de président du conseil (1828-1830).

BATTHYANY (Louis, prince), 1809-1849), homme politique hongrois. Membre du parti libéral à la Chambre des magnats (1839-1848), il se rendit à Vienne après le meurtre du comte Lamberg, n'obtint aucun résultat et prit les armes. Fait prisonnier à Peshl par Windischgraetz, il fut passé par les armes.

BAUDE (Jean-Jacques, baron) (1792-1862). Préfet de la Manche, préfet de police, conseiller d'Etat, député de Roanne en 1846, il disparut de la scène politique en 1848.

BAUDIN (Jean-Baptiste-Alphonse-Victor) (1811-1851). Adepte des théories de Saint-Simon, il s'affilia aux sociétés secrètes sous Louis-Philippe, fut compromis dans l'affaire du 15 mai 1848, bénéficia d'une ordonnance de non-lieu, représenta le département de l'Ain à la Législative (1849), siégea à la Montagne, appuya Ledru-Rollin et fut tué le 3 décembre 1851 sur une barricade du faubourg Saint-Antoine. (V. vol. HISTOIRE CONTEMPORAINE.)



Baudin (Victor).

BAUDIN (Pierre) (1863), neveu du précédent. Avocat à Paris dès 1885, il fut élu conseiller municipal de Paris (Quinze-Vingts) en 1890 et nommé rapporteur général du budget de la Ville pendant plusieurs années;

vice-président (1895), puis président du Conseil municipal en 1896. Comme tel il présida à l'organisation des fêtes franco-russes. Elu député en 1898 par le XI^e arrondissement de Paris avec un programme de réformes républicaines et sociales.



BAUDRY D'ASSON

Baudin (Pierres). (Léon-Armand-Charles de) (1836). Député de la Vendée (1876), il soutint la politique du duc de Broglie, fut réélu en 1877 jusqu'en 1898 et se montra bruyant et continuel interrupteur autant que royaliste intransigeant.

BAUSSET (Louis-François, baron de) (1748-1824). Evêque d'Alais (1784), membre des assemblées de notables (1787-1788) pour le Languedoc, il fut emprisonné de 1792 à 1794. Membre de la Chambre des pairs (1815), il reçut le chapeau de cardinal (1817). Il entra à l'Académie française en 1816.

BAZAINE (Achille-François) (1811-1888), maréchal de France. Engagé volontaire en 1831, il servit en Algérie, en Crimée, en Italie, au Mexique (1862-1867) où il intrigua pour son propre compte, se maria avec une riche Mexicaine, décréta les mesures les plus sanguinaires au nom de Maximilien qu'il rendit impopulaire, et rêva, au dire du général Félix Douay, « pour lui, au Mexique, la fortune de Bernadotte en Suède ».

Les Etats-Unis exigeaient le retrait des troupes françaises, et Juarez gagnait du terrain. Bazaine revint en France, eut le commandement du III^e corps, à Nancy, laissa écraser Frossard à Forbach (6 août 1870), obtint le commandement



Bazaine.

en chef de l'armée du Rhin (12 août), se laissa par calcul et par faiblesse couper la route de France. Après les journées de Borny, de Rezonville, de Saint-Privat (14, 16 et 18 août), il rentra à Metz, immobilisant une forte armée, attendant les événements, ne prenant aucune mesure pour ménager ses vivres ou surprendre les con-

vois de l'ennemi, espérant que l'heure viendrait pour lui de se poser, avec le concours de l'étranger, en arbitre de la France qu'il livrait. Combattre la République, les « mauvaises passions », comme il disait, à l'aide de cette armée qu'il conservait précieusement, tel était son rêve, et pour le réaliser il entama des négociations avec le prince Frédéric-Charles, se servit d'un mystérieux négociateur, nommé Régnier, envoyé par Bismarck, envoya Bourbaki à Londres auprès de l'ex-impératrice et avec la permission de l'ennemi, délégua Boyer (10 octobre) à Versailles auprès de Bismarck, puis Changarnier au prince Frédéric-Charles (25 octobre). Les Allemands l'amusèrent, attendant l'heure de la capitulation (28 octobre), accordèrent les honneurs de la guerre que Bazaine n'accepta pas, tant il avait peur de défilier devant ses troupes! Il se réfugia le 29 au matin dans les rangs prussiens, revint à Paris après la paix, fut traduit devant un conseil de guerre qui siégea au Grand-Trianon (6 octobre-10 décembre 1873), et condamné à la dégradation militaire et à la peine de mort. Deux jours après, cette peine était commuée en prison perpétuelle; huit mois plus tard, Bazaine s'évadait de l'île Sainte-Marguerite ou plutôt s'en allait, montait dans une barque où l'attendait sa femme et son neveu; il se retira en Italie et alla finir à Madrid, dans un isolement presque complet, son existence déshonorée. (V. volume GUERRE FRANCO-ALLEMANDE.)

BAZARD (Saint-Armand) (1791-1832). Sous la Restauration, il créa la charbonnerie française, fut chef de la vente suprême et organisa la partie civile du complot de Belfort (1821). Condamné par contumace, il continua sa propagande dans l'ouest de la France, s'affilia au saint-simonisme, en devint le chef avec Enfantin et rompit avec celui-ci en 1831. Il avait fondé les journaux *le Producteur* (1825) et *l'Organisateur* (1829). (V. le mot SAINT-SIMONISME au volume SOCIALISME.)

BAZE (Jean-Didier) (1800-1881). Député de Lot-et-Garonne à la Constituante (1848) et à la Législative (1849), il fut nommé questeur et vota avec la droite. Arrêté le 2 décembre

1851, puis exilé, il rentra à l'amnistie de 1859, fut élu député de Lot-et-Garonne en 1871, et sénateur inamovible nommé par l'Assemblée nationale. Il siégea avec les républicains modérés.

BAZILLE (Jean-François-Gaston) (1819-1894). Président de la Société d'agriculture de l'Hérault, il fut élu sénateur de son département (1879) et siégea à la gauche républicaine.

BEACH (Sir Michael-Edward Hicks) (1837), homme politique anglais. Député du comté de Gloucester à la Chambre des communes (1864), secrétaire d'Etat pour l'Irlande (1874), ministre des colonies (1878-1880), il soutint Disraeli contre Gladstone, fut chancelier de l'Echiquier (1885) dans le ministère Salisbury qui lui donna le secrétariat de l'Irlande (1886-1887).

BEACONSFIELD (Lord). (V. DISRAELI.)

BEAUHARNAIS (Famille de). *François*, marquis de Beauharnais (1756-1823), fut député aux Etats généraux, émigra, servit dans l'armée de Condé, se rallia à l'Empire (1804) et fut ambassadeur en Espagne.

Joséphine Tascher de la Pagerie (1763-1814) épousa *Alexandre*, vicomte de Beauharnais (1760-1794) (V. vol. BIOGRAPHIE POLITIQUE GÉNÉRALE JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE); emprisonnée (1794) et relâchée après le 9 thermidor, elle se remaria avec le général Bonaparte (1796), fut sacrée impératrice des Français (1804) et se retira à La Malmaison après son divorce avec Napoléon (1809). Elle avait eu de son premier mariage deux enfants : Eugène et Hortense.

Eugène (1781-1824) fut aide de camp de Bonaparte en Egypte, se distingua à Marengo, fut nommé vice-roi d'Italie (1805), prince de Venise (1807), reçut un commandement en chef (1809), battit l'archiduc Jean à Raab et aida à la victoire de Wagram. Il fit la campagne de Russie, combattit à Lutzen, et revint défendre les frontières d'Italie contre Bellegarde (1813-1814). Obligé de fuir Milan, il mit ses trésors en sûreté, rejoignit son beau-père le roi de Bavière qui le dota du duché de Leuchtenberg et de la principauté d'Eichstædt. Il conquitta Paris les bonnes grâces de Louis XVIII et du tsar Alexandre, se fixa définitive-

ment en Bavière où il accrut encore sa grande fortune. — Sa descendance porte le nom de Leuchtenberg et le titre d'altesse impériale russe depuis le mariage de son fils Maximilien (1817-1852) avec une fille de Nicolas I^{er}.

Eugénie-Hortense (1783-1837) se maria avec Louis Bonaparte (1802), devint reine de Hollande (1806), vécut

presque toujours éloignée de son mari, sa conduite plus que légère ayant accru la mésintelligence qui existait dès le début du mariage. A la chute de Napoléon, elle se retira à Constance, puis au château d'Arenenberg (Suisse). Son fils régna sous le nom de Napoléon III. (V. MORNY.)



Beauharnais (Hortense).

BEAUJOUR (Louis-Auguste-Félix, baron de) (1763-1836), homme politique et publiciste français. Il remplit plusieurs postes diplomatiques sous la Révolution, fut membre du Tribunat; député de Marseille en 1831, il entra à la chambre des pairs (1835).

BEAUMONT (Gustave-Auguste de La BONNIÈRE de) (1802-1866). Député de la Sarthe (1839), réélu jusqu'en 1851, il vota avec la gauche modérée, fut ambassadeur à Londres, puis à Vienne sous la République de 1848, fut arrêté pendant quelques jours au 2 décembre et rentra dans la vie privée.

BEAUQUIER (Charles) (1833). Député de Besançon (1880), réélu constamment, il siégea dans le parti radical.

BEAUREPAIRE (QUESNAY DE). (V. QUESNAY.)

BEAUVAU (Marc-Etienne-Gabriel, prince de) (1773-1849), grand d'Espagne, chambellan de Napoléon I^{er}. Tenu à l'écart par Louis XVIII, il fut nommé pair de France par Louis-Philippe en 1831.

BEBEL (August-Ferdinand) (1840), homme politique allemand. Depuis 1862, agent actif du parti socialiste allemand attaché aux idées de Karl Marx, président du comité des cercles ouvriers (1865), il devint député de

Glauchau-Meerane (Saxe) au parlement de la Confédération de l'Allemagne du Nord (1867), protesta contre la continuation de la guerre avec la



Bebel.

République française et contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, fut traduit devant la cour d'assises de Leipzig pour crime de haute trahison (1872), condamné à deux ans de forteresse avec Liebknecht et réélu en 1874 par ses mêmes électeurs. Député de

Dresde en 1877, il combattit Bismarck et sa politique, fut réélu en 1883, condamné en 1886; élu député de Hambourg en 1887 et en 1890, il vota contre les nouvelles charges militaires imposées au Reichstag (1888) et subit encore de nombreuses condamnations.

BECKER (Léonard-Nicolas, comte de Mons) (1770-1840), général français. Il assista à Wattignies, fit la campagne de Vendée (1794-1795), l'expédition de Saint-Domingue, se distingua à Austerlitz et à Essling. Député du Puy-de-Dôme pendant les Cent-Jours, il fut chargé d'accompagner Napoléon jusqu'à Rochefort. Louis XVIII le fit pair de France (1818).

BECKS (Pierre-Jean) (1795-1887). Après avoir fait ses études au séminaire de Malines, il entra dans l'ordre des Jésuites (1819), devint un des chefs du parti ultramontain en Allemagne, et un des conseillers de l'archiduchesse Sophie. Il succéda à Roothaan comme général de l'Ordre, qu'il dirigea pendant trente ans avec autant de fermeté que de prudence. La maladie le força à abandonner ses fonctions (1883) et il se retira à Rome.

BEDEAU (Marie-Alphonse) (1804-1863), général français. Il servit en Algérie de 1836 à 1848, fut élu député de la Loire-Inférieure à la Constituante et à la Législative (1848-1851); arrêté le 2 décembre 1851, il fut exilé et entra à l'amnistie de 1859.

BEERNAERT (Auguste) (1824), homme d'Etat belge. Ministre des travaux publics dans le cabinet Malou (1874), chef de l'opposition cléricale pendant le ministère Frère-Orban (1878-1884), il devint ministre de

l'agriculture (1884), puis président du conseil avec le portefeuille des finances jusqu'en 1894.

BÉHAINE (Edouard-Alphonse, comte LEBEVRE de) (1829-1897), diplomate français. Il commença sa carrière en 1849, fut chargé d'affaires à Munich (1872-1880), ministre plénipotentiaire à La Haye (1880-1882) et ambassadeur près le Saint-Siège (1882-1896).

BÉHIC (Louis-Armand-Henri) (1809-1891). Député d'Avesnes (1846), ministre du commerce, de l'agriculture et des travaux publics de 1863 à 1867, nommé sénateur bonapartiste de la Gironde en 1876, non réélu en 1879, il avait débuté dans l'administration des finances, dirigé les forges de Vierzon (1848), et rempli les fonctions d'inspecteur général des Messageries impériales après le 2 décembre 1851.

BELCASTEL (Jean-Baptiste-Gaston-Gabriel-Louis de LACOSTE de) (1821-1890). Député de la Haute-Garonne (1871), il se fit remarquer par son zèle religieux et monarchiste, organisa un pèlerinage à Paray-le-Monial, voua la France au Sacré-Cœur (1873), fut élu sénateur de la Haute-Garonne (1876) et vota la dissolution de la Chambre des députés le 16 mai 1877.

BELCREDI (Richard, comte de) (1823), homme d'Etat autrichien. Lieutenant impérial à Prague (1864), député au Reichsrath, ministre d'Etat et président du conseil (1865-1867), il fut nommé membre de la Chambre des seigneurs en 1881.

BELLART (Nicolas-François) (1761-1826). Avocat en 1792, il fut proposé pour la défense de Louis XVI; on le trouva trop jeune. Il défendit plus tard Menou et Moreau. Adulateur de Napoléon, il contribua à sa déchéance, fut comblé de dignités par Louis XVIII, nommé procureur général à Paris, dressa l'acte d'accusation de Ney et poursuivit les journaux libéraux. Il avait été nommé député de Paris de 1815 à 1821.

BELLEME (Louis-Marie de) (1787-1862). Procureur du roi à Pontoise (1820), puis à Paris (1826), il devint préfet de police (1827), député de la Dordogne (1829), de Paris (1831), de Ribérac (1834) et entra à la Cour de cassation (1857). Il a laissé des recueils d'*Ordonnances*.

BELLIARD (Augustin-Daniel, comte)

(1769-1832), général français. Il combattit à Jemmapes, suivit Hoche en Vendée, Bonaparte en Italie et en Egypte, assista à Austerlitz, Iéna, Eylau et Friedland, partit en Espagne, fit la campagne de Russie, d'Allemagne et de France. Ambassadeur à Bruxelles (1830), il signa le traité séparant la Belgique de la Hollande. Vinet a publié ses *Mémoires* (1842).

BELLUNE (Duc de). (V. Victor.)

BEM (Joseph) (1795-1850), général polonais. Il servit sous Davout et MacDonald (1812), en qualité de lieutenant, fut professeur à l'école d'artillerie de Varsovie, commanda l'artillerie lors du soulèvement de la Pologne (1830), vint en France, se joignit aux Hongrois révoltés (1848), commanda la garde nationale de Vienne dans l'insurrection d'oct. 1849, défendit la Transylvanie dans une remarquable campagne, partit pour la Turquie où il recut le titre de pacha avec le nom de Mourad après avoir embrassé l'islamisme.

BENEDEK (Louis) (1804-1881), général autrichien. Il prit une part glorieuse aux guerres d'Italie en 1848-49, commanda la droite autrichienne à Solferino. Nommé en 1866 général en chef de l'armée de Bohême, il n'accepta que sur les instances de l'empereur; ses hésitations contribuèrent à amener le désastre de Sadowa, que rendait d'ailleurs presque fatal la supériorité d'armement des Prussiens. Traduit devant un conseil de guerre, il fit preuve de la plus remarquable dignité; acquitté, il mourut en disgrâce.

BENEDETTI (Vincent) (1817). Ministre de France auprès du roi d'Italie (1861-1862), ambassadeur à Berlin (1864-1870), il favorisa l'entente de la France et de l'Italie (1866), essaya vainement après Sadowa d'obtenir quelque compensation pour la France et se laissa jouer par Bismarck dans les négociations relatives à la Belgique; il se rendit à Ems près du roi de Prusse au sujet de la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne (1870). Guillaume ayant refusé de le recevoir, le duc de Gramont et Emile Ollivier jugèrent ce refus offensant et rappelèrent l'ambassadeur. La guerre était déclarée. (V. volume GUERRE FRANCO-ALLEMANDE) Depuis lors, M. Benedetti

vécut dans la retraite. Il a écrit : *Ma mission en Prusse* (1871).

BÉNÉVENT (Prince de). (V. TALLEYRAND.)

BENJAMIN CONSTANT. (V. CONS-TANT.)

BENOIST D'AZY (Denis, vicomte) (1796-1880). Député de Château-Chinon en 1842, réélu en 1846, il vota avec la droite légitimiste. Député du Gard en 1849, il combattit la République, resta dans la vie privée sous l'Empire, fut député de la Nièvre (1871) et présida comme doyen d'âge les premières séances de l'Assemblée à Bordeaux.

BENSO, comte de *Cavour*. (V. ce nom.)

BENTINCK (William-Henry CAVENDISH) (1738-1807), duc de Portland, homme d'Etat anglais. Lord-lieutenant d'Irlande (1782), ministre de l'intérieur (1794-1801), premier ministre jusqu'en 1803 et de nouveau en 1807. Il était du parti whig.

BENTINCK (William CAVENDISH) (1774-1839), gouverneur de l'Inde (1827-1835). Il fut rappelé à la suite du massacre d'officiers anglais par les cipayes (affaire de Wellore).

BENTINCK (William-George-Frédéric CAVENDISH) (1802-1848), homme politique anglais, fils du précédent. Chef du parti protectionniste, il combattit Robert Peel et John Russell. Grand propriétaire de chevaux, il se fit un nom célèbre sur le turf.

BÉRANGER (Jean-Pierre de) (1780-1857), chansonnier français. Représentant du parti napoléonien libéral, il fit à la Restauration une guerre acharnée et ses chansons eurent une grande action sur l'opinion publique. Plusieurs fois poursuivi et condamné, en 1828 son amende de 10,000 fr. fut couverte par une souscription nationale. En 1848, il fut nommé député de la Seine et donna sa démission peu de jours après. Napoléon III lui fit faire des funérailles officielles. — (V. pour son œuvre de chansonnier, vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

BÉRANGER (Jean, comte) (1767-1850). Député aux États généraux, puis aux Cinq-Cents, il prit une part



Béranger.

active au coup d'Etat du 18 brumaire et fut nommé comte de l'Empire. Louis XVIII le nomma directeur des contributions indirectes. Louis-Philippe le créa pair de France.

BÉRENGER (Alphonse-Marie-Marc-Cellin-Thomas) (1785-1866), dit de la *Drôme*. Député pendant les Cent-Jours, il défendit la cause de Napoléon II. Auteur d'importants travaux de jurisprudence. De 1815 à 1827, il ne s'occupa que de jurisprudence. Député (1828), il vota avec les libéraux, fit le rapport qui entraîna la condamnation des ministres de Charles X (1830), fut créé pair de France (1837) et président à la cour de cassation (1848).

BÉRENGER (René) (1830), fils du précédent. Avocat général à Lyon sous Napoléon III, il fut élu député de la Drôme (1871), siégea au centre gauche, fut un instant ministre des travaux publics (1873) et nommé sénateur inamovible (1876). La loi Béranger qui autorise la libération conditionnelle est animée de l'esprit le plus généreux et



Béranger.

a donné d'excellents résultats. M. Béranger que les journaux « pornographiques » prennent volontiers pour objet de leurs railleries, est un des hommes qui honorent le plus la république.

BEREZOWSKI, réfugié polonais en France, auteur d'un attentat contre Alexandre II de Russie, au bois de Boulogne (6 juin 1867). Le tsar ne fut pas atteint et Berezowski fut condamné aux travaux forcés à perpétuité. Il a été transporté à l'île Nou, où il est encore (1898).

BERGASSE (Nicolas) (1750-1832). Député du tiers état de la sénéchaussée de Lyon aux Etats généraux (1789), il se retira quelques mois après. Arrêté en 1793, il fut relâché après le 9 thermidor, s'occupa de mesmérisme, écrivit des brochures, dont une, *Essai sur la propriété* (1821), le fit traduire devant la cour d'assises, qui l'acquitta.

BERLET (Albert-Ernest-Edmond) (1837-1886). Député de la Meurthe (1871), il siégea à la gauche républicaine, fut élu député de Nancy (1876),

eut dans le cabinet Freycinet (1882) le sous-secrétariat d'Etat à la marine et aux colonies, et devint sénateur de Meurthe-et-Moselle (1883).

BERNADOTTE (Jean-Baptiste-Jules) (1764-1844), maréchal de France, roi de Suède et de Norvège sous le nom de Charles XIV ou Charles-Jean. Il commanda une division à Fleurus (1794), fit capituler Maestricht et protégea la retraite de Jourdan (1795). Ambassadeur à Vienne (1798), ministre de la guerre (1799), il ne prit pas part au 18 brumaire, et fut envoyé en Vendée. Gouverneur du Hanovre (1804), il assista à Austerlitz, battit les Prussiens près de Halle et les Russes sur la Passarge. Gouverneur des villes hanséatiques (1808), il arrêta les hostilités contre la Suède à la chute de Gustave IV, assista à Wagram (1809), puis repoussa les Anglais aux bouches de l'Escaut. Désigné par les Etats de Suède comme héritier présumptif de la couronne, adopté par Charles XIII (10 octobre 1810), il se convertit au protestantisme, offrit son concours à Napoléon en lui demandant la Norvège, et s'allia à Alexandre I^{er} après le refus de Napoléon.



Bernadotte.

En 1813, il entra dans la coalition, battit Oudinot et Ney et combattit à Leipzig à la tête de 70,000 hommes. A la mort de Charles XIII (5 février 1818), il fut proclamé roi de Suède et de Norvège, et contribua à la prospérité commerciale et industrielle de ce pays.

BERNARD (Simon) (1779-1839), général français. Chef du cabinet topographique de Napoléon I^{er}, il assista à Waterloo, devint aide de camp de Louis-Philippe (1830) et ministre de la guerre (1836). Sous la Restauration, il construisit des fortifications, des canaux et des routes aux Etats-Unis.

BERNARD (Aristide-Martin, dit MARTIN-BERNARD) (1808-1883). Affilié aux sociétés secrètes aux débuts du règne de Louis-Philippe, il fut avec Blanqui et Barbès organisateur de l'affaire du 12 mai 1839; emprisonné à Belle-Isle, puis à Doullens, jusqu'en 1848, le Gouvernement provisoire le nomma

commissaire général de la République pour les départements du Rhône, de l'Ardèche et de la Haute-Loire. Député à la Constituante et à la Législative, compromis dans le mouvement de juin 1849 avec Ledru-Rollin, il gagna l'étranger, fut élu en 1871 député de la Seine et vota avec l'extrême gauche.

BERNARD-LAVERGNE. (V. LAVERGNE.)

BERNARD-LAZARE (Lazare-Bernard, diti), publiciste et homme politique français, auteur d'un important ouvrage: *l'Antisémitisme, son histoire et ses causes*, dont M. Edouard Drumont lui-même se plut à noter l'impartialité (1894). Dans ce volume, nous devons surtout rappeler que M. Bernard-Lazare fut le premier à ouvrir la campagne de revision du procès Dreyfus. Il a écrit à ce sujet diverses brochures que n'ont fait que reproduire et commenter ceux qui ont par la suite traité le même sujet: *la Vérité sur l'affaire Dreyfus* (Bruxelles, 1896; Paris, 1897); *Une Erreur judiciaire: l'affaire Dreyfus*, avec expertises d'écritures (1 vol., 1897); *Comment on condamne un innocent* (1898).

BERNETTI (Tommaso) (1779-1852), cardinal italien. Interné à Reims pour avoir refusé d'assister au mariage de Napoléon I^{er} et de Marie-Louise, il retourna à Rome avec Pie VII, devint secrétaire d'Etat de Léon XII (1827), de Grégoire XVI (1831) et suivit Pie IX à Gaète (1848).

BERNIER (Etienne-Alexandre-Jean-Baptiste-Marie) (1762-1806), prélat français. Curé à Angers, il refusa de prêter le serment civique, se lança dans la chouannerie, dont il devint un des chefs, fit sa soumission à Hoche, dévoila à Bonaparte le plan d'un soulèvement royaliste (1799) et fut nommé évêque d'Orléans en 1802.

BERNSTORFF (Christian-Günther, comte de) (1769-1835), diplomate danois. Ministre des affaires étrangères (1797), ambassadeur à Vienne (1810), puis à Berlin, il assista au congrès de Vienne (1815), entra au service de la Prusse (1818) et fut ministre des affaires étrangères.

BERRY (Duc et duchesse de). (V. BOURBON.)

BERRY (Georges) (1855). Avocat à Paris, conseiller municipal du quartier de la Chaussée-d'Antin (1881),

conservateur, puis républicain rallié, il fut élu député du IX^e arr. de Paris (1893 et 1896).

BERRYER (Antoine-Pierre) (1790-1868), avocat célèbre. Il défendit les généraux Debelle et Cambronne (1815), plaida dans différents procès contre les journaux, se fit une grande réputation dans l'affaire des banquiers Séguin et Ouvrard, dans le procès de Lamennais, et fut élu député de la Haute-Loire en 1830. Légitimiste convaincu, il combattit le gouvernement de Juillet, fut poursuivi après le soulèvement de la Vendée tentée par la duchesse de Berry, mais acquitté (1832), défendit Louis-Napoléon devant la Chambre des pairs après l'échafaudage de Boulogne (1840), alla à Londres avec des notabilités de son parti saluer le comte de Chambord du titre de roi de France (1843). Aux Assemblées de 1848 et de 1849, député des Bouches-du-Rhône, son rôle fut assez effacé. Il ne rentra à la Chambre, sous l'Empire, qu'en 1863, et prit souvent la parole dans des questions budgétaires et d'administration publique. Merveilleux orateur, il soutint constamment les principes monarchistes qu'il ne considérait pas comme incompatibles avec les mesures les plus libérales.



Berryer.

BERSOT (Pierre-Ernest) (1816-1880). Secrétaire de Victor Cousin au ministère de l'instruction publique (1840), il fut nommé professeur de philosophie à Bordeaux à la rentrée de Guizot aux affaires. Obligé de quitter Bordeaux à la suite de polémiques avec Lacordaire, il professa à Dijon, puis à Versailles, et refusa en 1851 de prêter serment à Louis-Napoléon. Depuis il collabora aux *Débats* et fut nommé directeur de l'Ecole normale (1871-1880).

— Pour sa carrière philosophique, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE ET PHILOSOPHIQUE.

BERT (Paul) (1833-1886). Préfet du Nord (1871), député de l'Yonne (1874), puis d'Auxerre (1876), il fut un des 363, réélu en 1877, en 1881, en 1885. Fidèle soutien de la politique de Gambetta, il eut le portefeuille de l'instruction

tion publique et des cultes dans le « grand ministère » (1881-1882), prit



Bert (Paul).

une part active aux discussions relatives aux questions d'enseignement et de laïcisation. En 1886 (31 janvier) il fut nommé résident général dans l'Annam et le Tonkin par M. de Freycinet, et mourut de la dysenterie le 11 novembre 1886.

— V. vol. BIOGRAPHIE

SCIENTIFIQUE pour ses travaux scientifiques.

BERTEAUX (Henry-Maurice) (1852). Agent de change à Paris, député de Versailles (1893), membre influent du parti radical.

BERTHAUT (Jean-Auguste) (1817-1881), général français. Commandant de la garde mobile de la Seine (1870), il assista aux combats sous Paris, devint ministre de la guerre dans le cabinet Dufaure (1876), dans les cabinets Jules Simon et de Broglie (1877), commanda le XVIII^e corps à Bordeaux (1878) et donna sa démission après le vote de flétrissure de la Chambre contre le ministère du Seize-Mai.

BERTHELOT (Pierre-Eugène-Marcelin) (1827). Président du comité scientifique de défense de Paris (1870),



Berthelot.

il s'occupa de la fabrication des canons, de la nitroglycérine, de la dynamite et des poudres de guerre, fut nommé membre du comité consultatif des poudres et salpêtres (1876), sénateur inamovible (1881), ministre de l'instruction publique dans le cabinet Goblet (1886-

1887), des affaires étrangères (cabinet Bourgeois, 1895-1896). Il s'est beaucoup occupé de la réorganisation et de la laïcité de l'enseignement primaire et siège à la gauche radicale. — Pour ses nombreux travaux scientifiques, V. vol. de CHIMIE et BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

BERTHELOT (André-Marcel) (1862), publiciste et homme politique français. Lauréat du concours d'agréga-

tion d'histoire et de géographie (1884), il fut nommé à l'école de Rome et chargé de missions en Allemagne et en Hollande, puis devint maître de conférences à l'Ecole des Hautes Etudes (Sorbonne), où il professa l'histoire des religions de la Grèce et de Rome (1886-1898). Depuis 1885, M. André Berthelot est attaché comme secrétaire général à la *Grande Encyclopédie*, œuvre magistrale à laquelle le fils de notre grand chimiste aura pris une part des plus importantes.

Elu conseiller municipal de Paris (quartier de la Monnaie) en 1893, il fut réélu en 1896. A l'Hôtel de Ville, il s'est consacré principalement à la grande question du Métropolitain, et a présenté le projet qui est actuellement en cours d'exécution.

Aux élections de 1898, M. Berthelot a été élu député de Paris (VI^e arrond.). Il appartient au parti républicain socialiste.

BERTHIER (Louis-Alexandre) (1753-1815), maréchal de l'Empire, prince de Neuchâtel et de Wagram. Il fit les guerres d'Amérique, celles de Vendée, servit sous Bonaparte en Italie, en Egypte et contribua au coup d'Etat du 18 brumaire. Ministre de la guerre, puis major-général, il fit toutes les campagnes de l'Empire. Nommé pair de France à la première Restauration, il se retira pendant les Cent-Jours à Bamberg (Bavière) où il fut tué par des gens masqués.



Berthier.

BERTHOLLET (Claude-Louis, comte) (1749-1822), chimiste français. Il fut chargé par la Convention de diriger, avec Monge, la préparation de la poudre, puis, par le Directoire, de recueillir les objets d'art enlevés en Italie. Il fit partie de l'expédition d'Egypte, fut comblé d'honneurs par Napoléon I^{er}, vota néanmoins sa déchéance et fut créé pair de France par Louis XVIII. — Pour sa carrière scientifique, V. vol. de CHIMIE et BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

BERTHOLON (César) (1808-1885). Il fit de l'opposition au gouvernement de Louis-Philippe dans les sociétés

secrètes de la région lyonnaise, dans son journal *le Censeur* et dans la campagne réformiste des banquets. Député de l'Isère à la Constituante et à la Législative (1818-1851), il fut interné en Afrique après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Préfet de la Loire (4 septembre 1870), député de Saint-Etienne (1876), un des 363, réélu en 1877 et en 1881, il siégeait à l'extrême gauche.

BERTIN (Louis-François) (1766-1841), dit *l'Ainé*. Il combattit la Révolution dans différents journaux et fonda le *Journal des Débats* après le 18 brumaire. Detenu au Temple, puis deporté à l'île d'Elbe, à la suite d'une conspiration royaliste, il revint en 1804, fut dépossédé de son journal (1811) qu'on nommait *Journal de l'Empire* depuis 1804 et ne le recouvra qu'en 1815. Il suivit Louis XVIII à Gand et le soutint constamment. Il fit de l'opposition à Charles X et se rallia à Louis-Philippe. — Son fils, *Louis-Marie-Armand* (1801-1854), lui succéda à la direction du *Journal des Débats*.

BERTIN DE VAUX (Louis-François) (1771-1842), frère du précédent. Un des fondateurs du *Journal des Débats*, il fit peu de politique sous l'Empire. En 1814, il suivit Louis XVIII à Gand, fut député en 1815, en 1820, conseiller d'Etat en 1827 et se rallia à Louis-Philippe qui le chargea de missions en Hollande et en Angleterre, et le fit pair de France (1832).

BERTON (Jean-Baptiste) (1769-1822), général français. Il fit partie des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, assista à Austerlitz, à Friedland, servit en Espagne, fut nommé gouverneur de Malaga, combattit à Toulouse et à Waterloo. Affilié aux carbonari, compromis dans la conspiration de Saumur, il fut condamné à mort et exécuté (5 octobre 1822).

BERTRAND (Henri-Gratien, comte) (1773-1874), maréchal de France. Il fit la campagne d'Egypte, se distingua à Aboukir, suivit Napoléon à l'île d'Elbe et à Sainte-Hélène et ne revint en France qu'en 1821. Député de Châteauroux en 1830, il fit de l'opposition libérale.

BERVILLE (Saint-Albin) (1788-1868). Avocat éloquent et libéral, il défendit Paul-Louis Courier (1821) et Béranger (1822), fut nommé député de Seine-et-Oise (1838) et fut réélu à l'Assem-

blée constituante (1848). Collaborateur de journaux politiques, il a donné une édition des *Œuvres de Pothier* (1826 et suiv., 26 vol.) et quelques ouvrages littéraires.

BESLAY (Charles) (1795-1878). Député de Pontivy au début du règne de Louis-Philippe, du Morbihan à la Constituante (1848), mêlé activement pendant l'Empire au mouvement républicain, nommé membre de la Commune de Paris par le VI^e arr. et gouverneur de la Banque de France, il la protégea contre les réquisitions et tous les partis rendirent hommage à son intégrité. Après la défaite de la Commune, il se réfugia à Neuchâtel (Suisse).

BESNARD (Armand-Louis-Charles-Gustave) (1833), amiral français. Il servit en Crimée, en Chine et dans l'armée de Bretagne (1870). Commandant en chef de la division navale de l'Extrême-Orient, il reçut le portefeuille de la marine dans les cabinets Ribot (1895) et Méline (1896-1898).

BESTOUJEV (Alexandre-Alexandro-vitch) (1797-1837), écrivain russe. Aide de camp du duc Alexandre de Wurtemberg, il fut dégradé et envoyé en Sibérie (1825) à la suite d'une conspiration contre Nicolas I^{er}. Amnistié (1829), il reprit du service à l'armée du Caucase.

BETHMONT (Eugène) (1804-1860), avocat. Député de Paris (1842), puis de La Rochelle (1846), il siégea à l'extrême gauche, signa l'acte de mise en accusation du ministère Guizot (1848), fut ministre de l'agriculture et du commerce, puis de la justice, et conseiller d'Etat. Après le coup d'Etat du 2 décembre, il reprit sa place au barreau de Paris dont il fut bâtonnier en 1854.

BETHMONT (Paul-Louis-Gabriel) (1833-1889), fils du précédent. Avocat à Paris, député de la Charente-Inférieure (1865), réélu en 1869, il fit partie de l'opposition républicaine. Elu député de la Charente-Inférieure (1871), puis de Rochefort (1876), il siégea au centre gauche, fut un des 363 et réélu en 1877, en 1881. Il donna sa démission en 1882 pour se consacrer à ses fonctions de premier président de la Cour des comptes où il avait été nommé en 1880.

BEUGNOT (Jacques-Claude, comte) (1761-1835), homme d'Etat français.

Procureur général syndic du département de l'Aube (1790), membre de l'Assemblée législative (1791), il fut incarcéré en 1793 et relâché après le 9 thermidor. Attaché à Lucien Bonaparte après le 18 brumaire, il fut préfet de la Seine-Inférieure, conseiller d'Etat (1806), ministre des finances de Jérôme Bonaparte (1807), préfet du Nord (1813), ministre de l'intérieur (1814), directeur de la police et ministre de la marine pendant la première Restauration. Il suivit Louis XVIII à Gand, devint directeur des postes; député de la Haute-Marne et de la Seine-Inférieure, il démissionna en 1824. On a de lui des *Mémoires* intéressants (1866).

BEULÉ (Charles-Ernest) (1826-1874). Jusqu'en 1871, il s'occupa de travaux archéologiques et de beaux-arts, fut député de Maine-et-Loire à l'Assemblée nationale de 1871, prit rang parmi les droitiers, fut ministre de l'intérieur dans le cabinet de Broglie (24 mai 1873) et se suicida le 4 avril 1874.

BEURNONVILLE (Pierre de RIEL, marquis de) (1752-1821), maréchal de France. Il servit dans l'Inde sous le bailli de Suffren, fut aide de camp de Luckner (1792), combattit à Valmy et à Jemmapes, devint ministre de la guerre et fut envoyé pour arrêter Dumouriez qui le livra aux Autrichiens (1793). Délivré en 1795, il commanda les armées de Sambre-et-Meuse et du Nord, fut chargé de missions à Berlin et à Madrid (1800-1802); comblé de dignités par Napoléon I^{er}, il signa néanmoins l'acte de déchéance, fut nommé ministre d'Etat, pair et maréchal de France par Louis XVIII.

BEUST (Friedrich-Ferdinand, comte de) (1809-1886), homme d'Etat allemand. Ministre de Saxe à Berlin (1848), il rentra dans son pays et fut nommé ministre de l'intérieur et président du conseil (1849). Particulariste et réactionnaire, il demanda le secours de la Prusse pendant la révolution qui éclata à Dresde (1849), soutint les intérêts des petits Etats allemands dans les affaires du Slesvig-Holstein (1864), prit parti pour l'Autriche contre la Prusse



Beust.

(1866), fut choisi par François-Joseph comme ministre des affaires étrangères, constitua un cabinet hongrois (1867) et établit le système du dualisme. Il reçut le titre de chancelier de l'Empire (1868) et joua un rôle considérable dans les affaires intérieures et extérieures de l'Etat jusqu'à l'arrivée du ministre fédéraliste Hohenwart (1871). Il fut remplacé aux affaires étrangères par le comte Andrassy et nommé membre de la Chambre des seigneurs (1876), puis ambassadeur à Paris (1878-1882). Une traduction française de ses *Mémoires* a été publiée à Paris (1888, 2 vol.).

BIBESCO (Georges-Démètre) (1804-1873), hospodar de Valachie. Membre de l'Assemblée valaque (1841), il rédigea l'adresse qui amena la déposition du prince Alexandre Ghika (1844), fut élu prince de Valachie à vie (1845), fit d'importantes réformes dans l'ordre matériel (travaux publics, traités de commerce, développement de l'instruction publique, etc.), refusa en 1848 une constitution nouvelle, démissionna et se retira à Vienne, fut député au Parlement roumain et vint finir ses jours à Paris.

BIBIKOV (Dmitri-Gavrilovitch) (1792-1870), homme d'Etat russe. Il débuta dans l'armée, perdit un bras à l'affaire de Borodino (1812), fut directeur du commerce intérieur (1825-1835), gouverneur des provinces du S.-O. (Petite-Russie) (1837-1852) et ministre de l'intérieur (1852-1855).

BIGNON (Louis-Pierre-Edouard, baron) (1771-1841), diplomate français. Secrétaire de légation, chargé d'affaires à Berlin (1802), ministre plénipotentiaire à Cassel (1804-1806), il administra les finances et les domaines des pays conquis après Iéna, et fut résident de France à Varsovie (1810-1813). Mis à l'écart par les Bourbons en 1814, il servit Napoléon pendant les Cent-Jours, signa, comme ministre des affaires étrangères, la convention qui livrait Paris aux alliés (1815), fut nommé député de 1817 à 1830 et fit de l'opposition libérale, surtout à la politique de la Sainte-Alliance. Ministre des affaires étrangères en 1830, député en 1831 et 1834, pair de France en 1839.

BIGOT DE PRÉAMENEU (Félix-Julien-Jean, comte) (1747-1825), homme politique et jurisconsulte français.

Avocat sous l'ancien régime, il fut député de la Seine à l'Assemblée législative (1791), déclaré suspect et se cacha jusqu'en 1797. Nommé conseiller d'Etat après le 18 brumaire, il collabora activement au Code civil, fut ministre des cultes en 1808, ministre d'Etat et pair de France pendant les Cent-Jours. Il rentra dans la vie privée à la deuxième Restauration.

BILLAULT (Auguste-Adolphe-Marie) (1805-1863). Avocat à Nantes, il fut député d'Ancenis à la Chambre des députés (1837), siégea dans les rangs de l'opposition, fut député de la Loire-Inférieure à l'Assemblée constituante (1848), mais, après les fluctuations de sa politique, ne fut pas renommé en 1849 à l'Assemblée législative. Après le coup d'Etat du 2 décembre, élu, comme candidat officiel, député de Saint-Girons, il fut président du Corps législatif, ministre de l'intérieur (1854), sénateur, ministre sans portefeuille (1860) et ministre d'Etat (1863).

BILLOT (Jean-Baptiste) (1828), général français. Il servit en Algérie et au



Billot.

Mexique, commanda le XVIII^e corps pendant la guerre franco-allemande, fut député de la Corrèze (1871) et siégea à la gauche républicaine. Nommé sénateur inamovible (1875), il fut ministre de la guerre (1882) et démissionna pour

n'avoir pas à signer la mise en disponibilité pour retrait d'emploi des princes d'Orléans. Dans le ministère Méline (1896-1898), il reçut le portefeuille de la guerre.

BILLOT (Albert) (1841), diplomate français. Il entra au ministère des affaires étrangères en 1865, devint conseiller d'Etat (1882), ministre plénipotentiaire à Lisbonne (1885), puis ambassadeur en Italie (1890).

BINEAU (Jean-Martial) (1805-1855). Ingénieur, député de Maine-et-Loire (1841-1848), ministre des travaux publics (1849), des finances (1852). — Pour ses travaux comme ingénieur, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

BIRON (Anne-Armand-Elie, vicomte de GONTAUT-) (1817-1890), diplomate français. Député des Basses-Pyré-

nées (1871), il vota avec la droite, fut nommé ambassadeur à Berlin (4 décembre 1871-1878); en 1876, le département des Basses-Pyrénées l'avait élu sénateur; il vota la dissolution de la Chambre des députés demandée par le cabinet de Broglie (1877), et échoua au renouvellement de 1882.

BISCHOFFSHEIM (Raphaël-Louis) (1823). Naturalisé Français (1880) pour services rendus à la science, il fut nommé député de Nice (1881) et ne s'inscrivit à aucun groupe. Réélu en 1889, on invalida son élection.

BISMARCK (Otto-Eduard-Leopold, prince de) (1815-1898), homme d'Etat prussien. Député aux « diètes réunies », il fut un des orateurs de la droite; pendant la Révolution de 1848, il fut un des chefs des Junkers (hobereaux) et un des plus puissants auxiliaires du parti de la Croix; délégué à la Diète de Francfort

(1851) il commença sa longue lutte contre l'Autriche. Ambassadeur à Pétersbourg (1857), puis à Paris (1861), il fut chargé par le roi Guillaume de diriger le ministère



Bismarck.

(1861). Ses débuts furent pénibles; la Chambre, pendant trois ans, refusa de voter le budget (1861-1864), mais l'affaire des duchés fit une diversion: le Danemark fut démembré (1864). Entre temps, Bismarck voyait Napoléon III à Paris et à Biarritz, s'assurait de sa non-intervention, déclarait la guerre à l'Autriche (1866) et expulsait celle-ci du corps germanique: désormais l'hégémonie prussienne était assurée.

A la suite de la candidature du prince de Hohenzollern à la couronne d'Espagne et de la dépêche d'Ems (1870), la guerre fut déclarée à la France par la Prusse qui cherchait depuis longtemps l'occasion désirée. Bismarck accompagna constamment le roi, repoussa les ouvertures de paix du 2 septembre, joua Bazaine par des négociations dilatoires, fit couronner Guillaume I^{er} à Versailles empereur d'Allemagne (18 janvier 1871), signa avec Jules Favre l'armistice du 27 janvier, une convention le 26 février et enfin la paix à Francfort (10 mai).

Depuis 1871, il s'attacha à consolider l'empire allemand, devint l'arbitre des affaires européennes, pendant qu'il combattait à l'intérieur les catholiques et les socialistes. Il songea à attaquer la France qui se relevait trop vite à son gré de ses désastres (1875); l'entremise de l'empereur Alexandre II vint le contrarier, d'où haine entre Gortchakov et Bismarck. Alors ce dernier organisa l'entrevue des trois empereurs, puis la Triplice. En 1890, Guillaume II qui supportait mal sa tutelle le releva, sur sa demande, de toutes ses fonctions; il se retira à Friedrichsruhe, et jusqu'à la fin de sa vie témoigna par des manifestations bruyantes la colère que lui causait l'ingratitude du souverain. Il a laissé des *Mémoires*, qui ont été publiés après sa mort (1898). — *Biographies* par Simon, Mlle Dronsart. Il a été publié une édition française de ses *Discours*. V. vol. HISTOIRE CONTEMPORAINE.

BISMARCK (Heinrich-Ferdinand-Herbert, comte de) (1849), homme d'Etat prussien, fils du précédent. Député de Lauenbourg au Reichstag (1878), il entra dans la carrière diplomatique, fut ministre plénipotentiaire à La Haye (1884), sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1885) et adjoint aux fonctions de chancelier (1886). Il suivit son père dans la retraite.

BIXIO (Jacques-Alexandre) (1808-1865). Un des fondateurs de la *Revue des Deux Mondes*, rédacteur au *National*, député du Doubs à l'Assemblée constituante (1848), il fut blessé dans les journées de juin, devint vice-président de l'Assemblée et ministre de l'agriculture et du commerce. Réélu en 1849 par le Doubs, arrêté le 2 décembre 1851, il s'occupa d'agriculture et devint administrateur de plusieurs compagnies de chemins de fer.

BIXIO (Girolamo, dit *Nino*) (1821-1873), patriote et général italien, frère du précédent. Il servit dans la marine, devint un des chefs de la jeunesse républicaine à Gênes (1847), fit le siège de Rome dans la légion de Garibaldi (1849), servit encore sous ce dernier dans les chasseurs des Alpes (1859) et le seconda surtout dans l'expédition de Sicile (1860) où il fut blessé plusieurs fois. Député de Gênes (1861), général commandant

la place d'Alexandrie (1863), il se distingua en 1866 en couvrant la retraite après Custoza. Sénateur en 1870, il participa à la prise de Rome, prit sa retraite, et mourut du choléra à Batavia où il avait organisé le transport des troupes hollandaises.

BJÖERNSTJERNA (Magnus-Fredrik-Ferdinand, comte) (1779-1847), homme d'Etat suédois. Il servit dans la guerre de Finlande, fut chargé de missions secrètes auprès de Napoléon I^{er}, suivit Bernadotte pendant la campagne d'Allemagne (1813), partit en Norvège lors de la cession de ce pays à la Suède et fut ambassadeur à Londres de 1828 à 1846.

BLACAS D'AULPS (Pierre-Louis-Jean-Casimir, duc de) (1771-1839). Après avoir combattu parmi les chouans, il rejoignit Louis XVIII qu'il ne quitta plus. A la Restauration, il fut comblé de dignités, fut chargé de missions importantes, nommé ambassadeur à Naples (1823-1830) et suivit Charles X en exil.

BLACQUETOT. (V. DECAUX [Vicomte].)

BLAINE (James-Gillespie) (1830-1893), homme d'Etat américain. Représentant de l'Etat du Maine à Washington (1862-1876), un des leaders du parti républicain, candidat à la présidence des Etats-Unis (1876), il échoua de quelques voix contre M. Hayes, fut nommé sénateur du Maine, premier ministre (1880). Il échoua encore contre M. Cleveland (1884).

BLANC (Pierre) (1806-1897). Avocat à Chambéry, député au Parlement sarde, il entra à la Chambre des députés de France comme député d'Albertville (1876), fit partie des 363 et fut réélu jusqu'à sa mort. Il présida souvent la Chambre en qualité de doyen d'âge.

BLANC (Jean-Joseph-Charles-Louis) (1811-1882). Précepteur, puis journaliste, il prit une grande part à la campagne des banquets réformistes, fit partie du Gouvernement provisoire de 1848 et présida la commission du Luxembourg chargée de prendre en main les intérêts des travailleurs. Député de Paris, il fut compromis dans l'affaire du



Blanc (Louis).

15 mai, condamné par contumace à la déportation, et ne rentra en France qu'en 1870. Elu député de la Seine (1871), il blâma ouvertement la Commune de Paris, siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1876, un des 363, et réélu en 1877. Il présenta et soutint en 1879 le projet d'amnistie plénière. — Pour son œuvre de publiciste et d'historien, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE et vol. SOCIALISME.

BLANC (Alexandre-Auguste-Philippe-Charles) (1814-1882), frère du précédent. Lié avec les journalistes avancés, il fit peu de politique, fut nommé en 1848 directeur des beaux-arts, démissionna après le 2 décembre 1851, fut de nouveau directeur de 1870 à 1873, membre de l'Académie française (1876). — Intéressants travaux de critique d'art.

BLANC (Xavier) (1817), homme politique français. Avocat à Gap, bâtonnier de son ordre, commissaire de la République dans les Hautes-Alpes (1848), préfet du même département (1870-1871), il fut élu sénateur en 1876 et constamment réélu. Il siégea à gauche.

BLANCO (Antonio-Guzman) (1832), homme d'Etat vénézuélien. Ministre des affaires étrangères et des finances (1863), il fut élu président de l'Assemblée constituante (1864), vice-président de la République, général en chef de l'armée constitutionnelle (1870), président de la Confédération en 1873. Ministre plénipotentiaire à Paris (1877), il reprit le pouvoir en 1879, revint à Paris (1884) et fut réélu en 1887.

BLANQUI (Jean-Dominique) (1759-1832), conventionnel. Député des Alpes-Maritimes à la Convention, il vota avec la Gironde, fut emprisonné et relâché après le 9 thermidor; membre du conseil des Cinq-Cents, sous-préfet de Puget-Théniers depuis le 18 brumaire jusqu'en 1814, il fut, pendant les Cent-Jours, sous-préfet de Marmande, et rentra dans la vie privée.

BLANQUI (Louis-Auguste) (1805-1881), fils du précédent. Doué d'une rare intelligence, d'une énergie indomptable, d'une puissance de travail peu commune, il exerça de tout temps sur les jeunes gens et les ouvriers qui le suivirent dans son action incessante une influence en quelque

sorte magnétique qu'il conserva jusqu'à la dernière heure et qui lui survit.

Blessé en 1827, lors de l'émeute de la rue Saint-Denis, combattant

de juillet 1830, inculpé dans le procès des Quinze (1832), il est acquitté mais condamné à un an de prison pour délit d'audience. Avec Barbès et Martin Bernard il dirige le mouvement insurrectionnel du 12 mai 1839, est arrêté six mois après



Blanqui.

et condamné à mort. Sa peine ayant été commuée en celle de la détention perpétuelle, la révolution de février 1848 le rendit à la liberté. Il prend alors une part active à l'agitation socialiste révolutionnaire. Principal organisateur de la journée du 15 mai 1848, il est traduit devant la Haute Cour de Bourges et condamné à dix ans de prison, qu'il subit à Belle-Isle, puis à Corte et en Afrique. Aussitôt après l'amnistie de 1859, il reprend son action révolutionnaire, et, en 1861, il est de nouveau condamné à quatre années de prison, s'évade et prépare avec Tridon, Levraud, Granger, Eudes, une conspiration nouvelle qui aboutit à la prise d'armes dite « affaire de la caserne des pompiers de la Villette » (14 août 1870). Il échappe aux poursuites, vit caché à Paris jusqu'au 4 septembre, et, ce jour-là, cesont encore les blanquistes qui pénétrèrent les premiers au Corps législatif et mettent Gambetta et Jules Favre en demeure de proclamer la République. Blanqui fonde la *Patrie en danger*, organe du parti révolutionnaire à Paris, pendant le siège. Elu chef d'un bataillon de Montmartre, il est un des principaux inspirateurs de la journée du 31 octobre 1870 (V. volume GUERRE FRANCO-ALLEMANDE). Le 18 mars, il n'est pas à Paris; il n'en n'est pas moins élu peu après membre de la Commune; Thiers le fait arrêter, interner à Clairvaux, puis à la forteresse maritime du Taureau dans la baie de Morlaix. La Commune, poussée par le parti blanquiste, fit alors diverses tentatives pour obtenir l'échange de Blanqui contre des otages, notamment l'archevêque de Paris. Thiers refusa obstinément. Blan-

qui, traduit devant le 3^e conseil de guerre, fut condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée. Elu député à Bordeaux (1879), son élection fut annulée. Gracié peu après, il fonde un nouvel organe révolutionnaire, *Ni Dieu ni Maître*, ses forces l'abandonnent, et peu après le vieux révolutionnaire meurt à la suite d'une réunion publique, après avoir passé en prison plus de la moitié de sa vie. Il a laissé quelques œuvres intéressantes : *L'Eternité par les astres*, *Critique sociale*, etc. Récemment, M. Gustave Geoffroy a retracé, dans un très remarquable ouvrage, *L'Enfermé*, la vie mouvementée de cet ardent révolutionnaire (1897).

M. T. Granger vient de déposer les papiers de Blanqui à la *Bibliothèque nationale* (1899).

BLUM (Robert) (1807-1848), homme politique allemand. Rédacteur du *Dictionnaire théâtral* (1839-1842), il fit partie de différentes sociétés politiques et publia les *Feuilles patriotiques saxonnes* (1843-1847). Mêlé au mouvement de 1845, il se mit à la tête de la démocratie saxonne (1848), fut député à Francfort et à Leipzig, pris dans les affaires de Vienne et fusillé par les Autrichiens (9 novembre 1848).

BLUNTSCHLI (Johann-Kaspar) (1808-1881), homme politique et jurisconsulte suisse. Conseiller d'Etat, membre du Directoire fédéral, il joua un rôle important dans les affaires politiques suisses de 1830 à 1848, se retira dans le grand-duché de Bade et y fut membre de la Chambre des députés.

BOCHER (Henri-Edouard) (1811). Préfet du Gers, de la Haute-Garonne et du Calvados de 1839 à 1848, député du Calvados à la Législative, il vota avec la droite monarchiste. Après le 2 décembre, il groupa tous les orléanistes militants, fut député du Calvados (1871) et fut rapporteur de la loi qui rendit ses biens à la famille d'Orléans au lendemain du jour où la France payait cinq milliards de rançon. Sénateur en 1876, il s'associa à la tentative de coup d'Etat du 16 mai, fut réélu et rallia autour du comte de Paris la majorité des monarchistes.

BOICHOT (Jean-Baptiste) (1820-1895). Sergent-major en 1849, il fut

député de la Seine à la Législative, prit part à la manifestation des Arts-et-Métiers avec Ledru-Rollin et alla se réfugier à Lausanne. Expulsé de Suisse, il passa en Angleterre, revint en France (1854), fut arrêté comme membre de société secrète et condamné à cinq ans de prison qu'il subit à Corte. Amnistié en 1859, il se retira à Bruxelles.

BOIGNE (Benoit LE BORGNE, comte de) (1741-1830). Général des armées du prince indien Sindiah (1786), il revint en France (1794) possesseur d'une immense fortune.

BOIS DU BAY (Louis-Thibault du). V. DUBOIS DU BAY.

BOISSY D'ANGLAS (François-Antoine, comte de) (1756-1826), conventionnel. Député du tiers état d'Annonay en 1789, il fut nommé par l'Ar-dèche à la Convention, vota successivement la détention de Louis XVI, l'appel au peuple, la déportation et le sursis, disparut jusqu'au 9 thermidor, fut un des chefs de la réaction, membre du comité de Salut public, présida la séance du 1^{er} prairial pendant laquelle on lui présenta la tête de Féraud au bout d'une pique, fit disperser les sections par la force armée. Membre des Cinq-Cents, proscrit au 18 fructidor, il s'enfuit en Angleterre, fut nommé au Tribunat après le 18 brumaire, puis au Sénat impérial, fut créé comte et pair de France en 1814, par Louis XVIII, servit Napoléon pendant les Cent-Jours. La seconde Restauration lui rendit la pairie (1817).



Boissy d'Anglas.

BOISSY D'ANGLAS (Jean-Gabriel-Théophile, comte de) (1783-1864), homme politique français, fils du précédent. Intendant d'armée (1830), il fut député de Tournon pendant tout le règne de Louis-Philippe et siégea à droite. Il fut réélu comme candidat officiel en 1852, 1857 et 1863.

BOISSY D'ANGLAS (François-Antoine, baron) (1846). Député de Tournon (1877), il siégea à l'Union républicaine, fut pendant six mois ambassadeur au Mexique (1880), et réélu député (de 1881 à 1898).

BOITTELLE (Symphorien-Casimir-

Joseph) (1813-1897). Préfet de l'Aisne (1853), de l'Yonne (1856), préfet de police (1858-1868), sénateur (1868), le 4 septembre le rendit à la vie privée.

BOLIVAR (Simon) (1783-1830), dit *el Libertador*, homme politique américain. De 1810 à 1813, il ne cessa de combattre au Venezuela les Espagnols commandés par Monteverde et fut proclamé dictateur à Caracas (1814). La lutte reprit bientôt jusqu'en 1819, date à laquelle il entra à Santa-Fé, proclamait la fusion de la Nouvelle-Grenade et du Venezuela, et prenait la présidence du nouvel Etat qui fut appelé Colombie. Après la révolution espagnole de 1820, Bolivar continue son œuvre et chasse totalement les Espagnols (1823); il intervient au Haut-Pérou, entre à Lima (1823), proclame l'indépendance du pays (1825) qui prend le nom de Bolivie. En 1826, la capitulation de Callao enlevait leur dernière possession aux Espagnols. Pendant quatre ans, il eut à lutter contre les fédéralistes et contre des compétiteurs, Paez entre autres, qui l'accusaient de vouloir créer un empire à son profit. Il donna sa démission et se retira à Carthagène (1830). Son rêve était de former, sous le nom d'Etats-Unis du Sud, une république composée de la Colombie, du Pérou, de la Bolivie, de La Plata et du Chili.

BOMBELLES (Marc-Marie, marquis de) (1744-1822), prêtre français. Ambassadeur à Constantinople au moment de la Révolution, il émigra en 1790, fit partie de l'armée de Condé, fut aumônier de la duchesse de Berry (1815) et évêque d'Amiens (1819).

BOMBELLES (Louis-Philippe, comte de) (1780-1843), diplomate autrichien, fils du précédent. Il fut chargé par François II de détacher le Danemark de la cause de Napoléon (1813), représenta l'Autriche à Dresde (1816), à Londres (1829), à Turin (1834), à Berne (1837).

BOMFIN (José-Lucio TRAVASSOR-VALDES, comte de) (1787-1862), général portugais. Colonel en 1828, il combattit l'usurpateur don Miguel et fut nommé général (1832) par don Pedro, ministre de la guerre et de la marine (1837-1841). Il combattit à la tête des libéraux en 1842, puis en 1846, fut pris et envoyé en Afrique.

BON (Jean), dit *Saint-Andre* (V. ce nom).

BONALD (Louis-Gabriel-Ambroise, vicomte de) (1754-1840). Emigré en 1791, il entra en France, devint à la Restauration un théoricien de la réaction royaliste et religieuse, collabora au *Mercur* avec Chateaubriand, fut député de l'Aveyron (1815-1822) et pair de France (1823). Il se retira de la politique en 1830. — Pour ses œuvres littéraires et philosophiques, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

BONAPARTE (Famille). D'origine lombarde, transplantée à Florence, puis à Ajaccio, la famille Buonaparte avait pour chef au moment où la Corse devint française (1768), *Charles-Marie* (1746-1785), avocat, protégé par Marbeuf, gouverneur de l'île. De sa femme Marie-Lætitia-Ramolino (1750-1836), il eut :

Joseph (1768-1844), roi de Naples, puis roi d'Espagne. Chargé de réorganiser l'administration de la Corse (1796-1797), ambassadeur à Rome (1797), membre du conseil des Cinq-Cents, il appuya son frère au 18 brumaire, fit partie du Corps législatif et du conseil d'Etat, signa avec l'Angleterre le traité d'Amiens (1802), fut nommé par Napoléon I^{er} roi de Naples (1806-1808), roi d'Espagne (1808-1813); lieutenant général de l'Empire en 1814, il abandonna Paris (mars), se retira en Suisse (1814), ne joua qu'un rôle effacé pendant les Cent-Jours et se réfugia aux Etats-Unis où il vécut sous le nom de comte de Surveilliers. Il mourut à Florence ne laissant pas de fils. — Ses *Mémoires*, 10 vol., publiés par Du Casse, 1859.

Napoléon (1769-1821), empereur des Français. (V. NAPOLEON I^{er}.)

Lucien (1775-1840), prince de Canino. Député au conseil des Cinq-Cents (1798), il présida la séance du conseil à Saint-Cloud le 19 brumaire et assura le succès du coup d'Etat. Ministre de l'intérieur (1799-1800), ambassadeur en Espagne (1800-1802), d'où il revint avec une fortune, sénateur (1803), il affecta des allures républicaines, se brouilla avec son frère à la suite de son mariage,



Bonaparte
(Joseph.)

vécût à Rome, puis à Tusculum, en grand seigneur épris de poésie et de recherches archéologiques, jusqu'en 1810, partit pour les États-Unis mais fut pris par les Anglais qui l'internèrent près de Londres jusqu'en 1814, retourna à Rome où Pie VII lui donna le titre de prince de Canino, se réconcilia avec Napoléon pendant les Cent-Jours et lui conseilla un nouveau 18 brumaire. Il revint à Rome et y mourut. Il a laissé, entre autres travaux intéressants : *La vérité sur les Cent-Jours* (1835), *Mémoires de Lucien Bonaparte, prince de Canino, écrits par lui-même* (1836) et des poèmes épiques sans valeur. — Son fils aîné, *Charles-Lucien-Jules-Laurent*, prince de Canino (1803-1857), s'occupa de zoologie, surtout d'ornithologie, fut député de Viterbe (1849) après la fuite de Pie IX à Gaète, siégea dans les rangs du parti avancé et dut quitter l'Italie quant la réaction triompha. Il vint à Paris et y mourut. Il eut un fils qui fut cardinal romain (1868). — Le troisième fils de Lucien, *Pierre* (1815-1881), mena une existence d'aventurier en Colombie (1832), dans les Romagnes (1836), en Albanie (1838), fut député



Bonaparte
(Pierre).

de la Corse (1848), vota avec l'extrême gauche, réélu en 1849 à la Législative, soutint son cousin Louis-Napoléon, mais désapprouva le coup d'Etat du 2 décembre. Néanmoins il fut pensionné par l'Empire, se livra avec ardeur à la chasse. A la suite de polémiques de presse, il assassina Victor Noir, chargé, avec Ulric de Fonvielle, de le provoquer en duel au nom de Paschal Grousset, fut traduit devant la haute cour de Tours et scandaleusement acquitté. Après le 4 septembre 1870, il se réfugia à Bruxelles où sa femme ouvrit une maison de commerce. Son fils *Roland* (1858), rayé des cadres de l'armée française en 1886, est membre de plusieurs sociétés savantes.

Elisa (Marie-Anne) (1777-1820), princesse de Lucques et de Piombino, grande-duchesse de Toscane. Elle épousa *Bacciochi* (1797) qu'elle réduisit au rôle de comparse et reçut

le surnom de *Sémiramis de Lucques*.

Louis (1778-1846), roi de Hollande. Aide de camp de son frère Napoléon, il assista à Lodi, à Arcole, à Rivoli, servit sous Leclerc à Saint-Domingue; à son retour, il se maria avec Hortense de Beauharnais (1802) à contre-cœur et sous la pression de son frère, fut nommé général de division (1804), prince et connétable, roi de Hollande (1806-1810); obligé d'abandonner son trône, il se retira en Italie, après la chute de son frère, prit le titre de comte de Saint-Leu et mourut à Livourne. Son fils, *Napoléon-Louis*, né en 1804, avait été nommé par Napoléon, grand-duc de Berg. Il prit part à l'insurrection des Romagnes en 1831 et mourut à Forti. — Pour son fils cadet, le prince Napoléon, V. NAPOLÉON. III.

Pauline (Marie-) (1780-1825), princesse Borghèse, duchesse de Guastalla. Mariée au général Leclerc (1801), remariée au prince Camille Borghèse (1803) qui ne tarda pas à se séparer d'elle à cause de la légèreté de ses mœurs, elle fut dotée par Napoléon du duché de Guastalla (1806).

Caroline (Marie-Annonciade-) (1782-1839), grande-duchesse de Berg et de Clèves, puis reine de Naples. Elle épousa Murat (1800) qu'elle domina et devint ainsi reine de Naples (1808). En 1814, elle réussit à sauver son trône grâce à l'appui de Metternich, mais après l'équipée de Murat (mai 1815), fut internée près de Vienne et alla se fixer à Trieste.

Jérôme (1784-1860), roi de Westphalie, maréchal de France. Il épousa la fille d'un riche marchand américain, Elisabeth Patterson (1803), mais l'empereur refusa de reconnaître ce mariage, et, pour rentrer en grâce, Jérôme abandonna sa femme et ses enfants; il fut roi de Westphalie après Tilsit (1807), épousa la fille du roi de



Bonaparte
(Pauline).



Bonaparte
(Caroline).

Wurtemberg, Catherine, et essaya, sans y parvenir, de réconcilier avec la France les Allemands du Nord. Découragé par les exigences de son frère, il chercha une distraction dans des intrigues amoureuses et des constructions ruineuses. Obligé d'abandonner son royaume devant les progrès des coalisés (1813), il se retira à Trieste en 1814, servit son frère pendant les Cent-Jours à Waterloo, fut interné avec sa femme en Wurtemberg, puis en Autriche, et se fixa à Trieste sous le nom de comte de Monfort, à Rome, enfin à Florence. Son neveu Louis-Napoléon le nomma gouverneur des Invalides (1848), maréchal de France (1850), président du Sénat (1852) et le pourvut d'une rente d'un million, des résidences du Palais-Royal et de Meudon. Il épousa à 70 ans la marquise Justine Bertolini. — *Mémoires et Correspondances du roi Jérôme*, 5 vol., 1861. — Sa fille *Mathilde-Lætitia-Wilhelmine* (1820) se maria avec le prince Anatole Demidov (1841) duquel elle se sépara en 1845, reçut de Napoléon III une dotation considérable et la résidence de l'Elysée. — Son fils *Napoléon-Joseph-Charles-Paul* (1822-1891), après de nombreux voyages en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, se fit élire député de la Corse à la Constituante (1848) et à la Législative (1849), vota souvent avec l'extrême gauche, affecta envers l'Elysée des allures frondeuses, mais accepta de Napoléon III une dotation, le titre de sénateur et le grade de général de division. Commandant d'une division en Crimée (1854), il fut rappelé (1855), se maria avec la fille de Victor-Emmanuel, Clotilde de Savoie (1859), occupa la Toscane pendant la guerre d'Italie, prit souvent la parole au Sénat contre le pouvoir temporel du pape, en faveur de l'unité italienne, de la Pologne, forma au Palais-Royal un centre politique qui frondaient les Tuileries et déplaçait fort à l'impératrice Eugénie. Entre temps, il accomplissait de grands voyages et en publiait les relations ainsi que la *Correspondance*



Prince Napoléon.

de Napoléon I^{er} (1869). Retiré en Corse (1871-1872), expulsé par Thiers (1872), il revint en 1873, fut député d'Ajaccio (1875), vota avec la majorité républicaine et fut un des 363. Non réélu en 1877, il fit acte de prétendant en 1883, fut expulsé en 1886, et vécut en Suisse et en Italie. — Son fils aîné *Victor* (1862) s'est déclaré prétendant en 1884 et a été expulsé en 1886. — *Louis* (1864), son second fils, est officier dans l'armée russe.

BONDY (Pierre-Marie TAILLEPIED, comte de) (1766-1847). Préfet du Rhône (1810-1814), de la Seine pendant les Cent-Jours, député de l'Indre, il vota l'adresse des 221, fut préfet de la Seine (1831) et membre de la Chambre des pairs.

BONDY (François-Marie TAILLEPIED, comte de) (1802). Préfet de la Corrèze (1830), de l'Yonne (1833), pair de France (1841), il entra dans la vie privée en 1848, fut député de l'Indre (1871), siégea à la droite monarchique, devint sénateur (1876), vota la dissolution de la Chambre (1877) et fut réélu en 1879 et 1888.

BONGHI (Ruggiero) (1828-1895), philosophe et homme politique italien. Député de Belgiojoso (1860), secrétaire de Farini pendant sa lieutenance à Naples, député de Manfredonia (1861), ministre de l'instruction publique (1874-1876), député de Conegliano (1879), il siégea dans les rangs du parti modéré.

BONJEAN (Louis-Bernard) (1804-1871). Député de la Drôme (1848), il siégea à droite, fut ministre du commerce et de l'agriculture (1851), conseiller d'Etat (1852), sénateur (1855), président à la Cour de Riom (1863), puis à la Cour de cassation (1865). Un des otages de la Commune de Paris, il fut, avec l'archevêque de Paris, fusillé à la prison de la Roquette (24 mai 1871).

BONNECHOSE (Henri-Marie-Gaston BOISNORMAND de) (1800-1883), prélat français. Evêque de Carcassonne (1847), d'Evreux (1854), archevêque de Rouen (1858), il fut nommé cardinal et sénateur en 1863.

BONNET (Louis-Ferdinand) (1760-1839), avocat et homme politique



Bonnechose.

français. Défenseur du général Moreau (1804) et de Louvel (1820), il fut député de Paris (1820-1824).

BONNET (Guy-Joseph) (1773-1843), général haïtien. Chargé de mission auprès du Directoire (1797), il fut sénateur et secrétaire d'Etat après la chute de Dessalines (1806).

BONNET-DUVERDIER (Edouard-Guillaume) (1824-1882). Compromis dans l'affaire du 13 juin 1849, il se réfugia à Jersey, fut nommé par le XI^e arr. conseiller municipal de Paris (1874), condamné à quinze mois de prison pour avoir attaqué Mac-Mahon dans une réunion privée à Saint-Denis (1877), député du Rhône (même année) et réélu en 1881.

BONNIÈRE (Gustave-Auguste de La). (V. BEAUMONT.)

BORDEAUX (Duc de). (V. BOURBON.)

BORDESOUILLÉ (Etienne TARDIF de POMMEROUX, comte de) (1771-1838), général français. Il servit dans toutes les campagnes de la Révolution et de l'Empire, fut député de l'Indre et de la Charente, gouverneur de l'Ecole polytechnique (1822), fit partie de l'expédition d'Espagne et fut nommé pair de France (1823).

BORDONE (Philippe-Toussaint-Joseph), né à Avignon (1821). Il accompagna Garibaldi dans l'expédition de Sicile. En 1870, il prit part à l'organisation des corps francs qui formèrent l'armée des Vosges et fut nommé chef d'état-major. A publié pour sa justification : *Garibaldi et l'armée des Vosges* (1872).

BOREL (Jean-Louis) (1819), général français. Il servit en Algérie, en Crimée, en Italie, dans les armées de la Loire et de l'Est en 1870-1871, fut ministre de la guerre dans le cabinet Dufaure (1877-1879) et prit le commandement du III^e corps d'armée.

BORGHÈSE (Camillo-Filippo-Lodovico, prince) (1775-1832), naturalisé Français, marié avec Pauline Bonaparte (1803), fut gouverneur du Piémont et se retira à Florence à la chute de l'Empire. Il avait vendu à Napoléon une grande partie des sculptures antiques de sa galerie qui sont maintenant au Louvre.

BORGHÈSE (Pauline BONAPARTE, princesse). (V. BONAPARTE.)

BORIES (Jean-François-Louis LEClerc-) (1795-1822), sergent-major au 45^e de ligne, exécuté à Paris le 21 sep-

tembre 1822 avec Raoulx, Goubin et Pommier, affiliés comme lui aux carbonari, et appelés les « quatre sergents de La Rochelle ».

BORRIGLIONE (Alfred-Ferdinand) (1841). Député républicain de Nice (1876), il fut réélu constamment et remplit les fonctions de maire de Nice de 1878 à 1886.

BOTZARIS (Marcos) (1789-1823), patriote grec. Il combattit la Turquie pendant l'insurrection de 1806, se réfugia dans les îles Ioniennes et entra en Grèce en 1820. Nommé général, il se signala par de brillants faits d'armes, surtout à Missolonghi où, avec 300 hommes, il pénétra dans le camp turc et y fit un terrible carnage; il y fut blessé mortellement (20 août 1823).



Botzaris.

BOU-AMAMA, marabout algérien, chef de l'insurrection de 1881 dans le S.-O. de la province d'Oran. Ayant remporté un avantage à Chellala sur les troupes du colonel Innocenti, il vit accourir à lui les indigènes des régions sahariennes, s'avança vers le Nord, mais dut reculer et se réfugia au Maroc.

BOUCHAGE (François-Joseph GRATET, vicomte du) (1749-1821). Ministre de la marine (1792), dévoué à l'ancien régime, il émigra, retourna sous le Consulat, fut compromis dans une conspiration (1805), redevint ministre de la marine (1815) et remplaça par des émigrés les officiers de l'armée de mer qui avaient servi la Révolution et l'Empire. Louis XVIII le nomma ministre d'Etat et pair de France (1817) et il vota avec les ultraroyalistes.

BOUDET (Paul) (1800-1877). Avocat à Paris, député de Laval (1834-1848), représentant de la Mayenne à la Constituante (1848), conseiller d'Etat, ministre de l'intérieur (1863-1865), sénateur (1865), vice-président du Sénat (1867-1870).

BOULLERIE (Marie-Joseph ROULET de La) (1822-1894). Il débuta dans l'administration, fut élu député de Maine-et-Loire (1871) et siégea à la droite légitimiste. Ministre de l'agriculture et du commerce dans le cabinet Broglie (25 mai 1873), il démis-

sionna le 24 novembre de la même année, échoua aux élections suivantes et s'occupa d'affaires financières.

BOULANGER (Ernest-Théophile) (1831). Directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre (1865), sénateur de la Meuse (1886), réélu en 1888, il prit une part importante aux discussions financières.

BOULANGER (Georges-Ernest-Jean-Marie) (1837-1891), général et homme politique français. Il servit en Algérie, en Italie, en Cochinchine, sous Vinoy pendant la défense de Paris, fut blessé à Champigny, prit part à la lutte contre la Commune, repré-



Boulanger.

senta la France au centenaire de l'indépendance des Etats-Unis (1881), devint directeur de l'infanterie (1882) et commanda l'armée d'occupation de Tunisie (1884-1885). Ministre de la guerre dans le cabinet Freycinet (1886), il renouela le haut

personnel de l'état-major et des directions, fit voter la loi sur l'espionnage, améliora la condition des soldats. Il avait soutenu la loi d'expulsion contre les princes, malgré ses obligations personnelles envers le duc d'Aumale. Quelques réformes bruyantes et une audacieuse réclame lui valurent une popularité tapageuse et la droite se rapprocha secrètement de lui pour exploiter son influence contre la République. Il conserva son portefeuille dans le cabinet Goblet. Le cabinet Rouvier, à qui le président Grévy avait fait une obligation d'éloigner Boulanger, dont l'attitude rendait imminente une rupture avec l'Allemagne, le remplaça par le général Ferron et lui donna le commandement du XIII^e corps, à Clermont-Ferrand (28 juin 1887). Un courant extraordinaire d'opinion s'était formé; des manifestations populaires eurent lieu à la gare de Lyon, à la revue du 14 juillet; des polémiques violentes s'engagèrent; Boulanger fut mis en non-activité par retrait d'emploi. Elu député dans l'Aisne, la Dordogne et dans le Nord, il opta pour ce dernier département, proposa la revision des lois constitutionnelles, fut frappé de la censure

pour avoir demandé la dissolution de la Chambre, se battit en duel le lendemain avec le président Floquet qui le blessa (1888). Le « général de café-concert » (Ferry) avait réuni autour de lui un parti formé des éléments les plus hétérogènes où quelques radicaux se rencontraient avec des royalistes et des patriotes et qui avait pour principaux chefs Déroulède, Naquet, Laguerre, Dillon. Elu de nouveau dans trois départements, il opta pour le Nord, se fit nommer député de Paris (1889). Le danger imminent rapprocha tous les républicains et le rétablissement du scrutin d'arrondissement enleva à Boulanger ses meilleures chances. Il quitta la France sur la seule menace de poursuites ordonnées par Constans, ministre de l'intérieur. Condamné par le Sénat (transformé en Haute-Cour) à la déportation dans une enceinte fortifiée avec Rochefort et le comte Dillon (1889), il s'établit à Jersey, dirigeant les opérations de son parti, dit « national », vint à Bruxelles et se suicida au cimetière d'Ixelles sur la tombe de sa maîtresse (1891).

BOULAY DE LA MEURTHE (Antoine-Jacques-Claude-Joseph) (1761-1840). Volontaire en 1792, accusateur public et président du tribunal de Nancy après le 9 thermidor, il entra aux Cinq-Cents et fut un des plus actifs agents de Bonaparte au 18 brumaire. Il collabora au Code civil, fut président de la section de législation au Conseil d'Etat, ministre d'Etat pendant les Cent-Jours, exilé par Louis XVIII et ne reentra qu'en 1819. On a de lui quelques ouvrages sur l'histoire d'Angleterre.

BOULAY DE LA MEURTHE (Henri-Georges, comte) (1797-1859), fils du précédent. Député de la Meurthe (1837), des Vosges (1842-1849), il fut nommé vice-président de la République (20 janvier 1849) et soutint constamment l'Elysée. Napoléon III le fit sénateur (1852).

BOULGARIS (Demetrios) (1801-1878), homme d'Etat grec. Il prit part à la guerre de l'Indépendance, fut sénateur (1843), ministre dans le cabinet Canaris (1848-1849), chef de cabinet avec le portefeuille de l'intérieur (1855-1857), plusieurs fois ministre du roi Georges (1865, 1872, 1874). Mis en accusation en 1875 avec tout son ca-

binet, l'affaire se termina par un vote de blâme.

BOULOGNE (Etienne-Antoine de) (1747-1825), prélat français. Il combattit la constitution civile du clergé et fut arrêté trois fois pendant la Révolution; nommé chapelain de Napoléon I^{er} (1806), évêque de Troyes (1808), il fut enfermé à Vincennes après le concile de 1811 et nommé en 1817 par Louis XVIII archevêque de Vienne (poste qu'il ne put occuper) et pair de France (1823).

BOU-MAZA, agitateur algérien, affilié à l'ordre religieux de Maulay-Thaïeb, qui souleva le Dahra, puis l'Ouarsenis en 1845, la vallée de la Mina et le Dahra, en 1846, se rendit en 1847 et fut enfermé au fort de Ham (1848). Gracié par Napoléon III, il alla finir ses jours en Turquie.

BOURBEAU (Louis-Olivier) (1811-1877). Avocat et professeur de droit à Poitiers, maire de cette ville (1847) et son député à la Constituante et à la Législative, il vota avec les républicains modérés. Candidat officiel de l'Empire (1869), il fut élu député et fit partie du cabinet Forcade comme ministre « sans prestige » de l'instruction publique (1869). Sénateur en 1876, il siégea à la droite bonapartiste.

BOURBON (Maison de). *Louis XVI* (V. ce nom, vol. BIOGRAPHIE GÉNÉRALE JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE) eut deux frères qui régnèrent : Louis-Stanislas-Xavier, comte de Provence, depuis *Louis XVIII* (V. ce nom), et Charles-Philippe, comte d'Artois, depuis *Charles X* (V. ce nom). Il eut un fils (V. Louis XVII).

Charles X eut deux fils : *Louis-Antoine* de Bourbon, duc d'Angoulême (1775-1844) qui épousa en 1799 sa cousine Marie-Thérèse-Charlotte (1778-1851), fille de Louis XVI. Amiral de France et lieutenant général du royaume lors du débarquement de Napoléon à Cannes, il fut pris sur les bords du Rhône le 15 avril 1815 et embarqué à Cette; généralissime de l'armée française en Espagne (1823), il s'empara du Trocadéro et fit capituler Cadix. En 1830 (2 août), il signa une abdication platonique en faveur de son neveu le duc de Bordeaux et vécut depuis en Angleterre et en Autriche sous le nom de comte de Marnes. — Sa femme avait essayé en

vain de soulever Bordeaux pendant les Cent-Jours.

Charles-Ferdinand de Bourbon, duc de Berry (1778-1820). Il servit dans l'armée de Condé (1794-1797) et épousa en 1816 la fille de François I^{er}, roi de Naples. Il fut assassiné par Louvel à la sortie de l'Opéra (14 février 1820).

Sa femme, Marie-Caroline-Ferdinand-Louise (1798-1870), accoucha, sept mois après la mort de son mari, du duc de Bordeaux (V. ci-après), accompagna Charles X en exil (1830), se rendit en Italie et débarqua à Marseille (1832) pour y soulever la population contre Louis-Philippe. N'ayant pas réussi, elle gagna la Vendée sous un déguisement; l'insurrection, mal préparée, fut rapidement écrasée; la duchesse se cacha à Nantes, fut dénoncée par un juif mouchard, nommé Deutz, et fut emprisonnée à la citadelle de Blaye où elle accoucha d'une fille. Mise en liberté, elle épousa le comte Lucchesi-Pali (1833) et vécut dans la retraite.

Henri-Charles-Ferdinand-Dieudonné de Bourbon, duc de Bordeaux, puis comte de Chambord (1820-1883), fils posthume du précédent, appelé l'*Enfant du miracle*. De 1830 à 1848, il fit de nombreux voyages, se cassa la cuisse gauche (1841) et se maria avec Marie-Thérèse - Béatrice - Gaétane d'Este, archiduchesse d'Autriche (1846). Ses partisans eurent une lueur d'espoir à la chute de Louis-Philippe, mais le 2 décembre la fit évanouir, et le comte de Chambord ne donna signe de vie qu'en 1870 en adressant un manifeste aux Français, et en 1871 en venant à Paris et au château de Chambord. Ses fidèles le virent avec peine reprendre le chemin de l'étranger après avoir hautement déclaré qu'il n'acceptait pas les principes de la Révolution de 1789. Il renouvela cette déclaration en l'accentuant (1873) et, depuis, sauf quelques pèlerinages à Frohsdorf, ne fit plus parler de lui. — Avec lui s'est éteinte la branche aînée des Bourbons.

BOURDON DE VATRY (Marc-Antoine) (1761-1828). Ministre de la marine (1799), préfet maritime à Lorient et au Havre, préfet de Vaucluse, de Maine-et-Loire et de l'Isère, il rentra dans la vie privée à la Restauration.

BOURÉE (Nicolas-Prosper) (1811-1886), diplomate français. Ministre

plénipotentiaire à Téhéran (1855), à Athènes (1859), à Lisbonne (1864), ambassadeur à Constantinople (1866), il prit sa retraite en 1870.

BOURÉE (Frédéric-Albert) (1838), diplomate français, fils du précédent. Ministre plénipotentiaire en Chine (1880), il signa un traité en 1883 qui ne fut pas ratifié par le gouvernement. Depuis il a représenté la France à Copenhague (1885), à Bruxelles (1886).

BOURGEOIS (Jules) (1827). Docteur en médecine, député de la Vendée (1871), il siégea à la droite monarchiste et catholique, fut réélu en 1876, puis en 1877 comme candidat officiel de Mac-Mahon. Réélu en 1881, en 1885 et en 1889.

BOURGEOIS (Jean-Baptiste) (1831). Négociant à Dôle, député du Jura (1885), il siégea parmi les radicaux et fut réélu (1898).

BOURGEOIS (Léon) (1851). Sous-préfet de Reims (1880), préfet du Tarn (1882), de la Haute-Garonne (1885), préfet de police (1887), il fut élu député de la Marne en 1888, choisi par Floquet comme sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur (1888). Réélu en 1889 et en 1893 à Reims, il siégea à la gauche radicale, devint ministre de l'intérieur dans le cabinet Tirard (1890), de l'instruction publique dans le cabinet Freycinet (1890-1892),



Bourgeois.

puis président du conseil avec le portefeuille de l'intérieur (1895-1896). Il a depuis, dans de nombreux discours-programmes, exposé la politique du parti radical, a été réélu député de Reims (1898) et nommé ministre de l'instruction publique dans le cabinet Brisson (1898).

BOURGOING (Jean-François, baron de) (1748-1814), diplomate et historien français. Ministre de France à Hambourg (1787), à Madrid (1791-1795), au Danemark après le 18 brumaire, en Saxe (1808), il a laissé quelques ouvrages historiques.

BOURGOING (Paul-Charles-Amable, baron de) (1791-1854), diplomate français, fils du précédent. Il servit dans la diplomatie, sous la Restauration et sous Louis-Philippe, fut nommé pair de France en 1841, ambassadeur

en Espagne (1849), sénateur de l'Empire (1852).

BOURGOING (Philippe, baron de) (1837-1882) Ecuyer de Napoléon III, député de la Nièvre (1869), il fut réélu par ce département en 1874 et invalidé en 1875. Député de Cosne en 1876, il appuya le coup d'Etat du Seize-Mai, fut réélu comme candidat officiel en 1877, mais son élection fut invalidée. Il fut encore nommé par Cosne aux élections de 1881.

BOURMONT (Louis-Auguste-Victor, comte de CHAISNE DE) (1773-1846), maréchal de France. Il servit dans l'armée de Condé et parmi les Vendéens insurgés, fut emprisonné à Besançon après l'affaire de la machine infernale (1800), s'évada, il prit du service sous Napoléon (1809), fit la campagne de Russie, celle de Saxe et celle de France. Chargé d'arrêter Napoléon en 1815, il accepta un commandement de celui-ci, mais fit défection en face de l'ennemi le 15 juin et se rendit au quartier général de l'armée prussienne à Namur. Comblé d'honneurs sous la deuxième Restauration, il eut le triste courage de charger le maréchal Ney dans son procès, commanda en chef l'expédition d'Alger, fut destitué à la révolution de Juillet, essaya de soulever la Vendée avec la duchesse de Berry (1832), soutint dom Miguel en Portugal et rentra en France (1840). A son débarquement à Marseille, le peuple assaillit sa voiture et blessa un de ses fils.



Bourmont.

BOURNEVILLE (Désir-Magloire) (1840). Conseiller municipal de Paris pour le V^e arr. de 1876 à 1883, puis député (1883), il fut réélu en 1885 et siégea à l'extrême gauche. Docteur distingué, il s'est surtout occupé de questions d'hygiène, de laïcisation, des lois sur les aliénés, etc.

BOURQUENEY (François-Adolphe, comte de) (1799-1869), diplomate français. Ministre plénipotentiaire à Constantinople (1841), il y reçut le titre d'ambassadeur (1844), fut envoyé à Vienne (1853) et aux conférences de 1859.

BOURRIENNE (Louis-Antoine FAUVELET DE CHARBONNIÈRE DE) (1769-

1834), homme politique français. Ami de Bonaparte à l'école de Brienne, il devint son secrétaire particulier (1797). Chargé d'affaires à Hambourg (1802), rappelé en 1813 à la suite de spéculations douteuses, il fut nommé en 1814 par la Restauration directeur des postes, puis préfet de police (1815). Il suivit Louis XVIII à Gand, fut ministre d'Etat et, député de l'Yonne (1815-1827), il se signala par son zèle ultraroyaliste.

Il mourut à Caen dans une maison d'aliénés à la suite de la révolution de 1830. Ses *Mémoires* (1829, 10 volumes) renferment de nombreuses inexactitudes à côté de précieux renseignements. Il s'y montre parfois sévère pour son ancien maître. Lire pour rectification des inexactitudes : *Bourrienne et ses erreurs volontaires et involontaires* (1830), par le comte d'Aure.

BOUVET (Pierre-Henri-François-Etienne) (1775-1860), marin français. Il fit une guerre acharnée aux Anglais comme corsaire (1796-1801), puis sur la côte de Malabar et de l'Ouest africain, enfin il se distingua dans un combat naval près des îles Lagos (1812). Député d'Ille-et-Vilaine (1830), il siégea dans les rangs des libéraux.

BOYEN (Hermann-Leopold-Ludwig de) (1771-1848), général et homme politique prussien. Blessé à Auerstædt, il fut avec Scharnhorst chargé de réorganiser l'armée, établit le principe du service obligatoire, fit les campagnes de 1813 et de 1814 et devint ministre de la guerre. Libéral, il donna sa démission en 1819, consacra ses loisirs à des travaux historiques et stratégiques, et fut nommé ministre d'Etat (1841-1847).

BOYER (Jean-Pierre) (1776-1850), président de la République d'Haïti. Il succéda à Pétion (1818) et jusqu'en 1843 contribua à la prospérité de l'île. Il réunit la partie N. (1820) après la mort de Christophe et la partie E. (espagnole) en 1822. Banni après la révolution de 1843, il vint à Paris et y finit ses jours.

BOZÉRIAN (Jules-François-Jean-notte) (1825-1893). Avocat à Paris, député du Loir-et-Cher (1871), sénateur depuis 1876, il siégea parmi les républicains modérés et s'occupa des questions juridiques, commerciales et industrielles.

BRADLAUGH (Charles) (1833), homme politique et publiciste anglais. Député de Northampton (1880), il refusa le serment sur la Bible, fut expulsé de la Chambre et emprisonné; le lendemain on l'autorisa à « affirmer » simplement la fidélité à la reine. On lui intenta ensuite un procès pour avoir siégé et voté sans prestation de serment. Bradlaugh se représenta devant ses électeurs (1881), fut élu, siégea de nouveau, fut expulsé et jeté tout meurtri hors du palais de Westminster. Réélu en 1885, il revint siéger et on ne l'inquiéta plus. — Pour ses œuvres politiques et sociales, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.



Bradlaugh.

BRAME (Jules-Louis-Joseph) (1808-1878). Avocat à Paris, député du Nord (1857, 1863, 1869), ministre de l'instruction publique dans le dernier cabinet de l'Empire (1870), député du Nord (1871) et sénateur (1876), il fut un ardent protectionniste.

BRAME (Georges-Jules-Louis) (1839-1887). Député de Lille (1876), il fit partie du groupe bonapartiste de l'*Appel au peuple*, fut candidat officiel après le Seize-Mai (1877), réélu ainsi qu'en 1881 et 1885.

BRAND (Henry-Bouverie-William, vicomte HAMPDEN) (1814-1892). Représentant de Lewes à la Chambre des communes (1852-1868), il siégea parmi les libéraux, fut lord de la Trésorerie (1855-1858), secrétaire du Trésor (1865-1866). Député de Cambridge depuis 1868, il entra à la Chambre des lords en 1884.

BRATIANO (Jean) (1822-1891), homme d'Etat roumain. Il prit une part active au renversement du prince Bibesco (1848), dut fuir bientôt après et vint à Paris où il fut condamné à trois mois de prison (1854) à la suite du complot de l'Opéra-Comique, retourna à Bucarest, figura parmi les députés de l'opposition, devint ministre des finances (1866), président du conseil (1876) et garda le pouvoir jusqu'en 1888, exerçant une véritable dictature qui le rendit impopulaire.

BRAVO (Nicolas) (1780-1854), général mexicain. Lieutenant de Morelos, le prêtre patriote, il prit sa succession en 1815, combattit l'usurpateur Itur.

bide, et, à la mort de celui-ci (1823), partagea le pouvoir avec Vittoria et Guerrero et fut élu vice-président de la République mexicaine (1824), puis président (1827). Dépossédé l'année suivante et banni par Guerrero, il fut rappelé par Bustamante (1830) comme général en chef. Sous la présidence de Santa-Anna (1834), il se retira dans les provinces du Sud à la tête des insurgés et déposa bientôt les armes. Depuis, il se tint à l'écart et conserva l'estime de tous.

BRAVO-MURILLO (Don Juan) (1803-1873), homme d'Etat espagnol. Avocat à Séville (1825), député aux Cortès (1837-1841), puis en 1843, il fut ministre du commerce (1848), des finances (1849), et président du conseil (1851). Absolutiste et s'appuyant sur la cour, il supprima les journaux, les réunions publiques, et fut renversé en 1852. Depuis il remplit quelques postes diplomatiques.

BRAZZA (Pierre SAVORGNAN, comte de) (1852), explorateur français. Après un voyage en 1876-1877 dans le bassin de l'Ogooué, il repartit en 1879, atteignit le Congo et fonda au bord du fleuve la station de Brazzaville (1880). Il décida le roi Makoko à se mettre sous le protectorat de la France, revint en France, reçut le titre de commissaire de la République et le grade de lieutenant de vaisseau, retourna en 1884 au Congo, fonda de nombreuses stations. Brazza, qui doit ses succès à son esprit de douceur et d'humanité, a gagné à la France un véritable empire.

BRÉA (Jean-Baptiste-Fidèle) (1790-1848), général français. Il combattit à Leipzig, à Waterloo, fit la campagne d'Espagne (1823) et celle de Belgique (1832). Chargé d'enlever les barricades de la place d'Italie (25 juin 1848), il parla menta et fut enfermé au poste. Le colonel Thomas, commandant la colonne en son absence, ne le voyant pas revenir, fit avancer ses hommes. Des coups de feu furent alors tirés sur le poste et blessèrent mortellement Bréa et son aide de camp.

BRELAY (Pierre-Eugène-Émile) (1817-1889). Député du 11^e arr. de

Paris (1876), un des 363, il fut réélu en 1877, 1881, 1885 et a toujours siégé à l'extrême gauche.

BRÉMOND D'ARS (Guillaume, marquis de) (1810-1894), général français. Il servit en Algérie, et dans la guerre franco-allemande, commanda une division dans l'armée de la Loire, puis dans celle de l'Est. Sénateur de la Charente (1879), réélu (1885), il siégea à droite.

BRESSON (Charles, comte) (1798-1847), diplomate français. Ambassadeur à Bruxelles, à Berlin, à Madrid, il négocia dans cette ville les « mariages espagnols ».

BRESSON (Edouard-Victor-Stanislas) (1826), homme politique français. Maire de Monthureux (Vosges) révoqué par le gouvernement de Mac-Mahon (24 mai 1873), il fut nommé député de Mirecourt (1876), fit partie du centre gauche, un des 363, réélu en 1877, 1881, 1885.

BRETEUIL (Henri-Charles-Joseph Le TONNELIER, marquis de) (1848). Député d'Argelès (Hautes-Pyrénées) en 1877, il fit partie du groupe bonapartiste de l'Appel au peuple, fut battu en 1881 par M. Alicot, républicain, et réélu en 1885 et en 1889.

BREZÉ (DREUX-). (V. DREUX-BREZÉ.)

BRICE (René) (1839). Avocat à Rennes, député d'Ille-et-Vilaine (1871), il siégea au centre gauche, fut réélu en 1876, un des 363, renommé député en 1877, 1881, 1885, et s'occupa de questions financières et de transport.

BRIGHT (John) (1811-1889), homme politique anglais. Représentant de Durham à la Chambre des communes (1843), puis de Manchester (1847-1857), il se prononça pour toutes les mesures libérales, fut élu par Birmingham (1857), entra dans le cabinet Gladstone comme ministre du commerce (1868-1870). Chancelier du duché de Lancastre (1873-1874 et 1880-1882), il se sépara de Gladstone sur la question de l'autonomie de l'Irlande.

BRILLIER (Marc-Antoine) (1802-1888). Avocat à Vienne, député de cette ville à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il combattit la politique de Louis-Napoléon. Maire de Vienne, député (1872), sénateur (1876), il ne se représenta pas en 1879.

BRISSE (Eugène-Henri) (1835). Avocat à Paris (1859), il collabora au *Temps* et à l'*Avenir national*, fut ad-



Bréa.

joint au maire de Paris (4 septembre 1870), député de la Seine (1871) et siégea à l'extrême gauche. Député du X^e arr de Paris (1876), il fut un



Brisson.

des 363, réélu en 1877, puis en 1881, et occupa la présidence de la Chambre de 1881 à 1885, date à laquelle il forma un ministère en remplacement du cabinet Ferry. Député de Paris et du Cher (1885), il opta pour ce dernier département, quitta le ministère à la fin de l'an-

née et fut réélu en 1889, 1893 et 1898. Il présida la Chambre pendant plusieurs années et fut président du conseil avec le portefeuille de l'intérieur pendant quelques mois (1898). (V. vol. HIST. CONTEMP., *Affaire Dreyfus*.)

BROGLIE (Achille-Charles-Léonce-Victor, duc de) (1785-1870). Auditeur au conseil d'Etat (1809), mêlé aux négociations de Prague (1813), pair de France (1814), il se signala, pendant la Restauration, par ses idées libérales. Ministre de l'instruction publique et des cultes (1830), des affaires étrangères dans le cabinet Casimir Perier (1832-1834), président du conseil (1835), ambassadeur à Londres (1847), il fut député de l'Eure à la Législative (1849) et rentra dans la vie privée après le 2 décembre 1851. Il a laissé des *Souvenirs* (1885-1888, 4 volumes); membre de l'Académie française depuis 1856.

BROGLIE (Jacques-Victor-Albert, duc de) (1821). Il débuta dans la diplomatie, mais la révolution de Fé-



Broglie.

vrier l'arrêta dans sa carrière et il écrivit des articles dans la *Revue des Deux Mondes*, dans le *Correspondant* et divers ouvrages historiques. Député de l'Eure (1871), ambassadeur à Londres, il combattit Thiers et fut nommé par Mac-Mahon président du conseil et ministre des affaires étrangères (24 mai 1873-16 mai 1874). Sénateur de l'Eure (1876), il continua sa politique d'opposition à la République, devint président du conseil avec le portefeuille de la

justice (16 mai 1877), demanda au Sénat la dissolution de la Chambre des députés, l'obtint et exerça la pression la plus violente sur le corps électoral avec les candidatures officielles du maréchal de Mac-Mahon. Les élections ramenèrent à la Chambre les 363 députés républicains, et le cabinet de réaction clérical dut démissionner (20 septembre 1877). Jusqu'en 1885, le duc de Broglie se signala au Sénat par ses attaques contre les institutions républicaines, échoua au renouvellement du 25 janvier 1885 pour le Sénat et aux élections législatives du 4 octobre 1885. A écrit de nombreux travaux historiques.

BRONSART DE SCHELLENDORFF (Paul) (1832-1891), général prussien. Lieutenant-colonel pendant la guerre de 1870, général de division (1881), il fut ministre de la guerre (1883-1888).

BROSSARD (Etienne) (1839). Ingénieur civil, maire de Pouilly-sous-Charlieu (Loire), il fut révoqué par Mac-Mahon (24 mai 1873), élu député de Roanne (1876), un des 363, réélu en 1877, en 1881, nommé sénateur (1885), et réélu en 1888.

BROUCKÈRE (Charles-Marie-Joseph-Ghislain de) (1796-1860), homme politique belge. Député du Limbourg (1826) à la seconde Chambre des Pays-Bas, il fut un des chauds partisans de l'indépendance de la Belgique (1830), devint ministre des finances (1831), puis de la guerre, directeur général de la Monnaie (1834), directeur de la Banque nationale de Belgique (1835-1839), député de Bruxelles (1840) et bourgmestre de cette ville jusqu'en 1856, lorsque le parti catholique revint au pouvoir. Il était libéral et ennemi du protectionnisme.

BROUCKÈRE (Henri-Marie-Joseph-Ghislain de) (1801-1891), homme politique belge. Membre du Congrès national (1830), député de Ruremonde (1831), de Bruxelles (1833), et constamment réélu, il fut nommé gouverneur civil à Anvers (1840), ministre d'Etat (1847) et président du conseil (1852-1855). Depuis il siégea à gauche et combattit la réaction cléricalle.

BROUGHAM (Henry, lord) (1778-1868), homme d'Etat anglais. Député de Camelford à la Chambre des communes (1810), puis de Winchelsea (1816), il appuya les mesures les plus

libérales, se rendit célèbre en défendant la reine Caroline dans le procès que lui intentait George IV, son mari, s'occupa beaucoup de politique extérieure, surtout depuis 1823, combattit Canning et les tories, réclama la réforme électorale, se fit élire député d'York (1830), contribua à la chute de Wellington et fut nommé dans le cabinet de lord Grey grand chancelier d'Angleterre avec la pairie héréditaire. Jusqu'en 1834 il se maintint à ce poste, et vit sa grande popularité diminuer après le bill de coercition contre l'Irlande. Depuis, il s'allia tantôt aux whigs, tantôt aux tories, se livrant aux pires excentricités et se consacrant aux sciences, à l'économie sociale, à l'histoire.

BROWN (John) (1800-1859), abolitionniste américain. De 1854 à 1858, dans le Kansas, il fit, avec ses fils, une guerre de partisans contre les esclavagistes, s'assura le concours d'esclaves fugitifs, délivra à main armée quelques nègres du Missouri et vint, en 1859, attaquer le village d'Harper's Ferry (Virginie) où se trouvait un arsenal fédéral. Il réussit, mais, mal secondé, fut pris par les milices, condamné et pendu (2 décembre 1859). Sa mort fut le prélude de la guerre de Sécession.

BRUCE (V. ELGIN.)

BRUCE (Henry-Austin). (V. ABERDARE [Lord].)

BRUCK (Karl-Ludwig, baron) (1798-1860), homme d'Etat autrichien. Directeur du Lloyd à Trieste, il fut député à l'Assemblée nationale de Francfort (1848) et nommé ministre du commerce (1848-1851), puis des finances (1855). Compromis dans une affaire de concussion, il se coupa la gorge dans un accès de désespoir, mais son innocence fut démontrée après sa mort.

BRUGIÈRES. (V. BARANTE [Baron de].)

BRUN (Charles-Marie) (1821). Ingénieur de la marine, député du Var (1871), directeur des constructions navales (1875), sénateur (1876), ministre de la marine (1883), il siégea à la gauche républicaine.

BRUN (Henri-Louis-Simon, dit *Lucien*) (1822). Avocat à Lyon, député de l'Ain (1871), il devint un des plus influents monarchistes de l'extrême droite, fut élu sénateur inamovible (1877).

BRUNE (Guillaume-Marie-Anne) (1763-1815), maréchal de France. Typographe, membre du club des Jacobins, il s'engagea dans l'armée comme volontaire, conquit rapidement ses grades : général de division à l'armée d'Italie (1796), il commanda l'armée de Suisse (1798), battit les Anglo-Saxons à Bergen (Hollande) en 1799 et fit capituler le duc d'York à Alkmaar. Il passa en Vendée (1800), puis commanda en chef l'armée d'Italie, fut ambassadeur à Constantinople (1803-1805), maréchal de



Brune.

France, gouverneur des villes hanséatiques (1807), prit Stralsund et, disgracié, vécut dans la retraite jusqu'aux Cent-Jours où il reçut un commandement dans le Midi. Il revenait à Paris, muni d'un passe-port délivré par les ordres de Louis XVIII, quand il fut assassiné par les royalistes, trainé dans les rues d'Avignon et jeté dans le Rhône (2 août 1815). Les auteurs de ce crime restèrent impunis.

BRUNEAU (Mathurin) (1784-1825), aventurier français. En 1818, il se fit passer pour Louis XVII, échappé du Temple, fut condamné par le tribunal de Rouen et enfermé au Mont-Saint-Michel.

BRUNET (Jean-Baptiste) (1814). Capitaine d'artillerie, il fut nommé député de la Haute-Vienne à la Constituante (1848), rayé des cadres de l'armée après le 2 décembre 1851, élu député de la Seine (1871), et, de républicain, devint monarchiste : il proposa de vouer la France au Sacré-Cœur de Jésus.

BRUNET (Joseph-Mathieu) (1829-1891). Magistrat sous l'Empire, il eut à diriger les débats de divers procès politiques, mais non, comme on l'a dit par erreur, ceux relatifs à l'affaire de la souscription Baudin. Sénateur de la Corrèze (1876), il siégea à droite, fut ministre de l'instruction publique dans le cabinet Broglie (16 mai 1877) et se signala par les révocations d'instituteurs républicains. Non réélu en 1885, il entra dans la vie privée.

BRUNSWICK (Ducs de). Quelques

membres de cette famille ont joué un rôle depuis la Révolution : *Karl-Wilhelm-Ferdinand* (1735-1806), mar-



Brunswick
(Ferdinand).

réchal prussien, servit dans la guerre de Sept ans, eut le commandement des forces coalisées contre la France et publia le fameux manifeste de Coblenz (1792); après Valmy, il conclut un armistice avec Dumouriez, commanda l'armée du Rhin (1793) et fut blessé à

mort à Auerstedt. — *Wilhelm-Friedrich* (1771-1815), fils du précédent, servit en 1809 contre la France, dut passer en Angleterre et fut tué aux Quatre-Bras (1815). — *Karl-Friedrich-August-Wilhelm* (1804-1873) fut chassé de son duché en 1830, se réfugia à Paris et légua sa fortune à la ville de Genève qu'il habitait depuis 1870.

BRUYS (Amédée) (1817-1878), Etudiant en droit à Paris, il fut condamné à quatre mois de prison dans l'affaire de la société secrète des *Famillees* (1836), puis de nouveau à dix-huit mois (1838), fut élu député de Saône-et-Loire à la Constituante et à la Législative, siégea à la Montagne et fut expulsé de France après le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

BRY (Jean-Antoine de) (1760-1834), conventionnel. Député de l'Aisne à l'Assemblée législative et à la Convention, il siégea à la Montagne, vota la mort du roi sans appel ni sursis, fut envoyé en mission dans le Midi, fit partie du comité de Salut public (1795) et du conseil des Cinq-Cents. Nommé ministre plénipotentiaire à Rastadt, il échappa au guet-apens, mais fut grièvement blessé. Favorable à Bonaparte lors du 18 brumaire, il devint membre du Tribunal et préfet du Doubs (1801-1814). Exilé comme régicide, il se retira à Mons et revint en France après 1830.

BUCHANAN (James) (1791-1868), président des Etats-Unis d'Amérique (1857-1861). Ministre à Saint-Petersbourg (1831-1833), sénateur de Pennsylvanie (1835), secrétaire d'Etat (1845-1849), ambassadeur à Londres (1853-1856), il fut partisan du maintien de l'esclavage.

BUCHÉZ (Philippe-Joseph-Benjamin) (1796-1865). Un des fondateurs

de la Charbonnerie française, il fut compromis dans l'affaire de Belfort et acquitté. Adjoint au maire de Paris après la révolution de Février, il fut député de la Seine à la Constituante (1848) et en devint président. Il ne fut pas réélu l'année suivante. — Pour ses travaux scientifiques et historiques, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

BUFFET (Louis-Joseph) (1818). Avocat à Mirecourt (Vosges), député des Vosges à la Constituante (1848), il vota avec la droite et soutint le prince-président Louis-Napoléon qui le nomma ministre de l'agriculture et du commerce. Il rentra dans la vie privée après le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

Elu par le département des Vosges au Corps législatif de 1863 à 1870, il fonda un parti d'opposition libérale et dynastique. Dans le cabinet Emile Ollivier, il eut le portefeuille des finances (1870), fut de nouveau député des Vosges (1871), présida l'Assemblée nationale (1872), devint ministre de l'intérieur (1875) et prit les mesures les plus antirépublicaines. Non réélu en 1876, il dut donner sa démission de ministre, fut nommé sénateur inamovible, approuva le coup d'Etat du 16 mai et se fit le porte-parole du parti catholique.

BUGEAUD DE LA PICONNERIE (Thomas-Robert) (1784-1849), duc d'Isly, maréchal de France. Simple grenadier en 1804, colonel en 1814, il ne servit pas la Restauration, fut rappelé à l'activité après 1830, et nommé député d'Excideuil (Dordogne) (1831), eut la garde de la duchesse de Berry à la citadelle de Blaye (1833) et réprima dans le sang le mouvement républicain de 1834.

Envoyé en Algérie (1836), il battit Abd-el-Kader, signale désastreux traité de la Tafna (1837), fut nommé gouverneur général de l'Algérie (1840) et poursuivait sans trêve ni repos Abd-el-Kader qu'il força à fuir dans le Maroc. Il



Buffet.



Bugeaud.

remporta sur les Marocains la bataille de l'Isly (1844), fut appelé à Paris pour défendre le gouvernement de Louis-Philippe (1848) et mourut du choléra l'année suivante. Toujours réélu par la circonscription d'Excideuil, il avait combattu à la tribune les idées démocratiques, la liberté de la presse, etc. Il a laissé de nombreux écrits sur les affaires militaires, sur celles de l'Algérie, et des brochures adressées aux gens de la campagne (1848-1849) pour combattre le communisme.

BULOW (Ludwig-Friedrich-Viktor-Hans, comte de) (1774-1825), homme d'Etat allemand. Il quitta l'administration prussienne en 1807, et fut nommé par Jérôme Bonaparte ministre des finances de Westphalie. Disgracié en 1811, il reprit du service en Prusse, devint ministre des finances (1813), de l'industrie et du commerce (1817), et enfin président de la province de Silésie (1825).

BULOW (Heinrich, baron de) (1792-1846), diplomate prussien. Ambassadeur à Londres (1827-1841), il fut nommé ministre des affaires étrangères en 1842.

BUOL-SCHAUENSTEIN (Karl-Ferdinand, comte de) (1797-1865), diplomate autrichien. Ministre plénipotentiaire à Turin, ambassadeur à Saint-Petersbourg (1848), puis à Londres (1851), il devint ministre des affaires étrangères, président du conseil en 1854 et fut un des signataires du traité de Paris (1856). Il quitta le pouvoir en 1859 à la veille de la guerre d'Italie.

BUONAPARTE. (V. BONAPARTE.)

BUONARROTI (Filippo-Michele) (1761-1837), révolutionnaire italien, naturalisé Français, né à Pise. Chassé de Toscane, pour ses idées avancées, il passa en Corse et publia *l'Ami de la liberté italienne*, vint à Paris (1792), reçut de la Convention le titre de citoyen français et fut chargé de missions à Nice et en Corse. Arrêté au 9 thermidor, il fut un des principaux membres du complot contre le Directoire, fut relégué à l'île d'Oleron, vécut à Genève de 1806 à 1815, conspirant contre Napoléon, puis en Belgique jusqu'en



Buonarroti.

1830. Revenu à Paris, il fut un des défenseurs des accusés d'avril 1834. On a de lui : *Conspiration pour l'égalité, dite de Babeuf, suivie du procès auquel elle donna lieu et des pièces justifiatives* (Bruxelles, 1828).

BURDEAU (Auguste-Laurent) (1851-1894). Professeur de philosophie à Saint-Etienne, puis au lycée Louis-le-Grand à Paris, il devint chef de cabinet de Paul Bert à l'instruction publique (1881), député du Rhône (1885), fut rapporteur général du budget (1889), réélu en 1889 et 1893 et devint président de la Chambre après avoir été ministre des finances dans le cabinet Casimir-Perier (1893-1894).

BUREN (Martin-Van) (1782-1862), président des Etats-Unis d'Amérique (1837-1841). Ambassadeur à Londres (1831), vice-président de la République (1832), son passage au pouvoir fut troublé par une crise financière très intense due à la spéculation et à la multiplication des banques particulières.

BURNSIDE (Ambrose-Everett) (1824-1881), général américain. Il fit la campagne du Mexique (1847-1848), combattit à Bull-Run (1861), servit sous Mac-Clellan qui opérait contre Richmond, le remplaça à la tête de l'armée fédérale et fut repoussé par Lee et Jackson qui défendaient Fredericksburg (1862). Il servit ensuite sous le général Grant (1864), fut gouverneur du Rhode Island, puis sénateur.

BUSSIÈRES (Alfred RENOUD, baron de) (1804-1887). Banquier à Strasbourg, député du Bas-Rhin sous Louis-Philippe, il le fut aussi pendant toute la durée de l'Empire comme candidat officiel. Le 4 septembre 1870 le fit rentrer dans la vie privée, mais il conserva jusqu'en 1880 la place de directeur de la Monnaie de Paris.

RUSSON-BILLAULT (Julien-Henri) (1823-1888). Avocat à Paris, député de l'Ariège (1854), de républicain devenu bonapartiste et candidat officiel, il fut réélu en 1863 et 1869 et devint ministre président le conseil d'Etat dans le dernier ministère de l'Empire (10 août 1870).

BUSTAMANTE (Anastasio) (1780-1853). Vice-président de la République mexicaine (1828), il exerça la dictature de 1830 à 1832, fut banni par Santa-Anna (1832), et devint président de la République (1837-1841).



CABALLERO (Don José-Antonio, marquis de) (1760-1821), homme d'Etat espagnol. Ministre de grâce et de justice en 1798, il reconnut Joseph Bonaparte (1808) qui le nomma conseiller d'Etat. Réfugié en France en 1814, il fut rappelé en 1820 par le gouvernement constitutionnel.

CABALLERO (Bernardino) (1831), président de la République du Paraguay. Il se distingua dans la guerre contre le Brésil (1864-1869) sous les ordres du dictateur Lopez qu'il suivit dans sa retraite. De retour au Paraguay, il fut ministre de la guerre (1871), accomplit une mission diplomatique en Europe et fut élu président du Paraguay (1880-1885).

CABANIS (Pierre-Jean-Georges) (1757-1808). Ami de Mirabeau, il adopta les idées de la Révolution, fut député aux Cinq-Cents, rédigea la proclamation au peuple pour soutenir le coup d'Etat du 18 brumaire, et fut plus tard sénateur. — Pour ses travaux scientifiques et philosophiques. V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

CABET (Etienne) (1788-1856), socialiste français. Avocat à Dijon, puis à Paris, il fut nommé procureur général en Corse (1830) et révoqué pour ses opinions avancées (1831).



Cabet.

Député de Dijon (1834), il combattit Louis-Philippe à la tribune et dans le journal *le Populaire*. Poursuivi et condamné pour offense envers le roi (1834), il partit pour l'Angleterre, revint en France en 1839, fit paraître le *Voyage en Icarie* (1840) et organisa en 1848 l'expérience communiste du Texas. Il transporta la colonie nouvelle à Nauvoo (Illinois), revint en France pour frapper d'opposition un jugement le condamnant par défaut. Il fut acquitté, retourna à Nauvoo et mourut à Saint-Louis. (V. volume SOCIALISME.)

CABRERA (Don Ramon, comte de MORELLA) (1806-1877), homme politique espagnol. Il se déclara pour don Carlos après la mort de Ferdinand VII (1833), combattit pendant trois ans les troupes constitutionnelles à la tête des bandes carlistes. Blessé et battu à Rincon del Soto (1836), il prit sa revanche à Burjasote et s'empara de Morella (1837). Il dut passer la frontière après un échec que lui infligea Espartero (1840), revint en 1845, en 1849, se fit battre à Pastoral, et se retira en Angleterre où il jouit en repos de sa grosse fortune.

CADOUDAL (Pierre-Joseph). V. volume BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE.

CADORE (Duc de). (V. CHAMPAGNY.)

CADUC (Armand) (1818), homme politique français. Avocat à La Réole, il dut quitter la France après le 2 décembre 1851, rentra à l'amnistie de 1859, fut député de la Gironde (1872), réélu en 1879 et 1881, et sénateur en 1885. Il vota avec les républicains modérés.

CAFFAREL (Louis-Charles) (1829), général français. Sous-chef d'état-major général (1887), il fut compromis dans l'affaire du trafic des décorations, rayé des cadres de l'armée et des matricules de la Légion d'honneur.

CAFFARELLI (Charles-Ambroise de) (1758-1826), administrateur français. Chanoine à Toul, il accepta la constitution civile du clergé, fut emprisonné sous la Terreur et libéré après le 9 thermidor. Napoléon le nomma préfet de l'Ardèche (1800), du Calvados (1801), de l'Aube (1810). A la Restauration, il reprit l'habit ecclésiastique et s'occupa d'agriculture.

CAFFARELLI (Louis-Marie-Joseph, comte de) (1760-1845), administrateur français, frère du précédent. Il servit dans la marine, fit la guerre d'Amérique, servit dans l'armée du génie à l'armée des Pyrénées-Orientales (1793-1795) et fut nommé préfet

maritime de Brest (1800-1814), pair de France pendant les Cent-Jours. Ce titre lui fut enlevé par Louis XVIII et rendu par Louis-Philippe.

CAFFARELLI (Eugène-Auguste) (1806-1878). Préfet d'Ille-et-Vilaine (1849), et député de ce département (1851-1869), il fut un des soutiens de l'Empire.

CAILLAUX (Alexandre-Eugène) (1822-1896). Ingénieur des ponts et chaussées, député de la Sarthe (1871), il vota avec le centre gauche, fut ministre des travaux publics (1874-1876), défendit les grandes compagnies de chemins de fer, fut sénateur de la Sarthe (1876), ministre des finances dans le cabinet Broglie-Fourtou (1877) et se signala par ses mesures arbitraires et ses circulaires comminatoires. Atteint par le vote de flétrissure porté contre le ministère du 16 mai, menacé de poursuites personnelles pour emploi illégal de crédits pendant son passage aux affaires, il échoua au renouvellement de 1882.

CAIRNS (Hugh Mac-CALMONT, comte) (1819-1885), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes pour Belfast (1852-1866), il vota avec le parti conservateur, entra au conseil privé et à la Chambre des lords (1867). Grand chancelier d'Angleterre dans le cabinet Disraeli en 1868 et de 1874 à 1880.

CAIROLI (Benedetto) (1826), homme politique italien. Il servit sous Garibaldi : dans les chasseurs des Alpes (1859) ; dans l'expédition des « Mille » de Marsala (1860), eut une jambe brisée à l'assaut de Palerme ; dans le Trentin (1866) et à Mentana (1867). Député de Pavie, il siégea à l'extrême gauche, fut président de la Chambre (1878), président du conseil des ministres avec les affaires étrangères (1878), de nouveau en 1879-1881 avec Depretis à l'intérieur. Il fut renversé sur la question tunisienne par les menées de Crispi.

CALATRAVA (Don José-Maria) (1781-1846), homme d'Etat espagnol. Avocat à Badajoz, député de l'Estrémadure (1810-1814), il dut s'exiler à la rentrée de Ferdinand IV, revint à l'amnistie de 1820, fut renommé député, ministre de justice et de grâce (1823), des affaires étrangères (1837), puis sénateur.

CALHOUN (John-Cadwell) (1782-1850), homme d'Etat américain. Membre de la législature de la Caroline du Sud (1808-1809), ministre de la guerre (1817-1825), vice-président des Etats-Unis (1824-1832), puis sénateur pour la Caroline du Sud, il fut ministre d'Etat (1844), puis reentra au Sénat. Il soutint toujours les intérêts des Etats du Sud contre le gouvernement fédéral.

CALMON (Marc-Antoine) (1815-1890), homme politique français. Préfet de la Seine (1872-1873), député de Seine-et-Oise (1873), il fit partie de la gauche et fut nommé sénateur inamovible (1875).

CALVINHAC (Gustave-François-Louis) (1844). Médecin-major de 2^e classe pendant la guerre franco-allemande, condamné à un an de prison pour adhésion publique à la Commune de Paris, il fut élu conseiller municipal de Paris pour le quartier de Charonne et invalidé. Député de la Haute-Garonne (1887), réélu en 1889, 1893 et 1898, il appartint à l'extrême gauche et au groupe ouvrier de la Chambre.

CAMBACÉRÈS (Jean-Jacques-Régis, duc de PARME, prince de) (1755-1824), homme d'Etat français. Député à la Convention, il lui contesta le droit de juger Louis XVI, puis vota la mort, avec suspension jusqu'à la paix. Membre du comité de Salut public (1793), du conseil des Cinq-Cents, il fut nommé deuxième consul par Bonaparte après le 18 brumaire, président du Sénat et archichancelier de l'Empire. Exilé en 1816, il fut rappelé deux ans après avec ses titres et ses droits. Il collabora aux lois du Consulat et de l'Empire, surtout au Code civil.

CAMBON (Pierre-Joseph). (V. vol. BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^eS.)

CAMBON (Pierre-Paul) (1843), diplomate français. Préfet de l'Aube (1872), du Doubs (1876), du Nord (1877), ministre résident à Tunis (1882), ambassadeur à Madrid (1886), à Constantinople (1890), à Londres (1898).



Cambacérès.

CAMBON (Jules) (1846), frère du précédent. Préfet de Constantine (1878), du Nord (1882), du Rhône (1887), il fut nommé gouverneur général de l'Algérie (1891-1897), puis ambassadeur à New-York (1897).

CAMBRIDGE (Adolphe-Frédéric, duc de) (1774-1850), le plus jeune fils du roi Georges III. Prit part aux guerres contre Napoléon, fut gouverneur (1816) et vice-roi du Hanovre (1831). — Son fils (Georges-Frédéric-Guillaume), né en 1819, combattit en Crimée et fut nommé depuis 1855 commandant général de l'armée anglaise.

CAMESCASSE (Jean-Louis-Ernest) (1838-1897). Avocat à Paris, préfet du Finistère (1870), de Loir-et-Cher et du Cher, il donna sa démission en 1873, à la chute de Thiers, fut préfet du Pas-de-Calais (1877), préfet de police (1881-1885), député du Pas-de-Calais (1887) et sénateur (1891).

CAMPENON (Jean-Baptiste-Marie-Edouard) (1819-1891), général français. Il servit en Algérie, fut prisonnier à Metz (1870), devint ministre de la guerre dans le ministère Gambetta (1881-1882), dans le cabinet Ferry (1883-1885), dans le cabinet Brisson (1885) et fut élu sénateur inamovible (1883).

CAMPOS (MARTINEZ DE). (V. MARTINEZ.)

CANARIS ou **KANARIS** (Constantin) (1790-1877), homme politique et marin grec. Il s'illustra dans la guerre de l'indépendance de son pays, incendiant les flottes turques avec ses brûlots. Député d'Ipsara à l'Assemblée nationale hellénique, sénateur (1847), ministre de la marine (1848-1849 et 1854-1855), président du conseil (1862), il forma et présida le premier ministère du roi Georges (1864-1865).

CANCLAUX (Jean-Baptiste-Camille, comte de) (1740-1817), général français. En 1793 et en 1795, il servit en Vendée, fut ambassadeur en Espagne et à Naples (1796-1797), sénateur (1804), vota la déchéance de Napoléon et fut créé pair de France par Louis XVIII.



Canaris.

CANCERINE (Georg, comte) (1774-1845), homme d'Etat russe, de nationalité allemande. Il entra dans l'administration militaire en Russie (1800), fut intendant de l'armée (1812), lieutenant général (1815) et ministre des finances (1823-1844).

CANINO (Prince de). (V. BONAPARTE [Lucien].)

CANNING (George) (1770-1827), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes (1793), il soutint Pitt, fut sous-secrétaire d'Etat (1796) et un des ennemis acharnés de la France. Trésorier de la marine (1804), puis ministre des affaires étrangères (1807-1809), il fit bombarder Copenhague sans déclaration de guerre. Ambassadeur à Lisbonne (1814-1816), il revint aux affaires, se signala par sa politique réactionnaire et fut renversé en 1820. Rappelé en 1822, il devint ministre des affaires étrangères, rompit à Vérone avec la Sainte-Alliance et soutint les colonies espagnoles révoltées. — Son fils *Charles John* (1812-1862), gouverneur des Indes, en fut le premier vice-roi (1858-1862).

CANOSA (Antonio CAPECE MINUTOLO, prince de) (né en 1763), homme politique napolitain. Agent de la reine Marie-Caroline de Naples, il entretenait le brigandage dans le Sud de l'Italie, devint ministre de la police (1816) et se mit à la tête d'une secte ultraroyaliste, les « calderari », recrutée parmi les galériens et les brigands, qui terrorisa les Deux-Siciles. Ministre d'Etat (1822), il se rendit si odieux que Ferdinand IV dut le renvoyer. Il seconda plus tard (1832) le cardinal Albani dans la répression effrénée des Légations et devint le chef du « sanfedisme ».

CANOVAS DEL CASTILLO (Don Antonio) (1828-1897), homme d'Etat espagnol. Député de Malaga (1852), il se lia avec O'Donnell, partit en mission à Rome (1855-1857), devint sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur (1858-1862), puis ministre des colonies, des finances, de l'intérieur. A l'avènement d'Alphonse XII (1874), il devint le véritable maître jusqu'en



Canovas.

1879, reprit le pouvoir, fit étouffer par Blanco l'insurrection cubaine (1890) et fut renversé en 1881. Rappelé en 1884, il gouverna avec un excès d'autoritarisme qui le rendit impopulaire. Remplacé par Sagasta en 1885, il devint président des Cortès, remonta au pouvoir en 1890 et mourut assassiné en 1897 par Angiolillo, révolutionnaire italien.

CANROBERT (François CERTAIN-). (1809-1895), maréchal de France. Il fit ses premières campagnes en Algérie, fut rappelé à Paris par Louis-Napoléon en 1850, devint



Canrobert.

son aide de camp, fut mêlé au coup d'Etat de 1851, commanda un corps d'armée en Crimée et devint général en chef à la mort de Saint-Arnaud (1854), mais fut remplacé sur sa demande par Pélissier (1855). Il servit en Italie (1859), gouverna Lyon (1862), Paris (1865), commanda le camp de Châlons en 1870, puis le VI^e corps de l'armée du Rhin sous Bazaine et fut enfermé à Metz après les batailles de Saint-Privat et de Gravelotte où il fit preuve de la plus admirable fermeté. Sénateur du Lot (1876) à titre de candidat officiel du ministère Buffet, il soutint le coup d'Etat du 16 mai, vota toujours avec la droite et fut réélu dans la Charente en 1879 et 1885. (V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

CANTAGREL (François-Jean) (1810-1887). Mêlé au mouvement socialiste sous Louis-Philippe, il écrivit dans des journaux fouriéristes et, avec V. Considérant, fonda la *Démocratie pacifique*. Député de Loir-et-Cher à la Législative (1849), il prit part à la manifestation des Arts-et-Métiers (13 juin 1849), fut condamné à la déportation, se réfugia à l'étranger et revint à l'amnistie de 1859. Conseiller municipal de Paris (1871-1876), député du XIII^e arr. (1876), il siégea à l'extrême gauche, fut un des 363, réélu en 1877, 1881 et 1885.

CANUEL (Simon, baron) (1767-1841), général français. Volontaire de 1792, il se signala par son zèle révolutionnaire, devint aide de camp de Rossignol en Vendée (1793), fut chargé

du commandement de Lyon et mit la ville en état de siège après le 18 fructidor. Tenu à l'écart par Napoléon, il s'associa aux fureurs de la « Chambre introuvable » en qualité de député de la Vienne; nommé gouverneur de Lyon (1817), il terrorisa la ville et ses environs, traduisit devant une cour prévotale vingt-huit citoyens qui furent condamnés à mort, et fut rappelé devant l'indignation générale et après enquête. Flétri par le colonel Fabvier et par l'opinion publique, il ne fut pas réélu député malgré l'appui de Chateaubriand, mais obtint sous le ministère Villèle (1822) l'emploi d'inspecteur général de l'infanterie et prit part à l'expédition d'Espagne (1823). Après 1830, il entra dans la vie privée.

CAPELLE (Guillaume-Antoine-Benoît, baron) (1755-1843). Préfet sous l'Empire à Livourne (1808) et à Genève (1810), sous Louis XVIII à Bourg (1814) et à Besançon (1815), conseiller d'Etat (1816), préfet de Seine-et-Oise (1828), il fut ministre des travaux publics et signa les ordonnances de Juillet. Condamné par contumace, par la Cour des pairs, à la détention perpétuelle, il obtint sa grâce peu après.

CAPELLEN (Godard-Gerard-Alexandre-Philippe, baron VAN) (1778-1848), homme politique hollandais. Préfet de la Frise (1808), ministre des cultes et de l'intérieur (1809), sous le règne de Louis Bonaparte, il fut, de 1815 à 1826, ministre des colonies et administrateur des Indes néerlandaises, ambassadeur à Londres (1838-1840) et grand chambellan de Guillaume II.

CAPO-D'ISTRIA (Jean, comte de) (1776-1831), homme d'Etat grec. Il servit avec succès dans la diplomatie russe depuis 1807, rédigea en 1815 l'acte de la Sainte-Alliance et fut nommé secrétaire d'Etat avec la direction de la chancellerie pour les affaires d'Orient. Il favorisa la propagande hellénique, quitta la Russie où Alexandre avait été gagné à la politique de Metternich, et s'installa à Genève où il organisa le mouvement philhellène. Nommé par l'Assemblée nationale de Trézène président du pouvoir exécutif pour sept ans (1827), confirmé dans ses pouvoirs dictatoriaux en 1829, il éloigna, après la reconnaissance officielle de l'indépen-

dance de la Grèce (1830), ses plus utiles auxiliaires, Mavrocordatos, Kolettis, Mavromichalis, et fut accusé de subir trop servilement la direction du gouvernement russe. Il emprisonna Mavromichalis, se fit protéger par l'amiral russe contre Miaoulis et Koudouriotis, et fut assassiné par les deux fils de Mavromichalis (9 oct. 1831).

CAPRIVI (Georg de CAPRARA DE MONTECUCULLI) (1831), homme d'Etat allemand. Attaché à l'état-major, il fit les campagnes contre l'Autriche (1866), contre la France (1870-1871), fut nommé vice-amiral en 1883 et dirigea l'administration de la marine. Il remplaça Bismarck comme chancelier de l'Empire (1890-1894) (Mort en 1899).

CARAYON-LATOUR (Joseph de) (1824-1886). Député de la Gironde en 1871, il siégea dans les rangs catholiques et monarchistes. Non réélu en 1875, candidat officiel de Mac-Mahon en 1877, il échoua encore et fut élu sénateur en 1878.

CARIGNAN (Prince de). (V. CHARLES-ALBERT.)

CARLOS (Carlos-Maria-Isidro de BOURBON, dit don) (1788-1855), fils du roi d'Espagne Charles IV. Chef de la réaction, il groupa autour de lui les « apostoliques », partisans les plus exaltés de la monarchie absolue, conspira contre son frère Ferdinand VII, surtout lorsque celui-ci eut une fille (Isabelle, de son quatrième mariage [1830]). A partir de 1833 jusqu'à 1840, tout le N. de l'Espagne fut en feu; il fallut toute l'énergie d'Espartero pour réduire son dernier lieutenant Cabrera (1840). Don Carlos fut interné à Bourges où il abdiqua (1844) en faveur de son fils aîné. Il vécut en Autriche depuis 1847.



Don Carlos
(Fernando).

CARLOS (Carlos-Luis-Maria-Fernando de BOURBON, comte de MONTEMOLIN, dit don) (1818-1861), fils aîné du précédent. Après le mariage d'Isabelle II, qu'il croyait épouser pour clore la querelle de succession, il fit agir Cabrera, le lieutenant de son père, à la tête de bandes qui échouèrent misérablement à trois reprises.

Fait prisonnier en 1860, il dut renoncer à ses droits.

CARLOS (Carlos-Maria de las Dolores-Juan-Isidro-José-Francisco-Quirino-Antonio-Miguel-Gabriel-Rafael de BOURBON, dit don) (1848), neveu du précédent. Il entra en Espagne pour revendiquer ses droits (1872) et souleva les provinces du N., eut pour lieutenant le fameux curé Santa-Cruz, s'empara d'Estella (1873) assiégea Bilbao (1874), mais subit des revers et dut s'enfuir (1876). Depuis, il intrigua auprès du comte de Chambord, voyagea, et reçut à Venise les hommages de certains légitimistes français qui le considèrent comme le chef de la maison de Bourbon.



Don Carlos
(Rafael).

CARLOTA DE BOURBON (Dona Luisa) (1804-1844), fille de François I^{er} des Deux-Siciles. Elle domina son mari don François de Paula, infant d'Espagne, et intrigua en faveur de ses fils. Elle essaya vainement de faire donner la régence à son mari.

CARNÉ (Louis-Marcien, comte de) (1804-1876). Il débuta dans la diplomatie (1825-1831), fut député du Finistère en 1839, prit la défense des congrégations religieuses et réclama la liberté de l'enseignement. Il entra dans la vie privée en 1848. Auteur de travaux historiques médiocres.

CARNOT (Lazare-Nicolas-Marguerite). (V. volume BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e S.)

CARNOT (Lazare-Hippolyte) (1801-1888), fils du précédent. Adeptes de Saint-Simon, combattant de juillet 1830, député de Paris (1839), réélu en 1842 et 1846, il siégea à gauche, prit part à la campagne des banquets réformistes et fut ministre de l'instruction publique le 24 février 1848. Député de la Seine à la Constituante et à la Législative, il fut réélu sous l'Empire et refusa de siéger pour ne pas prêter serment (1852 et 1857). Il entra au Corps législatif en 1864 comme député de la Seine, fut battu par Gambetta aux élections de 1869, fut député de Seine-et-Oise en 1871 et sénateur inamovible en 1876. Il présida plusieurs fois le Sénat comme doyen d'âge.

CARNOT (Marie - François - Sadi) (1837-1894), président de la République française, fils du précédent. Ingénieur des ponts et chaussées, préfet de la Seine-Inférieure pendant la guerre franco-allemande, député de la Côte-d'Or (1871), il fit partie de la gauche républicaine. Elu député par l'arrondissement de Beaune (1876), il fut rapporteur du budget des travaux publics, un des 363, réélu en 1877, sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics sous MM. de Freycinet et Varroy (1878-1880), ministre en remplacement de ce dernier



Carnot (Sadi).

(1880-1881). Pendant cette législature, il vota contre la mise en accusation des ministres du 16 mai et contre la laïcisation de l'enseignement primaire. Réélu en 1881 et en 1885, il devint vice-président de la Chambre, ministre des travaux publics dans le cabinet Brisson, puis des finances dans ce même cabinet et dans celui de M. Freycinet (1885-1886). A la suite des incidents Wilson, et d'une demande de restitution de 75,000 fr. ordonnée par Jules Grévy et refusée par Carnot, l'attention fut appelée sur lui; grâce à l'appui des radicaux qui voulaient empêcher l'élection de Ferry, il fut élu président de la République française (3 déc. 1887) par 616 voix sur 842 votants. Son attitude et ses voyages contribuèrent à apaiser l'opinion et à détruire l'influence de Boulanger; il fut poignardé par l'anarchiste Caserio, à Lyon (24 juin 1894).

CARNOT DE FEULINS (Claude-Marie) (1755-1836), conventionnel et général français, frère de Lazare Carnot, avec lequel on le confond quelquefois et qui fut comme lui député du Pas-de-Calais à la Législative et à la Convention. Il le seconda dans l'organisation militaire, servit sous Jourdan, devint inspecteur des fortifications en 1800, et donna sa démission au moment de l'expédition de Saint-Domingue et vécut dans la retraite.

CAROLINE, reine de Naples. (V. MARIE-CAROLINE.)

CAROLINE BONAPARTE. (V. BONAPARTE.)

CAROLINE DE BRUNSWICK (Amélie-Elisabeth) (1768-1821), reine d'Angleterre. Elle épousa en 1795 le prince de Galles, depuis Georges IV, fut accusée d'adultère par celui-ci après un an de séparation, et de nouveau en 1820. Lord Brougham prit sa défense, et le bill la déclarant indigne du trône fut ajourné à six mois. L'entrée de Westminster lui fut interdite le jour du couronnement de Georges IV (1821); elle mourut un mois après.

CARON (Augustin-Joseph) (1774-1822), colonel français. Après avoir fait les guerres de la Révolution et de l'Empire, il fut mis en demi-solde (1815) et conspira contre les Bourbons à Paris (1820). Emprisonné, il fut acquitté faute de preuves (1821), mais, après la conjuration de Belfort (1822), attiré dans un guet-apens en marchant sur Colmar, pour y délivrer les prisonniers, il fut pris, condamné à mort et fusillé.

CARRÉ-KÉRISOUET (Ernest-Louis-Marie) (1832-1877), homme politique français. Député des Côtes-du-Nord (1869), puis en 1871; il siégea au centre gauche, fut élu par l'arrondissement de Loudéac (1876) et un des 363.

CARREL (Armand) (1800-1836), homme politique et journaliste français. Compromis dans la conspiration militaire de Colmar, il quitta l'armée (1823), essaya sans succès de soulever l'armée du duc d'Angoulême, revint en France et fonda le *National* dans lequel il combattit ardemment Casimir-Perier et le gouvernement de Louis-Philippe. A la suite d'une polémique, une rencontre au pistolet eut lieu entre lui et Emile de Girardin, à Vincennes. Il fut blessé grièvement et mourut deux jours après. — *Ouvrages politiques et littéraires*, publiés par Littre, 1857, 5 vol.

CARRION-NISAS (Marie-Henri-François-Elisabeth, marquis de) (1767-1842). Parent de Cambacérès, il fut membre du Tribunal, appuya l'établissement de l'Empire, fit les campagnes de Prusse, d'Espagne et de Portugal, de Saxe et de France, servit Louis XVIII en 1814, puis Napoléon



Carrel (Armand).

pendant les Cent-Jours, et s'occupa depuis lors de littérature.

CARVALHO (José DA SILVA) (1782-1845). Ministre de la justice sous Jean VI, il se retira en Angleterre à la contre-révolution de 1823, rentra dans son pays lorsque dom Pedro monta sur le trône, quitta le Portugal lors de l'usurpation de dom Miguel (1828), revint et fut premier ministre (1833-1836) et conseiller d'Etat (1842).

CASABIANCA (François-Xavier, comte de) (1796-1881). Avocat à Bastia, député à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il fit partie de la droite monarchiste, se rallia à l'Elysée, fut ministre de l'agriculture et du commerce, puis des finances (1851), adhéra au coup d'Etat du 2 décembre, organisa le ministère d'Etat, sénateur (1852) et procureur général à la Cour des comptes (1864). Député de Bastia (1876), il soutint le ministère de Broglie lors du coup d'Etat du 16 mai et rentra dans la vie privée.

CASANOVA (ARRIGHI de). (V. ARRIGHI.)

CASATI (Gabrio, comte) (1798-1873), homme politique italien. Podestat de Milan (1837-1848), il fut à la tête du gouvernement provisoire lombard; retiré en Piémont après la capitulation de Milan, sénateur (1853), ministre de l'instruction publique (1859-1860), et président du Sénat pendant quatre ans.

CASIMIR-PERIER. (V. PERIER.)

CASIMIR-PERIER (Jean-Paul-Pierre PERIER, dit) (1847), président de la République française. Député de Nogent-sur-Seine (1876), il fit partie des 363, fut réélu en 1877, siégea à la gauche républicaine, et tint le sous-secrétariat d'Etat à l'instruction publique de 1877 à 1879. Réélu en 1881 et en 1885, nommé sous-secrétaire d'Etat à la guerre 1889 et en 1893, ministre



Casimir-Perier.

des affaires étrangères et président du conseil (1893), il fut élu président de la République française en 1894 et démissionna six mois après sans que les causes de sa retraite aient été jusqu'à présent clairement indiquées.

CASSAGNAC (Granier de). (V. GRANIER.)

CASSE (Eugène-François-Germain) (1837). Il fit de l'opposition dans les dernières années de l'Empire, fut député de la Guadeloupe (1873), et vota avec l'extrême gauche. Député de Paris (1876), un des 363, réélu en 1877, en 1881 et en 1885, il fit partie de l'Union républicaine, ne se représenta pas aux élections de 1889 et devint gouverneur de la Martinique (même année), puis trésorier-payeur à la Guadeloupe (1890).

CASTAÑOS (Francisco-Javier de, duc de BAYLEN) (1756-1852), général espagnol. Il servit dans l'armée de Navarre (1794), prit le général Dupont à Baylen (1808), fut battu à Tudela et vainqueur à Vittoria. Capitaine général de la Catalogne à la rentrée de Ferdinand VII (1815), il devint conseiller d'Etat (1825), président du conseil de Castille (1830) et tuteur de la reine Isabelle (1844).

CASTELAR (Emilio) (1832), homme politique et historien espagnol. Condamné à mort pour participation à la révolution du 22 juin 1866, il s'enfuit, vint à Paris, rentra après le triomphe de la révolution et devint un des chefs du parti démocratique auquel il consacra une grande activité et un admirable talent d'orateur. Ministre des affaires étrangères (1873) après le départ du roi Amédée, président des Cortès, il devint chef du pouvoir qu'il dut quitter en 1874 devant un vote hostile de ses anciens partisans. Lors du rétablissement de la monarchie (1875), il revint à Paris, fut envoyé aux Cortès par Barcelone (1876) et lutta depuis en faveur des idées libérales. Sans abdiquer ses préférences républicaines, il en a ajourné la réalisation; il a réuni autour de lui quelques *possibilistas*, mais n'a pas retrouvé son ancienne influence. — Auteur d'importants travaux historiques.



Castelar.

CASTELLANE (Esprit-Victor-Elisabeth-Boniface, comte de) (1788-1862), maréchal de France. Il gagna ses premiers grades sous l'Empire, se rallia

à Louis XVIII, fit la campagne d'Espagne (1823), celle de Belgique (1832) et fut nommé pair de France (1837).



Castellane.

Son zèle réactionnaire à Rouen (1848) le fit mettre à la retraite par le gouvernement provisoire; Louis-Napoléon le rappela (1849), l'envoya à Lyon où il empêcha tout mouvement dans cette ville lors du coup d'Etat du 2 décembre. Nommé sénateur et maréchal de France en 1852, il commanda à Lyon jusqu'à sa mort. A laissé des *Mémoires* très curieux.

CASTILLA (Ramon) (1797-1867); homme d'Etat péruvien. Général patriote, président de la République (1845-1851). Son successeur menaçant le pays de la contre-révolution, Castilla prit les armes, entra à Lima et fut réélu président (1858-1862). (V. volume BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

CASTLEREAGH (Henry-Robert Stewart, marquis de LONDONDERRY, vicomte) (1769-1822), homme d'Etat anglais. Ami de Pitt, député au Parlement de Dublin, garde du sceau privé pour l'Irlande (1797), il se signala par sa cruauté autant que par sa haine pour la Révolution française. Ministre de la guerre et des colonies dans le cabinet Pitt (1805), puis dans le cabinet Portland (1807), il se battit en duel avec son collègue Canning (1809), démissionna et devint ministre des affaires étrangères (1812). Il prit une part considérable à la lutte contre Napoléon I^{er}, assista au traité de Paris (1814), aux congrès de Vienne (1815) et d'Aix-la-Chapelle (1818). Frappé du délire de la persécution, son zèle tory l'emporta dans la réaction la plus extrême, et, à la veille de partir pour le congrès de Vérone (1822), il se coupa la gorge avec un canif. Il y eut une explosion de joie féroce à Londres quand on connut sa mort : son cercueil fut insulté dans la rue.

CATHCART (William-Shaw, comte de) (1755-1833), homme politique et général anglais. Avocat, puis soldat, il servit en Amérique, contre la France (1793-1795), commanda en chef en Irlande (1803-1805), puis à l'armée de la Baltique, bombarda et prit Copen-

hague (1807), commanda en chef en Ecosse et fut nommé ambassadeur à Pétersbourg (1813-1822).

CAULAINCOURT (Armand-Augustin-Louis, marquis de) (1773-1827), général et diplomate français, grand écuyer de Napoléon (1804), créé duc de Vicence, ambassadeur en Russie (1807-1811), demanda son rappel, accompagna Napoléon à Moscou et revint avec lui. Nommé sénateur (1813), il assista aux conférences diplomatiques de la fin de l'Empire et s'efforça inutilement au congrès de Châtillon d'obtenir de Napoléon les concessions qu'exigeaient les coalisés; pendant les Cent-Jours, il fut de nouveau nommé ministre des affaires étrangères. Pendant la Restauration, il vécut dans la retraite et a laissé des *Souvenirs du duc de Vicence*, publiés en 1840.

CAUSSIDIÈRE (Marc) (1808-1861). Condamné pour avoir participé aux soulèvements de Lyon et de Saint-Etienne en 1834, il fit trois ans de prison au Mont-Saint-Michel, fut préfet de police en 1848, député à l'Assemblée constituante. Compromis dans l'affaire du 15 mai et dans celles de juin, il se retira à Londres.

CAVAIGNAC (Jean-Baptiste) (1762-1829), conventionnel. Avocat au Parlement de Toulouse, il fut député à la Convention par le département du Lot, vota la mort de Louis XVI, fut envoyé en mission près des armées de l'Ouest et des Pyrénées-Orientales, fut membre du conseil des Cinq-Cents, organisa les services administratifs du royaume de Naples et remplit les fonctions de préfet de la Somme pendant les Cent-Jours. Louis XVIII l'exila en 1816.

CAVAIGNAC (Eléonore-Marie-Godefroy) (1801-1845), fils du précédent. Il fit comme journaliste une opposition acharnée à la Restauration et fut un des combattants de Juillet 1830. Un des fondateurs de la Société des Amis du peuple et de la Société des Droits de l'homme, condamné après les journées d'avril 1834, il s'évada, revint après l'amnistie de 1841 et fut, un des rédacteurs de la *Réforme*.

CAVAIGNAC (Louis-Eugène) (1802-1857), général français, frère du précédent. Après avoir servi en Morée (1828), en Algérie (1832-1848), il fut, au lendemain de la révolution de Février, nommé gouverneur de l'Algérie; élu

député à la Constituante par la Seine et le Lot, il prit le ministère de la guerre et écrasa l'insurrection de juin. (V. vol. HISTOIRE CONTEMPORAINE.)

Le 28 juin Cavaignac déposa ses pouvoirs extraordinaires, l'Assemblée reconnaissante le nomma président du conseil, chef du pouvoir exécutif; il posa sa candidature à la présidence de la République, mais détesté par les radicaux, combattu par la réaction, sans racines

Cavaignac (Eugène).

dans le pays, il n'obtint aux élections du 10 décembre 1848 que moins de 1,500,000 voix contre plus de 6 millions données au prince Louis-Napoléon. Lors du coup d'Etat, le général Cavaignac fut emprisonné à Mazas, puis au château de Ham. Sa captivité ne dura qu'un mois. Dans les dernières années de sa vie, le général alors retraité avait pris la direction du journal *le Siècle*, qui était alors le seul organe d'opposition contre l'Empire.

CAVAIGNAC (Jacques-Marie-Eugène-Godefroy) (1853), fils du précédent. Ingénieur des ponts et chaussées, élu député de Saint-Calais (Sarthe) en 1882, réélu en 1885, 1889, 1893, 1898, il siégea à l'Union républicaine. Sous-secrétaire d'Etat à la guerre sous le ministre Camponon (1885-1886), il eut le portefeuille de la guerre dans le cabinet Bourgeois (1895) et reprit quelque temps le même ministère dans le cabinet Brisson (1898);

il donna sa démission, à la suite de la découverte du faux Henry qu'il avait présenté à la Chambre comme la preuve certaine de la culpabilité de Dreyfus. (V. vol. HIST. CONTEMP., *affaire Dreyfus*.)

CAVALCANTI (Antonio-François-de-Paul de HOLLANDA, vicomte d'ALBUQUERQUE) (1797-1863), homme d'Etat brésilien. Député (1826), ministre des finances (1830-1831), sénateur (1838), ministre de la marine (1840-1841), des

finances (1862-1863), il appartenait à la nuance libérale.

CAVENDISH. (V. BENTINCK.)

CAVENDISH, duc de DEVONSHIRE. (V. ce nom.)

CAVENDISH (Lord Frederick-Charles) (1836-1882), homme politique anglais. Député libéral du Yorkshire (1865-1882), secrétaire de Gladstone, lord de la Trésorerie (1873), secrétaire de la Trésorerie (1880-1882), il venait de prendre possession du poste de secrétaire du lord-lieutenant d'Irlande quand il fut poignardé par les fenians.

CAVOUR (Camillo BENSO, comte de) (1810-1861), le véritable fondateur de l'unité italienne. Il servit dans le génie (1826-1831), voyagea en France, en Angleterre, en Belgique, exploita ses domaines, fonda l'*Associazione agraire* (1842), écrivit sur le commerce et l'économie rurale, fonda avec Cesare Balbo le journal *Il Risorgimento* (1847) qui devint l'organe du parti modéré réformiste, et fut élu député de Turin (1848). Ministre



Cavour.

de l'agriculture et du commerce (1850), puis des finances (1851), président du conseil avec le portefeuille des finances (1852), il fit entrer le Piémont dans l'alliance des grandes puissances contre la Russie (1854) et envoya La Marmora en Crimée. En 1856, il posa la question italienne au congrès de Paris, en face des représentants de l'Autriche, et s'assura les sympathies actives de Napoléon III. Il vit Manin à Paris et s'aboucha avec La Farina à Turin, qui lui présenta Garibaldi; à l'entrevue de Plombières, il régla avec l'empereur les conditions de la guerre contre l'Autriche. Cavour donna sa démission après la paix de Villafranca (11 juillet 1859), reprit le pouvoir en 1860, soutint secrètement l'expédition de Garibaldi à Marsala, et mourut le 6 juin 1861, trois mois après la nomination de Victor-Emmanuel comme roi d'Italie.

CAXIAS (Luis-Alves de LIMA e SILVA, duc de) (1803-1880), maréchal brésilien. Président du Maranhão (1839), il pacifia cette partie de l'empire et



Cavaignac (Godefroy).

fut créé général de brigade (1841); il pacifia aussi le São-Paulo et le Minas-Geraes, puis le Rio-Grande-do-Sul (1845). Sénateur, ministre de la guerre (1855), président du conseil (1856-1857), de nouveau président (1861-1862), il commanda en chef l'armée qui luttait contre le Paraguay et termina la campagne en 1869. Il fut encore président du conseil avec le portefeuille de la guerre (1875-1878).

CAYLA (Zoé TALON, comtesse du) (1784-1850), favorite de Louis XVIII dont elle reçut le château de Saint-Ouen, près de Paris, en échange, dit-on, des papiers de la procédure Favras.

CAZE (Edmond-Marie-Justin) (1839). Avocat à Toulouse, il fit de l'opposition à l'Empire, fut élu député de Villefranche (1876), un des 363, battu en 1877, mais élu en 1878 après l'invalidation de son concurrent. Réélu en 1881, il fut nommé sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture dans le cabinet Gambetta (1881-1882), échoua aux élections de 1885, élu de nouveau en 1889.

CAZELLES (Mathieu-Brutus) (1793-1880). Il eut à lutter sous la Restauration contre les « verdetts », pillards royalistes et assassins qui terrorisaient le Midi de la France, lui dévastèrent ses propriétés et mirent ses jours en danger. Représentant de l'Hérault à la Constituante (1848), il siégea à gauche, ne fut pas réélu à la Législative, se rallia à Napoléon III après le coup d'Etat du 2 décembre et fut candidat officiel élu pendant toute la durée de l'Empire.

CAZELLES (Emile) (1831). Préfet de la Creuse (1878), de l'Hérault (1879), directeur de la Sûreté générale (1881), préfet de Meurthe-et-Moselle (1882) et des Bouches-du-Rhône (1884), conseiller d'Etat (1887), de nouveau directeur de la Sûreté (1890).

CAZENOVE DE PRADINES (Pierre-Marie-Edouard de) (1838-1896). Volontaire dans le corps de Charette (1870), blessé à Loigny et amputé du poignet, il fut nommé député de Lot-et-Garonne (1871) et siégea à la droite légitimiste et cléricale. Après des échecs successifs, il fut élu député de Nantes en 1884, 1885, 1889 et se rallia au comte de Paris.

CAZOT (Théodore-Joseph-Jules) (1821). Avocat à Nîmes, député du

Gard (1871), il siégea à l'Union républicaine, fut élu sénateur inamovible (1875), nommé ministre de la justice dans le cabinet Freycinet (1879) et dans le cabinet Gambetta (1881). Nommé premier président de la Cour de cassation (1883), il dut démissionner (1884) à la suite de la faillite de la Société des chemins de fer d'Alais au Rhône dont il était administrateur, mais continua de siéger au Sénat qui le nomma questeur (1890).

CELLES (Antoine-Philippe de Visscher, comte de) (1769-1841), homme politique belge. Préfet de la Loire-Inférieure (1808) et du Zuyderzée (1810), il se signala par des excès de cruauté qui faillirent lui coûter la vie (1813). Ambassadeur des Pays-Bas à Rome, il se sépara du roi Guillaume en 1830, fit partie du Congrès national belge (1831) et soutint la candidature du duc de Nemours au trône de Belgique. Après le refus de Louis-Philippe, il se fixa à Paris, se fit naturaliser Français et entra au conseil d'Etat.

CÉRÉSOLE (Paul) (1832), homme politique suisse. Président du département militaire (1864), président de la Confédération helvétique (1873), il eut de 1875 à 1884 la présidence de la Société du Simplon, et reentra au Conseil national comme député de Vevey.

CERTAIN-CANROBERT. (V. CANROBERT.)

CHABAUD-LATOURE (Antoine-Georges-François, baron de) (1769-1832). Il servit dans l'armée des Alpes (1792), fut arrêté comme fédéraliste et condamné à mort. Il s'évada, reentra après le 9 thermidor, fut député du Gard aux Cinq-Cents (1797), approuva le coup d'Etat du 18 brumaire, entra au Tribunal, appuya l'établissement de l'Empire, tomba en disgrâce, redeint député du Gard sous la Restauration et fit de l'opposition libérale.

CHABAUD-LATOURE (François-Ernest-Henri, baron de) (1804-1885), général français. Il servit en Algérie, fut député du Vigan (1837), siégea parmi les conservateurs, fit la campagne de Kabylie (1857), présida le comité des fortifications et eut le commandement en chef du génie pendant le siège de Paris. Député du Gard (1871), il siégea au centre droit, devint ministre de l'intérieur (1874),

soutint l'« ordre moral », fut élu sénateur inamovible (1877) et ne joua plus qu'un rôle effacé.

CHABOT (Georges-Antoine) (1758-1819), dit *de l'Allier*. Avocat à Paris, il accepta les principes de la Révolution, fut député suppléant à la Convention, mais ne siégea qu'en 1795. Membre du conseil des Anciens (1799), puis du Tribunal dès sa fondation, il prit part à la rédaction du Code civil, appuya l'établissement de l'Empire, fit partie du Corps législatif et souscrivit à la déchéance de Napoléon. Auteur d'importants travaux de jurisprudence.

CHABROL DE CROUSOL (André-Jean-Christophe, comte de) (1771-1836). Il servit dans l'administration sous Napoléon I^{er}, fut préfet du Rhône sous la Restauration (1815) et favorisa la réaction royaliste qui ensanguina la ville de Lyon. On le mit même en disponibilité; mais, en 1817, il fut nommé sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, député en 1821, pair en 1823, ministre de la marine (1824) et ministre des finances dans le cabinet Polignac.

CHABRON (Marc-Etienne-Emmanuel-Bertrand de) (1806), général et homme politique français. Il servit en Algérie, en Crimée, en Italie et commanda une division dans l'armée de la Loire pendant la guerre franco-allemande. Député de la Haute-Loire (1871), il vota avec le centre droit, se rallia à la République et fut élu sénateur inamovible (1875).

CHAIX (Bernard-Cyprien) (1821), homme politique français. Député des Hautes-Alpes à la Législative (1849), il vota avec le parti républicain, fut préfet des Hautes-Alpes (1870-1873), député de Gap (1876) et siégea à l'Union républicaine. Un des 363, il fut réélu en 1878, en 1881, en 1885, et nommé sénateur (1888).

CHAIX D'EST-ANGE (Gustave-Louis-Adolphe-Victor-Charles) (1800-1876). Avocat, il plaida dans un grand nombre de causes célèbres (sergents de La Rochelle, Cauchois-Lemaire, Fieschi, etc.), fut député conservateur de la Marne (1831, 1837, 1844), procureur général à la cour de Paris (1857), conseiller d'Etat (1862), sénateur (1867), vice-président du conseil d'Etat.

CHALAIS (Comte). (V. TALLEYRAND.)

CHALAMET (Jean-Marie-Arthur)

(1822). Député de Privas (1876), un des 363, il fut réélu en 1877, en 1881, sous-secrétaire d'Etat à l'instruction publique dans le cabinet Gambetta (1881-1882), sénateur de l'Ardèche (1883) et réélu en 1885.

CHALLEMEL-LACOUR (Paul-Armand) (1827-1896). Expulsé de France au coup d'Etat du 2 décembre, il revint à l'amnistie de 1859, collabora à divers journaux et revues, fut nommé préfet du Rhône (1870), député des Bouches-du-Rhône (1872) et fut un des orateurs les plus éminents du parti républicain. Sénateur des Bouches-du-Rhône (1876), ambassadeur à Berne (1879), à Londres (1880), ministre des affaires étrangères dans le cabinet Jules Ferry (1883), il fut réélu sénateur en 1885, soutint la politique républicaine modérée, et devint président du Sénat (1895). Il était entré à l'Académie française en 1893.



Challemeil-Lacour.

CHAMBERLAIN (Joseph) (1836), homme d'Etat anglais. Maire de Birmingham (1874-1876), député de cette ville à la Chambre des communes (1876), il fut nommé par Gladstone ministre du commerce (1880-1885), se sépara de lui à propos de la question irlandaise, et de radical devint partisan du néo-torysme impérial. Lord Salisbury lui confia la mission de régler la question des pêcheries du Canada (1887). Il entra dans le ministère Salisbury comme ministre des colonies, poursuivit une politique d'envahissement et de violence, et soutint Cecil Rhodes dans son coup de main contre le Transvaal, attaqua la Russie et s'appliqua à aggraver les difficultés qui existaient entre la France et l'Angleterre à propos des questions africaines.



Chamberlain.

CHAMBORD (Comte de). (V. BOURBON.)

CHAMBRUN (Joseph-Dominique-Aldebert de PINETON, comte de) (1821). Préfet du Jura (1851-1854), député de la Lozère comme candidat officiel

(1857), réélu en 1863, en 1869, en 1871 comme candidat monarchiste, il siégea au centre droit et fut nommé sénateur en 1876. Il ne s'est pas représenté en 1879.

CHAMPAGNY (Jean-Baptiste Nompère de) (1756-1834), homme d'Etat français. Neveu de l'abbé Terray, il fut député de la noblesse du Forez aux Etats généraux de 1789, emprisonné sous la Terreur, fut conseiller d'Etat après le 18 brumaire, ambassadeur à Vienne (1801), ministre de l'intérieur (1804), des relations extérieures (1807) et intendant des domaines de la couronne. Napoléon l'avait créé duc de Cadore. Louis XVIII le créa pair de France à la première Restauration. Champagny ayant repris l'intendance des domaines de la couronne pendant les Cent-Jours, Louis XVIII l'écarta des affaires jusqu'en 1819, date où il rentra à la Chambre des pairs.

CHAMYL (1797-1871), imam du Caucase. Dès 1831, il prit les armes contre les Russes et leur tint tête pendant vingt-sept ans avec des alternatives de succès et de revers. Pris en 1859, il fut emmené à Pétersbourg, doté de 10 000 roubles de revenu et interné à Kalouga, puis à Kiev.

CHANGARNIER (Nicolas-Anne-Théodule) (1793-1877), général français. Il gagna ses grades en Algérie



Changarnier.

et eut le commandement de la division d'Alger (1843). En 1848, élu député de la Seine, il commanda la garde nationale et les troupes de Paris, se signala par sa haine envers les républicains, soutint la politique du président Louis-Napoléon, se rallia aux monarchistes, fut arrêté le 2 décembre 1851 et exilé. En 1870, il entra dans l'état-major de Bazaine à Metz, fut élu député de la Somme (1871) et, nommé sénateur inamovible (1875), il resta l'un des chefs du parti monarchiste intransigeant. (V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

CHANTELAUZE (Jean-Claude-Balthazar-Victor de) (1787-1859). Il débuta dans la magistrature, fut élu député en 1827 et nommé garde des sceaux

en 1830, dans le cabinet Polignac. Signataire des ordonnances de Juillet et rédacteur du rapport qui les justifiait, il fut emprisonné au fort de Vincennes et condamné à la prison perpétuelle par la Cour des pairs. Gracié par Louis-Philippe (1837), il disparut de la scène politique.

CHANZY (Antoine-Eugène-Alfred) (1823-1883), général français. Il fit ses premières armes en Algérie, prit part à la campagne d'Italie et à celle de Syrie (1859-1861). Nommé général de



Chanzy.

division le 20 octobre 1870, il commanda le XVI^e corps qui faisait partie de l'armée de la Loire, puis devint général en chef de la seconde armée de la Loire, et fit des efforts admirables pour se maintenir contre des forces ennemies solides et nombreuses. Député des Ardennes (1871), il vota contre les préliminaires de la paix, siégea au centre gauche, fut nommé gouverneur de l'Algérie (1873), ambassadeur en Russie (1879), et, à son retour, commandant du VI^e corps d'armée. (V. vol. GUERRE FRANCO-ALLEMANDE et vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

CHAPTAL (Jean-Antoine, comte de Chantereau) (1756-1832), chimiste français. Il fut chargé par la Convention de travaux scientifiques, nommé par Napoléon conseiller d'Etat, ministre de l'intérieur (1801), sénateur, pair de France (1815), poste que Louis XVIII lui rendit en 1819. — Pour ses travaux scientifiques, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

CHARETON (Jean-Joseph Vey, dit) (1813-1876), général français. Il servit en Algérie, prit part au siège de Sébastopol et y fut blessé deux fois. En 1870, il fut pris à Sedan et interné à Wiesbaden. Nommé député de la Drôme (1871), il vota avec le centre gauche, rapporta le projet de loi de réorganisation de l'armée et fut nommé sénateur inamovible (1875).

CHARETTE DE LA CONTRIE (Athanasie, baron de) (1832). Il organisa à Rome les zouaves pontificaux dont

il devint lieutenant-colonel (1860-1870), forma avec les débris de ce corps une légion qui servit dans l'armée de la Loire, et fut blessé à Patay (1870). Nommé député des Bouches-du-Rhône (1871), il démissionna quelques jours après.

CHARLES IV (Carlos-Antonio de Bourbon) (1748-1819), roi d'Espagne. Il monta sur le trône en 1788, se confia à ses ministres, surtout à Godoy, l'amant de sa femme Marie-Louise de Parme, qui dirigea toute la politique espagnole jusqu'en 1808. Après l'entrevue de Bayonne, il abdiqua, fut remplacé par Joseph Bonaparte, eut Compiègne pour résidence et se retira plus tard à Rome où il mourut.

CHARLES XIII (1748-1818), roi de Suède. Il monta sur le trône en 1809, à la chute de Gustave III, à laquelle on le soupçonna d'avoir contribué, adopta Bernadotte comme héritier présomptif et prit dès lors peu de part au gouvernement.

CHARLES XIV, roi de Suède. (V. BERNADOTTE.)

CHARLES X (Charles-Philippe) (1757-1836), roi de France. Il reçut à sa naissance le nom de comte d'Artois, épousa en 1773 Marie-Thérèse de Sa-

voie dont il eut deux fils, les ducs d'Angoulême et de Berry. Après la réunion des États généraux, il fut un des principaux chefs du parti de la contre-révolution, donna le signal de l'émigration et sollicita à Mantoue et à Teplitz (1791) l'appui de



Charles X.

l'empereur Léopold et de l'Europe, entretint l'insurrection vendéenne, mais ne paya pas de sa personne ainsi qu'il l'avait promis. Pourvu d'une pension de 600,000 fr. par le gouvernement anglais, il fomenta des complots (Cadoudal, Pichegru). Sa jeunesse avait été fort agitée; plus tard il s'adonna aux pratiques d'une piété étroite, vint en France à la fin de l'Empire, entra à Paris dans le fourgon des alliés, et signa la convention militaire du 23 avril 1814. Sous Louis XVIII, il groupa les ultraroyalistes, applaudit à la Terreur blanche, fut l'âme du parti politique qui rêvait

de revenir au régime des privilèges et de relever l'ordre des jésuites. Roi en 1824, sa politique provocatrice et maladroite exaspéra l'opinion publique et les ordonnances de Juillet provoquèrent une révolution. Charles X, obligé de quitter la France, partit pour l'Écosse, s'établit ensuite à Prague et mourut à Goritz (6 novembre 1836).

CHARLES XV (1826-1872), roi de Suède. Il régna à partir de 1859, fit taire ses sympathies pour le Danemark (1863-1864) et pour la France (1870-1871), et régna constitutionnellement. Il protégea les arts et les lettres et laissa quelques œuvres littéraires.

CHARLES, prétendants d'Espagne. (V. CARLOS.)

CHARLES I^{er} (Charles-Eitel-Frédéric-Zéphirin-Louis) (1839), roi de Roumanie. Fils du prince Charles-Antoine de Hohenzollern-Sigmaringen, il fut élu prince régent de Roumanie après la chute du prince Couza (1866), céda au parti rétrograde des boyards qui créa pendant dix ans une agitation incessante, choisit J. Brătianu comme premier ministre (1876) et intervint dans la guerre russo-turque (1877). Il prit le commandement de l'armée sous Plevna, enleva la ville et s'empara des forteresses turques du Danube (1878). Il s'est efforcé de rattacher la Roumanie à la Triple Alliance. A publié des *Mémoires* importants pour les origines de la guerre franco-allemande.

CHARLES-ALBERT (1798-1849), prince de Carignan, roi de Sardaigne. Régent à la suite de l'abdication de Victor-Emmanuel I^{er} (1821), il prêta serment à la constitution, mais dut fuir lorsque Charles-Félix monta sur le trône aidé par les Autrichiens, fit la campagne d'Espagne dans les rangs français (1823), se soumit à Charles-Félix et lui succéda en 1831. Prince indécis et obstiné à la fois, il poursuivit et exécuta les partisans de la *Jeune-Italie*, tourna à une dévotion outrée, soutint les jésuites, mais dut inaugurer des réformes (1847) et donner une constitution (1848). La révolution de Milan éclata la même année (18-22 mars); Charles-Albert la soutint et combattit les Autrichiens, d'abord avec succès, puis fut battu à Custoza par Ra-

detzsky (25 juillet) qui prit Milan (6 août). L'armistice signé le 9 août fut dénoncé le 12 mars 1849. Charles-Albert avait choisi Rattazzi comme ministre et Chrzanowski comme général en chef; il fut encore vaincu par Radetzky à Novare, abdiqua en faveur de son fils Victor-Emmanuel II, et mourut en Portugal dans la retraite la plus absolue.

CHARLES-EMMANUEL IV (1751-1819), roi de Sardaigne. Il signa un an après son avènement au trône (1796) un traité d'alliance avec la France, mais dut bientôt se retirer en Sardaigne, seule possession qui lui fut laissée. Il mourut à Rome au noviciat des jésuites du Quirinal. Il avait abdiqué en faveur de Victor-Emmanuel I^{er}.

CHARLES-FÉLIX (1765-1831), roi de Sardaigne. Il succéda à Victor-Emmanuel I^{er} (1821), s'appuya sur les Autrichiens qui battirent les constitutionnels à Novare (1821) et gouverna d'après les principes de la monarchie la plus absolue.

CHARLOTTE (Joachim-Thérèse de BOURBON) (1775-1830), reine de Portugal. Fille du roi d'Espagne Charles IV, elle épousa Jean de Portugal (1790) qui fut roi de 1816 à 1826, et qui rompit publiquement avec elle (1806). Elle provoqua plusieurs soulèvements contre son mari en faveur de son fils don Miguel, et fut emprisonnée (1824) jusqu'à la mort de Jean VI (1826) auquel succéda l'usurpateur don Miguel au détriment de dona Maria, sa nièce.

CHARMES (Marie-Julien-Joseph-François) (1848), homme politique français. Ministre plénipotentiaire (1880), député de Murat (1881), il siégea à l'Union démocratique, échoua en 1885 et fut nommé directeur des affaires politiques et du contentieux aux affaires étrangères. Il fut réélu par l'arrondissement de Murat en 1889 et en 1893.

CHARRAS (Jean-Baptiste-Adolphe) (1810-1865). Sorti de l'École polytechnique en 1830, il prit part aux journées de Juillet et collabora au *National*, resta en Algérie jusqu'en 1848. Nommé alors lieutenant-colonel et sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre, il fut élu député du Puy-de-Dôme à la Constituante, soutint Cavaignac, combattit la politique de

l'Elysée, fut réélu à la Législative, arrêté dans la nuit du 2 décembre 1851 et exilé le 9 janvier 1852. Il se retira en Belgique. Il a laissé d'importantes études d'histoire militaire.

CHARTRES (Duc de). (V. ORLÉANS.)

CHASSELOUP-LAUBAT (Justin-Napoléon-Samuel-Prosper, marquis de) (1805-1873). Député de Marennes (1837), conseiller d'Etat (1838), député de la Charente-Inférieure (1849), il soutint la politique de l'Elysée, fut ministre de la marine (1851), de la marine et des colonies (1859-1867), sénateur (1867) et président du conseil d'Etat (1869). Elu député de la Charente-Inférieure (1871), il siégea au centre droit.

CHASSÉRIAU (Frédéric-Victor-Charles) (1807-1881). Avocat à Paris, il fut nommé historiographe de la marine (1841), chef du cabinet du ministre de la marine (1848-1851), maître des requêtes au Conseil d'Etat (1852), conseiller d'Etat (1857). — Auteur de divers travaux littéraires et historiques.

CHATEAUBRIAND (François-René, vicomte de) (1768-1848). Il quitta la France en 1789, retourna après le 18 brumaire, fut employé quelque temps dans la diplomatie par Bonaparte, à qui il fit ensuite une opposition acharnée. Ambassadeur à Stockholm (1814), ministre d'Etat, chargé de l'intérieur, pair de France (1815), il se montra ultraroyaliste, combattit dans la presse les doctrines libérales, reçut l'ambassade de Berlin (1820), celle de Londres (1822), devint ministre des affaires étrangères (1822-1824) et contribua à la guerre contre les constitutionnels espagnols (1823). Dès 1824, il se tourna vers les libéraux, fut ambassadeur à Rome (1828) et après 1830 défendit les droits du duc de Bordeaux. Il se mêla encore à quelques intrigues en faveur des Bourbons, et acheva son œuvre littéraire que nous donnons dans le volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

CHATHAM (Lord). (V. PITT.)

CHÂTRE (Claude-Louis, duc de LA) (1750-1824). Député de la noblesse du Berry aux Etats généraux de 1789,



Chateaubriand.

il émigra, servit dans l'armée de Condé, servit d'agent secret de Louis XVIII en Angleterre, fut après la Restauration ambassadeur à Londres, pair de France et ministre d'Etat.

CHAUDEY (Ange-Gustave) (1817-1871). Avocat (1840), rédacteur à la *Presse* (1845), il prit part à la campagne des banquets réformistes, soutint Lamartine en 1848, puis Cavaignac, fut exilé après le coup d'Etat du 2 décembre, rentra en 1853 (avant l'amnistie) et s'inscrivit au barreau de Paris (1856). Un des exécuteurs testamentaires de Proudhon. Adjoint au maire de Paris (1870), il donna



Chaudey.

l'ordre aux mobiles qui étaient à l'Hôtel de ville de faire feu sur les manifestants du 22 janvier 1871. Arrêté pendant la Commune, il fut fusillé à Sainte-Pélagie le 23 mai 1871. (V. vol. HISTOIRE CONTEMPORAINE.)

CHAUDORDY (Jean-Baptiste-Alexandre DAMAZE, comte de) (1826), diplomate français. Après avoir occupé divers postes dans des cours étrangères, il dirigea, auprès de la délégation de Tours (1870), l'ensemble des services diplomatiques, fut ambassadeur à Berne (1873), à Madrid (1874) et à Pétersbourg (1881).

CHAUTEMPS (François-Emile) (1850). Médecin à Paris, conseiller municipal du quartier des Arts-et-Métiers (1884), président du conseil municipal, député du III^e arrond. de Paris (1889) et réélu en 1893 et 1898. Il fut ministre des colonies dans le cabinet Ribot (1895).



Chautemps.

CHAUVEAU (Frank-Joseph-Charles) (1846). Avocat, député de Senlis (1876), il siégea au centre gauche, fut un des 363, réélu en 1877 et en 1881. Il fut nommé sénateur de l'Oise.

CHAUVELIN (Bernard-François, marquis de) (1766-1832). Chargé de mission à Londres (1792), ambassadeur à Florence (1793), membre du Tribunat (1800), puis du Corps législatif (1804), il devint préfet de la Lys

(1804), conseiller d'Etat (1810), intendant de la Catalogne (1812), député de la Côte-d'Or (1816) : il siégea à l'extrême gauche à côté de Foy et de Manuel.

CHAVOIX (Jean-Baptiste) (1805-1881). Médecin à Excideuil, maire de cette commune et député à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea à l'extrême gauche. Proscrit après le 2 décembre 1851, il rentra à l'amnistie de 1859, fut élu député de Périgueux en 1878 et 1881.

CHAZAL (Jean-Pierre) (1766-1840), conventionnel. Avocat à Toulouse, député du Gard à la Convention, il vota la mort du roi avec appel et sursis, fut membre du comité de Salut public (1795), du conseil des Cinq-Cents et appuya le coup d'Etat du 18 brumaire. Préfet sous l'Empire, il fut proscrit en 1816.

CHAZAL (Charles-Emmanuel-Félix, baron) (1808-1892), général belge. Il prit une part active à la révolution belge de 1830, fut nommé colonel (1831), puis général, et plusieurs fois ministre de la guerre.

CHELMSFORD (Frederick THESIGER, baron) (1794-1878), homme politique anglais. Il servit dans la marine jusqu'à la paix (1815), devint avocat (1818) et se fit une grande réputation. Nommé à la Chambre des communes (1840), il vota avec les conservateurs, et fut lord chancelier sous les ministères du comte Derby (1858 et 1866).

CHESNELONG (Pierre-Charles) (1820). Notable commerçant à Orthez, maire de cette ville (1860), député des Basses-Pyrénées (1865) comme candidat officiel de l'Empire et réélu en 1869, puis en 1872, il siégea à l'extrême droite et fut un des leaders du parti catholique. Sénateur inamovible (1876).

CHEVALIER (Michel) (1806-1879), économiste français. Ingénieur civil, il s'affilia au saint-simonisme, prit le parti du père Enfantin, et fut condamné à un an de prison en 1832. Conseiller d'Etat (1838), titulaire de la chaire d'économie politique au Collège de France (1841), il combattit le socialisme en 1848 et salua avec joie le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Prit une grande part aux négociations du traité de commerce anglo-français (1860) et joua un rôle important dans les expositions de Londres (1862) et de Paris (1867). Nommé sénateur (1861), il a

laissé des ouvrages de science et d'économie politique.

CHEVANDIER (Antoine-Daniel) (1822-1893). Médecin à Die (Drôme), député de la Drôme (1871), il siégea à l'Union républicaine, et fut constamment réélu.

CHEVREAU (Jean-Henri) (1823), administrateur français. Préfet de l'Ardeche (1849), il soutint le coup d'Etat du 2 décembre 1851, devint conseiller d'Etat, préfet du Rhône (1864), sénateur (1865) et préfet de la Seine (1870). Ministre de l'intérieur dans le cabinet Palikao (1870), il s'enfuit à Bruxelles après la révolution du 4 septembre et rejoignit à Londres l'impératrice. Député de l'Ardeche (1885), il siégea avec les bonapartistes.

CHIMAY (Joseph-Philippe-François de Riquet, prince de Caraman et de) (1808-1886), diplomate belge. Ministre plénipotentiaire à La Haye, Rome et Paris, député de l'arrondissement de Thuin, il fut gouverneur de la province de Luxembourg. — **CHIMAY**, Ch.-Joseph (1836-1892), fils du précédent, ministre des affaires étrangères de Belgique (1884-1892).

CHIR-ALI, émire de l'Afghanistan de 1863 à 1879. Fils de Dost-Mohammed, et protégé des Russes, il refusa de recevoir une ambassade anglaise et vit Caboul enlevé par les troupes de sir Chamberlain. Il mourut peu après.

CHLOPICKI (Grégoire-Joseph) (1772-1854), général polonais. Il servit dans la légion polonaise d'Italie, combattit à Eylau et Friedland, se signala en Espagne et en Russie où il fut blessé à Smolensk. Lors de la révolution de 1830, il fut quelque temps dictateur et se retira en Galicie.

CHOISEUL-PRASLIN (Charles-Laure-Hugues-Théobald, duc de) (1805-1847). Député de Seine-et-Marne (1839), pair de France (1845), il s'empoisonna dans la prison du Luxembourg après l'assassinat de sa femme, fille du général Sébastiani, et avant sa comparution devant la Cour des pairs appelée à le juger.

CHOISEUL-PRASLIN (Eugène-Antoine-Horace, comte de) (1837), fils du précédent. Député de Meulan Corps législatif (1867), il siégea à droite et fit de l'opposition à l'Empire. Député de Seine-et-Marne (1871), il se rallia à la République et fit partie du centre

gauche. Réélu en 1876, un des 363, réélu en 1877 et 1881, il eut le poste de sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le cabinet Ferry (1880-1881). Non réélu en 1885, il fut nommé député de Corte en 1889.

CHOULALONGKORN (1853), roi de Siam depuis 1868. Son conseiller intime, M. Rollin-Jacquemyns, Belge d'origine, lui fit suivre une politique favorable aux intérêts anglais. En 1897, il a fait une tournée dans les principaux Etats européens, et est demeuré assez longtemps en Angleterre.

CHRISTIAN VIII (1786-1848), roi de Danemark à dater de 1839. Régent de Norvège (1813), il en devint roi en 1814, mais ne put se faire reconnaître par les puissances, et quitta le pays après l'envahissement de Bernadotte. Son règne fut signalé par quelques réformes administratives, mais il entrava la liberté de la presse et de réunion.

CHRISTIAN IX (1818), roi de Danemark depuis 1863. Fils du duc Léopold de Glücksbourg, il épousa la nièce de Christian VIII. Reconnu comme héritier du trône en 1853, il succéda à Frédéric VII, vit ses Etats envahis par les Prussiens et les Autrichiens (1864) et dut céder le Holstein, le Lauenbourg et le Slesvig à la Prusse.

CHRISTOPHE (Henri) (1767-1820), roi d'Haïti (1811-1820). Noir créole, esclave dans sa jeunesse, il embrassa le parti de Toussaint-Louverture (1793), lutta contre Leclerc et Rochambeau (1801-1803) et exerça sur le Cap une véritable dictature (1807-1811). Proclamé roi d'Haïti sous le nom de Henri I^{er} (1811), il se fit remarquer par sa cruauté et ses excentricités, et se tua d'un coup de pistolet lors d'un soulèvement de sa capitale.

CHRISTOPHE (Albert-Silas-Médéric-Charles) (1830). Avocat à Domfront, puis au conseil d'Etat, préfet de l'Orne (1870), député de l'Orne (1871), il vota avec le centre gauche, fut député de Domfront (1876), ministre des travaux publics (1876), un des 363, réélu en 1877 et 1881. Il échoua aux élections de 1885 et fut renommé en 1889. Il a été gouverneur du Crédit foncier de 1878 à 1896.

CHRZANOWSKI (Adalbert) (1788-1861), général polonais. Il servit sous Napoléon (1812-1815), dans les rangs

de l'insurrection polonaise (1830), devint gouverneur de Varsovie (même année), commanda l'armée sarde dans la campagne contre les Autrichiens qui échoua à Novare (1849).

CHURCH (Sir Richard) (1784-1873), général anglais au service de la Grèce. Il servit contre la France pendant la durée de l'Empire, fut nommé généralissime de l'armée grecque (1827), se sépara de Capo d'Istria, et reçut du roi Othon honneurs et dignités. Les Grecs l'appelaient le « grand citoyen ».

CHURCHILL (Lord RANDOLPH Henry-Spencer) (1849), homme politique anglais. Député de Woodstock à la Chambre des communes (1874), chef d'un groupe tory qui prit le nom de « quatrième parti », il fit une guerre acharnée aux libéraux, fut nommé secrétaire d'Etat pour l'Inde dans le cabinet Salisbury (1885), puis chancelier de l'Echiquier (1886).

CIALDINI (Enrico) (1811-1892), général italien. Il se distingua à la malheureuse affaire de Novare (1849), combattit en Crimée (1855), organisa les chasseurs des Alpes de Garibaldi, se signala à Palestro (1859), prit Gaëte et Messine (1861), commanda en 1866 l'armée du Pô, fut député de Reggio, sénateur, et remplaça le chevalier Nigra comme ambassadeur à Paris (1876).

CIBRARIO (Luigi, comte) (1802-1870), publiciste et homme politique piémontais. Il s'appliqua aux études historiques et aux belles-lettres, devint sénateur (1848), ministre des finances (1852), de l'intérieur (1853), de l'instruction publique (1854), des affaires étrangères (1855) et ministre d'Etat (1860).

CIPRIANI (Amilcare) (1845), révolutionnaire italien. Condamné à mort par contumace après Aspromonte, il passa en Orient, servit avec Flourens en Crète, prit part à la Commune de Paris et fut déporté à Nouméa. Revenu à Rome après l'amnistie (1879), il fut arrêté et condamné à dix ans de travaux forcés. Nommé député plusieurs fois de suite par Ravenne et Forlì, le gouvernement le gracia, et il vint à Paris qu'il quitta pour combattre dans les rangs des Grecs révoltés contre les Turcs (1897). Il a été de nouveau élu député de Ravenne (1897) et son élection a été invalidée (1898).

CISSEY (Ernest-Louis-Octave Courtor de) (1810-1882), général français. Il servit en Algérie, en Crimée, sous Bazaine à l'armée de Metz (1870), et dans l'armée de Versailles contre la Commune (1871) fit fusiller Millière sur les marches du Panthéon. Député d'Ille-et-Vilaine (1871), ministre de la guerre (1871-1873), de nouveau ministre (1874-1876), sénateur (1875), il s'associa au coup d'Etat du 16 mai, fut nommé commandant du XI^e corps (1878) et relevé de ces fonctions (1880) à la suite de ses relations avec la baronne de Kaula, espionne prussienne.

CLAMAGERAN (Jean-Jules) (1827). Avocat à Paris, il fit de l'opposition à l'Empire, fut adjoint au maire de Paris (1870), conseiller municipal de Paris (1878), conseiller d'Etat (1879), sénateur inamovible (1882) et siégea à la gauche républicaine. Il fut ministre des finances dans le cabinet Brisson (1885) et a laissé de nombreux ouvrages d'économie politique.

CLAM-GALLAS (Edouard, comte) (1805-1891), général autrichien. En 1848, il couvrit la retraite de l'armée après l'insurrection de Milan. Dans la guerre de 1866, il fut battu par le prince Frédéric-Charles à Jicin et sa retraite précipitée prépara la défaite de Benedek à Sadowa. Traduit devant un conseil de guerre, il fut acquitté.

CLARENDON (George-William-Frederick VILLIERS, baron HYDE, comte de) (1800-1870), homme d'Etat anglais. Il débuta dans la diplomatie, entra à la Chambre des lords en 1838, devint garde du sceau privé (1840), lord-lieutenant d'Irlande (1847-1852) dans le cabinet John Russel, puis ministre des affaires étrangères (1852-1858). Il eut encore ce portefeuille à la mort de Palmerston (1865-1866) et dans le cabinet Gladstone (1868).

CLARET (Charles-Pierre). (V. FLEURIEU [Comte de].)

CLARKE (Henri-Jacques-Guil-laume, duc de FELTRE) (1765-1818), maréchal de France, d'une famille originaire d'Irlande. Général de brigade en 1793, il fut suspendu de ses fonctions et réintégré, en 1795, à la tête du bureau topographique de l'armée. Après le 18 brumaire, il devint ambassadeur en Toscane (1801-1804), secrétaire intime de Napoléon et le suivit jusqu'en 1807, date à laquelle il eut le ministère de la guerre.

En 1814, il s'attacha à Louis XVIII, le suivit à Gand, redevint ministre de la guerre et destitua en masse ses anciens compagnons d'armes. Il fut, en récompense, nommé maréchal de France.

CLAUSEL ou **CLAUZEL** (Bertrand, comte) (1772-1842), maréchal de France. Il fit toutes les campagnes de la Révolution et de l'Empire, se signala surtout en Portugal et en Espagne sous Masséna et Marmont (1803-1812), puis sous Soult en 1813 et 1814. Il servit Napoléon pendant les Cent-Jours, fut porté sur les listes de proscription et s'embarqua pour l'Amérique. Condamné à mort, amnistié en 1820, député de l'Ariège (1827), il applaudit à la révolution de Juillet, fut mis à la tête de l'armée d'Alger (août 1830), rappelé (1831) et nommé maréchal de France. De nouveau pourvu du commandement en chef en Algérie (1835), il échoua devant Constantine (1836) et fut remplacé par le général Damrémont (1837).

CLAUSEL DE COUSSERGUES (Jean-Claude) (1759-1846). Il émigra, servit dans l'armée de Condé, rentra en France sous le Consulat, fut membre du Corps législatif (1807) et conseiller à la cour d'appel de Montpellier. Sous la Restauration, il fit partie de la « Chambre introuvable » comme député de l'Aveyron, se distingua par sa fougue réactionnaire, soutint le ministère Villèle, et rentra dans l'obscurité en 1830.

CLAY (Henri) (1777-1852), homme d'Etat américain. Avocat, membre de la législature du Kentucky (1804-1809), envoyé au Sénat de Washington (1809-1811), puis à la Chambre des représentants, un instigateur des plus actifs de la guerre contre l'Angleterre, secrétaire d'Etat sous la présidence d'Adams (1825-1829), sénateur du Kentucky (1829-1842) et de nouveau de 1849 à 1852. C'était un whig conciliateur et éloquent.

CLAY (Cassius-Marcellus) (1810), homme politique américain. Parent du précédent, avocat dans le Kentucky, il fut élu à la législature de l'Etat (1835) et réélu (1837). Mena une campagne ardente contre l'esclavage dans son journal *True American*; nommé par Lincoln ministre à Pétersbourg (1860), il prit du service contre les sudistes, et retourna à

son poste en Russie jusqu'en 1869.

CLEMENCEAU (Georges-Benjamin) (1841). Etudiant, puis docteur-médecin à Montmartre, il fut du petit nombre des républicains ardents qui soutinrent contre l'Empire une opposition inconciliable.

Nommé maire du XVIII^e arr., au lendemain du 4 septembre, il fut le premier fonctionnaire municipal qui s'efforça d'organiser à Paris l'enseignement laïque (arrêté du 18 octobre 1870). Pendant le siège, Montmartre devint sous son administration, avec les XIX^e, XX^e, XI et XIII^e arr., le foyer de l'agitation révolutionnaire et patriotique qui aboutit aux émeutes du 31 octobre, du 22 janvier et, enfin, au formidable soulèvement du 18 mars 1871.

Quand éclata l'insurrection du 18 mars, M. Clemenceau, récemment élu député de Paris, se rendit rue des Rosiers dans l'espoir d'empêcher l'exécution des généraux Lecomte et Clément-Thomas. Il arriva trop tard.

Dès lors, il fit de grands efforts pour arrêter l'effusion du sang et enrayer la guerre civile : ses diverses propositions furent repoussées par la Chambre. Le 27 mars, il donna sa démission de député, ne se rallia pas à l'insurrection et fut élu en juillet 1871 membre du nouveau conseil municipal de Paris, dont il devint le président (1875) et où il défendit le programme aujourd'hui abandonné de l'autonomie communale.

Député du XVIII^e arr. (1876), il prononça plusieurs discours en faveur de l'amnistie, se rallia un instant à la politique de Gambetta, fut un des 363. Réélu en 1877, il fonda le journal *la Justice* et commença une violente campagne contre le parti opportuniste. Il renversa successivement le « Grand Ministère » (question d'Egypte), puis les ministères Freycinet, Ferry (politique coloniale), mit en minorité les cabinets Brisson et Goblet, contribua à la chute de Grévy et combattit le général Boulanger dont il avait fortement contribué à édifier la fortune politique.

Réélu dans le Var en 1889, il com-



Clemenceau.

mença à porter le poids de toutes les colères qu'il avait soulevées dans son rôle de « démolisseur de ministères ». Violemment attaqué à la Chambre par les opportunistes et les élus boulangistes, abandonné par nombre de ses anciens amis, il échoua aux élections de 1893, victime d'une violente campagne de calomnies.

Depuis, M. Clemenceau a constamment refusé les candidatures qui lui étaient offertes; il s'est révélé dans la littérature et dans le journalisme politique comme un polémiste de premier ordre. Son journal *l'Aurore* a publié la lettre célèbre dans laquelle Zola accusait le conseil de guerre d'avoir condamné Dreyfus par ordre et a mené pour la revision une campagne des plus vives. (V. vol. Biogr. LITTÉRAIRE.)

CLERMONT-TONNERRE (Aimé-Marie-Gaspard, duc de) (1779-1865), général français. Il servit dans les armées de l'Empire, fut aide de camp du roi Joseph en Espagne, pair de France sous Louis XVIII et ministre de la marine (1821), puis de la guerre (1823). Il seconda Villèle dans ses menées réactionnaires et tomba avec lui (1827). La révolution de 1830 le fit rentrer dans la vie privée.

CLEVELAND (Grover) (1837), président des Etats-Unis. Avocat à Buffalo, maire de la ville (1881), gouverneur de l'Etat (1883), président des Etats-Unis (1884-1888), il fut un démocrate assez conciliant pour avoir les voix des républicains indépendants.

CLINTON (Henry-Pelham FIENNES de) (1811-1864), duc de Newcastle, homme d'Etat anglais. Député du comté de Nottingham à la Chambre des communes (1832), lord du Trésor (1834-1835), membre de la Chambre des lords (1851), il fut ministre des colonies (1852), puis de la guerre (1854-1855) et secrétaire d'Etat aux colonies (1859).



Cluseret.

CLUSERET (Gustave-Paul) (1823). Commandant de mobiles en 1848, il prit une part active à la répression de l'insurrection de juin, servit en Crimée et en

Algérie, puis partit pour les Etats-Unis où il fut général dans l'armée du

Nord. De retour en France, il fit de l'opposition à l'Empire, fut membre de la Commune et délégué à la guerre, put sortir de France, revint après l'amnistie, fut élu député du Var (1888), puis de l'arrondissement de Toulon (1889) et réélu (1893 et 1898).

COBDEN (Richard)

(1804-1865), économiste anglais. Membre de la Chambre des communes pour West Riding (1847), puis pour Rochdale (1859), il a joué un rôle considérable dans son pays et dans le Parlement, en défendant le libre-échange (abolition de la loi sur les céréales) et en combattant en faveur de la paix universelle.



Cobden.

COBENZL (Johann-Ludwig-Joseph, comte de) (1753-1809), diplomate autrichien. Ambassadeur à Copenhague, à Berlin, à Pétersbourg, de 1779 à 1797, il signa le traité de Campo-Formio (1797), prit part au congrès de Rastadt (1798), signa le traité de Lunéville (1801), devint chancelier d'Etat et ministre des affaires étrangères.

COCHERY (Louis-Adolphe) (1819). Avocat à Paris, député du Loiret (1869), il siégea au centre gauche, fut réélu par le Loiret (1871), puis par l'arrondissement de Montargis (1876), un des 363, réélu en 1877, devint ministre des postes et télégraphes (1878-1885) et sénateur (1885), réélu en 1888.

COCHERY (Georges-Charles-Paul) (1855), fils du précédent. Chef de cabinet de son père au ministère des postes et télégraphes, il fut élu député du Loiret en 1885, de



Cochery (Georges).

Pithiviers en 1889 et réélu en 1893 et en 1898. Dans le ministère Méline, il a tenu le portefeuille des finances (1896-1898).

COCHIN (Denys) (1851). Avocat à Paris et conseiller municipal du quartier des Invalides (1881-1893), député du VIII^e arr. de Paris (1893 et 1898), très conservateur et fervent catholique, a dans son parti une réputation d'orateur.

COCHON DE LAPPARENT (Charles, comte) (1750-1825). Député du tiers état du Poitou à la Constituante, puis des Deux-Sèvres à la Convention, il siégea à la Montagne et vota la mort du roi sans sursis. Membre du comité de Salut public après le 9 thermidor, du conseil des Anciens, il devint ministre de la police (1796-1797). Sous l'Empire, il fut préfet des Deux-Sèvres (1805), sénateur (1809) et préfet de la Seine pendant les Cent-Jours. Proscrit comme régicide (1816), il entra en France en 1817.

COCHRANE (Thomas, lord) (1775-1860), comte de Dundonald, amiral anglais. Il participa au blocus de Boulogne (1803), croisa sur les côtes de France de 1806 à 1809 et se signala par de hardis coups de main. Député à la Chambre des communes pour Westminster, il fit de l'opposition à Castlereagh qui le fit condamner au pilori et à un an de prison pour spéculation sur les fonds publics (1814). Ses électeurs de Westminster le réélurent immédiatement. Il prit du service dans la marine du Chili qu'il commanda en chef (1817), puis au Brésil (1823-1825) et en Grèce pour la guerre de l'Indépendance, et se distingua partout comme un audacieux marin.

COGOLNICEANU (Michel) (1806-1891), homme d'Etat roumain. Président du conseil à différentes reprises sous le prince A. Couza, puis sous le roi Charles, il remplaça Bratiano (1868-1870), devint ministre des affaires étrangères (1876) et ministre à Paris jusqu'en 1881.

COIGNY (Marie-François-Henri de FRANQUETOT, duc de) (1737-1821), maréchal de France. Député de la noblesse aux Etats généraux, il se signala parmi les plus rétrogrades, émigra, servit dans l'armée de Condé, fut nommé maréchal de France en 1816 et gouverneur des Invalides.

COLBERT (Edouard-Charles-Victorien) (1758-1820), comte de Maulévrier, amiral français. Il servit dans la guerre d'Amérique, émigra, prit part à la descente de Quiberon, combattit avec Stofflet en Anjou, reprit sa place dans la marine en 1814 et siégea à la « Chambre introuvable ».

COLBERT-LAPLACE (Pierre-Louis-Jean-Baptiste, comte de) (1843). Député de Lisieux (1876), constamment

réélu, il fit partie du groupe bonapartiste de l'appel au peuple.

COLFAVRU (Jean-Claude) (1820-1891). Avocat à Grenoble, député de Saône-et-Loire à la Législative, il fut arrêté le 2 décembre 1851 et exilé. Il revint à l'amnistie de 1859, exerça sa profession d'avocat à Paris, fut commandant d'un bataillon de garde nationale pendant le siège, et député de Seine-et-Oise en 1885 et 1889.

COLLET-MEYGRET (Pierre-Hector) (1816-1876), administrateur français. Sous-préfet de Béziers (1849), préfet de l'Aube (1852), directeur de la sûreté générale (1854), préfet du Nord (1857), il quitta l'administration où il s'était signalé par son zèle bonapartiste et s'occupa d'affaires industrielles et financières qui le firent condamner à deux peines de deux ans de prison chacune (1873 et 1874).

COLLETTA (Pietro) (1775-1831), homme politique napolitain. Il servit Joseph et Murat, fut sous ce dernier intendant de la Calabre, major général de l'armée, grade que Ferdinand lui confirma à sa restauration (1815). Ministre de la guerre (1821), il fut arrêté par les Autrichiens et emprisonné, puis interné à Brunn (Moravie). En 1823, il fut autorisé à séjourner à Florence.

COLOCOTRONIS (Théodoros) (1770-1844), général grec. Il servit dès les premiers jours de l'insurrection contre les Turcs (1821), combattit vaillamment, devint commandant en chef (1823), puis, à la mort de Capo d'Istria, membre du gouvernement provisoire. Compromis dans une conspiration, il fut condamné à vingt ans de détention (1834), mais le roi Othon, à sa majorité, lui fit remise de sa peine.

COMBES (Louis) (1822-1881). Condamné à cinq ans de prison pour la publication des *Bulletins du Comité de résistance* (1850), il collabora à divers journaux de l'opposition, fut préfet de l'Allier (1870), conseiller municipal de Paris (1874) et bibliothécaire au ministère de l'intérieur (1879).

COMBES (1835). Sénateur de la Charente-Inférieure (1885) et réélu, ministre de l'instruction publique dans le cabinet Bourgeois (1895-1896).

COMONFORT (Ignacio) (1812-1863), homme d'Etat mexicain, succéda à Alvarès comme président de la République (1855) et eut à lutter contre

les réactionnaires, l'armée et le clergé dont il confisqua les biens. Déchu en 1858, il passa aux Etats-Unis, revint lorsque Juarez monta au pouvoir, fut mis à la tête d'un corps d'armée qui fut battu par les Français. Chargé ensuite du ministère de la guerre, il fut tué dans une escarmouche par une bande maximilienne.

COMPAYRÉ (Gabriel) (1843). Ses travaux de philosophie, de morale et de pédagogie l'occupèrent tout d'abord. En 1881, élu député de Lavaur, il siégea à l'Union républicaine, fut réélu député du Tarn en 1885 et a été rapporteur du budget de l'instruction publique pour 1889. Il n'a pas été réélu en 1889.

COMTE (François-Charles-Louis) (1782-1837). Avocat à Paris, il fonda le journal *le Censeur* en 1814, attaqua violemment la Restauration, défendit et fit acquitter Excelmans, fut criblé d'amendes et de condamnations par la réaction bourbonnienne. Député de Mamers (1831), réélu en 1834, il prit une part active aux débats de la Chambre dans le parti de l'opposition.

COMTE (Isidore-Auguste-Marie-François-Xavier) (1798-1857), philosophe français. Disciple chéri de Saint-Simon, il ne tarda pas à se séparer de son maître. Ses travaux scientifiques et philosophiques nous révèlent en lui un des plus éminents esprits du siècle et de tous les siècles (V. vol. BIOGRAPHIE PHILOSOPHIQUE); il organisa la *Société positiviste* dès les premiers jours de février 1848. Il se rallia au coup d'Etat de 1851.

CONCHA (Don José GUTIERREZ de La) (1800), marquis de La Habaña, homme d'Etat espagnol. Capitaine général des provinces basques (1843-1846), puis de Cuba (1849-1852), il fut destitué par Lopez et reprit son poste à Cuba après la révolution de 1854. De nouveau révoqué par Narvaez (1856), il entra au Sénat et fit de l'opposition au gouvernement. Ministre de la guerre dans le cabinet Miraflores (1863), président du conseil (1868), il se rallia à Alphonse XII et redevint capitaine général de Cuba (1872-1875). — Son frère, *don Manuel* (1808-1874), fut aux Cortès chef du parti des modérés, capitaine général de la Catalogne (1845), fit partie de l'expédition de Rome en faveur de la

papauté, présida le Sénat, gouverna l'Andalousie (1860-1864) et fut tué en combattant les carlistes, à Muru, près d'Estella.

CONDÉ (Louis-Joseph de Bourbon, prince de) (1736-1819). Il servit pendant la guerre de Sept ans, fut gouverneur de Bourgogne, émigra dès le 17 juillet 1789, forma un corps d'émigrés qui prit le nom d'armée de Condé et s'unit aux Autrichiens contre les Français. Il passa ensuite au service de la Russie (1797), puis à la solde de l'Angleterre (1800), rentra en France en 1814 et vécut dans la retraite à Chantilly.

CONDÉ (Louis-Joseph-Henri de Bourbon, prince de) (1756-1830), fils du précédent. Il émigra, servit dans l'armée de son père, rentra à la Restauration et vécut à Saint-Leu et à Chantilly. On le trouva pendu à l'espagnole de la fenêtre de sa chambre au château de Saint-Leu. Il avait laissé par testament son immense fortune au duc d'Aumale et de grands avantages à sa maîtresse, la baronne de Feuchères (la fameuse Sophie Dawes). Ses plus proches parents, les princes de Rohan, accusèrent la baronne de l'avoir assassiné, de complicité avec l'abbé Brien, et les républicains et les légitimistes soupçonnèrent Louis-Philippe d'avoir trempé dans le crime. Les Rohan furent déboutés par les tribunaux.

CONNEAU (Henri) (1803-1877). Médecin à Rome, il se lia avec le prince Louis-Napoléon qu'il suivit à Ham après l'affaire de Boulogne (1840), aida à son évasion (1846), fut député au Corps législatif (1852-1867). Premier médecin de l'empereur qui l'employa souvent dans des missions diplomatiques secrètes, il entra au Sénat en 1867 et s'éloigna de la scène politique après le 4 septembre 1870.

CONNY DE LA FAY (Jean-Louis-Eléonor-Félix, vicomte de) (1786-1850). Royaliste ardent, il fit de l'opposition au gouvernement de Napoléon I^{er}, fut expulsé de France, devint sous-préfet de La Palisse (1814), député de l'Allier (1824), siégea à l'extrême droite et conseilla à Polignac (1830) les mesures les plus extrêmes. Il prit part à tous les complots des légitimistes au début du règne de Louis-Philippe et collabora au *Conservateur* et à la *Quotidienne*.

CONSALVI (Ercole) (1757-1824), prélat romain. Cardinal et secrétaire d'Etat de Pie VII, il négocia et conclut le Concordat avec Bonaparte (1801), assista au congrès de Vienne (1814), combattit le sanfédisme dans les Etats romains et se retira du pouvoir à l'avènement de Léon XII (1823).

CONSIDÉRANT (Prosper - Victor) (1808-1893). Capitaine d'artillerie, il démissionna pour secondier Fourier dans la propagande de ses doctrines socialistes et contribua à l'établissement du phalanstère de Condé-sur-Vesgres. Ecrivain de talent, il fonda avec Fourier le journal *le Phalanstère*, devint à la mort de son maître le chef de l'école, fut nommé conseiller général de la Seine, député du Loiret à la Constituante (1848), député de la Seine à la Législative (1849), siégea à la Montagne, combattit la politique de l'Elysée, fut compromis dans l'affaire des Arts et Métiers (13 juin 1849), passa en Belgique, et fit des essais de fondation de phalanstères aux Etats-Unis. (V. vol. SOCIALISME.)

CONSTANS (Jean-Antoine-Ernest) (1833). Avocat à Toulouse, il passa en Espagne où il s'occupa d'industrie, fut élu député de Toulouse (1876), un des 363, réélu en 1877, devint sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur dans le cabinet Freycinet (1879), puis ministre en remplacement de Lepère



Constans.

(1880) dans le même cabinet et dans celui de Ferry, il se signala par ses rigueurs contre les manifestants du Père-Lachaise. Il prit aussi une part très active à l'exécution des décrets du 29 mars contre les Jésuites et sut assumer très franchement la responsabilité du dispersement des congrégations non autorisées. De nouveau député de Toulouse (1881), puis de la Haute-Garonne (1885), il vit adopter le projet de loi rétablissant le scrutin de liste, et dont il était l'auteur. Ministre de France en Chine (1886), il négocia le traité de commerce franco-chinois et devint gouverneur général de l'Indo-Chine (1887-1888). Ministre de l'intérieur dans le cabinet Tirard (1889), il lutta avec beaucoup d'énergie contre le mouvement boulangiste qu'il ne

tarda pas à enrayer, fut réélu à Toulouse, reprit son portefeuille de l'intérieur dans le cabinet Freycinet et fut élu sénateur de la Haute-Garonne (1889). C'est sous son ministère qu'eut lieu la violente répression des grévistes à Fourmies. En 1899, M. Constans a été nommé ambassadeur à Constantinople.

CONSTANT DE REBECQUE (Henri-Benjamin) (1767-1830). Jusqu'à son entrée au Tribunat (1799), il ne s'était fait connaître que par ses productions littéraires et quelques brochures politiques. Il y fit de l'opposition à Bonaparte, fut éliminé de cette assemblée (1802), quitta la France (1804), fut un des fidèles de Mme de Staël, revint en 1814, servit Napoléon pendant les Cent-Jours, collabora aux journaux libéraux sous la deuxième Restauration, fut député de la Sarthe (1819), combattit les lois d'exception, défendit la liberté de la presse, fut élu député de Paris (1824), se prononça en faveur de l'indépendance de la Grèce, signa l'adresse des 221, et, quelques jours après la révolution de Juillet, devint président du conseil d'Etat. (V. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

CONSTANTIN PAULOVITCH (1779-1831), grand-duc de Russie, fils aîné de Paul I^{er}. Il servit sous Souvorov (1799), assista à Austerlitz, fit les campagnes de 1812 et 1814, devint commandant en chef des troupes polonaises (1816), renonça au trône en faveur de son frère Nicolas I^{er}, ce qui donna lieu à la tentative d'insurrection militaire de 1825. La révolte de la Pologne en 1830 le força de s'enfuir de Varsovie. Il mourut du choléra à Vitebsk.

CONTI (Charles-Etienne) (1812-1872). Avocat en Corse, député de son département à la Constituante, il s'attacha à la fortune de Louis-Napoléon, devint conseiller d'Etat (1852), chef du cabinet de l'empereur (1864), fut élu député de la Corse (1871) et vota avec la majorité antirépublicaine.

COPPINO (Michele) (1822), homme politique italien. Ministre de l'instruction publique dans le cabinet Rattazzi (1867), on lui doit des programmes qui sont encore en vigueur pour la plupart. Recteur de l'université de Turin (1869), il eut encore le portefeuille de l'instruction publique en

1876-1878, puis en 1879, en 1884 et en 1888.

CORBIÈRE (Jacques-Joseph-Guil-laume-Pierre, comte de) (1767-1853), homme d'Etat français. Avocat à Rennes, député à la Chambre introuvable (1815), il s'allia aux ultraroyalistes, fut un des principaux agents de Villèle, contribua au vote des lois d'exception, devint ministre d'Etat (1820), terrorisa l'Université et s'inféoda à la Congrégation. Renversé en 1828, il fut créé pair de France par Charles X. La révolution de Juillet le fit rentrer dans la vie privée.

CORBON (Claude-Anthime) (1808-1891). Sculpteur sur bois, fondateur du journal *l'Atelier* (1840), député de la Seine à la Constituante (1848), il combattit la politique de l'Elysée, collabora au *Siècle*, devint maire du XV^e arr. de Paris (1870), député de Paris (1871), siégea à l'extrême gauche et fut élu sénateur inamovible (1875). Il a été questeur du Sénat de 1885 à 1889.

CORDIER (Joseph-Louis-Etienne) (1775-1849). Directeur des ponts et chaussées dans le département du Nord (1813), député du Jura (1827), il signa l'adresse des 221, représenta le Jura et l'Ain sous Louis-Philippe et à la Constituante où il siégea à l'extrême gauche et à la gauche démocratique. — On lui doit de nombreux ouvrages sur les travaux publics.

CÓRDOVA (1797-1829), général colombien. Il servit la cause de l'indépendance sous Bolivar et fut la terreur des Espagnols, en Colombie d'abord, au Pérou ensuite. Il entra en conflit avec Bolivar (1828), prit les armes contre lui et fut tué dans le combat de Santuario (17 octobre 1829).

CÓRDOVA (Luis - Fernandez de) (1799-1840), homme politique espagnol. Il aida puissamment Ferdinand VII en 1822 et 1823 avec un corps de troupes qu'il fit passer en Andalousie, entra dans la diplomatie, fut ministre plénipotentiaire à Berlin (1829), ambassadeur à Lisbonne (1832), combattit les carlistes et fut nommé généralissime de l'armée du Nord.

CORDOVA (Filippo) (1812-1868), homme politique italien. Avocat à Caltanissetta, il prit une part active à la révolution de Palerme (1848), devint ministre des finances, passa

en Piémont, fut chargé de mission par Cavour auprès de Garibaldi à Palerme (1860), entra au Parlement italien comme député de Caltagirone et fut ministre de l'agriculture et du commerce (1861), puis de la justice et des cultes (1862), et de la justice (1866).

CORMENIN (Louis-Marie de LAHAYE, vicomte de) (1788-1868). Il remplit au conseil d'Etat d'importantes fonctions, fut député du Loiret (1828), vota l'adresse des 221, représenta l'arrondissement de Belley à la Chambre (1830), fit une remarquable guerre de pamphlets à Louis-Philippe, mit sa plume au service du clergé, et ne fut pas réélu en 1846. Député à la Constituante (1848), conseiller d'Etat, il servit l'Empire.

CORNE (Hyacinthe-Marie-Augustin) (1802-1887). Député de Cambrai (1837), il siégea à gauche, représenta le département du Nord à la Constituante (1848), combattit la politique de l'Elysée, fut réélu à la Législative (1849), protesta contre le coup d'Etat du 2 déc. 1851; membre de l'Assemblée nationale (département du Nord, 1871) et sénateur inamovible (1875). — Il avait occupé plusieurs postes importants dans la magistrature et a laissé de nombreux ouvrages.

CORNET (Mathieu-Augustin, comte) (1750-1832). Député du Loiret aux Cinq-Cents (1798), il fut un des principaux complices du coup d'Etat de brumaire et un des agents les plus complaisants de Napoléon; sénateur, il proclama un des premiers la déchéance de son maître, et Louis XVIII le fit entrer à la Chambre des pairs.

CORNIL (André-Victor) (1837). Préfet de l'Allier en 1870, député de ce département de 1876 à 1882, il a été nommé sénateur en 1885 et a pris la parole sur l'enseignement et sur l'hygiène. — Auteur d'importants travaux médicaux.

CORNUDET DES CHAUMETTES (Joseph, comte) (1755-1834). Député de la Creuse à la Législative (1791), puis au conseil des Cinq-Cents, il fut favorable au coup d'Etat du 18 brumaire, entra au Sénat conservateur, devint comte de l'Empire, se prononça pour la déchéance de Napoléon et fut créé pair de France.

CORNULIER-LUCINIÈRE (Albert-Hippolyte-Henri, marquis de) (1809-

1886). Il servit la cause de dom Miguel en Portugal, fut sous la République de 1848 un agent légitimiste très actif, ne joua aucun rôle sous l'Empire et représenta le département de la Loire-Inférieure à l'Assemblée nationale sur les bancs de l'extrême droite (1871). Il fut élu sénateur inamovible en 1875. — Son frère *Alphonse-Jean-Claude-René-Théodore* (1811-1886), servit dans la marine, contribua à la prise de Kinburn (1855), fit partie de l'expédition du Mexique et fut appelé au gouvernement provisoire de la Cochinchine (1869). Royaliste comme son frère, il fut nommé maire de Nantes par le gouvernement de combat (1874).

CORRÊA (Manoel-Francisco) (1831), homme politique brésilien. Député de 1861 à 1877, sénateur jusqu'en 1889, il fut ministre des affaires étrangères de 1871 à 1873, et, quoique conservateur, conseilla à ses amis d'accepter la république (1890).

CORRÊA DE OLIVEIRA (João-Alfredo) (1835), homme d'Etat brésilien. Député de 1861 à 1863, puis de 1866 à 1877, sénateur jusqu'en 1889, il tint les portefeuilles de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes, organisa un département de statistique, encouragea les arts, fit comme président du conseil (1887) voter l'abolition de l'esclavage, et se retira du pouvoir en 1889.

CORRENTI (Cesare) (1815-1888), homme politique italien. Ardent adversaire de la domination autrichienne, il entra au Parlement piémontais, fut député de Milan à la Chambre italienne (1860), ministre de l'instruction publique (1867 et 1869-1871), et devint sénateur. Il était président de la Société de géographie de Rome.

CORTI (Lodovico, comte) (1823-1888), diplomate italien. Ministre plénipotentiaire dans différents cours d'Europe, sénateur (1878), ministre des affaires étrangères (1878), il fut ambassadeur à Constantinople (1880), puis à Londres (1886).

CORVETTO (Louis-Emmanuel, comte) (1756-1821). Avocat à Gênes, il fut président de la République ligurienne (1797-1799), conseiller d'Etat français, poste que Louis XVIII lui conserva. Ministre des finances dans le cabinet du duc de Richelieu (1815),

il inaugura le procédé de la souscription publique pour les emprunts d'Etat, démissionna en 1818 et devint ministre d'Etat et membre du conseil privé.

COSTA (Andrea) (1852), homme politique et socialiste italien. Condamné à deux ans de prison à la suite du mouvement révolutionnaire de la Romagne (1874), poursuivi de nouveau (1877), il vint à Paris, fut frappé d'une nouvelle condamnation de deux ans pour avoir pris part au Congrès international de 1878, rentra en Italie, fut élu député de Ravenne (1882), siégea à l'extrême gauche, dut fuir sous la menace de nouvelles poursuites et revint à Paris (1890).

COSTER-SAINT-VICTOR (Jean-Baptiste) (1771-1804), agent royaliste. Il émigra, servit dans l'armée de Condé, puis en Vendée sous Puisaye, fut un des organisateurs du complot de la « machine infernale » (1800), put échapper, mais fut pris à Paris en 1803 où il venait pour seconder l'entreprise de Cadoudal et de Pichegru. Il fut guillotiné le 10 juin 1804.

COURBET (Amiral). (V. vol. BIOGR. MILITAIRE.)

COURBET (Gustave) (1819-1877), peintre français. Son premier acte politique public fut l'éclat provoqué par son refus de la croix de la Légion d'honneur (1870). Après le 4 septembre, il fut directeur des beaux-arts, et, après le 18 mars 1871, membre de la Commune de Paris. Condamné à six mois de prison et aux frais de reconstruction de la colonie Vendôme, il alla mourir en Suisse. Pour sa carrière artistique, V. vol. BIOGRAPHIE ARTISTIQUE.

COURCEL (Alphonse CHODRON, baron de) (1835), diplomate français. Il a fait sa carrière au ministère des affaires étrangères (1859-1880), fut ambassadeur à Berlin (1881-1886), et sénateur de Seine-et-Oise (1892).

COURIER DE MÉRÉ (Paul-Louis) (1772-1825), helléniste et pamphlétaire français. Il servit dans l'armée de 1791 à 1810, dénonça dans de vigoureux pamphlets, sous forme de placets ou de pétitions, les excès de



Courbet.

la réaction royaliste sous la Restauration, prit la défense des paysans contre les grands seigneurs et le clergé, fut poursuivi, plusieurs fois condamné, et finalement assassiné dans le bois de Larçay (Indre-et-Loire). (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

COURMEAUX (Pierre - Eugène) (1817), homme politique français. Condamné à un an de prison pour avoir dénoncé le coup d'Etat de 1851, puis à six mois de prison et 12,000 francs d'amende par le gouvernement du 16 mai 1877, il fut élu député de Reims (1879), réélu en 1881, et siégea à l'extrême gauche. Non réélu en 1885, il reprit ses fonctions de bibliothécaire de Reims (1887).

COURNET (Frédéric) (1808-1852), officier de marine, en retrait d'emploi (1847), prit part aux journées de juin 1848, fut arrêté le 3 décembre 1851, mais réussit à s'échapper après avoir étranglé net l'agent chargé de l'arrêter, passa en Angleterre et fut tué en duel par Barthélemy, combattant de juin comme lui. — Son fils, *Frédéric-Etienne* (1839-1885), secrétaire de la rédaction du *Réveil* de Delescluze, fut député de la Seine (1871), membre de la Commune, et passa en Angleterre, puis en Suisse, d'où il revint à l'amnistie de 1880.

COURTAIS (Amable-Gaspard-Henri, vicomte de) (1790-1877). Il servit dans l'armée sous l'Empire et la Restauration, fut élu député de Montluçon (1842), siégea à l'extrême gauche, fut réélu (1846), signa la mise en accusation du ministre Guizot, commanda la garde nationale de Paris (1848), siégea à la Constituante comme député de l'Allier, fut traduit devant la haute cour de Bourges pour avoir favorisé la manifestation populaire du 15 mai. Acquitté, il revint quelques semaines siéger à l'Assemblée et rentra dans la vie privée.

COURTOT DE CISSEY. (V. CISSEY.)

COURVOISIER (Jean - Joseph-Antoine) (1775-1835). Il émigra en 1792, servit dans l'armée de Condé et dans l'armée autrichienne, revint en France sous le Consulat et devint avocat à Besançon. Député de Baume-les-Dames (1817), il siégea au centre gauche, soutint les ministères Richelieu et Decazes, fut réélu en 1819,

s'opposa aux mesures d'exception, devint conseiller d'Etat (1827), ministre de la justice dans le cabinet Polignac (1829) et donna sa démission (19 mai 1830) pour ne pas s'associer au coup d'Etat médité par Charles X et son favori.

COUSIN (Victor) (1792-1867), philosophe français. Suppléant de Royer-Collard à la chaire d'histoire de la philosophie moderne (1815), destitué en 1820, la révolution de 1830 le fit directeur de l'Ecole normale, pair de France et ministre de l'instruction publique (1840). Il pétrit de sa main puissante l'Université



Cousin (Victor).

qu'il glorifiait en l'opprimant et qui a porté sa marque un demi-siècle. Depuis 1848 il se consacra à ses travaux littéraires et philosophiques. (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE ET PHILOSOPHIQUE.)

COUSIN-MONTAUBAN (Charles-Guillaume-Marie-Apollinaire - Antoine, comte de PALIKAO) (1796-1878), général français. Il conquist ses grades en Algérie, prit le commandement du corps expéditionnaire en Chine (1860), battit les Chinois à Palikao, entra à Pékin, et fit signer une paix onéreuse au Céleste-Empire. Le pillage du Palais d'Eté fut scandaleux. Cousin-Montauban entra au Sénat (1861), reçut de Napoléon III une somme de 589,500 fr. sur l'indemnité de guerre imposée à la Chine, eut le commandement du IV^e corps d'armée à Lyon (1865-1870) et fut chargé de constituer le dernier ministère de l'Empire (9 août 1870) dans lequel il prit le portefeuille de la guerre. Il s'enfuit en Belgique le 4 septembre 1870 et ne fit presque plus parler de lui.

COUZA (Alexandre-Jean) (1820-1873), prince régnant de Roumanie (1859-1866). Préfet de Galatz (1850) sous le règne de G. Ghika, ministre de la guerre dans le gouvernement intérimaire (1858) qui remplaça le caïmacan Vogorides, il fut élu prince de Moldavie et de Valachie (1859), mais ne fut pas à la hauteur de sa tâche, se joua tour à tour des libéraux et des conservateurs, et, mal-

gré un coup d'Etat suivi d'un plébiscite (1864), dut signer son abdication en 1866. Il résida depuis à Vienne et à Paris.

COWLEY (Comte). (V. WELLESLEY.)

COZ (Claude Le) (1740-1815), prêtre français. Directeur du collège des jésuites de Quimper, partisan de la constitution civile du clergé, évêque métropolitain du Nord-Ouest (1791), député d'Ille-et-Vilaine à la Législative, il fut enfermé au Mont-Saint-Michel et délivré au 9 thermidor. Nommé archevêque de Besançon (1802) il resta fidèle à Napoléon pendant les Cent-Jours.

CRÉMIEUX (Isaac-Moïse, dit Adolphe) (1796-1880). Avocat à Nîmes, puis à Paris, il se fit un renom dans les procès de politique et de presse. Député de Chinon (1842), réélu en 1846, il prit part à la campagne ré-



Crémieux.

formiste des banquets et à la chute de Guizot. Membre du gouvernement provisoire, ministre de la justice, représentant d'Indre-et-Loire à la Constituante, il soutint la candidature de Louis-Napoléon à la présidence, fut réélu à la Législative, siégea à la Montagne et combattit la politique de l'Elysée. Incarcéré le 2 décembre 1851, il rentra dans la vie privée et reprit sa profession d'avocat. Nommé à Paris membre du Corps législatif (1869), membre du gouvernement de la Défense nationale et ministre de la justice (1870), il fit partie de la Délégation de Tours, puis de Bordeaux, où Gambetta exerça une véritable dictature. Un décret de Crémieux avait accordé les droits politiques aux israélites d'Algérie. Député d'Alger (1871), Crémieux fut élu sénateur inamovible en 1875.

CRÉMIEUX (Gaston) (1836-1871), socialiste français. Avocat à Nîmes, puis à Marseille, il fut condamné par l'Empire à six mois de prison (4 août 1870), délivré le 4 septembre suivant et nommé procureur de la République à Marseille. Favorable aux idées de la Commune de Paris, il fit partie du mouvement insurrectionnel de Marseille (23 mars 1871), fut arrêté, jugé

par un conseil de guerre et fusillé le 1^{er} décembre 1871.

CRÉTET (Emmanuel, comte de CHAMPMOL) (1747-1809). Député de la Côte-d'Or au conseil des Anciens, il appuya le coup d'Etat du 18 brumaire, devint conseiller d'Etat, gouverneur de la Banque de France (1806), ministre de l'intérieur (1807), puis ministre d'Etat (1809).

CRETON. (V. DESTOUMEL [Comte de].)

CRILLON (Louis-Antoine-François-de-Paule BERTON DES BALBES DE QUIERS DE) (1775-1832), duc de Mahon, général espagnol. Il fit les campagnes du Roussillon contre la France (1793-1794), fut, avec son régiment, fait prisonnier, servit comme volontaire dans l'armée de Moreau (1797), retourna en Espagne, devint gouverneur de Tortosa (1803), puis des provinces basques (1808), se rallia à Joseph Bonaparte qui lui conféra la vice-royauté de Navarre. Proscrit en 1814, il se retira à Avignon et fut reconnu par Charles X comme lieutenant général honoraire français (1825).

CRISPI (Francesco) (1819), homme d'Etat italien. Avocat à Palerme (1846), adepte de Mazzini, il prit une part active à la révolution palermitaine (1848-1849), se réfugia à Turin, en fut expulsé (1853), ainsi que de Paris (1858) et rejoignit à Londres Mazzini dont il fut un des agents les plus remuants, organisa l'expédition des Mille de Garibaldi et en fit partie (1860). Ministre de l'intérieur et des finances à Palerme, puis chargé à Naples des affaires étrangères, il fut député au Parlement italien après l'annexion des Deux-Siciles, et siégea à l'extrême gauche. En 1865, dans son écrit *Repubblica e Monarchia*, il se sépara des républicains et prit la direction de la gauche monarchique; son journal la *Riforma* eut une grande influence. En 1876, il devint président de la Chambre, ministre de l'intérieur dans le cabinet Depretis (1877), dut donner bientôt sa démission à la suite de son affaire de bigamie (les tribunaux l'acquittèrent, parce que son premier mariage à Malte n'avait



Crispi.

été célébré qu'à l'Eglise et n'avait pas ainsi de valeur légale); il appuya la droite contre le cabinet Caillois-Depretis (1880), intrigua avec Nicotera, et obtint la présidence du conseil avec le portefeuille des affaires étrangères (1887). Provocant et cassant, enorgueilli de ses relations avec Bismarck, il suivit une politique gallophobe, obéra le trésor italien par sa politique coloniale, les dépenses militaires et la guerre de tarifs avec la France. Il fut renversé (1891) et remplacé par M. di Rudini. Il a repris depuis la tête de l'opposition, mais les désastres d'Erythrée et les scandales financiers auxquels a été mêlée son administration ont détruit à jamais sa fortune politique.

CROUSEILHES (Marie-Jean-Pierre-Pie-Frédéric DOMBIDAU, baron de) (1792-1861). Avocat général à la cour de Paris (1816), conseiller à la cour de cassation (1828), pair de France (1845), député des Basses-Pyrénées à la Législative (1849), il siégea à droite, devint ministre de l'instruction publique et des cultes dans le cabinet Rouher (1851), se rallia à l'Empire et fut nommé sénateur (1856).

CSANYI (Ladislav) (1790-1849), patriote hongrois. Il joua un rôle considérable pendant la révolution de 1848, fut ministre des travaux publics (1849) dans le gouvernement de Kossuth, pris par les Autrichiens et pendu.

CSENI. (V. KARAGEORGES.)

CUBIÈRES (Amédée-Louis DESPANS de) (1786-1853), général français. Il servit sous l'Empire, fut blessé à Auerstædt et à Ligny, prit part aux campagnes d'Espagne (1823), de Morée (1828), eut le portefeuille de la guerre (1839 et 1840), fut compromis dans l'affaire du ministre Teste (concession des mines de Gouhenans), condamné à la dégradation civique et à 100,000 fr. d'amende, mais obtint sa réhabilitation en 1852.

CUMBERLAND (Ernest-Auguste, duc de). (V. ERNEST-AUGUSTE.)

CUMBERLAND (Ernest-Auguste, duc de) (1845), fils de Georges V de Hanovre. Il refusa toute entente avec la Prusse après la mort de son père (1878) et se retira en Autriche; la Prusse refusa d'admettre ses pré-

tentions sur le Brunswick (1884). Il compte dans ce dernier pays et dans le Hanovre des partisans qui se recrutent surtout dans la noblesse ou l'Eglise et qui sont assez nombreux pour disposer de la majorité dans plusieurs circonscriptions.

CUMONT (Arthur-Thimothée-Antoine-Victor, vicomte de) (1818). Député de Maine-et-Loire (1871), il siégea à droite, devint ministre de l'instruction publique et des cultes (1874), se fit remarquer par sa haine des institutions républicaines et ne fut pas réélu.

CUNEO D'ORNANO (Gustave, baron) (1845). Bonapartiste militant, il fit du journalisme dans les Charentes, fut élu député de Cognac (1876), s'inscrivit au groupe de l'Appel au peuple, fut réélu en 1877 comme candidat officiel du gouvernement du 16 mai, et joua un rôle bruyant à la Chambre. Il n'a cessé de représenter l'arrondissement de Cognac jusqu'à ce jour.

CUNIN-GRIDAINE (Laurent) (1778-1859). Député sous la Restauration (1827), il fut un des 221, contribua à l'avènement de Louis-Philippe, fut trois fois ministre de l'agriculture et du commerce (1837, 1839 et 1848) dans les cabinets Molé, Soult et Guizot, et entra dans la vie privée le 24 février 1848. — Son fils *Charles* (1804-1880) représenta les Ardennes à la Législative (1849), siégea avec les monarchistes, fut nommé sénateur (1875) et se rallia à la République.

CZARTORYSKI (Adam-Georges, prince) (1770-1861), homme politique polonais. Emmené comme otage à Pétersbourg après le partage de 1795, adjoint au ministère des affaires étrangères de Russie, il mérita l'amitié d'Alexandre I^{er} et lui inspira ses projets de rétablissement du royaume; sénateur palatin de Pologne (1815), président du gouvernement national polonais (1831), vit ses biens confisqués après la révolution, et s'établit à Paris. Son influence sur l'émigration polonaise était grande. — Son fils *Ladislav* (né en 1828) eut une certaine action sur la politique française en 1863 et est le chef de la noblesse patriote de Pologne.

D

DALBERG (Karl-Theodor-Anton-Maria, baron de) (1744-1817), prélat allemand. Succèsivement chanoine de Worms, gouverneur d'Erfurt, évêque de Constance, électeur de Mayence, prince-primat de la Confédération du Rhin, grand-duc de Francfort-sur-le-Main, il resta fidèle à Napoléon I^{er} et se vit enlever une partie de ses domaines par les alliés en 1813.

DALBERG (Emmerich-Josef, duc de) (1773-1833), neveu du précédent. Ambassadeur de Bade à Paris (1803), puis ministre des affaires étrangères de Bade (1809), il épousa une dame d'honneur de l'impératrice Joséphine, se fit naturaliser Français et devint duc et conseiller d'Etat. Il négocia le mariage de Napoléon I^{er} avec Marie-Louise, abandonna l'empereur en 1814, fut nommé pair en 1815 et ambassadeur à Turin.

DALHOUSIE (James-Andrew-Brown RAMSAY, lord) (1812-1861), homme d'Etat anglais. Entré à la Chambre des lords (1838), il se fit remarquer par son talent oratoire, devint vice-président du bureau du commerce sous le ministère Robert Peel (1843), gouverneur des Indes orientales (1847-1856) où il annexa violemment le Penjab, le Bérar, le royaume des Sikhs et le pays d'Aoudh, ce qui amena la fameuse insurrection de 1857.

DALL'ONGARO (Francesco) (1808-1873), homme politique et écrivain italien. Expulsé de la Vénétie par les Autrichiens (1847) à la suite d'un discours révolutionnaire, il prit part à la guerre de l'Indépendance (1848), fut élu membre de l'Assemblée constituante à Rome et dirigea le *Moniteur romain*. Au retour de Pie IX, il se réfugia en Suisse, puis en France.

DALMATIE (Duc de). (V. SOULT.)

DALPHONSE (François-Jean-Baptiste, baron) (1756-1821). Avocat à Paris, député de l'Allier au conseil des Cinq-Cents, il appuya la politique

de Bonaparte et devint préfet de l'Indre, du Gard, du Loiret, conseiller d'Etat (1810) et intendant en Hollande (1811). Sous la Restauration, il fit de l'opposition comme député de l'Allier (1819).

DAMAS D'ANTIGNY (Charles, duc de) (1758-1829), gentilhomme d'honneur du comte de Provence, arrêté à Varennes avec Louis XVI, fut pair de France sous la Restauration. — Son frère *Roger* (1765-1823) servit dans l'armée russe contre les Turcs (1787), dans l'armée de Condé (1795-1797), fut nommé lieutenant général (1814), député de la Côte-d'Or et de la Haute-Marne (1815), commandant à Lyon (1816). — Deux autres membres de la famille, *Etienne-François* (1735-1814) et *Etienne-Charles* (1754-1846), émigrèrent et furent nommés pairs de France à la Restauration.

DAMBRAY (Charles-Henri, vicomte) (1760-1829). Membre du parlement de Paris (1788), il se retira en Normandie pendant la Révolution, fut nommé conseiller général de la Seine-Inférieure, chancelier de France (1814), puis ministre de la justice, suivit Louis XVIII à Gand, et devint président de la Chambre des pairs.

DAMESME (Edouard-Adolphe-Marie) (1807-1848), général français. Il fit la campagne de Belgique (1832) et partit en Algérie (1833-1847). Commandant de la garde nationale mobile en 1848, il fut blessé mortellement pendant les journées de juin.

DAMIANICH ou **DAMJANICS** (Johann) (1804-1849), général hongrois. Colonel des houvés (1848), il battit les Autrichiens dans plusieurs rencontres, contribua à bloquer Komorn, rendit Arad sur l'ordre de Gœrgei, fut livré aux Autrichiens et pendu.

DANILO (Pétrovitch-Niégoch) (1826-1860), prince de Montenegro. D'accord avec le tsar, il sécularisa sa principauté, résista aux attaques des Turcs en 1853 et 1858, institua des

écoles, un code qui porte son nom et fut assassiné par un Monténégrin qu'il avait exilé.

DANTAS (Manoel-Pinto de Souza) (1831), homme d'Etat brésilien. Avocat à Bahia, député de sa province, il fut un des chefs du parti libéral, plusieurs fois ministre. Depuis la proclamation de la République (1889), il s'est tenu à l'écart, conservant seulement ses fonctions de gouverneur de la Banque du Brésil. — Son frère, *Rodolphe-Epiphany*, fut un des chefs du parti abolitionniste.

DAOUD PACHA (1816-1873), homme d'Etat ottoman. Gouverneur du Liban (1861-1867), ministre du commerce (1868), puis des travaux publics, il mourut en France où il était venu réparer sa santé.

DARBLAY (Auguste-Rodolphe) (1784-1873). Commerçant en grains de Corbeil, il représenta cet arrondissement de 1840 à 1851 et siégea à droite. — Son frère, *Aimé-Stanislas* (1794-1878), fut candidat officiel sous l'Empire et représenta Corbeil de 1852 à 1870.

DARBOY (Georges) (1813-1871), prêtre français. Evêque de Nancy (1859), archevêque de Paris (1863), grand aumônier de Napoléon III et sénateur (1864), il fut arrêté comme otage en mars 1871 par ordre de la Commune et fusillé à la prison de la Roquette le 24 mai 1871, lors de l'entrée des troupes de Versailles à Paris.



Darboy.

DARIMON (Louis-Alfred) (1819). Ami de Proudhon, député de Paris (1857), il fit partie du groupe des « cinq » opposants à l'Empire, fut réélu en 1863, pencha vers le tiers-parti, se rapprocha du gouvernement et entra dans la vie privée en 1870, tout en soutenant les intérêts bonapartistes.

DARLAN (Jean-Baptiste-Joas) (1848). Avocat à Nérac, maire de cette ville, député de l'arr. de Nérac (1890), réélu en 1893, il siégea parmi les républicains progressistes et fut ministre de la justice dans le cabinet Méline (1896). Il démissionna à la fin de 1897.

DARU (Pierre-Antoine-Noël-Bruno,

comte) (1767-1829). Commissaire des guerres (1784-1791), il fut emprisonné, relâché après le 9 thermidor, nommé inspecteur aux revues après le 18 brumaire, membre du Tribunal (1802), conseiller d'Etat, intendant de la maison de l'empereur (1805), ministre secrétaire d'Etat (1811), directeur de l'administration de la guerre (1813). Pair de France (1819), il pencha vers le libéralisme. — Auteur d'importants travaux historiques.

DARU (Napoléon, comte) (1807), fils du précédent. Pair de France (1832), il s'occupa de travaux publics, fut député de la Manche à la Constituante et à la Législative (1848-1851), siégea à la droite royaliste, fut arrêté pendant quelques jours lors du coup d'Etat de 1851, représenta de nouveau le département de la Manche en 1869, devint ministre des affaires étrangères (1870), et se retira au plébiscite. Député de la Manche (1871), sénateur du même département (1876), il fit partie de la coalition monarchique et entra dans la vie privée en 1879.

DAUGIER (François-Henri-Eugène, comte) (1764-1834), amiral français. Il servit aux Indes, défendit Belle-Isle et Groix contre les Anglais, prit part aux sièges de Dantzig et de Stralsund, fut préfet maritime à Lorient (1814), à Rochefort (1817), conseiller d'Etat. Il avait été membre du Tribunal (1802), député du Morbihan (1815-1819) et du Vaucluse (1819-1830).

DAUMAS (Melchior-Joseph-Eugène) (1803-1871), général et écrivain français. Il fit les campagnes d'Algérie, fut consul à Mascara de 1837 à 1839, directeur des affaires indigènes de l'Algérie (1841), conseiller d'Etat en 1853, sénateur en 1857. — Auteur d'études intéressantes sur l'Algérie.

DAUMAS (Augustin-Honoré) (1826). Condamné à dix ans de détention pour le complot de Lyon (1851), amnistié en 1859, il fut élu député du Var (1871) et siégea à l'extrême gauche. Réélu en 1876, un des 363, il représenta encore le Var de 1877 à 1889 comme député, et depuis 1889 jusqu'en 1891 comme sénateur.

DAUNOU (Pierre-Claude-François) (1761-1840). Ordonné prêtre en 1787, il accueillit favorablement la Révolution, fut député du Pas-de-Calais à la Convention et s'allia à la Gironde.

Il vota pour la déportation du roi et sa reclusion jusqu'à la paix. Arrêté lors de la chute des girondins, il rentra à la Convention après le 9 thermidor, fut un des chefs de la majorité; président de l'assemblée et membre du comité de Salut public, il fonda l'Institut avec Lakanal; président du conseil des Cinq-Cents, il réorganisa le tribunal de cassation, créa des écoles spéciales, installa, avec Monge et Florent, la République romaine (1798). Membre du Tribunal, archiviste de l'Empire, député du Finistère en 1818, pair de France en 1839, il a laissé beaucoup d'ouvrages littéraires et historiques.

DAUPHIN (Albert) (1827-1898). Avocat à Amiens, préfet de la Somme (1871), député de ce département (1872), sénateur (1876), il siégea au centre gauche, fut procureur général à la cour d'appel de Paris (1873-1882), et ministre des finances dans le cabinet Goblet (1886-1887). Il avait été réélu sénateur en 1882 et 1891.

DAUPHINOT (Jean-Simon) (1821-1889). Maire de Reims, député de la Marne (1871), il siégea au centre gauche et fut élu sénateur de son département en 1876 et 1879.

DAUTRESME (Auguste-Lucien) (1826). Ingénieur de la marine, député de Rouen (1876), il vota avec les opportunistes et la gauche radicale, fut un des 363, réélu en 1877, 1881, 1885, devint ministre du commerce dans le cabinet Brisson (1885), dans le cabinet Rouvier (1887) et dans le cabinet Tirard (1887-1889), fut renommé député en 1889 et sénateur de la Seine-Inférieure en 1891.

DAVID (Jacques-Louis) (1748-1825), conventionnel et peintre français.



David (Jacques).

Adeptes fervent de la Révolution, il fut député de Paris à la Convention, siégea à la Montagne, vota la mort de Louis XVI, fut membre du comité de Sécurité générale, décrété d'accusation au 9 thermidor, élargi peu après, mais gardé à vue. Pendant le Consulat et sous l'Empire, David fut en faveur auprès de Napoléon; il se retira à Bruxelles après la Restauration et il y mourut le 29 décem-

bre 1825. — Pour sa carrière artistique, V. vol. BIOGRAPHIE ARTISTIQUE.

DAVID (Pierre-Jean) (1789-1856), dit *David d'Angers*, homme politique et sculpteur français. Combattant de 1830, il fut nommé maire du XI^e arr. de Paris, député de Maine-et-Loire à l'Assemblée constituante de 1848, siégea à l'extrême gauche et dut quitter quelque temps la France après le coup d'Etat du 2 décembre. — Pour son œuvre artistique, V. vol. BIOGRAPHIE ARTISTIQUE.

DAVID (Jérôme-Frédéric-Paul, baron) (1823-1882), petit-fils du peintre Louis David. Sorti de l'Ecole de Saint-Cyr, il servit en Algérie, fut chef de bureau arabe, puis officier d'ordonnance du prince Napoléon. Député de la Gironde, il fut vice-président du Corps législatif, se signala par son hostilité aux idées libérales et fut ministre des travaux publics (10 août 1870). Elu en 1876 à la Chambre des députés par le département de la Gironde, réélu en 1877, mais invalidé, il fut de nouveau réélu en 1878.

DAVIS (Jefferson) (1808-1889), homme d'Etat américain. Favorable aux principes du parti esclavagiste, il fit la campagne contre le Mexique (1847) pour l'annexion du Texas aux Etats-Unis, fut élu par l'Etat du Mississippi au Sénat de Washington (1851), devint ministre de la guerre sous le président Pierce (1853-1857), et, après l'élection de Lincoln (1860), organisa la Confédération sudiste dont il fut élu président (1861-1865). La prise de Richmond mit fin à sa présidence. Enfermé au fort Monroe pendant deux ans, il fut remis en liberté et vécut dans la retraite.

DAVITT (Michael) (1846), homme politique irlandais. Condamné à quinze ans de prison pour participation au mouvement irlandais de 1866, il fut amnistié en 1877, fonda avec Parnell la *Land League* (1879), fut arrêté et condamné plusieurs fois; envoyé à la Chambre des communes par Meath (1882) il refusa de siéger.

DAVOUT (Louis-Nicolas) (1770-1823), maréchal de France, duc d'Auerstaedt, prince d'Eckmühl. Elève de l'école de Brienne, commandant à vingt ans, il retint l'armée de Dumouriez lors de la trahison de ce dernier et servit sous Moreau. En Egypte, il fut un

des vainqueurs d'Aboukir. Nommé maréchal en 1804, il se distingua à Ulm, à Austerlitz, à Auerstædt, à



Davout.

Eckmühl, à Wagram, pendant la campagne de Russie, enfin à Hambourg où il tint tête à une forte armée de coalisés (1813-1814). Les accusations dont il a été souvent l'objet à propos de son commandement à Hambourg ne reposent sur rien. Ministre de la guerre pendant les Cent-Jours, il organisa l'armée, signa la capitulation de Saint-Cloud (5 juillet 1815) et se retira en Bourgogne. Il fut nommé pair de France en 1819.

DAVY DE LA PAILLETERIE. (V. DUMAS.)

DAWES (Sophie). (V. FEUCHÈRES [Baronne de]).

DEÁK (François) (1803-1876), homme d'Etat hongrois. Député de Budapest à la Diète de Presbourg (1832-1840), il combattit l'influence de l'Autriche, fut ministre de la justice (1848) et démissionna lors de l'arrivée de Kossuth au pouvoir. Rentré dans la vie publique en 1860, il fut le chef du parti modéré et réclama constamment en faveur de l'autonomie de la Hongrie. En 1867, le dualisme était constitué et le ministère hongrois, œuvre de Deák, était constitué. Il refusa d'y prendre place par pur désintéressement.

DEBRY (Jean-Antoine) (1760-1834). Membre de l'Assemblée législative, puis de la Convention, où il vota la mort de Louis XVI sans appel ni sursis, il entra au conseil des Cinq-Cents et partit avec Roberjot et Bonnier au congrès de Rastadt. Il échappa au guet-apens où ses deux collègues furent assassinés, seconda Bonaparte au 18 brumaire, fut membre du Tribunat, préfet du Doubs et du Bas-Rhin. Exilé à la Restauration, il rentra en France en 1830.

DECAUX (Louis-Victor BLACQUETOT, vicomte) (1775-1845), général français. Entré dans le génie (1793), il fit partie des armées des Ardennes, du Rhin, des côtes de l'Océan, assista à la défense d'Anvers (1809), fut nommé com-

seiller d'Etat (1817), lieutenant général (1823), député du Nord (1827), ministre de la guerre dans le cabinet Martignac et pair de France en 1832.

DECAZES (Elie, duc) (1780-1860), homme d'Etat français. Conseiller à la cour d'appel de Paris (1811), préfet de police, puis ministre de la police générale (1815-1819), député de la Seine (1815), il dirigea la politique de la Restauration de 1819 à 1820, en qualité de ministre de l'intérieur, fut nommé ambassadeur à Londres (1820) et fit ensuite de l'opposition libérale jusqu'en 1830. Grand référendaire de la Chambre des pairs (1834-1848), il rentra dans la vie privée après le 24 février.

DECAZES (Louis-Charles-Elie-Amanieu, duc de GLÜCKSBURG, duc) (1819-1886), homme d'Etat français, fils du précédent. Il fit sa carrière dans la diplomatie sous Louis-Philippe, rentra dans la vie privée sous la République de 1848 et l'Empire, devint député de la Gironde (1871) et s'associa à toutes les menées orléanistes. Ministre des affaires étrangères (1873-1877), député de Paris (1876), il participa au coup d'Etat du 16 mai et fut renversé lors de la réélection des 363.

DECHAMPS (Adolphe) (1807-1875), homme politique belge. Député catholique (1834), gouverneur de la province de Luxembourg (1842), ministre des travaux publics (1843), puis des affaires étrangères (1845), il devint le chef de la minorité catholique pendant le ministère libéral (1847-1864), se mêla aux entreprises financières de Langrand-Dumonceau et rentra dans la vie privée. — Son frère, *Victor-Auguste* (1810-1883), fut archevêque de Malines, cardinal, et un ultramontain intransigeant.

DECKER (Pierre de) (1812-1891), homme politique belge. Député de la Flandre-Orientale (1839), chef du cabinet avec le portefeuille de l'intérieur (1855), il essaya en vain de concilier les idées religieuses dont il était imbu avec des principes de liberté. Il se lança plus tard dans des spéculations véreuses avec Langrand-Dumonceau.

DECRAIS (Pierre-Louis-Albert) (1838), diplomate français. Préfet d'Indre-et-Loire (1871), des Alpes-Maritimes (1874), de la Gironde (1876), conseiller d'Etat (1879), plénipoten-

tiaire à Bruxelles (1880), il fut ambassadeur en Italie (1882), en Autriche (1886) et en Angleterre (1893-1894). Député de la Gironde à une élection partielle, réélu en 1898.

DEFFIS (Amand) (1827-1892), général français. Il fit la campagne de Crimée, commanda l'Ecole de Saint-Cyr (1881-1886), fut élu sénateur des Hautes-Pyrénées (1882), réélu en 1891 et siégea à gauche.

DEJEAN (Jean-François-Aimé, comte) (1749-1824), général et administrateur français. Commandant du génie sous Pichegru (1793), nommé général de division, puis ministre extraordinaire à Gênes, il organisa la République ligurienne. Directeur de l'administration de la guerre (1802-1809), sénateur et comte de l'Empire, il se rallia aux Bourbons et fut nommé pair de France.

DEJEAN (Etienne). Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, élu député des Landes (1893), M. Dejean a été choisi par M. Leygues (1898) comme chef du cabinet du ministère de l'instruction publique.

DELAFOSSÉ (Jules-Victor) (1843). Rédacteur de plusieurs journaux bonapartistes, il fut élu député de Vire (1877) avec l'appui du gouvernement du 16 mai, réélu en 1881, 1885, 1889, 1893, et ne cessa de combattre la République.

DELAHAYE (Jules-Augustin) (1851). Archiviste-paléographe et journaliste, il se mêla activement au mouvement boulangiste, fut élu député de Chion (1889) et siégea à droite.

DELAHODDE (Lucien) (1808-1865), publiciste français. Affilié à quelques sociétés secrètes sous Charles X et Louis-Philippe, il se mit aux gages de la préfecture de police et trahit ses amis. Obligé de fuir à Londres en 1848, il publia des brochures révélatrices et fut employé par Napoléon III dans la police secrète.

DELAIGLE (Claude-Alphonse) (1797-1869). Avocat du barreau de Paris, procureur général en 1847, destitué en 1848, il se rallia à Louis-Napoléon, devint conseiller d'Etat, président de cour, sénateur, ministre de l'intérieur (1858), de la justice (1859-1863) et vice-président du Sénat.

DELATRE (Paul-Eugène) (1830-1898). Avocat à Paris, il fit de l'opposition à l'Empire, fut préfet de la

Mayenne (1870), conseiller municipal de Paris (1874-1881), député de Saint-Denis (1881), réélu en 1885, il fit partie de l'extrême gauche, et échoua aux élections de 1889.

DELBRÜCK (Friedrich-Rodolph) (1817), homme d'Etat allemand. Président de la chancellerie fédérale (1867), un des organisateurs de la Confédération du Nord et du nouvel empire allemand; en 1876, il se sépara de Bismarck sur les questions économiques.

DELCARRETTO (Francesco-Saverio, marquis) (1788-1861), ministre napolitain. Il s'affilia au carbonarisme, se retourna contre ses anciens amis politiques et déploya une férocité égale à celle du prince de Canosa. Nommé par François 1^{er}, puis par Ferdinand II ministre de la police, il dirigea effectivement les autres ministères, réprima un mouvement en Sicile (1837) en commettant les pires atrocités, fit une fortune scandaleuse, et put échapper à la vengeance populaire, en 1848, en se cachant et en se réfugiant à Montpellier.

DELCASSÉ (Théophile) (1852). Député de Foix (1889), réélu en 1893 et en 1898, il fut sous-secrétaire d'Etat aux colonies (1892-1894). Ministre des colonies dans le deuxième ministère Dupuy (30 mai 1894), M. Delcassé lança dans la boucle du Niger diverses missions qui réussirent; il eut à organiser le Dahomey après la conquête, et, au Parlement, il intervint avec éclat dans toutes les discussions relatives à la politique coloniale et à notre marine. Ministre des affaires étrangères dans le cabinet Brisson (28 juin 1898), il dirigea avec sang-froid notre politique extérieure lors des graves incidents de Fachoda et fut maintenu à son poste par le nouveau cabinet Dupuy.

DELESCLUZE (Louis-Charles) (1809-1871). Mêlé aux luttes politiques contre les Bourbons et contre Louis-Philippe, il fut nommé en 1848 commissaire du gouvernement dans le Nord et le Pas-de-Calais, démissionna et com-



Delescluze.

battit dans la presse Cavaignac et Louis-Napoléon. Condamné à la déportation (1849), il passa en Angleterre, revint en France (1853) et fut envoyé à Cayenne. Amnistié en 1859, il fonda le journal le *Réveil* (1868) qui subit de nombreuses condamnations et ouvrit la souscription Baudin. Pendant le siège, il prit part au mouvement révolutionnaire et fut un des chefs de la tentative d'insurrection du 31 octobre. Député de Paris (1871), il démissionna après le vote des préliminaires de paix, fut nommé membre de la Commune, y fut un des chefs du parti jacobin pur et se fit tuer sur une barricade (25 mai 1871).

DELESSERT (Jules-Paul-Benjamin) (1773-1847). Il s'occupa d'affaires industrielles, fut député de la Seine (1815-1824), de Saumur (1824-1842), siègea dans l'opposition constitutionnelle et fut le fondateur en France des caisses d'épargne.

DELESSERT (Gabriel-Abraham-Marguerite) (1786-1856), administrateur français, frère du précédent. Colonel d'état-major de la garde nationale (1830), général de brigade (1831), préfet de l'Aude et d'Eure-et-Loir, il fut ensuite préfet de police (1836-1848).

DELONCLE (Antoine-Benoît-François) (1856), homme politique français. Il débuta dans la carrière diplomatique en 1880 et collabora à divers journaux, fut élu député de Castellane (1889) et réélu (1893).

DELPEUCH (Edouard) (1860). Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, ancien professeur de l'Université, ancien chef du cabinet du président de la Chambre, puis du ministre de l'instruction publique et du ministre des affaires étrangères. Député de la deuxième circonscription de Tulle, et rapporteur de la loi sur le traitement et le classement des instituteurs. Réélu en 1893, et directeur des postes et télégraphes sous le cabinet Méline, il échoua aux élections de 1898.

DELUNS-MONTAUD (Pierre) (1845). Avocat à Marmande, député de Lot-et-Garonne (1879), réélu jusqu'en 1898, il fit partie de la gauche républicaine et tint le portefeuille des travaux publics dans le cabinet Floquet (1888-1889). Directeur des archives au ministère des affaires étrangères.

DELYANNIS (Théodore) (1826),

homme d'Etat grec. Ministre plénipotentiaire à Paris (1867), ministre des affaires étrangères dans le cabinet Irimis, ministre des cultes, puis des finances, de l'intérieur dans les cabinets Deligeorgis, Com-moundourous, de l'instruction publique dans le cabinet Canaris, il fut toujours partisan de la guerre contre les Turcs pour leur enlever la Crète et les frontières continentales. Président du conseil (1885-1886), il le redevint en 1890 avec le portefeuille de l'intérieur. Révoqué par décret royal (1892), il remonta au pouvoir, compromit par sa gestion financière la situation de la Grèce en Europe et dut quitter le ministère après les revers de l'armée grecque contre les Turcs (1897).

DEMARÇAY (Marc-Jean, baron) (1772-1839). Il fit les campagnes d'Italie, d'Allemagne, d'Egypte, se distingua à Austerlitz, fut nommé directeur de l'Ecole d'artillerie et du génie à Metz, servit en Espagne et quitta le service (1810) à cause de ses blessures. Député de la Vienne (1819-1823), de la Seine (1828), il vota l'adresse des 221, et fut réélu en 1831, 1834, 1837.

DEMIDOV (Nicolas-Nikititch) (1773-1828), colonel russe. Il fit les campagnes contre les Turcs en qualité d'aide de camp de Potemkine, leva un régiment avec lequel il combattit à la Moskova. Son état de santé le força de résider à Florence, et il encouragea les beaux-arts, l'instruction, l'agriculture, l'élevage, etc. — Son fils, *Anatole-Nicolaiévitch* (1812-1870), épousa Mathilde Bonaparte, fille de Jérôme (1841), s'en sépara quatre ans après, et se fit la réputation d'un mécène intelligent et prodigue sous le nom de prince de San-Donato.

DEMIDOV (Princesse). (V. BONA-PARTE [Mathilde]).

DEMÔLE (Charles-Etienne-Emile) (1828). Avocat à Charolles, sénateur de Saône-et-Loire (1879), réélu en 1882 et 1891, il siègea à gauche, fut ministre de l'instruction publique dans le cabinet Brisson (1885), de la justice dans le cabinet Floquet (1886) et réélu sénateur en 1891.

DENFERT-ROCHEREAU (Pierre-Marie-Philippe-Aristide) (1823-1878). Il fit la campagne de Crimée, reçut

une grave blessure à l'assaut de Malakoff, servit en Algérie, et fut nommé colonel et gouverneur de la place de Belfort en 1870. Grâce à son énergie, il tint tête à l'armée allemande et put sortir de la ville avec les honneurs de la guerre (1871). Député du Haut-Rhin (1871), il démissionna après le vote des préliminaires de la paix, fut réélu par trois départements et opta pour la Charente-Inférieure, fit partie de l'Union républicaine. En 1876, les électeurs du VI^e arr. de Paris le nommèrent député; un des 363, il fut réélu en 1877. Directeur du Comptoir d'escompte, au moment du krach de cet établissement financier, il se suicida.

DENORMANDIE (Louis-Jules-Ernest) (1821). Avoué à Paris, député de la Seine (1871), il siégea au centre gauche, devint sénateur inamovible (1876), fut gouverneur de la Banque de France (1879-1881) et président du conseil d'administration du Comptoir d'escompte.

DEPEYRE (Octave-Victor) (1825-1891). Avocat à Toulouse, député de la Haute-Garonne (1871), il siégea dans les rangs du parti monarchiste, devint ministre de la justice dans le cabinet de Broglie (1873-1874), puis sénateur du Lot (1876), se montra partisan décidé du 16 mai et échoua aux élections de 1879.

DEPRETIS (Agostino) (1813-1887), homme d'Etat italien. Avocat à Turin, député de Broni (1848), puis de Stradella où il fut toujours réélu, il siégea à gauche, mais son opposition n'avait aucun caractère d'intransigeance. Gouverneur à Brescia (1859), proclamateur en Sicile (1860), il dut se retirer devant Crispi, reçut le ministère des travaux publics dans le cabinet Rattazzi (1862), de la marine (1866), puis des finances (1867) dans le cabinet Ricasoli. Devenu le chef de la gauche parlementaire, il prit la présidence du conseil avec le ministère des finances (1876), se tourna vers le centre et vers la droite, et resta au pouvoir, investi de la confiance du roi Humbert, jusqu'à la fin de sa vie, avec de fréquents changements de collaborateurs, et quelques démissions de courte durée.

DERBY (Edward-Geoffroy-Smith Stanley, comte de) (1799-1869), homme d'Etat anglais. Membre de la Cham-

bre des communes (1820), sous-secrétaire d'Etat aux colonies (1827), premier secrétaire pour l'Irlande (1830-1833), ministre des colonies (1833), membre de la Chambre des lords, il combattit la politique de lord Palmerston et fut président du conseil de 1858 à 1859.

DERJAVINE (Gavril-Romanovitch) (1743-1816), homme politique et poète russe. Secrétaire d'Etat (1791), sénateur (1793), il fut sous Paul I^{er} directeur de la chancellerie, puis ministre des finances (1800) et ministre de la justice (1802). — Pour ses œuvres poétiques, V. volume LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE.

DÉROULEDE (Paul) (1846). Créateur de la *Ligue des patriotes* (1882),

il voyagea, comme apôtre de la revanche, en Russie, en Grèce, en Turquie, engagea la Ligue dans le parti du général Boulanger, fut nommé député d'Angoulême (1889) et se signala à la Chambre par ses interruptions et ses bruyantes interpellations. Ne se présenta pas en 1893 et fut réélu en 1898. Leader du parti dit nationaliste à la Chambre, il a réorganisé en 1898 la Ligue des patriotes. — Pour ses poésies et ses pièces de théâtre, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

DERVICH PACHA (1817), général et diplomate turc. Ingénieur des mines, directeur de l'école militaire de Constantinople, il fut chargé de missions à l'étranger, combattit au Monténégro (1862), en Herzégovine (1875) où il se signala par sa cruauté, devint ministre de la guerre (1876), défendit Batoum contre les Russes (1877-1878) et fut nommé gouverneur de Salonique (1880), puis commissaire extraordinaire au Liban (1886).

DESCHANEL (Emile-Auguste-Etienne MARTIN) (1819). Expulsé de France après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, il revint à l'amnistie de 1859, fut élu député par l'arr. de Saint-Denis (1876), fit partie des 363 et fut réélu en 1877. Sénateur inamovible (1881), il siégea à la gauche républicaine. — Pour sa carrière littéraire, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

DESCHANEL (Paul-Eugène-Louis)



Déroulède.

(1856), fils du précédent. Sous-préfet de Dreux (1877), de Brest (1879), de Meaux (1881), député d'Eure-et-Loir



Deschanel.

(1885), puis de Nogent-le-Rotrou (1889), et réélu (1893), il prit part à de nombreuses discussions sur la marine, sur le tarif des douanes, sur la politique extérieure et intérieure, et montra parfois un réel talent d'orateur. Réélu en 1898, il fut élu

président de la Chambre avec 10 voix de majorité.

DESMONS (Frédéric) (1832). Député d'Alais (1881), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1885, 1889 et 1893. Il présida le conseil du Grand-Orient de France.

DESSALINES (Jean-Jacques) (1758-1806), empereur d'Haïti sous le nom de Jacques I^{er} (1804-1806). Esclave dans la partie française de l'île, il prit part à l'insurrection de 1790 et fut nommé général par Toussaint-Louverture. En 1802, il lutta énergiquement contre le général Leclerc, proclama l'indépendance d'Haïti, et se fit nommer gouverneur général, puis empereur (1804). Il tyrannisa son peuple et fut tué à la suite d'une conspiration dans laquelle étaient entrés plusieurs généraux (17 octobre 1806).

DESSEILLIGNY (Alfred PIERROT-) (1828-1875). Député de l'Aveyron (1869), il soutint le ministère Emile Ollivier, fut réélu en 1871, siégea à droite, devint ministre des travaux publics, puis du commerce et de l'agriculture dans le cabinet de Broglie (1873-1874). Il avait dirigé l'usine du Creusot et administré les houillères de Decazeville.

DESSOLLE (Jean-Joseph-Paul-Augustin, marquis) (1767-1828), général français. Il fit les campagnes de la Révolution, tomba en disgrâce (1801) à cause de son attachement à Moreau, se prononça pour les Bourbons (1814), fut ministre d'Etat, pair de France, ministre des affaires étrangères (1818-1819) et combattit les ultra-royalistes.

DESTUTT DE TRACY. (V. TRACY.)

DEUTZ (Simon), aventurier français, juif renégat, qui fit jeter la duchesse de Berry dans son aventure

de 1832 et la livra à Thiers contre la somme de 500,000 francs, dit-on.

DEVELLE (Jules-Paul) (1845). Avocat à Paris, préfet de l'Aube (1876), député de Louviers (1877), sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur (1879), réélu député (1881), il fut de nouveau sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, puis député de la Meuse (1885), ministre de l'agriculture (1886-1887), réélu par l'arrondissement de Bar-le-Duc (1889), ministre de l'agriculture (1890), puis des affaires étrangères (1893). Il fut battu par un radical aux élections de 1898.



Develle.

DEVÈS (Pierre-Paul) (1837). Avocat à Béziers, maire de cette ville (1871) et son député (1876), il siégea à la gauche républicaine, fut un des 363, réélu en 1877, se fit une spécialité de présenter des ordres du jour de confiance au ministère, fut élu député de Bagnères-de-Bigorre (1881), eut le portefeuille de l'agriculture dans le « grand ministère » de Gambetta (1881-1882), celui de la justice et des cultes dans le cabinet Duclerc (1882-1883) et dans le cabinet Fallières (1883) qu'il présida par intérim. Battu aux élections de 1885, le département du Cantal l'élit sénateur (1886).

DEVienne (Adrien-Marie) (1802-1883), magistrat français. Sénateur de l'Empire, premier président à la cour de cassation, il s'entremît dans l'intrigue amoureuse de Napoléon III avec Mlle Bellanger : la cour de cassation déclara (1871) que le rôle qu'il avait joué dans cette affaire lui avait été confié par l'impératrice elle-même, et il conserva ses fonctions jusqu'en 1877.

DEVONSHIRE (William-George-Spencer CAVENDISH, duc de) (1790-1858), homme politique anglais. Il appuya de ses votes la politique libérale, fut conseiller privé (1827) et lord-lieutenant du comté de Derby. Il est resté célèbre par son faste et ses goûts littéraires et artistiques.

DIAZ (Juan-Martin), surnommé *l'Empecinado*. (V. ce nom.)

DIAZ (Porfirio) (1828), président de la République mexicaine. Il se signala dans la guerre d'indépendance

contre l'empereur Maximilien, chercha à s'emparer à main armée du pouvoir à la mort de Juarez (1872) et fut élu président de 1877 à 1880, puis de 1884 à 1892.

DIDE (Scipion-Auguste) (1839), homme politique français. Pasteur protestant, il fit de l'opposition à l'Empire, fut élu sénateur du Gard (1885), il siégea à l'extrême gauche.

DIDIER (Jean-Paul) (1758-1816), conspirateur français. Avocat à Grenoble, il parut embrasser les idées de la Révolution, devint agent des Bourbons, se rallia au Consulat, conspira en faveur du duc d'Orléans en 1815 et organisa un complot à Grenoble, soi-disant en faveur de Napoléon, fut pris et décapité (1816).

DIDIER (Henry-Gabriel) (1807-1891), homme politique français. Journaliste et avocat, il fut magistrat sous Louis-Philippe, député d'Alger à la Constituante et à la Législative (1848-1851), combattit la politique de l'Élysée, remplit les fonctions de procureur de la République à Paris (1870-1871), fut nommé sénateur inamovible (1881) et siégea à la gauche républicaine.

DIETZ-MONNIN (Charles-Frédéric) (1826-1896). Député de la Seine (1871), il siégea au centre gauche, fut conseiller municipal de Paris (1874), sénateur inamovible (1892) et président du tribunal de commerce de la Seine.

DILKE (Sir Charles WENTWORTH) (1843), homme politique anglais. Son livre, *La plus grande Angleterre*, attira sur lui l'attention; député de Chelsea à la Chambre des communes (1868) avec un programme radical, il s'occupa beaucoup de politique extérieure, fut sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le cabinet Gladstone (1880-1882), puis président du *Local Government Board* (1882-1886). Un procès en adultère lui fut intenté et Chelsea ne le réélit pas (1886). Depuis il a donné de remarquables articles politiques dans les journaux anglais et étrangers. Réélu à la Chambre des communes en 1892.

DILLON (Arthur-Marie) (1834). Il s'occupa des affaires financières du boulangisme et fut condamné par contumace à la déportation perpétuelle dans une enceinte fortifiée par la haute cour de justice (1889). Elu

peu après député de Lorient, son élection fut invalidée.

DILLON (John) (1851), homme politique irlandais. Avec Parnell et Davitt, il fut un des propagateurs de la *Land League*, représenta le comté de Tipperary à la Chambre des communes (1880), fut emprisonné à diverses reprises, et prit parti contre Parnell (1891).

DISRAELI (Benjamin, lord BEACONSFIELD) (1804-1881), homme d'Etat et écrivain anglais. Il débuta dans la littérature, fit des romans à tendances politiques, fut nommé à la Chambre des communes par la ville de Maidstone (1837), devint le chef de la *Jeune Angleterre*, vota avec le parti tory et prit une influence qui ne fit que s'accroître. Il prit à la mort de George Bentinck (1848) la direction des affaires qu'il transforma, fut choisi par lord Derby comme chancelier de l'Echiquier (1852), de nouveau en 1858 et 1859. Pendant les ministères Palmerston et Russell, Disraeli ne cessa de faire de l'opposition et engagea de brillants tournois oratoires avec Gladstone, son rival aux finances. Après le retour de lord Derby aux affaires (1866), il reprit son poste de chancelier et devint premier ministre l'année suivante jusqu'en 1868. Remplacé par Gladstone, il remplaça celui-ci en 1874, fit donner à la reine le titre d'impératrice des Indes (1876), reçut d'elle le titre de pair et celui de comte Beaconsfield, se fit remettre Chypre par la Turquie (1878), et fut renversé du pouvoir en 1880.

DIX (John-Adam) (1798-1879), homme d'Etat et général américain. Il débuta dans l'armée de l'artillerie, se fit recevoir avocat, fut membre du Congrès de l'Etat de New-York, puis du Sénat de Washington (1845-1849). Secrétaire d'Etat aux finances sous Buchanan (1861), il reprit du service dans la guerre de la Sécession, fut ambassadeur à Paris (1866-1869) et gouverneur de l'Etat de New-York (1872-1874).

DOLGOROUKI (Vasili-Vladimirovitch) (1804-1868), général russe. Un



Disraeli.

des zèles serviteurs du tsar Nicolas I^{er}, il réprima la révolution de 1825 et l'insurrection polonaise (1830-1831), fut ministre de la guerre (1849-1856) et commanda le corps des gendarmes.

DOLLFUS (Jean) (1800-1887). Fabricant de toiles imprimées d'Alsace, ardent libre-échangiste, il était maire de Mulhouse lors de l'occupation de cette ville par les Allemands (1870), montra une attitude énergique et dut à son grand âge de n'être pas fusillé. Ses compatriotes l'envoyèrent au Reichstag (1877) pour protester contre l'annexion de leur pays.

DOLLFUS (Charles-Emile) (1805-1858), frère du précédent. Maire de Mulhouse, député du Haut-Rhin (1846), réélu à la Constituante (1848), il y soutint la politique de l'Elysée, ainsi qu'à la Législative (1849).

DOLLINGER (Jean) (1799-1890). Ordonné prêtre en 1822, il devint un des chefs de l'ultramontanisme allemand. La politique de la Cour romaine et son voyage à Rome en 1857 modifièrent ses opinions; il combattit le Syllabus et l'infailibilité, et présida en 1870 l'assemblée théologique de Munich, d'où sortit le vieux-catholicisme.



Dombrowski.

DOMBROWSKI (Jaroslaw) (1838-1871), officier polonais. Condamné à quinze ans de travaux forcés (1864) pour avoir fomenté l'insurrection, il s'échappa, vint à Paris, se

mit au service de la Commune de Paris et fut tué sur une barricade (1871).

DOMPIERRE D'HORNOY (Charles-François-Victor de) (1816), amiral français. Il fit les campagnes de Crimée et du Mexique, tint par intérim le ministère de la marine (1870-1871), fut député de la Somme (1871), siégea à la droite légitimiste, devint ministre de la marine dans le cabinet de Broglie (1873-1874), sénateur de la Somme (1876) et soutint le gouvernement du 16 mai. Non réélu au renouvellement triennal de 1882, il devint député de la Somme (1885), puis d'Amiens (1889).

PONDUKOV-KORSAKOV (Alex. Mi-

chailovitch) (1820-1893), général russe. Il prit part aux guerres du Caucase et de Crimée, commanda la cavalerie russe dans la campagne de 1878; gouverneur de la Bulgarie, il refusa la couronne et fit élire le prince Alexandre de Battenberg; c'était un des principaux représentants du parti slavophile.

DONNADIEU (Gabriel, vicomte) (1777-1849), général français. Il fit les campagnes de la Révolution, conspira avec Moreau, fut interné à Tours, reprit du service sous la Restauration, réprima avec cruauté l'insurrection de Grenoble (1816), fut nommé député d'Arles (1821) et siégea parmi les ultraroyalistes. En 1837, il subit une condamnation à deux ans de prison pour offense envers Louis-Philippe.

DONNET (Ferdinand-François-Auguste) (1795-1882), prélat français. Coadjuteur de l'évêque de Nancy (1833), archevêque de Bordeaux (1836), il fut nommé cardinal (1852) et sénateur de l'Empire.

DONOSO-CORTÉS (Don Juan-Francisco-Maria-de-la-Salud, marquis de VALDEGAMAS) (1809-1853), homme politique espagnol. Député de Cadix (1837), il suivit la reine Marie-Christine en exil (1840), entra au Sénat après la chute d'Espartero et devint le chef du parti inféodé à l'Eglise. Il fut quelque temps ambassadeur à Paris.

DOORN VAN WESTCAPELLE (Henri-Jacques, baron de) (1786-1853), homme d'Etat hollandais. Il servit Louis Bonaparte, devint à la restauration orangiste gouverneur de la Zélande et de la Flandre-Orientale, conseiller d'Etat, ministre de l'Intérieur (1830-1840), puis grand maréchal de la cour.

DORIAN (Pierre-Frédéric) (1814-1873). Député de la Loire (1863), réélu (1869), il fit de l'opposition à l'Empire, devint ministre des travaux publics (4 septembre 1870) et montra beaucoup d'activité pour la défense de Paris. Député de la Loire (1871), il siégea à gauche.

DORREGARAY (Don Antonio, marquis d'ERAUL) (1820-1882), général espagnol. Il servit dans l'armée royale et fit la campagne du Maroc (1859). En 1872, il embrassa la cause du nouveau don Carlos et fit une guerre acharnée aux troupes régulières jusqu'en 1876, passa en France avec le prétendant, puis en Angleterre.

DOST-MOHAMMED KHAN (1793-1863), émir d'Afghanistan. Jusqu'en 1842, il fut en compétition avec ses frères et l'usurpateur Choudja que soutenaient les Anglais, vécut depuis lors en bonne intelligence avec l'Angleterre qui l'aïda à repousser les agressions de la Perse et du sultan de Hérat.

DOUMER (Paul) (1857). Ouvrier dans une fabrique de médailles, puis professeur de mathématiques, il dirigea la *Tribune*, journal républicain



Doumer.

de Laon, devint député de l'Aisne (1888), échoua aux élections de 1889, fut chef de cabinet de Floquet, puis député d'Auxerre (1891), et réélu en 1893. Ministre des finances dans le cabinet Bourgeois (1895-1896), il déposa un projet d'impôt sur le revenu qui ne fut pas voté et fut nommé par le cabinet Méline gouverneur général de l'Indo-Chine (1897).

DOUVILLE-MAILLEFEU (Gaston, comte de) (1835-1895). Député de la Somme (1876), il siégea à l'extrême gauche, fit partie des 363, fut réélu en 1878, en 1881, échoua en 1885, mais fut nommé député de la Seine la même année, et par l'arrondissement d'Abbeville en 1889. Il a combattu avec fougue la politique coloniale des cabinets opportunistes.

DRÉOLLE (Ernest) (1829-1887). Journaliste ami de l'Empire, député de la Gironde (1869), puis de Blaye (1876), soutint avec les bonapartistes le cabinet du 16 mai, fut réélu comme candidat officiel (1877). De nouveau député en 1881, il échoua aux élections de 1885.

DREYFUS (Ferdinand-Camille) (1851). Conseiller municipal de Paris (1882-1885), député de la Seine (1885), réélu en 1889, il siégea à l'extrême gauche, fonda le journal *la Nation* (1884), fut compromis dans des affaires de chantage et condamné à six mois de prison (1895).

DREYFUS (Alfred) (1855), capitaine d'état-major. Accusé du crime de haute trahison, il fut traduit devant un conseil de guerre, jugé à huis clos et condamné à la déportation

perpétuelle (1894). Depuis, diverses personnalités politiques ont prétendu que Dreyfus n'avait pas été justement et légalement condamné; l'opinion publique s'est émue et la question de la révision du procès Dreyfus est devenue une grosse question politique. (V. vol. HISTOIRE CONTEMPORAINE, vol. SOCIALISME et *Suppl.* du présent vol.)



Dreyfus.

DROUET D'ERLON (Jean-Baptiste, comte) (1765-1844), maréchal de France. Prit part aux guerres de la Révolution et de l'Empire, servit Napoléon pendant les Cent-Jours, dut fuir à la seconde Restauration, se mêla à la conspiration orléaniste de Didier à Grenoble (1816) et fut condamné à mort par contumace. Rentré en France à l'amnistie de 1825, il reprit du service en 1830, commanda en chef la 12^e division militaire, à Nantes, fit arrêter la duchesse de Berry (1832) et partit pour l'Algérie avec le titre de gouverneur général (1834). Il en revint en 1835.

DROUYN DE LHUYS (Edmond) (1805-1881), homme d'Etat français. Il remplit plusieurs postes diplomatiques de 1830 à 1850, fut député de Seine-et-Marne (1842) et combattit la politique de Guizot. Réélu à l'Assemblée constituante de 1848, il vota avec la droite, fut nommé par Louis-Napoléon, après le 10 décembre, ministre des affaires étrangères, ambassadeur à Londres (1849), de nouveau ministre (1851), puis sénateur (1852). Il reprit la même année le portefeuille des affaires étrangères, le garda jusqu'en 1855, puis de 1862 à 1866. En présence de la politique des nationalités, il représentait la diplomatie traditionnelle et conservatrice. (V. d'Harcourt, *les Quatre Ministères de Drouyn de Lhuys*.)

DROZ (Numa) (1844), homme politique suisse. Conseiller fédéral (1875), il a dirigé plusieurs départements ministériels, était aux affaires étrangères lors du conflit Wohlgenmuth (1889) et tint tête à Bismarck. Il a été plusieurs fois président de la Confédération. Il a été question de lui pour le gouvernement de l'île de Crète, devenu autonome.

DROEZ (Henri) (1799-1855), homme politique suisse. Avocat à Moudon,

il fut président du gouvernement provisoire lors de la révolution du canton de Vaud (1845), rédigea avec Kern le pacte fédéral de 1848 après le Sonderbund, et, nommé membre du Conseil fédéral, devint président de la Confédération (1850).

DRUMONT (Edouard-Adolphe) (1844). Après s'être pendant longtemps occupé à peu près exclusive-



Drumont.

ment de littérature et d'art, M. Drumont s'est tout à coup révélé antisémite ardent, par la publication de *la France Juive* qui eut un énorme retentissement. Il fonda ensuite *la Libre Parole*, organe clérical et antisémite, sollicita plusieurs fois

sans succès un mandat législatif à Paris, et fut enfin élu député d'Alger en 1898. — Pour son œuvre littéraire, V. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

DUBOIS (Paul-François) (1793-1874), homme politique et littérateur français, fonda avec Pierre Leroux le journal *le Globe*, 1824. Député de Nantes (1831) et constamment réélu, il appuya la politique du gouvernement de Juillet, fut directeur de l'Ecole normale et dut quitter cette fonction en 1850. — Auteur de divers travaux littéraires.

DUBOST (Henri-Antoine, dit *Antonin*) (1842), journaliste d'opposition sous l'Empire. Secrétaire général de la Préfecture de police après le 2 septembre, préfet de l'Orne (1871), chef du cabinet du garde des sceaux Le Royer (1879), conseiller d'Etat (1880), il fut député de la Tour-du-Pin (1880) et siégea à l'Union républicaine. Réélu constamment par son arrondissement, il fut ministre de la justice dans les cabinets Casimir-Perier et Dupuy (1893-1894).

DUCHÂTEL (Charles-Marie-Tanneguy, comte) (1803-1867). Conseiller d'Etat (1830), député de Jonzac (1833), il siégea au centre, reçut le portefeuille de l'agriculture et du commerce (1834-1836), celui des finances (1836-1837), de l'intérieur (1839-1848), et soutint toujours la politique de Guizot, dont il partagea l'impopularité. — Son fils, *Charles-Jacques-*

Marie-Tanneguy (1838), fut député de la Charente-Inférieure (1871), siégea au centre gauche, représenta la France à Copenhague (1876), Bruxelles (1878), Vienne (1880-1883), fut réélu député de la Charente-Inférieure (1885) et ne se représenta pas en 1889.

DUCKWITZ (Arnold) (1802-1881), homme politique et économiste allemand. Membre du Sénat de Brême (1840), il s'occupa de l'union douanière, contribua aux progrès des chemins de fer allemands et fut nommé ministre du commerce de l'empire (1848). Il avait créé sur le Weser un service de bateaux à vapeur.

DUCLERC (Charles-Théodore-Eugène) (1812-1888). Correcteur d'imprimerie, puis journaliste, député des Landes à la Constituante (1848), il devint ministre des finances la même année, se retira de la vie politique et s'occupa d'affaires industrielles. Député des Basses-Pyrénées (1871), il siégea à gauche, devint sénateur inamovible (1875), combattit les hommes du 16 mai, fut ministre des affaires étrangères et président du conseil (1882-1883).

UCOS (Pierre-Roger) (1747-1816), conventionnel. Avocat à Dax, député des Landes à la Convention, il vota la mort du roi, fut membre du conseil des Cinq-Cents et devint un des cinq directeurs. Il appuya le coup d'Etat du 18 brumaire, fut un des trois consuls provisoires, entra au Sénat, à la Chambre des pairs pendant les Cent-Jours, fut banni comme régicide et mourut près d'Ulm (1816).

UCOS (Jean-Etienne-Théodore) (1801-1855). Armateur à Bordeaux, député de la Gironde de 1834 à 1848, il fit de l'opposition libérale et s'associa à la campagne des banquets réformistes. Réélu par son département à la Constituante (1848) et par celui de la Seine à la Législative (1849), il siégea à droite, appuya la politique de l'Elysée, devint ministre de la marine (1851 et 1852-1853) et sénateur (1853).

DUCPÉTIAUX (Edouard) (1804-1868), publiciste et homme politique belge. Il prit une part active à la révolution de 1830, fut nommé inspecteur général des prisons et se montra réformateur dans ses actes et dans ses écrits. De libéral, il devint catholique ardent, approuva publique-

ment le ministre de Decker dans son projet de loi sur la charité, et organisa les nombreux congrès catholiques de Malines.

DU CROT (Auguste-Alexandre) (1817-1882), général français. Il servit en Algérie, en Italie et commanda en 1870 la 1^{re} division du corps d'armée de Mac-Mahon.



Ducrot.

Fait prisonnier à Sedan, il put s'échapper, revint à Paris, commanda les XIII^e et XIV^e corps, se fit battre au plateau de Châtillon, à La Malmaison, et ne put forcer les lignes prussiennes sur la Marne. (V. vol. GUERRE FRANCO-ALLEMANDE, art. CHAMPIGNY.)

Député de la Nièvre (1871), il siégea à droite, devint commandant du VIII^e corps à Bourges (1872-1878) et se signala par son esprit de réaction et d'ultramontanisme.

DUDLEY (John-William WARD, lord) (1781-1833), homme politique anglais. Membre de la Chambre des communes (1802), il devint un des chefs du parti conservateur libéral et fut ministre des affaires étrangères dans le cabinet Canning (1827).

DUFAURE (Jules-Armand-Stanislas) (1798-1881), homme d'Etat français. Avocat à Bordeaux, député de Saintes (1834), il soutint Thiers qui le fit entrer au conseil d'Etat, fut ministre des travaux publics dans le ministère Soult (1839), et se montra très conservateur. Réélu dans la Charente-Inférieure en 1848, il fut ministre de l'intérieur sous Cavaignac, se retira après l'échec de celui-ci à la présidence de la République, fut renommé au même poste par Louis-Napoléon et fut un des chefs de la croisade réactionnaire. Il fut néanmoins remplacé au ministère, et le coup d'Etat du 2 décembre le rendit à la vie privée. Avocat à Paris, il fut élu bâtonnier en 1862 et nommé à l'Académie française (1863). Il essaya en vain de se faire élire député à la fin de l'Empire et ne rentra à la Chambre qu'aux élections de 1871. Ministre de la justice sous la prési-

dence de Thiers (1871-1873), puis dans le cabinet Buffet (1875), il remplaça ce dernier à la présidence du conseil (1876). Il fut de nouveau président du conseil après la réélection des 363 et quitta le pouvoir en même temps que Mac-Mahon. Depuis il siégea au Sénat au centre gauche et se montra hostile à toute réforme.

DUFFERIN (Frederick-Temple-Hamilton BLACKWOOD, comte) (1826), diplomate anglais. Sous-secrétaire d'Etat pour les Indes (1864-1866), gouverneur du Canada (1872-1878), il fut ambassadeur à Pétersbourg (1879), à Constantinople (1881-1884), vice-roi des Indes (1884-1889), ambassadeur en Italie (1889-1891), puis en France (1891-1897).

DUFOUR (Guillaume-Henri) (1787-1875), général suisse. Il servit dans l'armée française pendant les dernières campagnes de l'Empire, passa dans l'armée suisse, dirigea les travaux de triangulation de son pays, commanda l'armée dirigée contre le Sonderbund (1847), et présida la conférence internationale d'où sortit la convention de Genève (1864).

DUGUÉ DE LA FAUCONNERIE (Henri-Joseph) (1835). Député de Mortagne (1869), il combattit comme trop libéral le ministère Ollivier, vota la guerre contre la Prusse, prit la direction du journal *l'Ordre*, fut élu député de Mortagne (1876), soutint le gouvernement du 16 mai et fut réélu en 1877. Il tenta de se rallier à la République, échoua aux élections de 1881, revint à ses anciennes opinions, fut réélu en 1885 et 1889, et siégea à droite.

DUJARDIN-BEAUMETZ (Henry-Charles-Etienne BEAUMETZ, dit) (1852). Peintre de talent, député de Limoux (1869), réélu en 1893 et en 1898, il siégea à la gauche républicaine.

DULONG (François-Charles) (1792-1834). Avocat à Paris, député de l'arrondissement de Verneuil (1831), il siégea à l'extrême gauche et, en pleine séance de la Chambre (1834), accusa Bugeaud d'avoir joué le rôle de géolier de la duchesse de Berry. Un duel s'ensuivit : Dulong fut mortellement blessé.

DUMAS (Gustave-Mathieu, comte) (1753-1837), général. Aide de camp de Rochambeau en Amérique, il fut député de Seine-et-Oise à l'Assemblée législative (1791), dirigea le dépôt des

plans de campagne, émigra et revint après le 9 thermidor. Membre du conseil des Anciens, proscrit comme « clichyen » au 18 fructidor, il rentra après le coup d'Etat de brumaire, devint conseiller d'Etat, général de division, ministre de la guerre de Joseph Bonaparte en Italie et en Espagne, intendant général de la Grande Armée et fut fait prisonnier à Dresde. Rallié aux Bourbons, puis disgracié, il représenta Paris à la Chambre des députés (1828) et favorisa la révolution de Juillet. Louis-Philippe le nomma pair de France.

DUMAS (Jean-Baptiste) (1800-1884), savant et homme politique français. Il fut élu député du Nord à l'Assemblée législative (1849) et se montra un des chauds partisans de Louis-Napoléon qui le nomma ministre de l'agriculture et du commerce (1851), puis sénateur après le 2 décembre, vice-président du conseil supérieur de l'instruction publique (1851-1863) et vice-président du conseil municipal de Paris. (V. vol. CHIMIE et BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.)

DUMAS (Alexandre DAVY DE LA PAILLETERIE, dit Alexandre) (1802-1870), romancier français, fils du général Dumas. Il fit le coup de feu aux journées de juillet 1830, fut chargé d'organiser en Vendée une garde nationale contre une chouannerie possible, s'occupa encore de politique en 1848 et suivit l'expédition des Mille de Garibaldi. — Pour son immense labeur littéraire, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

DUMAY (Jean-Baptiste) (1841). Ouvrier mécanicien au Creusot, maire de cette ville (1870); il adhéra à la Commune de Paris et fut condamné par contumace aux travaux forcés à perpétuité. Après l'amnistie de 1880, il fut élu conseiller municipal de Paris (1887) et député du XX^e arr. (1889). Il siégea à l'extrême gauche avec le groupe du parti ouvrier et ne se représenta pas en 1893. Actuellement, administrateur de la Bourse du travail de Paris.

DUMON (Pierre-Sylvain) (1797-1870). Avocat à Paris dès 1820, il fut nommé après juillet 1830 avocat général à Agen, député d'Agen (1831), conseiller d'Etat, puis ministre des travaux publics (1844) et ministre des finances (1847). La révolution de 1848 le fit rentrer dans la vie privée,

DUMOURIEZ (Charles - François). (V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

DUNDONALD (Comte de). (V. COCHRANE.)

DUPANLOUP (Félix-Antoine-Philibert) (1802-1878), prélat et pédagogue français. Evêque d'Orléans (1849), il fut au premier rang des polémistes catholiques contre l'Université; élu député du Loiret (1871), puis sénateur inamovible (1875), il se signala par son opposition contre les mesures libérales et écrivit nombre de brochures politiques.



Dupanloup.

DUPERRÉ (Guy-Victor) (1775-1846), amiral français. Il se signala aux Antilles, aux Indes, à Madagascar et en Algérie, fut ministre de la marine de 1834 à 1836 et de nouveau en 1839.

DUPETIT-THOUARS (Abel AUBERT) (1793-1864), amiral français. Il coopéra à l'expédition d'Alger (1830), fit accepter le protectorat de la France à la reine Pomaré, expulsa Pritchard, l'agent anglais, de Taïti (1843), et fut désavoué par Guizot effrayé par les démonstrations de l'Angleterre. En 1849, le département de Maine-et-Loire l'envoya à la Législative.

DUPIN (André-Marie-Jean-Jacques) (1783-1865), dit *Dupin aîné*. Avocat à Paris, il plaida de nombreux procès politiques (Ney, Béranger, le *Journal des Débats*, etc.), fut député de Cosne (1826), un des 221, et prit part à la révolution de Juillet. Procureur général à la cour de cassation, président de la Chambre des députés, il se montra très autoritaire et accepta la République de 1848 et la présidence de Louis-Napoléon avec une facilité extraordinaire. Il conserva sous l'Empire son siège de procureur général. Il faisait partie de l'Académie française depuis 1831.



Dupin.

DUPIN (Pierre-Charles-François, baron) (1784-1873), économiste et mathématicien français, frère du précédent. Député du Tarn (1828), il ne

joua qu'un rôle secondaire en politique, fut ministre de la marine (1834), entra à la Chambre des pairs (1837), fit partie de la droite dans les Assemblées de la République de 1848, et l'Empire le nomma sénateur (1853).

DUPIN (Simon-Philippe) (1795-1846), avocat français, frère des précédents. Il se fit un très grand renom dans les procès retentissants de la Restauration, devint bâtonnier de l'ordre des avocats (1834), député de la Nièvre et d'Avallon (1830 et 1842) et prit part à des discussions d'affaires.

DUPONT (Paul-François) (1796-1879), imprimeur. Il créa un établissement consacré aux impressions administratives, fut candidat officiel sous l'Empire et représenta depuis 1852 jusqu'en 1870 le département de la Dordogne qui l'envoya encore au Sénat en 1876. Il y fit partie de la droite bonapartiste.

DUPONT DE BUSSAC (Jacques-François) (1803-1873). Avocat à Paris, il plaïda de nombreuses causes politiques (Fieschi, Blanqui, Barbès, etc.), représenta la Charente-Inférieure à la Constituante, et l'Isère à la Législative, siégea à la Montagne et fut proscrit après le 2 décembre 1851.

DUPONT DE L'ETANG (Pierre-Antoine, comte) (1765-1840), général français. Il combattit à Valmy, à Menin (1793), à Hondschoote, fut directeur du dépôt de la guerre (1797), soutint le coup d'Etat du 18 brumaire et suivit Bonaparte en Italie. Il battit Mèlas à Ulm (1805) et se signala à Friedland. Envoyé en Espagne, il signa la désastreuse capitulation de Baylen (1808), fut destitué et condamné à la prison d'Etat. Il fut rappelé au service par Louis XVIII et élu député de la Charente (1815-1830).

DUPONT DE L'EURE (Jacques-Charles) (1767-1855). Député de l'Eure au conseil des Cinq-Cents, il appuya le coup d'Etat de brumaire, devint président de chambre à la cour de Rouen, député de l'Eure au Corps législatif (1813), réélu en 1817 et sans

interruption jusqu'en 1848. Pendant la Restauration, il siégea dans l'opposition et se vit retirer ses fonctions



Dupont de l'Eure.

de président de chambre à Rouen; sous Louis-Philippe, il fut ministre de la justice (1830), fit de l'opposition républicaine et prit part à la campagne des banquets. Il représenta encore le département de l'Eure à la Constituante (1848), ne fut pas réélu à la Législative et rentra dans la vie privée.

DUPONT DE NEMOURS (Pierre-Samuel) (1739-1817). Disciple de Quesnay, il vulgarisa les idées des physiocrates dans de nombreux écrits d'économie politique, fut député du tiers état de Nemours aux Etats généraux, combattit l'émission des assignats, défendit les Tuileries dans la journée du 10 août, fut arrêté en 1794 et relâché après le 9 thermidor. Député du Loiret au conseil des Anciens, il siégea parmi les modérés, passa aux Etats-Unis après fructidor, fut secrétaire du gouvernement provisoire (1814) et nommé conseiller d'Etat par Louis XVIII. Il finit ses jours aux Etats-Unis.

DUPORTAL (Pierre-Jean-Louis-Armand) (1814-1887). Journaliste à Toulouse, il fit une guerre acharnée au prince Louis-Napoléon qui le fit déporter en Afrique après le 2 décembre 1851. A la fin de l'Empire, il reprit sa campagne dans l'*Emancipation* et fut emprisonné. Le 4 septembre le fit sortir de Sainte-Pélagie; il devint préfet de la Haute-Garonne (1870-1871), député de Toulouse (1876), siégea à l'extrême gauche, un des 363, réélu en 1877, 1881 et 1885. C'était un ennemi déclaré du parti opportuniste.

DUPRAT (Pascal) (1815-1885). Journaliste, député des Landes à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il protesta contre le coup d'Etat du 2 décembre 1851, fut exilé, réélu par les Landes à l'Assemblée nationale (1871) et soutint la politique de Thiers. Député de Paris (1876), il fit partie des 363; réélu en 1877, il échoua aux élections de 1881 et fut nommé plénipotentiaire au Chili (1881-1885).

DUPUY (Charles-Alexandre) (1851). Professeur de philosophie, vice-recteur à Ajaccio, député de la Haute-Loire (1885), puis de l'arrondissement du Puy (1889 et 1893), rapporteur du budget de l'instruction publique (1891 et 1892), ministre de l'instruction publique dans le cabinet Ribot (1892),

président du conseil avec le ministère de l'intérieur (1893). C'est sous son ministère que se produisirent les émeutes du quartier



Dupuy.

Latin pendant lesquelles Noger fut tué; la Bourse du travail fut fermée et Paris fut mis en véritable état de siège. Renversé du pouvoir, M. Dupuy fut nommé président de la Chambre qu'il présidait le jour de l'attentat de l'anarchiste Vaillant. Il montra dans cette circonstance un grand sang-froid. De nouveau président du conseil (1894), réélu en 1898, il succéda à Brisson comme chef du cabinet et ministre de l'intérieur (1898).

DURANDO (Giacomo) (1807), général et homme politique italien. Compromis dans une conspiration (1831), il quitta le Piémont, passa en Portugal et en Espagne où il combattit pour la cause constitutionnelle, revint dans son pays (1845), s'attacha à Cavour, fut député de Mondovì (1848), accompagna Charles-Albert à Novare (1849), remplaça La Marmora comme ministre de la guerre (1855), fut ambassadeur à Constantinople (1856-1861) et ministre des affaires étrangères (1862).

DURFORT DE CIVRAC (Marie-Henri-Louis, comte de) (1812-1884). Député de Maine-et-Loire en 1852 et en 1869, puis en 1871, il siégea à la droite légitimiste. Député de Cholet (1876), il fut réélu en 1877 et 1881, et, grâce à l'appui des gauches, devint vice-président de la Chambre.

DURHAM (John-George Lambton, comte de) (1792-1840), homme politique anglais. Membre de la Chambre des communes (1813), il combattit le ministère réactionnaire de Castlereagh, fut nommé pair (1828), lord du sceau privé dans le cabinet de lord Grey, puis gouverneur général des colonies de l'Amérique du Nord (1838).

DUROC (Giraud-Christophe-Michel, duc de FRIOUL) (1772-1813), maréchal de France. Lieutenant d'artillerie au siège de Toulon, il suivit Bonaparte en Egypte, devint son secrétaire après le 18 brumaire, fut chargé de missions près de diverses cours, commanda les grenadiers de la garde

à Austerlitz, combattit à Wagram et à Essling, fut nommé grand maréchal du palais, sénateur, et tomba mortellement frappé le lendemain de la bataille de Bautzen (22 mai 1813).

DUROSNEL (Antoine-Jean-Auguste-Henri) (1771-1849), général français. Il servit dans les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, se signala à Hohenlinden, combattit à Austerlitz, à Iéna, à Essling où il fut grièvement blessé, fit la campagne de Russie, gouverna Dresde en 1813, et fut mis en non-activité par la Restauration. Député de Seine-et-Marne (1830), il fut nommé aide de camp de Louis-Philippe et pair de France (1837).

DURUY (Victor) (1811-1894). Il remplit les fonctions de ministre de l'instruction publique de 1863 à 1869 et eut à lutter pendant cette période contre l'esprit autoritaire des hommes de 1852 et contre l'exclusivisme des cléricaux, organisa les cours de jeunes filles, créa l'école des hautes études. Nommé sénateur en 1869, il rentra dans la vie privée après le 4 septembre 1870 et se voua depuis à ses études historiques. (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)



Duruy.

DUVAL (Jean-Pierre) (1754-1817), conventionnel. Député de la Seine-Inférieure à la Convention, il fut l'ami des girondins, vota pour la réclusion de Louis XVI, devint ministre de la police générale (1799), membre du Corps législatif (1800-1803) et préfet des Basses-Alpes (1805-1815).

DUVAL (Ferdinand) (1827-1896), administrateur français. Avocat à Paris, préfet de la Gironde (1871-1873), préfet de la Seine (1873-1879), il fut nommé conseiller municipal par le parti conservateur pour le quartier Saint-Thomas-d'Aquin.

DUVAL (Edgard-Raoul) (1832-1887). Avocat général à Rouen sous l'Empire, député de la Seine-Inférieure (1871), il siégea dans le groupe bonapartiste, se fit remarquer par ses interpellations hostiles aux républicains, fut député de Louviers (1876), de Bernay (1884) et de l'Eure (1885).

DUVAL (Emile-Victor) (1841-1871), révolutionnaire français. Ouvrier

fondeur à Paris, il fut aux premiers rangs des socialistes qui attaquèrent l'Empire, prit part aux mouvements du 31 octobre 1870 et du 18 mars 1871. Membre de la Commune et chargé, à titre de général, de marcher contre Versailles, il fut pris par les troupes de Vinoy au Petit-Bicêtre. Le général Vinoy lui ayant demandé : « Que feriez-vous de moi si j'étais à votre place ? — Je vous ferais fusiller, répondit Duval. — Vous venez de prononcer votre sentence », repartit le général Vinoy, et Duval fut immédiatement passé par les armes.

DUVAUX (Jules-Yves-Antoine) (1827). Député de Nancy (1877), il siégea à gauche, fit partie des 363, et réélu en 1877, 1881, 1885, fut ministre de l'instruction publique dans les cabinets Duclerc et Fallières (1882-1883).

DUVERGIER (Jean-Baptiste) (1792-1877), jurisconsulte français. Conseiller d'Etat (1855), il fut ministre de la justice (17 juillet 1869-2 janvier 1870), et entra ensuite au Sénat.

DUVERGIER DE HAURANNE (Prosper) (1798-1881). Député de Sancerre (1831), il soutint d'abord la politique de répression du début de Louis-Philippe, fit de l'opposition dès 1837 à Molé et à Guizot, organisa la campagne des banquets, fit partie de la droite antirépublicaine à la Consti-

tuante (1848), combattit à la Législative (1850) la politique de l'Elysée et fut exilé après le coup d'Etat du 2 décembre 1852. Membre de l'Académie française (1870), il a laissé : *Histoire du gouvernement parlementaire en France de 1814 à 1848* (1857-1873, 10 volumes).

DUVERGIER DE HAURANNE (Louis-Prosper-Ernest) (1843-1877), fils du précédent. Député du Cher (1871), il se déclara en faveur de la République, combattit l'Ordre moral, représenta l'arrondissement de Sancerre (1876) et fut un des 363 députés qui se prononcèrent contre le cabinet de Broglie.

DUVERNOIS (Clément-Aimé-Jean-Baptiste) (1836-1879). Bonapartiste militant, il fut élu député des Hautes-Alpes (1869), eut le portefeuille de l'agriculture et du commerce dans le cabinet Palikao (1870), partit pour l'Angleterre après le 4 septembre 1870 et fut condamné à deux ans de prison comme directeur de la Banque territoriale d'Espagne (1874).

DUVIVIER (Franciade-Fleurus) (1794-1848), général français. Il gagna ses grades en Algérie, de 1830 à 1841, fut élu député de Seine à la Constituante (1848) et tomba mortellement frappé en réprimant l'insurrection de juin.

E

ECHAVARRIA (José-Ignacio, marquis de FUENTEFIEL) (1818), général espagnol. Il combattit les carlistes et devint général de brigade (1847), demeura fidèle à la reine (1868), la suivit en exil, rentra en Espagne à l'avènement d'Alphonse XII, contribua à l'échec des carlistes et fut ministre de la guerre (1879-1881).

ECKMÜHL (Prince d'). (V. DAVOUT.)

EDEN (Sir George). (V. AUCLAND [Lord].)

EDHEM PACHA (1820), homme d'Etat ottoman. Général commandant la maison militaire d'Abd-ul-Medjid, ministre des affaires étrangères (1857), des travaux publics (à deux reprises), ambassadeur à Ber-

lin (1875), grand vizir (1877), ambassadeur à Vienne, il commanda en chef l'armée qui envahit la Grèce (1897).

EGERTON (Francis). (V. ELLESMERE [Comte d'].)

EICHHORN (Johann-Albrecht-Friedrich) (1779-1856), homme d'Etat prussien. Conseiller d'Etat (1817), il prit une grande part à la création du Zollverein, fut ministre de l'instruction publique et des cultes (1840) et suivit une politique cléricale.

ELGIN (Thomas Bruce, comte d') (1766-1841), diplomate anglais. Ambassadeur à Constantinople (1799-1803), il profita de son séjour pour piller les sculptures antiques d'Athènes (frises du Parthénon, bas-reliefs

de temples, etc.) qu'il envoya à Londres et qui formèrent la fameuse collection dite des « marbres d'Elgin ».

ELGIN (James Bruce, comte d') (1811-1863), homme politique anglais, fils du précédent. Gouverneur de la Jamaïque (1842-1846), administrateur du Canada (1846-1854), il fut envoyé en Chine (1857) et fit signer le traité de Tien-tsin; en 1860, il y retourna et s'appropriä, dans le pillage du Palais d'été, des richesses artistiques, comme son père avait fait en Grèce. Il mourut gouverneur général de l'Inde.

ELIO (Francisco-Javier) (1767-1822), général espagnol. Il fit les campagnes contre la France (1793-1795), reprit Montevideo sur les Anglais (1805), combattit les Français en 1812-1814, devint un zélé défenseur de l'absolutisme et se signala par ses cruautés envers les patriotes. Gouverneur de Valence, il fut emprisonné par les insurgés (1820), condamné à mort (1822) et subit le supplice de la garrotte.

ELIO Y EZPELETA (Joaquin) (1803-1876), général carliste, fils du précédent. Dans la première guerre carliste, il fut chef d'état-major de Zumalacarregui; dans la seconde, il battit les troupes espagnoles à Arroz (1873), prit le fort d'Estella et assiégea Bilbao, fut nommé ministre de la guerre et entra en France après l'échec final du mouvement.

ELIOT (Edward-Granville, comte de SAINT-GERMANS) (1798-1877), homme d'Etat anglais. Il débuta dans la diplomatie, fut secrétaire principal en Irlande (1841), lord-lieutenant d'Irlande (1852), puis vice-roi (1855) et intendant de la maison royale.

ELISA BONAPARTE (V. BONAPARTE.)

ELLENBOROUGH (Edward Law, comte d') (1790-1871), homme d'Etat anglais. Ami de Wellington, lord du sceau privé, président du *Board of Trade*, gouverneur de l'Inde (1842-1844); à la Chambre des lords il prit une part active aux discussions relatives à la réorganisation de l'empire colonial asiatique de l'Angleterre.

ELLESMERE (Francis LEVESON-GOWER, sir EGERTON, comte d') (1800-1857), homme politique et littérateur anglais. Conservateur libéral de l'école de Caning, il fut secrétaire

d'Etat aux finances (1827), secrétaire pour l'Irlande (1828-1830), puis secrétaire à la guerre (1830). — Il a laissé de nombreux ouvrages littéraires.

ELPHINSTONE (Mounstuart) (1779-1859), homme d'Etat anglais. Il passa la plus grande partie de sa vie dans l'Inde, fut ambassadeur à Caboul (1808), résident à Pouna (1810), dirigea l'expédition contre les Mahrattes (1817-1818) et devint gouverneur de Bombay (1819-1827).

EMIN-MUCKLIS PACHA (1811-1873), homme d'Etat ottoman. Il débuta dans la diplomatie, fut gouverneur de Damas, de Trébizonde, vice-président du conseil d'Etat et gouverneur d'Erzeroum.

EMIN PACHA. (V. SCHNITZLER.)

EMPECINADO (Juan-Martin DIAZ, dit l') (1775-1825), redoutable chef de guérillas pendant la guerre de l'indépendance espagnole contre les Français. En 1820, il prit part au mouvement constitutionnel, fut pris et pendu en 1825.

ENFANTIN (Barthélemy-Prosper) (1796-1864), socialiste français. Avec Bazard et Olinde Rodrigues, il continua l'œuvre du philosophe Saint-Simon, dans le journal *le Producteur*, puis dans *le Globe*, organisa des réunions publiques et fonda à Ménilmontant une communauté dont il devint le « père suprême ». Condamné à un an de prison pour réunion illicite (1832), il se retira en Egypte, revint en France et fut directeur du chemin de fer de Paris à Lyon (1845-1848), puis administrateur de cette ligne jusqu'à sa mort. (V. vol. SOCIALISME.)

ENGHIEN (Louis-Antoine-Henri de BOURBON, duc d') (1772-1804), fils du prince de Condé, enlevé sur le territoire badois, conduit à Strasbourg et fusillé nuitamment, sur l'ordre de Napoléon, dans les fossés de Vincennes, le 21 mars 1804.

ERLON (DROUET d'). (V. DROUET.)

ERNEST-AUGUSTE (1771-1851), duc de Cumberland, puis roi de Hanovre de 1837 à 1851. Fils de George III d'Angleterre, il s'opposa, dans la Chambre des lords, à toutes les mesures libérales, épousa Frédérique de Mecklembourg-Strelitz (1815). Son coup d'Etat de 1837 provoqua une extrême émotion dans toute l'Allemagne.

ERNOUF (Jean-Augustin, baron) (1753-1827), général français. Il se distingua dans les campagnes de la Révolution, fut éloigné par Bonaparte qui l'envoya comme capitaine général à la Guadeloupe (1803-1810) où il se défendit longtemps contre les Anglais. Prisonnier de guerre, il rentra en France en 1811 en vertu d'un échange, et fut exilé à 50 lieues de Paris après deux ans de prévention. Sous la Restauration, il recouvra son grade, fut député de l'Orne (1815) et de la Moselle (1816).

ERNOUL (Jean-Edmond) (1829). Avocat à Poitiers, député de la Vienne (1871), il siégea à droite, eut le portefeuille de la justice dans le cabinet de Broglie (1873) et se montra partisan de la « politique de combat ». Il ne fut pas réélu.

EROLES (Baron d') (1785-1825), général espagnol. Il servit dans la guerre d'indépendance contre les Français, se fit remarquer de 1815 à 1820 par son exaltation royaliste, dirigea le mouvement insurrectionnel de la Navarre (1821-1822); fut nommé membre du conseil de régence après l'intervention française (1823) et capitaine général de la Catalogne. Il mourut peu après.

ERSKINE (Thomas, lord) (1750-1823), homme politique anglais. Il servit dans la marine et dans l'infanterie; avocat, il se fit une réputation rapide dans de grands procès criminels et politiques, défendit dans ses écrits les principes de la Révolution et soutint sans grand éclat au Parlement diverses causes libérales. Député de Portsmouth et ami de Fox, il entra quoique wigh dans le ministère tory de 1806, comme ministre de la justice, dut donner sa démission l'année suivante.

ERSKINE (Sir James SAINT-CLAIR, comte de ROSSLYN) (1762-1837), général anglais. Membre de la Chambre des communes de 1781 à 1792, il vota contre Pitt, reprit du service (il avait été en 1782 aide de camp du vice-roi d'Irlande), combattit la France au siège de Toulon, en Corse, en Portugal, à Walkeren, entra à la Chambre des lords où il soutint les tories et devint lord du sceau privé dans le cabinet Wellington.

ESCARGUEL (Lazare) (1816-1893). Il combattit l'Empire et fut nommé député des Pyrénées-Orientales (1871), siégea à l'Union républicaine, fut élu par Perpignan (1876), fit partie des 363 et réélu en 1877 et 1881. Le département des Pyrénées-Orientales l'envoya au Sénat (1882); il échoua au renouvellement de 1891.

ESCHASSÉRIAX (Joseph, baron) (1753-1823), conventionnel. Avocat à Bordeaux, député de la Charente-Inférieure à l'Assemblée législative et à la Convention, il vota la mort du roi, combattit Robespierre au 9 thermidor, fut membre des Cinq-Cents, du Tribunat, plénipotentiaire à Lucques (1806-1809) et créa baron de l'Empire (1810). La Restauration le bannit comme régicide; il rentra en France en 1819.

ESCHASSÉRIAX (René-François-Eugène, baron) (1823). Député de la Charente-Inférieure à la Législative (1849), il soutint la politique de l'Elysée, fut réélu pendant toute la durée de l'Empire, puis en 1871, où il siégea dans les rangs bonapartistes. Député de Saintes (1876), il appuya le gouvernement du 16 mai et fut réélu en 1877, 1881, 1885, 1889.

ESCOÏQUIZ (Juan) (1762-1820), homme d'Etat espagnol. Chanoine à Saragosse, précepteur du futur Ferdinand VII, il combattit le premier ministre Godoy, et, en 1808, devenu conseiller d'Etat, poussa le roi à l'entrevue de Bayonne dans le piège tendu par Napoléon I^{er}. A la Restauration (1814), il devint premier ministre, mais fut disgracié peu après.

ESCOSURA (Patricio de La) (1807-1878), écrivain et homme d'Etat espagnol. Il servit dans l'armée, écrivit des romans historiques et des pièces de théâtre, fut sous-secrétaire d'Etat du gouvernement provisoire (1843), puis dans le cabinet Sotomayor (1847), devint ambassadeur à Lisbonne (1855) et ministre de l'intérieur dans le cabinet Espartero (1856). De 1872 à 1874, il représenta l'Espagne à Berlin.

ESPAGNE ou **ESPAÑA** (Don Carlos, comte d') (1775-1839), homme d'Etat espagnol. Il combattit les Français de 1808 à 1814, fut gouverneur de Tarragone (1814), se prononça contre le gouvernement constitutionnel

(1820), devint capitaine général de l'Aragon (1823), de la Catalogne (1826), fut rappelé en 1832 à cause de ses violences et prit le parti de don Carlos. Il fut assassiné en 1839, et son cadavre fut jeté dans la Sègre. Il est resté célèbre par ses cruautés.

ESPARTERO (Baldomero, comte de LUCHANA, duc de la Victoire) (1792-



Espartero.

1879), homme d'Etat espagnol. Il servit au Pérou lors des guerres d'indépendance (1815-1824), combattit les carlistes (1833-1840), fut comblé d'honneurs, devint régent lors de l'abdication de Marie-Christine (1840) et eut à réprimer des séditions nombreuses jusqu'en 1843. Son despotisme ayant poussé la nation à bout, il dut fuir en Angleterre, revint en 1848, fut président du conseil de 1854 à 1856, et s'éloigna depuis de la politique. En 1868, il déclina les propositions de quelques républicains fédéralistes qui voulaient le mettre à la tête du gouvernement.

ESPEUILLES (Marie-Louis-Antoine VIEL DE LUNAS, marquis d') (1831), général français. Il servit en Crimée, en Kabylie, en Italie, et en 1870 dans l'armée du Rhin et dans celle de la Loire. Sénateur de la Nièvre (1876), il siégea parmi les bonapartistes et échoua au renouvellement de 1879.

ESPINASSE (Jean-Pierre-Marie de L') (1784-1868). Député de Toulouse (1837), il siégea avec les légitimistes, se rallia au gouvernement et fut réélu en 1839 et 1842. Député de la Haute-Garonne à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il combattit avec les conservateurs la politique de l'Elysée et échoua aux élections de 1852.

ESPINASSE (Esprit-Charles-Marie) (1815-1859), général français. Il servit en Algérie et prit part à la campagne de Rome. Colonel au coup d'Etat du 2 décembre 1851, il dispersa les représentants et fut nommé général et aide de camp de Louis-Napoléon; ministre de l'intérieur et de la sûreté après l'attentat d'Orsini, en 1858, il combattit les républicains avec la dernière rigueur et attacha son nom à la loi de sûreté générale. Sé-

nateur en 1858, il fut tué à Magenta.

ESPIVENT DE LA VILLESBOISNET (Henri, comte) (1813), général français. Il commanda une division du V^e corps en 1870, fut nommé gouverneur de Marseille en 1871, bombardra la ville, fit fusiller Gaston Crémieux et acquit une triste célébrité par ses rigueurs contre les républicains marseillais. Sénateur de la Loire-Inférieure (1876), il soutint le cabinet du 16 mai, siégea à droite, et fut réélu en 1879 et 1888.

ESQUIROS (Henri-François-Alphonse) (1814-1876). Député de Saône-et-Loire à la Législative (1850) comme démocrate socialiste il fut banni au coup d'Etat du 2 décembre, partit pour l'Angleterre, fut élu député par les Bouches-du-Rhône (1869), nommé commissaire extraordinaire dans ce département par le gouvernement de la Défense nationale (1870), réélu à l'Assemblée nationale (1871), où il siégea à l'extrême gauche, et nommé sénateur (1876). — Il a laissé d'importantes études de philosophie sociale.

ESTANCELIN (Louis-Charles-Alexandre) (1823). Député de la Seine-Inférieure à la Législative (1849), il siégea à droite, entra dans la vie publique en 1869, soutint la pétition des princes d'Orléans en 1870, et tenta inutilement de défendre Rouen contre les Allemands.

ESTERHAZY (Paul-Antoine, prince) (1786-1866), diplomate autrichien. Ministre plénipotentiaire à Dresde, ambassadeur à Berlin (1830-1838), il fit partie du ministère Batthyany en 1848, et depuis encouragea les arts et les sciences.

ESTERHAZY (Marie-Charles-Ferdinand, comte WALSIN-) (1848), chef de bataillon d'infanterie, accusé par les défenseurs de Dreyfus d'être l'auteur du fameux *bordereau* (V. vol. HIST. CONTEMP.). Il a été mis en disponibilité en 1898, à la suite du procès Zola. Réfugié à l'étranger, il obtint en janvier 1899 un sauf-conduit pour venir déposer devant la Cour de cassation chargée de reviser le procès Dreyfus.

ESTOURMEL (Alexandre-César-Louis, comte d') (1780-1852). Il fit les campagnes de l'Empire, remplit quelques missions diplomatiques; député du Nord (1815) et réélu en 1822, il fit

de l'opposition aux côtés du général Foy, et figura après 1830 parmi les plus fidèles soutiens de Louis-Philippe à la Chambre des députés.

ESTRUP (Jacob-Bronnum-Scavenius) (1825), homme d'Etat danois. Député de Randers au Folkething (1854), puis au Landsting (1864), il fut ministre de l'intérieur (1865-1869), président du conseil avec le portefeuille des finances (1875) et gouverna malgré les refus successifs du budget et en dissolvant fréquemment le Folkething dont les idées libérales malgré les refus successifs du budget et en dissolvant fréquemment le Folkething.

ETIENNE (Charles-Guillaume) (1777-1845). Il servit la cause de la Révolution, et depuis, grâce aux influences de Davout, de Maret, fut occupé dans les administrations de l'Empire, tout en faisant paraître de nombreuses pièces de théâtre qui le firent entrer à l'Académie française (1811). Rédacteur en chef du *Journal de l'Empire*, il fut en butte aux persécutions de la Restauration, fut rayé de l'Institut, devint un des chefs de l'opposition dans le journalisme et représenta le département de la Meuse comme député de 1820 à 1830. Il combattit le ministère Polignac, rédigea l'Adresse des 221 et fut député de la Meuse de 1830 à 1839, et pair de France de 1839 jusqu'en 1845.

ETIENNE (Eugène) (1844). Inspecteur des chemins de fer de l'Etat (1878), député d'Oran (1881), il soutint Gambetta dont il était l'ami, fut réélu en 1885, 1889, 1893 et 1898. Sous-secrétaire d'Etat aux colonies dans les cabinets Rouvier (1887), Tirard, Freycinet (1889-1892), il a toujours suivi la politique opportuniste.

EUDES (Emile-Désiré-François)

(1843-1888), révolutionnaire français. Un des lieutenants de Blanqui, il fut condamné à mort pour l'affaire de la Villette (14 août 1870) et délivré par la révolution du 4 septembre. Il participa à l'insurrection du 30 octobre, fut élu membre de la Commune, délégué à la guerre, et nommé général. Après la chute de la Commune il passa en Suisse, puis en Angleterre, et revint après l'amnistie de 1880. Après la mort de Blanqui il dirigea, avec M. Ernest Granger, le parti blanquiste, et lors de la candidature de Jules Ferry à la Présidence, il prit des mesures pour s'emparer de l'Hôtel de Ville. L'élection de Carnot rendit cette conspiration inutile. Eudes mourut à la tribune d'une réunion publique, d'une embolie au cœur.



Eudes.

Ses obsèques donnèrent lieu à des troubles assez sérieux.

EUGÈNE DE BEAUHARNAIS. (V. BEAUHARNAIS.)

EUGÉNIE DE MONTIJO, femme de Napoléon III. (V. ce nom.)

EULENBURG (Friedrich-Albrecht, comte d') (1815-1881), homme d'Etat allemand. Ministre plénipotentiaire en Chine, au Japon et au Siam (1859-1862), ministre de l'intérieur (1862-1878), il soutint avec énergie la politique de Bismarck.

EXELMANS (Remy) (1775-1852). Il commanda dans l'expédition de Russie les grenadiers de la garde, joua un grand rôle dans les Cent-Jours, banni en 1816, pair de France après 1830, maréchal en 1851.

F

FABRE (Joseph) (1844). Professeur de philosophie, député de Rodez (1877), il s'inscrivit à l'Union républicaine, fut réélu en 1881, et nommé sénateur (1894). — Auteur d'œuvres littéraires intéressantes, s'est particulièrement consacré à répandre la gloire de Jeanne Darc

FABVIER (Charles-Nicolas, baron) (1782-1855), général français. Chargé par Napoléon I^{er} de diverses missions militaires et diplomatiques en Orient, mis à la réforme en 1818, il fut impliqué dans plusieurs complots et soutint la cause de l'indépendance de la Grèce depuis 1823. Son rôle y

fut très actif. Rentré en France (1829), il prit part à la révolution de Juillet, devint commandant de la place de Paris, lieutenant général en 1839, pair de France en 1845, député de la Meurthe (1849) et rentra dans la vie privée après le 2 décembre 1851.

FAIDHERBE (Louis-Léon-César) (1818-1889), général français. Il servit en Algérie (1842-1852), au Sénégal (1852-1865) dont il fut plus de dix ans



Faidherbe.

gouverneur et dont il fit une grande colonie, et de nouveau en Algérie jusqu'à la guerre franco-allemande. Commandant en chef de l'armée du Nord, il lutta avec énergie et habileté contre les troupes supérieures de de Manteuffel, et fit de ses forces restreintes un admirable emploi. Député du Nord (1871), il siégea à gauche, fut nommé sénateur par le même département (1879) et grand chancelier de la Légion d'honneur.

FALCK (Antoine REINHARD, baron) (1776-1843), homme d'Etat hollandais. Il servit le roi Louis Bonaparte, devint secrétaire de Guillaume I^{er} (1813), ministre de l'instruction publique, ambassadeur à Londres et vécut dans la retraite de 1830 à 1839, date à partir de laquelle il représenta la Hollande en Belgique.

FALKENSTEIN (Johann-Paul, baron de) (1801-1882), homme d'Etat saxon. Ministre de l'intérieur (1844-1848), président du consistoire national (1850), ministre de l'instruction publique et des cultes (1850-1871), il donna une grande importance à l'université de Leipzig. De 1871 à 1882, il fut ministre de la maison du roi.



Fallières.

FALLIÈRES (Clément-Armand) (1841). Avocat à Nérac, maire de la ville, député de cet arrondissement (1876), il fit partie des 363 et fut réélu en 1877. Sous-secrétaire d'Etat de l'intérieur et des cultes dans le ca-

binet Ferry (1880-1881), ministre de l'intérieur dans le cabinet Duclerc (1882-1883) de l'instruction publique

dans le ministère Ferry (1883-1885), de l'intérieur dans le cabinet Rouvier (1887), de la justice dans les cabinets Tirard et Freycinet (1887-1892), il avait été constamment réélu député jusqu'à son élection de sénateur de Lot-et-Garonne (1889).

FALLOUX (Frédéric-Alfred-Pierre, comte de) (1811-1886). Député de Maine-et-Loire (1846), il siégea à droite, fut réélu à la Constituante et à la Législative (1848-1851), se signala par sa fougue cléricale, devint ministre de l'instruction publique (1848-1849), poussa de toutes ses forces à l'expédition de Rome et déposa un projet de loi sur l'enseignement funeste à l'Université. Membre de l'Académie française (1856), il fit de l'opposition à l'Empire dans le parti « catholique libéral », intrigua contre la République, mais échoua à toutes les élections. — A laissé de nombreux travaux, entre autres *Madame Schwetzhine* (2 vol., 1859), *Etudes et souvenirs* (1885), *Mémoires d'un royaliste* (2 vol., 1888).

FALSÉN (Christian-Magnus) (1782-1830), homme d'Etat norvégien. Député à l'Assemblée constituante d'Eidsvold (1814), bailli de Nordre-Bergenhus, grand bailli de Bergen, il devint président de la cour suprême de Christiania (1827).

FANTI (Manfredo) (1808-1865), général italien. Pris par les Autrichiens à la suite du mouvement révolutionnaire de 1831, mis en liberté grâce au gouvernement français, il alla en Espagne combattre don Carlos (1835), revint en Italie (1848), fut nommé major général au service de Charles-Albert et prit part à la campagne de Crimée, puis en Italie, à Magenta et à Solferino. Il seconda activement Cavour, fut nommé ministre de la guerre et de la marine, puis sénateur (1860).

FARCY (Eugène-Jérôme) (1830). Lieutenant de vaisseau et inventeur d'une canonnière qui porte son nom. Député de la Seine (1871), il siégea à l'extrême gauche. Réélu en 1876, il vota avec les 363 contre le cabinet de Broglie, fut réélu en 1877, 1881, 1885 et 1889, et échoua en 1893. Il avait adhéré à la politique boulangiste.

FARE (Anne-Louis-Henry de La), prélat français. Evêque de Nancy, député à la Constituante (1790), il émigra bientôt, servit le comte de Provence,

devint archevêque de Sens (1817), pair de France, ministre d'Etat, puis cardinal (1823).

FARINA (Giuseppe La) (1815-1863), écrivain et homme politique italien. Membre actif du parti libéral et unitaire italien, il soutint la politique de Cavour, fonda avec Pallavicino et Garibaldi (1857) la Société nationale, en fut le secrétaire actif, joua un grand rôle dans les événements qui amenèrent la guerre avec l'Autriche, devint le chef de cabinet de Cavour et fut envoyé au Parlement par six collèges électoraux (1860). Il aida secrètement Garibaldi lors de son expédition de Sicile, devint conseiller d'Etat et vice-président de la Chambre des députés. — Il a laissé de nombreux ouvrages. (V. vol. BIOGR. LITTÉRAIRE.)

FARINI (Luigi-Carlo) (1812-1866), Romagnol d'origine, Piémontais d'adoption, ancien ministre du pape avec Rossi (1848), il fut en 1859 dictateur de Modène dont il prépara l'annexion à l'Italie. C'est à lui que, d'après la légende, aurait été adressée la parole de l'empereur : *Fa presto*, au moment de l'expédition de Garibaldi en Sicile ; ministre de l'intérieur (1860), sous lieutenant général dans les provinces napolitaines, président du conseil (1862-1863). Il mourut fou, hanté par l'idée fixe que la France et l'Italie devaient délivrer la Pologne.

FARRE (Jean-Joseph-Frédéric-Albert) (1816-1887), général français. Il seconda Faïdherbe à l'armée du Nord qu'il avait commandée en chef par intérim, fut gouverneur de Lyon (1879), ministre de la guerre dans les cabinets Freycinet et Ferry (1879-1881), et sénateur inamovible (1880).

FATH-ALICHAH (V. FETH-ALI KHAN.)

FAUCHE-BOREL (Louis) (1762-1829), agent des Bourbons, chargé de plusieurs missions auprès de Pichegru, de Barras et de Moreau. A la Restauration, il se trouva mal récompensé de ses services et se suicida à Neufchâtel. Ses *Mémoires* ont paru en 1828 (Paris, 4 vol.).

FAUCHER (César et Constantin) (1759-1815), frères jumeaux, généraux français. Avocats à La Réole, ils combattirent contre les Vendéens, furent nommés généraux de brigade (1793), poursuivis comme girondins, condamnés à mort et bientôt remis en liberté (1794), occupèrent des

fonctions administratives à La Réole, furent accusés d'avoir laissé insulter le drapeau blanc en 1815, arrêtés, condamnés à mort sans avoir pu trouver d'avocat et fusillés debout après avoir défendu qu'on leur bandât les yeux.

FAUCHER (Léon) (1803-1854). Journaliste et écrivain, il s'occupa beaucoup d'économie politique et publia de nombreux ouvrages. Député de Reims (1847), puis de la Marne à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il combattit les socialistes, fut appelé au ministère des travaux publics, à celui de l'intérieur (1848-1849), demanda la suppression des clubs, se fit le serviteur de Louis-Napoléon, organisa des candidatures officielles et montra une énergie réactionnaire peu commune. De nouveau ministre de l'intérieur (1851), il ne participa pas au coup d'Etat du 2 décembre 1851, qu'il avait contribué à rendre possible, et s'éloigna de la politique.

FAURE (François-Félix) (1841), président de la République française. Négociant en cuirs, puis armateur au Havre, il commanda un bataillon de mobiles pendant la guerre franco-allemande, fut député du Havre (1881), sous-secrétaire d'Etat au commerce et aux colonies dans le ministère Gambetta (1881-1882), sous-secrétaire à la marine et aux colonies dans le cabinet Ferry (1883-1885), réélu sur la liste opportuniste de la Seine-Inférieure (1885), reprit son poste aux colonies avec l'amiral Krantz comme ministre (1887-1888), fut réélu en 1889 par l'arrondissement du Havre, fit plusieurs fois partie de la commission du budget. Réélu en 1893, ministre de la marine dans le cabinet Dupuy (1894), Président de la République (1895) à la suite de la démission de Casimir-Perier. Parmi ses nombreux déplacements, on doit citer son voyage en Russie. (Mort en 1899.)

FAURE (Maurice-Louis-Emile) (1850), homme politique et journaliste français. Député de la Drôme (1885), il siégea à la gauche radicale, et fut réélu en 1889, 1893 et 1898.



Faure (Félix).

FAUVELET (Louis-Antoine de Bourrienne). (V. BOURRIENNE.)

FAUSTIN I^{re}. (V. SOULOUQUE.)

FAVRE (Jules-Claude-Gabriel) (1809-1880), homme politique et avocat français. Avocat à Lyon, puis à Paris, il prit une grande place au barreau, plaçant des causes criminelles ou politiques avec éloquence



Favre (Jules).

et ironie. Député de la Loire à la Constituante (1848), et quelque temps sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, il s'associa à certains votes de la droite (sur les clubs, les attroupements), combattit la politique de l'Elysée, représenta le département du Rhône à la Législative (1849). Les républicains d'alors lui ont amèrement reproché d'avoir pris comme rapporteur de l'affaire du 15 mai la responsabilité de l'exil de Louis Blanc et d'avoir voté le crédit affecté à l'expédition de Rome.

Un des organisateurs de la résistance au coup d'Etat du 2 décembre 1851, il rentra dans la vie privée, fut élu député de la Seine (1858), après son éloquente défense d'Orsini, devint bâtonnier de l'ordre des avocats (1860), joua un rôle important au barreau et au Corps législatif où il fut le chef reconnu du groupe des « Cinq » opposants à l'Empire. Réélu en 1863 et en 1869, il combattit la politique de Napoléon III au Mexique et à Rome, fut un des plus vigoureux adversaires du ministère Ollivier, devint vice-président du gouvernement de la Défense nationale et ministre des affaires étrangères (1870-1871). En cette qualité, il déclara qu'il ne céderait « ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses ». Il négocia à Ferrières avec Bismarck, au début du siège de Paris, mais sans pouvoir obtenir aucune concession du chancelier. Trois mois plus tard (28 janvier 1871), il signa l'armistice qui suspendait les hostilités, oubliant l'armée de l'Est qui dut entrer en Suisse pour n'être pas écrasée. C'est à lui qu'échut le douloureux mandat de signer ensuite les préliminaires de la paix à Ver-

sailles et le désastreux traité de Francfort.

Il seconda Thiers dans la répression du mouvement du 18 mars, demanda aux Etats étrangers l'extradition des chefs de la Commune, démissionna peu après et fut envoyé au Sénat par le département du Rhône. Ses dernières années furent attristées par un procès relatif à sa situation irrégulière de famille. — Il était entré à l'Académie française en 1867.

FAYE (Etienné-Léopold) (1828).

Avocat à Marmande, député de Lot-et-Garonne (1871), il siégea à gauche, fut réélu (1876) et nommé sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, fit partie des 363, et, réélu avec eux (1877), devint sénateur de Lot-et-Garonne (1879). Ministre de l'instruction publique et des cultes (1887-1888) dans le cabinet Carnot, puis de l'agriculture (1889-1890) dans le cabinet Tirard, réélu sénateur en 1888.

FAYETTE (Marie-Joseph-Paul-Yves-Roch-Gilbert Motier, marquis de La) (1757-1834). Entré au service en 1771, réformé en 1776, il offrit ses services au Congrès de Philadelphie et, aidé de Rochambeau, fit capituler Cornwallis dans Yorktown (1781). Il fit partie de l'assemblée des notables (1787), puis des Etats généraux (1789) comme représentant de la noblesse de la sénéchaussée de Riom. Vice-président de l'Assemblée, colonel-général de la milice bourgeoise, il fut un des principaux chefs du parti royaliste libéral, fonda le club des Feuillants (1790), fit tirer sur le peuple au Champ de Mars (1791) et donna sa démission du commandement général qu'il avait reçu du roi.



La Fayette.

En 1792, général de l'armée du centre, il quitta son poste et vint à Paris après le 20 juin 1792; il voulut soulever son armée en faveur de Louis XVI après le 10 août, fit arrêter les commissaires de l'Assemblée, et dut franchir la frontière. Arrêté par les Prussiens avec ses nombreux officiers d'état-major, il fut transféré à Magdebourg, puis à Neiss et à Olmutz, et libéré en 1797 par une stipulation spéciale du traité de Campo-Formio. Il se fixa dans le

Holstein, puis dans les Pays-Bas, revint en France après le 18 brumaire, se tint à l'écart pendant toute la durée de l'Empire, fut député de Seine-et-Marne pendant les Cent-Jours, député de la Sarthe (1818), s'affilia à la charbonnerie et fut même compromis dans un complot en 1822. Non réélu en 1824, il fit un voyage triomphal aux Etats-Unis (1825), et fut jusqu'en 1830 un des adversaires les plus actifs de la Restauration.

Il prit une part active à la révolution de 1830, fut nommé commandant de la garde nationale par le gouvernement provisoire et, circonvenu par les amis du prince d'Orléans, le laissa nommer lieutenant général du royaume, en attendant qu'il présentât la monarchie de juillet comme la meilleure des républiques.

Elu député de Meaux (1831), il plaida la cause des Polonais, combattit la monarchie qu'il avait en quelque sorte établie et mourut, le 20 mai 1834, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

FAYPOULT (Guillaume-Charles, chevalier de MAISONCELLE) (1752-1817). Il remplit quelques fonctions au ministère de l'intérieur (1792-1793), au ministère des finances (1795), représenta la France à Gênes (1796), à Rome (1798) et auprès de la République parthénopéenne (1799). Préfet de l'Escaut (1800-1808), ministre de la guerre, puis des finances, de Joseph Bonaparte en Espagne, préfet de Saône-et-Loire pendant les Cent-Jours, il se rallia à Louis XVIII.

FAZY (Jean-Jacob, dit *James*) (1796-1878), homme d'Etat suisse. Affilié au carbonarisme, il aida à la révolution de Juillet, à Paris (1830), fut condamné plusieurs fois au début du règne de Louis-Philippe et retourna à Genève en 1837. Un des promoteurs de la révolution genevoise (1846), il devint le chef du gouvernement (1847-1853, 1855-1862); député à Berne, il coopéra à la rédaction de la constitution fédérale de 1848. Son rôle politique se termina brusquement.

FELTRE (Duc de). (V. CLARKE.)

FERAY (Ernest) (1804-1892). Industriel à Essonnes, député de Seine-et-Oise (1871), il créa à la Chambre le « groupe Feray », de nuance centre gauche, qui soutint la politique de Thiers. Sénateur de Seine-et-Oise (1876), il fut réélu en 1882.

FERDINAND I^{er} (1793-1875), empereur d'Autriche de 1835 à 1848. Fils de François I^{er}, il fut couronné roi de Hongrie en 1830 et empereur en 1835. Epileptique et incapable de diriger les affaires, il se laissa gouverner par Metternich et continua la politique de son père. De 1846 à 1848, les troubles se succédèrent en Galicie, en Hongrie et en Bohême; après la révolution de Vienne (oct. 1848), Ferdinand abdiqua en faveur de son neveu François-Joseph (1848). Depuis, l'ancien empereur vécut à Prague dans la retraite.

FERDINAND I^{er} (1861), prince de Bulgarie. Fils du prince Auguste de Saxe-Cobourg-Gotha et de Clémentine, fille de Louis-Philippe, il servit dans l'armée autrichienne, succéda à Alexandre de Battenberg comme prince de Bulgarie (1877), mais son élection par le Sobranié ne fut pas ratifiée par les puissances signataires du traité de Berlin. De nombreux complots furent organisés et réprimés vigoureusement par le ministre Stamboulov (affaires Panitsa, Karavelov, etc.) que remplaça Stoïlov en 1894. La Porte ne le reconnut qu'en 1896... Il s'est réconcilié avec la Russie. Son fils Boris (1894) est élevé dans la religion grecque.

FERDINAND I^{er} (1751-1825), roi des Deux-Siciles de 1759 à 1825, connu sous le nom de Ferdinand IV, roi de Naples. Il ne fut qu'un jouet entre les mains de sa femme Marie-Caroline gouvernée elle-même par son favori Acton (V. ce nom), engagea son pays dans la lutte contre la France et dut se retirer à Palerme à l'arrivée de Championnet à Naples (1799). Il revint l'année suivante, autorisa la plus féroce réaction, perdit de nouveau le royaume de Naples en 1806 et s'installa en Sicile d'où il organisa le brigandage sur le continent. Restauré après la chute de Murat (1815), il inaugura un régime despotique qui amena la révolution de 1820. Ferdinand céda, jura la constitution de 1812, appela les Autrichiens (1821) et, aidé de Canosa et de Medici, exerça des vengeances affreuses sur les libéraux.

FERDINAND II (1810-1859), roi des Deux-Siciles de 1830 à 1859. Astucieux et rapace, il prit pour agent l'infâme *Delecarretto* (V. ce nom), ministre de sa police, érigea la corrup-

tion en système, dut en 1848 promulguer une constitution, mais organisa bientôt une contre-révolution, prorogea le Parlement, bombarda Messine (d'où son surnom de roi *Bomba*), fit prononcer 22,000 condamnations politiques et s'enrichit par la confiscation des biens des condamnés. Il mourut dans d'affreuses souffrances, exécré de tous.

FERDINAND VII (1784-1833), roi d'Espagne. Fils de Charles IV, ennemi du favori Godoy et poussé par le chanoine Escoiquiz, il monta sur le trône en 1808 par suite de l'abdication de son père, tomba à Bayonne dans le piège que lui tendait Napoléon et abdiqua (1808). Il fut transféré au château de Valençay et y resta jusqu'en 1814. Rentré en Espagne, il voulut régner en monarque absolu, fit emprisonner, exiler et pendre les libéraux, réprima les nombreux soulèvements qui eurent lieu de toutes parts en faveur de l'ancienne constitution de 1812, mais dut céder en 1820. La guerre civile éclata; des atrocités furent commises des deux côtés; Louis XVIII intervint en 1823 en faveur de Ferdinand qui reprit le pouvoir absolu, se livra entièrement au clergé qui soutenait son frère don Carlos, abolit la loi salique à la naissance de sa fille Isabelle (1830) et prépara les longues guerres civiles qui ensanglantèrent l'Espagne à plusieurs reprises. Il mourut d'un accès de goutte laissant le trône à Isabelle et la régence à Marie-Christine (1833).

FERDINAND IV, roi de Naples. (V. FERDINAND 1^{er}, roi des Deux-Siciles.)

FERDINAND III (1769-1824), grand-duc de Toscane. Monté sur le trône en 1794, il reconnut la République française, mais, contraint par l'Angleterre et par la cour de Naples, il prit des mesures hostiles à la France et dut quitter Florence (1799). Il servit dans l'armée autrichienne et recouvra son grand-duché en 1814.

FERRAND (Antoine-François-Claude, comte) (1751-1825), homme politique et historien français. Emigré dès 1789, il se livra à des travaux historiques et fut nommé en 1814 ministre d'Etat et directeur général des postes, pair de France, et se montra ultraroyaliste.

FERRARI (Giuseppe) (1812-1876), philosophe et homme politique italien.

Après avoir écrit plusieurs ouvrages en Italie, il vint en France, occupa quelques chaires de philosophie, mais fut destitué à cause de la hardiesse de ses idées. Il publia alors de nombreux travaux politiques et philosophiques, fut député de Luino (1859) et combattit la politique unitaire de Cavour. Ami de Proudhon et fédéraliste, il fut néanmoins bien traité par le pouvoir qui le fit sénateur.

FERRÉ (Charles-Théophile) (1845-1874), révolutionnaire français. Compromis, il prit part à toutes les manifestations de la fin de l'Empire, fut impliqué dans le procès de Blois et fut un des organisateurs du mouvement révolutionnaire pendant le siège. Membre de la Commune de Paris, délégué à la Sécurité générale,



Ferré (Charles).

il approuva les mesures les plus violentes, « fit flamber » le ministère des finances; traduit devant le 3^e conseil de guerre, il dédaigna de se défendre, fut condamné à mort et exécuté à Satory avec Rossel et Bourgeois.

FERREIRA (Sylvestre PINHEIRO) (1769-1846), diplomate et philosophe portugais. Chargé d'affaires à Berlin (1802-1807), il partit au Brésil, devint conseiller de Jean VI, ministre des affaires étrangères (1821), suivit le roi en Portugal (1822) et conserva son portefeuille jusqu'en 1824. Il se retira à Paris, publia de nombreux ouvrages philosophiques et littéraires et rentra dans son pays après l'expulsion de dom Miguel (1834).

FERRON (Théophile-Adrien) (1830-1894), général français. Directeur du génie à la Nouvelle-Calédonie, pendant la guerre de 1870, il prit part au second siège de Paris (1871), devint général de division (1886) et ministre de la guerre dans le cabinet Rouvier (1887).

FERROUILLAT (Jean-Baptiste) (1820). Avocat, député du Rhône à la Constituante (1848), il appuya la politique de Louis-Napoléon. Député du Var (1871), il siégea à l'Union républicaine, fut élu sénateur du même département (1876), réélu en 1882, et

eut le portefeuille de la justice et des cultes dans le cabinet Floquet (1888-1889). Il échoua au renouvellement de 1891.

FERRY (Jules-François-Camille) (1832-1893). Avocat à Paris, journaliste d'opposition sous l'Empire, il fut impliqué dans le procès des Treize et élu député de la Seine en 1869. Il combattit le ministère Ollivier, joua un rôle assez effacé dans la journée du 4 Septembre, et devint membre et secrétaire du gouvernement de la Défense nationale (1870).

Lors de la journée du 31 octobre, fait prisonnier à l'Hôtel de Ville avec la plus grande partie des membres du gouvernement, il s'échappa et revint, à la tête des mobiles bretons et du 106^e bataillon de la garde nationale (commandant Ibos), délivrer ses collègues. Ses adversaires même



Ferry (Jules).

déclarent que, dans ces circonstances tragiques, il fut à peu près le seul des membres du gouvernement qui fit preuve de sang-froid et d'énergie.

Maire de Paris après la démission d'Arago, il eut la mission d'organiser le rationnement, qui se fit d'ail-

leurs assez mal, et il eut, avec Gustave Chaudey, la pénible tâche de réprimer le mouvement insurrectionnel du 22 janvier 1871. Député des Vosges à l'Assemblée nationale (1871) il fut d'abord maintenu par Thiers à la préfecture de la Seine, donna sa démission et fut remplacé par Léon Say.

Ministre plénipotentiaire en Grèce (1872-1873), à son retour il combattit le ministère Broglie qu'il contribua à renverser (1874), fut élu député de Saint-Dié (1876), s'éloigna alors du parti radical, fit partie des 363 et fut réélu en 1877. Il soutint un instant le ministère Dufaure et devint ministre de l'instruction publique et des cultes dans le cabinet Waddington (février 1879). C'est à cette époque qu'il déposa les fameux projets de loi qui consacraient le principe de l'enseignement laïque : 1^o en éliminant l'élément religieux du Conseil supérieur de l'instruction publique; 2^e en supprimant les jurys mixtes et les

facultés de 1875, en rendant à l'Etat la collation des grades universitaires, enfin en retirant, par le fameux *article 7*, aux membres des congrégations non autorisées, le droit d'enseigner ou de diriger des établissements d'enseignement.

Maintenu à son poste de combat dans le ministère Freycinet, il défendit avec talent et autorité son projet devant le Sénat. Quand l'article 7 fut rejeté par cette assemblée, Jules Ferry, dont le grand mérite est surtout d'avoir été constamment combattif, riposta par le dépôt de deux nouveaux projets de loi proclamant, avec le principe de la laïcité, l'obligation et la gratuité de l'enseignement primaire.

Appelé en septembre 1880 à la présidence du Conseil, il eut à faire exécuter les décrets du 29 mars contre les congrégations non autorisées (V. vol. HISTOIRE CONTEMPORAINE), montrant en cette circonstance qu'il savait joindre au talent parlementaire le tempérament d'un homme d'action. Il est à remarquer que, dès cette époque, il se préoccupait des questions coloniales et que notamment il méditait déjà la conquête de la Tunisie. Il fit partie du grand ministère et défendit ainsi devant le Sénat et contre Jules Simon la loi de l'enseignement primaire laïque, gratuit et obligatoire.

Rappelé à la présidence du conseil en 1883, il mit en non activité le duc d'Aumale, le duc de Chartres et le duc d'Alençon. La majorité compacte que Jules Ferry avait formée commença à se détacher de lui sur le terrain de la politique coloniale. Dans l'histoire des expéditions au Tonkin, il suivit une politique parlementaire plutôt irrégulière, pour ne pas dire inconstitutionnelle, et qui devait inévitablement être désapprouvée au premier échec. C'est ce qui arriva lors de la retraite de Lang-Son.

Jules Ferry fut un des adversaires les plus militants du boulangisme. A la suite d'un discours dans lequel il qualifia le général Boulanger de « Saint-Arnaud de café-concert », il y eut envoi de témoins qui ne purent s'entendre sur les conditions de la rencontre, et le duel n'eut pas lieu.

Le 3 décembre 1887, le Congrès national étant appelé à donner un suc-

cesseur à Jules Grévy, la gauche républicaine présente la candidature de Ferry. La nouvelle, répandue dans Paris, faillit occasionner une émeute. On sait que l'assemblée choisit Sadi-Carnot. Le 10 déc. 1887, il fut l'objet d'un attentat de la part d'Aubertin; la blessure légère contribua à hâter les progrès d'une maladie de cœur à laquelle Ferry devait bientôt succomber.

Après avoir échoué aux élections législatives de 1889, il fut nommé sénateur de son département en 1891, grâce au désistement de son frère. Élu président du Sénat, il mourut subitement en 1893.

FERRY (Charles-Émile-Léon) (1834), homme politique français, frère du précédent. Préfet de Saône-et-Loire (1871), de la Haute-Garonne (1871-1873), député d'Epinal (1881), il fut élu sénateur des Vosges en 1888.

FESCH (Joseph) (1763-1839), prélat français. Oncle de Napoléon I^{er}, il fut nommé archevêque de Lyon (1802), cardinal (1803), grand aumônier de l'Empire, sénateur, et se retira à Rome après la Restauration.

FETH-ALI KHAN (m. en 1834), empereur de Perse. Il monta sur le trône en 1798, perdit le Khorasan dans une guerre contre les Afghans, puis la Géorgie, et l'Arménie dans la guerre contre les Russes.

FEUCHÈRES (Sophie Dawes, baronne de) (1795-1840), aventurière anglaise. Après avoir végété misérablement à Londres, elle devint la maîtresse du prince de Condé (1811), qui lui fit épouser Adrien-Victor de Feuchères, commandant d'un bataillon de la garde royale (1818). Une scandaleuse séparation eut lieu entre les époux (1827); Sophie fut chassée de la cour de Charles X où elle jouait un très grand rôle, fit signer au vieux Condé un testament en faveur du duc d'Aumale, dans lequel elle avait une forte part, et revint en faveur. Accusée de l'assassinat du duc qui fut trouvé pendu à l'espagnolette de sa chambre (1830), les poursuites furent abandonnées (1831) et Sophie dut se retirer à Londres devant la réprobation générale.

FEUTRIER (Jean-François-Hyacinthe) (1785-1830), prélat français. Évêque de Beauvais (1826), il fut nommé par Charles X ministre des

affaires ecclésiastiques dans le cabinet Martignac (1828-1829) et pair de France.

FIALIN (Jean-Gilbert-Victor, duc de PERSIGNY) (1808-1871). Il s'associa aux tentatives de Louis-Napoléon à Strasbourg et à Boulogne, fut condamné à vingt ans de détention, relâché en 1848, et élu député de la Loire à la Législative (1849). Il soutint la politique de l'Elysée, prit part au coup d'Etat du 2 décembre 1851, entra au Sénat (1852), reçut le titre de duc et l'ambassade de Londres (1855 et 1859), fit partie du conseil privé et tint deux fois le ministère de l'intérieur (1852 et 1859). Il a laissé des *Mémoires* (1880).

FICQUELMONT (Charles-Louis, comte de) (1777-1857), homme d'Etat autrichien. Il prit part, comme militaire, à toutes les campagnes contre la France, fut nommé conseiller secret (1813) et représenta l'Autriche à Stockholm, Naples et Pétersbourg. Chargé du ministère des affaires étrangères en l'absence de Metternich (1839), il fut ministre d'Etat (1840) et des affaires étrangères (1848).

FIENNES DE CLINTON. (V. CLINTON.)

FIESCHI (Giuseppe)

(1790-1836), conspirateur italien. D'accord avec Pépin et Morey, il établit une « machine infernale », boulevard du Temple (1835), sur le passage de Louis-Philippe, tua ou blessa mortellement dix-neuf personnes, fut arrêté, condamné à mort et guillotiné avec ses complices qu'il avait dénoncés. V. M. Du Camp, *l'Attentat Fieschi*, 1877.

FIÈVÉE (Joseph) (1767-1839). Chargé de mission secrète en Angleterre par Bonaparte, il fut sous l'Empire directeur du *Journal des Débats*, conseiller d'Etat et préfet de la Nièvre, et accueillit la Restauration avec joie.

FIGUERAS (Estanislao) (1819-1882), homme politique espagnol. Avocat à Tarragone, député de Barcelone (1851), il devint un des chefs du parti républicain et fut exilé en 1867 à la suite d'un complot contre Narvaez. Président du conseil des ministres (1873) après l'abdication du roi Amédée, il fut le promoteur de la répu-



Fieschi.

blique fédérale et se retira après la restauration de la monarchie.

FIGUEROA (Laureano) (1816), homme d'Etat espagnol. Professeur d'économie politique à l'université de Barcelone, libre-échangiste, il fut député en 1854, membre du gouvernement provisoire à la chute d'Isabelle et ministre des finances (1868). Il confisqua les biens des congrégations religieuses fondées après 1837, abolit les octrois, et abandonna la politique à l'avènement du roi Amédée.

FILANGIERI (Carlo, prince de Satriano) (1784-1867), général napolitain. Il prit du service en France, puis dans son pays sous Joseph et sous Murat, resta dans l'armée après le retour de Ferdinand 1^{er}, fut disgracié en 1820 comme suspect de libéralisme, mais rappelé par Ferdinand II qui lui donna le commandement de l'expédition en Sicile (1848). Lieutenant du roi dans cette île jusqu'en 1855, il fut premier ministre en 1859.

FILLMORE (Millard) (1800-1874), président des Etats-Unis. Avocat à New-York, membre de la législature de cet Etat (1828), membre du Congrès (1833), vice-président de l'Union (1849), puis président (1850-1853).

FINANCE (Jean-Isidore), né le 7 février 1848 à Sainte-Croix-aux-Mines (Haut-Rhin), ouvrier peintre en bâtiments. Fondateur et président du Cercle des prolétaires positivistes de Paris, de 1877 à 1891. Délégué de la Chambre syndicale des peintres aux principaux congrès ouvriers, Paris 1876, Lyon 1878, Marseille 1879, le Havre 1880, etc. Son étude historique et critique sur les associations coopératives, communiquée au Congrès ouvrier de 1876, fut très remarquée.

Organisateur du Congrès international de 1878, il fut arrêté et condamné à la prison pour association illicite. Conseiller prud'homme et membre de la Commission des logements insalubres de la ville de Paris, de 1890 à 1894. Membre du Conseil supérieur du travail en 1891, il fut, la même année, lors de la création de l'Office du travail au ministère du commerce, nommé chef du bureau des études d'économie sociale. A publié un volume sur la *Conciliation et l'arbitrage*, un autre sur

les *Syndicats ouvriers aux Etats-Unis*, et la *Statistique annuelle des grèves* depuis 1893.

FINOT (Antoine-Bernard, baron) (1780-1844). Sous l'Empire, intendant des biens de la couronne en Hollande, puis préfet du Mont-Blanc (1810). Préfet de la Corrèze et de l'Isère sous la Restauration, il fut député de la Corrèze (1837) et soutint le cabinet Molé.

FITZ-JAMES (Edouard, duc de) (1776-1836). Il émigra en 1789, servit dans l'armée de Condé, fut élevé à la pairie (1814) et suivit Louis XVIII à Gand. A la seconde Restauration, il se montra un des ultraroyalistes les plus violents, fut un moment emprisonné comme complice de la duchesse de Berry (1832), et, envoyé à la Chambre comme député de Toulouse (1834), prit une grande part à l'opposition légitimiste.

FLAHAUT DE LA BILLARDERIE (Auguste-Charles-Joseph, comte) (1785-1870), général français. Il servit pendant les guerres de l'Empire, fut aide de camp de Napoléon 1^{er}, fut bien en cour auprès de la reine Hortense, qui composa, dit-on, pour lui la romance célèbre *Parlant pour la Syrie*, il est généralement regardé comme le père du duc de Morny; réfugié en Angleterre pendant la Restauration, il reçut la pairie en 1830 et le poste de ministre plénipotentiaire à Berlin (1831). Ambassadeur en Angleterre (1842-1848), sénateur de l'Empire (1853), il fut nommé grand chancelier de la Légion d'honneur (1864).

FLEURY (Emile-Félix, comte) (1815-1884), général français. Il servit en Algérie, prit une part active au coup d'Etat du 2 décembre 1851 et avança rapidement en grade. Premier aide de camp de Napoléon III, directeur des écuries impériales, il fut ambassadeur à Pétersbourg de 1863 à 1870. Il a laissé des *Mémoires* (2 vol. parus, 1898).

FLO (Adolphe-Charles-Emmanuel Le) (1804-1887), général français. Il fit les campagnes d'Algérie, fut envoyé comme ministre plénipotentiaire à Pétersbourg (1848), élu député du Finistère à la Constituante et à la Législative, et combattit la politique de l'Elysée dans les rangs du parti monarchiste. Expulsé de

France après le 2 décembre 1851, il ne rentra qu'en 1857, reçut le portefeuille de la guerre (1870-1871), puis l'ambassade de Pétersbourg (1871-1879), où il neutralisa la politique de Bismarck, surtout en 1875.

FLOCON (Ferdinand) (1800-1866). Journaliste, il fit de la propagande républicaine sous le gouvernement de Juillet, fut élu député de la Seine à la Constituante (1848) et devint la même année ministre de l'agriculture et du commerce. A l'arrivée de Cavaignac au pouvoir, il siégea à la Montagne, demanda la mise en accusation de Louis-Napoléon et fut exilé à la suite du coup d'Etat de 1851.

FLOQUET (Charles-Thomas) (1828-1896). Avocat à Paris, impliqué dans le procès des Treize, il cria sur le passage d'Alexandre II de Russie, en 1867, au Palais de justice : « Vive la Pologne ! monsieur », fut adjoint au maire de Paris (4 septembre 1870), député de la Seine (1871), se démit de son mandat le 2 avril et devint président de la Ligue d'union républicaine des droits de Paris chargée d'amener une transaction entre Versailles et la Commune. Elu par le quartier Saint-Ambroise (XI^e arr.) au Conseil municipal de Paris (1872),



Floquet.

réélu en 1874, il en devint président, fut élu député du XI^e arr. de Paris (1876), siégea à l'extrême gauche, combattit les hommes du 16 mai, fit partie des 363, fut réélu en 1877, en 1881, et devint préfet de la Seine (1882). Député de Perpignan (1882) et des Pyrénées-Orientales (1885), il siégea à la gauche radicale, devint président de la Chambre (1885-1888). Président du conseil avec le portefeuille de l'intérieur (1888-1889), il eut un duel avec le général Boulanger et le blessa assez grièvement, fut élu député de Paris (1889) et redevint président de la Chambre jusqu'en 1893. Ayant échoué aux élections de 1893, il fut élu sénateur de la Seine.

FLORES (Venancio) (m. en 1868), président de la République de l'Uruguay. Elevé à la présidence en 1853 par le parti avancé, renversé en 1855,

il entra au service de Buenos Aires en qualité de général, revint en Uruguay, et, après une série d'échecs et de succès, rentra à Montevideo (1865), gouverna dictatoriallement, rouvrit les portes aux jésuites, et périt assassiné le 19 avril 1868.

FLORES (Juan-José) (1801-1864), président de la République de l'Equateur. Ami de Bolivar et son lieutenant, il fut le premier président de l'Equateur après sa séparation de la Colombie, de 1831 à 1835 ; chef du parti conservateur, il redevint président de 1839 à 1843, puis de 1843 à 1845. Il tenta vainement de ressaisir le pouvoir, fit élever son gendre Moreno à la présidence (1861) et devint gouverneur de Guayaquil.

FLORESCU (Jean-Emmanuel) (1819-1893), homme politique roumain. Il épousa la fille du prince Bibesco, devint général et plusieurs fois ministre de la guerre, un des chefs du parti conservateur et fut président du conseil à la chute des libéraux (1890).

FLOTTE (Paul-Louis-René, vicomte de) (1817-1860). Elève de l'Ecole navale, il servit aux Antilles (1840), devint lieutenant de vaisseau et se lança dans le socialisme avec les phalantiéristes. Interné à Belle-Isle pour avoir participé au mouvement du 15 mai 1848, il fut élu député de la Seine à la Législative (1850), siégea à la Montagne, fut expulsé de France après le 2 décembre 1851, commanda un corps de volontaires français pendant l'expédition des Mille de Garibaldi et fut tué à Reggio (Calabre).

FLOURENS (Gustave) (1838-1871), révolutionnaire français. Suppléant de son père à la chaire de physiologie du Collège de France (1863), il prit part à la révolte de la Crête (1866), revint à Paris où il fit une opposition ardente à l'Empire, fut de toutes les manifestations et subit de nombreuses condamnations. Chef de légion pendant le siège de Paris, il fut un des principaux chefs du mouvement du 31 octobre 1870, fut condamné à mort par contumace après le 22 janvier 1871, devint mem-



Florens (Gustave).

bre de la Commune et fut pris et tué à Chatou après l'échec de ses troupes (3 avril 1871).

FLOURENS (Léopold-Emile) (1841), frère du précédent. Avocat à Paris, conseiller d'Etat (1879), directeur des cultes (1877-1885), ministre des affaires étrangères dans le cabinet Goblet (1886-1887), dans ceux de Rouvier et de Tirard (1887-1888), il eut à régler l'affaire Schnœbelé et celles relatives aux



Flourens (Emile).

Hovas et à l'Egypte. Député des Hautes-Alpes (1888), il siégea au centre gauche et fut réélu par l'arrondissement d'Embrun.

FONSECA (Manoel-Deodora Da) (1827-1892), premier président de la république des Etats-Unis du Brésil. Il prit part aux luttes contre l'Uruguay et le Paraguay (1864-1870), devint gouverneur de la province de Rio-Grande du Sud (1886), et contribua à la chute de l'empereur dom Pedro (1889). Il forma un ministère dont il eut la présidence, fut élu président de la République (1891) et remit le pouvoir au général Peixoto quelque temps avant sa mort.

FONTANES (Louis, marquis de) (1757-1821). Il s'attacha à Lucien Bonaparte, fut membre du Corps législatif dont il devint président (1804), fut mis à la tête de l'Université (1808) et nommé sénateur (1810). Louis XVIII le fit pair de France et ministre d'Etat. — Pour ses œuvres littéraires, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

FORBIN DES ISSARTS (Joseph-Charles-Louis-Henri, marquis de) (1775-1851). Emigré, il fit dans la marine toutes les campagnes de l'étranger contre la France, reçut en 1815 le grade de colonel d'état-major et représenta le département de Vaucluse à la Chambre pendant toute la Restauration. Ultraroyaliste, il devint maréchal de camp (1822), conseiller d'Etat (1823) et pair de France (1827).

FORCADE DE LA ROQUETTE (Jean-Louis-Victor-Adolphe de) (1820-1874). Avocat à Paris, ministre des finances (1860), sénateur (1861), vice-président du conseil d'Etat (1863), ministre de

l'agriculture, du commerce et des travaux publics (1867), puis de l'intérieur (1868), il se signala par ses rigueurs envers la presse libérale, organisa les circonscriptions électorales en vue des candidatures officielles. Démissionnaire lors de la conception politique de l'Empire libéral (1869), il eut encore quelques mois le portefeuille de l'intérieur et se fit élire député du Lot-et-Garonne (1870).

FOREY (Elie-Frédéric) (1804-1872), maréchal de France. Il fit les campagnes d'Algérie, seconda énergiquement le coup d'Etat du 2 décembre 1851, servit en Crimée, en Italie et au Mexique où il fut investi de pouvoirs civils aussi étendus que ses pouvoirs militaires. Il institua le triumvirat qui devait préparer les voies à Maximilien et revint en France. Il fut atteint de paralysie vers 1867.

FORGE (Anatole-Alexandre de La) (1820-1892). Rédacteur au *Siècle* sous l'Empire, préfet de l'Aisne après le 4 septembre 1870, il prit part à la défense de Saint-Quentin, fut quelque temps préfet des Basses-Pyrénées, puis directeur de la presse au ministère de l'intérieur sous le ministère Dufaure, député du IX^e arr. de Paris (1881) et réélu en 1885. Vice-président de la Chambre, il ne se représenta pas aux élections de 1889.

FORSTER (William-Edward) (1818-1886), homme d'Etat anglais. Député de Bradford aux Communes, de 1861 à 1885, libéral avancé, il devint vice-président du conseil dans le cabinet Gladstone (1868-1874) et réorganisa l'instruction primaire en Angleterre. En 1880, il accepta le poste de secrétaire-chef de l'Irlande, eut de graves démêlés avec les partisans de la *Land League*, et échappa à de nombreux attentats. Il démissionna en 1882.

FORTOUL (Hippolyte-Nicolas-Honoré) (1811-1856). Professeur de littérature à Toulouse, député à la Législative (1849), il appuya la politique de l'Elysée et devint ministre de l'instruction publique le lendemain du coup d'Etat de décembre 1851. Pendant cinq ans il servit les intérêts dynastiques et fit de l'Université un instrument de règne, révoqua au collège de France Quinet, Michelet et Mickiewicz, supprima les chai-

res de philosophie et se montra courtisan de l'empereur.

FOUCHÉ (Joseph, duc d'Otrante) (1754-1820). Oratorien, principal du collège de Nantes en 1789, il fut député de la Loire-Inférieure à la Convention, vota la mort du roi sans appel ni sursis, reçut de nombreuses missions dans les départements du Centre et de l'Ouest, à Lyon, où il seconda Collot d'Herbois, et se montra un fervent adepte du culte de la Raison. Ennemi de Robespierre, il contribua à la journée du 9 thermidor, fut décrété d'arrestation par la réaction et libéré à l'amnistie du



Fouché (Jules).

4 brumaire an IV. Lié avec Babeuf et ses amis, il dénonça leurs projets et conquit les faveurs de Barras qui le nomma ministre plénipotentiaire à Milan, ambassadeur en Hollande, puis ministre de la police. Il supprima les journaux, ferma les clubs, organisa un puissant service d'espionnage, aida Bonaparte au 18 brumaire, mais dut démissionner en 1802 après l'affaire de la machine infernale. Nommé sénateur, comte de l'Empire (1808), puis duc d'Otrante (1809), il avait repris son ministère de la police, fut chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur en 1809 et destitué de tous ses emplois en 1810. Gouverneur des provinces illyriennes (1813), il s'aboucha avec les Bourbons en 1814, redevint ministre de la police pendant les Cent-Jours, se fit agréer dans ce poste par Louis XVIII à la seconde Restauration, fut ministre à Dresde, et, atteint par la loi sur les régicides, se retira à Trieste.

FOUCHER DE CAREIL (Louis-Alexandre, comte) (1826-1891). Il fit paraître de nombreux ouvrages littéraires, diplomatiques et philosophiques, devint préfet des Côtes-du-Nord, puis de Seine-et-Marne (1872), sénateur de ce dernier département (1876) et réélu jusqu'à sa mort. Il représenta la France comme ambassadeur à Vienne (1883-1886).

FOULD (Achille) (1800-1867). Directeur de la banque israélite Fould-Oppenheim, député de Tarbes (1842), il soutint la politique de Guizot, fut

réélu en 1846, en 1848 à la Constituante, en 1849 à la Législative, et se rallia à la politique de l'Elysée. Ministre des finances (1849), il garda son portefeuille avec quelques courtes démissions jusqu'en 1852, devint sénateur et ministre d'Etat (1852-1860). Il reprit le ministère des finances (1861-1867), fit de nombreuses conversions de rentes, qui n'étaient que des expédients, et lança le désastreux emprunt mexicain.

FOURICHON (Martin) (1809-1884), amiral français. Gouverneur de Cayenne (1852), commandant de la station navale du Pacifique, puis de la Méditerranée, il fut chargé, en 1870, de bloquer les côtes de l'Allemagne du Nord. Nommé ministre de la marine le 4 septembre 1870, adjoint à la délégation de Tours, député de la Dordogne (1871), il vota avec le centre droit et le centre gauche et fut élu sénateur inamovible (1875). Il eut le portefeuille de la marine dans le cabinet Dufaure (1876-1877).

FOURIER (François-Marie-Charles) (1772-1835), philosophe et socialiste français. Il a joué un rôle politique assez effacé, mais, par ses idées socialistes ardemment propagées par ses disciples, il eut une influence considérable sur le mouvement socialiste contemporain. (V. vol. SOCIALISME.)

FOURNIER (Hugues-Marie-Henri) (1821-1898), diplomate français. Ministre plénipotentiaire à Stockholm (1862), à Rome (1872), sénateur d'Indre-et-Loire (1879), il siégea au centre gauche et fut nommé ambassadeur à Constantinople (1887).

FOURTOU (Marie-Oscar-François BARDY de) (1836-1897). Avocat à Ribérac, maire de cette ville, député de la Dordogne (1871), il siégea avec les bonapartistes, fut ministre des travaux publics (1872), des cultes (1873) et de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes dans le cabinet Broglie (1873-1874), dont il adopta avec zèle les tendances réactionnaires. Ministre de l'intérieur (1874), il révoqua les fonctionnaires républicains, peupla son ministère d'agents



Fourier.

bonapartistes et devint un des partisans les plus actifs de M. Buffet. Réélu à Ribérac (1876), il réoccupait le ministère de l'intérieur dans le cabinet du 16 mai 1877, se signala par ses rigueurs et son activité, et, dans la campagne électorale qui suivit la dissolution de la Chambre, se vanta de « faire marcher le pays ». Il fit refleurir la candidature officielle, donna des gages aux ultramontains, fut réélu à Ribérac, mais en même temps que les 363 qui l'obligèrent à démissionner avec le cabinet (23 novembre 1877). Son élection ayant été invalidée, les électeurs le renommèrent en 1879 et il entra au Sénat en 1880. Il fut réélu en 1889.

FOX (Charles-James), homme d'Etat anglais (1749-1806). (V. vol. BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE.)

FOY (Maximilien-Sébastien) (1775-1825), général français. Il se distingua dans les guerres de la Révolution, resta en demi-disgrâce à partir de 1802 (à cause de ses opinions républicaines) jusqu'en 1810, quoiqu'il se



Foy (Sébastien).

fût signalé en Autriche (1805-1806) et en Portugal (1807-1810). Il se montra aussi très-énergique en Espagne, fut blessé grièvement à Orthez (1814), combattit à Waterloo où il reçut sa quinzième blessure, et ne recouvra ses grades qu'en 1817.

Député de Péronne (1819), il prit place parmi les premiers orateurs parlementaires, défendit les libertés publiques et la cause de la Révolution, combattit l'expédition d'Espagne; sa popularité était telle que 100,000 personnes suivirent son convoi et qu'une souscription publique en faveur de ses enfants atteignit 1 million de francs.

FRANCIA (José-Gaspard-Tomas-Rodriguez) (1757-1840), dictateur du Paraguay. Avocat à l'Assomption, il prit une grande part à l'insurrection contre les Espagnols (1811), devint consul (1813), puis dictateur (1814) et exerça jusqu'à sa mort le pouvoir le plus despotique, le plus cruel et le plus capricieux.

FRANK-CHAUVEAU. (V. CHAUVEAU.)

FRANÇOIS I^{er} (Joseph-Charles)

(1768-1835), Empereur. Il succéda à son père Léopold II en 1792 et fut élu la même année empereur d'Allemagne sous le nom de François II. Pendant la guerre contre la Révolution française, il supporta le choc des armées commandées par Hoche, Jourdan, Moreau et Bonaparte, de 1792 à 1797, forma en 1799 avec la Russie et l'Angleterre une nouvelle coalition, qui fut paralysée à Zurich et vaincue à Marengo et à Hohenlinden. Il prit alors le nom



François I^{er}.

de François I^{er} empereur héréditaire d'Autriche, s'allia de nouveau avec la Russie et l'Angleterre en 1805, perdit après Ulm et Austerlitz une grande partie de ses possessions, et vit se créer la Confédération du Rhin (1806). Il reprit les armes en 1809, fut vaincu à Eckmühl, à Raab et à Wagram, et perdit encore de vastes territoires par le traité de Vienne. Malgré le mariage de sa fille Marie-Louise avec Napoléon (1810), il s'unit aux alliés en 1813, entra en 1815 en possession d'une grande partie des Etats perdus pendant les guerres précédentes et eut l'Italie presque entière à sa discrétion. Secondé par Metternich, il fut l'âme de la Sainte-Alliance, gouverna sans contrôle, réprima les révolutions italiennes de Naples et de Turin, assura en Allemagne la domination des tendances réactionnaires, et mourut persuadé que sa politique d'absolutisme était assurée d'un long avenir.

FRANÇOIS I^{er} (1777-1830), roi des Deux-Siciles. Il succéda à son père Ferdinand I^{er} en 1825, se laissa gouverner par Delcaretto qui mit le pays à feu et à sang, partagea son temps entre la débauche et la dévotion, et mourut en proie à des terreurs continuelles.

FRANÇOIS II (1836-1894), roi des Deux-Siciles. Il succéda à Ferdinand II en 1859 et laissa aux absolutistes du règne précédent continuer leurs traditions. L'expédition de Garibaldi (1860) et l'insurrection de Sicile, puis l'intervention de Victor-Emmanuel, amenèrent sa chute. En-

fermé dans Gaète, protégé d'abord par une flotte française, il dut fuir (1861) et se retira à Rome, puis à Paris.

FRANÇOIS IV (1779-1846), duc de Modène. Elevé par les jésuites, il voulut jouer au monarque absolu lorsqu'il entra en possession des duchés de Modène et Reggio (1815), intrigua avec l'Autriche, sévit avec cruauté contre les adeptes du carbonarisme, organisa, avec l'aide de Canosa, une haute police qui domina celle des autres petits Etats de la péninsule, et fut l'âme du fanatisme et du despotisme le plus odieux.

FRANÇOIS V (1819-1875), duc de Modène, fils du précédent. Il succéda à son père en 1846 et se montra digne de lui. Chassé de ses Etats en 1848, il y rentra après la défaite de Charles-Albert (1849) et régna sous la domination effective de l'Autriche jusqu'en 1859; à cette date Farini fit annexer le duché au royaume d'Italie.

FRANÇOIS-JOSEPH I^{er} (1830), empereur d'Autriche. Fils de l'archiduc François-Charles et de Sophie de Bavière, il succéda à son oncle Ferdinand en 1848 et gouverna d'abord avec le parti absolutiste et clérical. La guerre de 1859, contre le Piémont et la France, lui coûta la Lombardie; il donna une constitution plus libérale à ses sujets, dut sortir de la Confédération germanique et céder la Vénétie à l'Italie après la guerre de 1866, établit le système dualiste avec le baron de Beust et le comte Andrássy qui forma un ministère hongrois (1867). Les événements de 1870 lui ayant enlevé tout espoir de reprendre sa puissance en Allemagne, il se rapprocha de la Prusse (1872) (alliance des Trois Empereurs), puis, quant à la suite du congrès de Berlin, la Russie s'éloigna de l'Allemagne, entra dans la Triplice (1879). Il avait épousé en 1854 la princesse bavarroise Elisabeth (assassinée à Genève en 1898). — Son fils le prince *Rodolphe* est mort dans des conditions restées mystérieuses (1888-30 janvier 1889).

FRANÇOIS DE NANTES (Antoine, comte) (1756-1836). Député de la Loire-Inférieure à l'Assemblée législative (1791), allié aux girondins, il se cacha pendant la Terreur, fut député de l'Isère au conseil des Cinq-Cents (1797), directeur des hôpitaux après

le 18 brumaire, préfet de la Charente, conseiller d'Etat et directeur général des droits réunis sous l'Empire. La Restauration le destitua. Député de l'Isère (1819-1822), il siégea au centre gauche. Louis-Philippe le créa pair de France (1831).

FRANÇOIS DENEUFCHÂTEAU (Nicolas, comte) (1750-1828). Député suppléant du bailliage de Toul à l'Assemblée nationale (1789), administrateur du département des Vosges (1790), il passa à l'Assemblée législative et à la Convention, fut arrêté et relâché après le 9 thermidor, devint ministre de l'intérieur (1797-1799), sénateur, puis président du Sénat. — Il entra à l'Académie française en 1816 et a laissé un grand nombre d'écrits. (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

FRANQUETOT. (V. COIGNY.)

FRAYSSINOU (Denis-Luc) (1765-1841), prélat français. Il dut au succès de ses conférences religieuses le poste d'aumônier de Louis XVIII et le titre d'évêque d'Hermopolis (1822). Ministre de l'instruction publique, il supprima l'Ecole normale supérieure, créa de nombreux séminaires confiés aux jésuites, fut élevé à la pairie et entra à l'Académie française.

FRÉDÉRIC III (Guillaume-Nicolas-Charles) (1831-1888), empereur d'Allemagne. Fils de Guillaume I^{er}, il combattit à Sadowa (1866), commanda la III^e armée allemande en 1870, et succéda à son père (1888) quelques mois avant sa mort. (V. Simon, *l'Empereur Frédéric III*.)

FRÉDÉRIC VI (1768-1839), roi de Danemark. Il gouverna au nom de son père Christian VII depuis 1784, et comme roi à partir de 1808. Après le bombardement de Copenhague par les Anglais (1807), Frédéric VI fut poussé dans l'alliance française, perdit la Norvège par le traité de Kiel (1814), donna une constitution en 1831 et acquit une grande popularité dans son pays.

FRÉDÉRIC VII (1808-1863), roi de Danemark. Il succéda à son père Christian VIII en 1848 et eut de suite à combattre les séparatistes slesvig-holsteinois soutenus par les Allemands (1848-1850). Il s'en tira à son avantage, pendant qu'une assemblée constituante, élue par le suffrage universel, votait une constitution libérale (1849).

FRÉDÉRIC-GUILLAUME III (1770-1840), roi de Prusse. Il succéda à son père Frédéric-Guillaume II en 1797.



Frédéric-Guillaume III.

Après les désastreuses campagnes de 1806 et 1807, il perdit au traité de Tilsit (1807) la moitié de ses Etats, prépara le relèvement de son pays grâce à ses ministres Stein et Hardenberg, entra dans la coalition de 1813 et reprit sa place dans le concert européen en 1815. Depuis cette date la Prusse se réorganisa, le Zollverein, union douanière des Etats allemands, préparatrice de l'union politique, fut inauguré, mais la réaction fut à l'ordre du jour (abolition de la liberté de la presse, persécution des démocrates, des catholiques). (V. Denis, *L'Allemagne de 1789 à 1810.*)

FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV (1795-1861), roi de Prusse. Fils du précédent, il lui succéda en 1840, donna une constitution en 1848, refusa la couronne impériale que lui offrait le parlement de Francfort (1849), mais à partir de 1850 restreignit les libertés promises et s'engagea de plus en plus dans la réaction. En 1857, il fut atteint d'une attaque de paralysie et laissa la régence du royaume à son frère Guillaume I^{er}



Frédéric-Guillaume IV.

qui lui succéda. (V. Denis, *L'Allemagne de 1810 à 1852*, 1898.)

FREMONT (John-Charles) (1813-1890), général américain. Il se rendit célèbre par ses explorations dans l'ouest des Etats-Unis, fut nommé gouverneur de Californie (1846), sénateur (1850), prit part à la guerre de la Sécession dans les armées du Nord, et devint gouverneur de l'Arizona.

FRÉMY (Louis) (1807-1891). Avocat à Paris, député de l'Yonne à la Législative (1849), il appuya la politique du prince-président, devint conseiller d'Etat, réorganisa le ministère de l'intérieur (1853) et fut nommé gouverneur du Crédit foncier (1857-1877).

FREPPÉL (Charles-Emile) (1827-

1891), prêtre et homme politique français. Evêque d'Angers (1870), il prit une part active aux menées du parti royaliste en 1873, fonda l'université catholique d'Angers (1875), soutint énergiquement les hommes du 16 mai, fut élu député de Brest (1880) et réélu jusqu'à sa mort. Il joua un grand rôle à la Chambre comme représentant de l'Eglise, appuya bruyamment la politique coloniale, répudia les doctrines conciliantes de Léon XIII et fit même l'année de sa mort un voyage à Rome pour amener le pape à des sentiments plus hostiles à la République française.



Freppel.

FRÈRE (Hubert-Joseph-Walthère) (1812-1896), dit *Frère-Orban*, homme d'Etat belge. Avocat à Liège, député de cet arrondissement (1847), il entra dans le cabinet Rogier, devint le chef de l'opposition libérale quand les cléricaux arrivèrent au pouvoir, et reprit son portefeuille des finances de 1857 à 1870 avec la présidence du conseil depuis 1868. De 1870 à 1878, il combattit les cléricaux, redevint président du conseil et ministre des affaires étrangères (1878-1884), organisa l'instruction primaire laïque, se prononça contre le suffrage universel, contre la revision de la Constitution, et fit voter des impôts nouveaux pour équilibrer son budget. Cette dernière mesure le rendit impopulaire et les élections de 1884, antilibérales, l'obligèrent à se retirer. Il prit encore la parole, malgré son grand âge, dans des discussions importantes.

FRÈRE (Sir BARTLE-). (V. BARTLE-FRÈRE.)

FRESNEAU (Armand) (1822). Député royaliste d'Ille-et-Vilaine à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea à l'extrême droite, rentra dans la vie privée sous l'Empire, fut élu député du Morbihan (1871), vota avec les ultramontains, et entra au Sénat (1879) où les électeurs du Morbihan le réélurent encore en 1888.

FREYCINET (Charles-Louis DESAULCES de) (1828). Ingénieur des mines, préfet de Tarn-et-Garonne (septembre 1870), délégué personnel de Gambetta à la guerre (octobre

1870), il rendit de grands services, prépara les plans et arma les armées improvisées. Sénateur de la Seine (1876), ministre des travaux publics



Freycinet.

dans le cabinet Du-faure (1877-1879), puis dans le cabinet Waddington (1879), il prit la présidence du conseil avec le portefeuille des affaires étrangères (1879-1880), fut réélu sénateur de la Seine (1882), revint au pouvoir avec le même portefeuille (1882) et tomba sur la question d'Egypte après le bombardement d'Alexandrie par les Anglais. Membre du cabinet Brisson comme ministre des affaires étrangères (1885), il devint président du conseil (1886), fit des prodiges d'ingéniosité parlementaire pour se maintenir, et fut renversé sur la question de la suppression des sous-préfets. Ministre de la guerre dans le cabinet Floquet (1888), dans le cabinet Tirard (1889), dans celui qu'il composa lui-même (1890-1892), dans celui de M. Loubet (1892), puis dans le cabinet Ribot (1892-1893), il fit d'importantes ré-

formes. Il avait eu son mandat de sénateur renouvelé en 1891, et était entré à l'Académie française en 1890. Dans le cabinet Dupuy (1898), il reçut le portefeuille de la guerre.

FRIOUL (Duc de). (V. Duroc.)

FROCHOT (Nicolas-Thérèse-Benoît, comte) (1761-1828). Avocat au parlement de Bourgogne, député du bailliage de Châtillon-sur-Seine aux Etats généraux, il se lia avec Mirabeau, fut emprisonné comme suspect et mis en liberté après le 9 thermidor. Député de la Côte-d'Or (1799), préfet de la Seine (1800-1812), il fut révoqué à la suite de la conspiration du général Malet; il se rallia aux Bourbons, accepta la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant les Cent-Jours, et rentra dans la vie privée à la seconde Restauration.

FUAD PACHA (Méhéméd) (1814-1869), homme d'Etat ottoman. Chargé de plusieurs missions diplomatiques de 1840 à 1849, il devint ministre de l'intérieur (1849-1852), des affaires étrangères (1852-1853), reprit ce dernier portefeuille en 1855, fut grand vizir d'Abd-ul-Aziz, ministre des finances (1862), de la guerre (1863) et des affaires étrangères (1867).



GAGERN (Henri-Guillaume) (1799-1880), homme d'Etat allemand. Présida le Parlement de Francfort en 1848 et fut un des principaux chefs du mouvement unitaire. Se rallia ensuite à la politique autrichienne.

GALLATIN (Albert) (1761 - 1849), homme d'Etat américain. Né à Genève et parent de Necker, il partit en Amérique, servit pendant les dernières guerres de l'Indépendance, fut élu sénateur (1793), membre de la Chambre des représentants (1795-1801) et tint le ministère des finances (1800-1813) où il se signala par son habileté. Ministre des Etats-Unis en France (1815-1823), puis en Angleterre (1826-1827), il fut président d'une banque à New-York de 1831 à 1839.

GALLIFFET (Gaston-Alexandre-Auguste, marquis de) (1830), général français. Pour sa carrière militaire, V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE. Immédiatement après sa captivité en Allemagne (1871), mis à la tête d'une brigade de cavalerie de l'armée de Versailles, il acquit une réputation de cruauté justifiée par les exécutions sommaires des vaincus.



Galliffet.

Lié avec Gambetta, il parut s'être rallié à la République, en dépit de ses anciennes attaches bonapartistes.

GARACHANINE (Ilia) (1812-1874),

homme d'Etat serbe. Ministre de l'intérieur (1844), président du conseil (1852), sénateur (1854), ministre des affaires étrangères et chef de cabinet (1861-1867), il était hostile à l'influence russe. — Son fils, *Miloutine* (1843-1898), fut député en 1874, ministre de l'intérieur (1880-1883) et président du conseil avec le portefeuille des affaires étrangères (1884-1887).

GARAT (Dominique-Joseph, comte) (1749-1833), littérateur et homme politique français. Avocat à Bordeaux, député du tiers du bailliage d'Ustaritz (Basses-Pyrénées) aux Etats généraux, ministre de la justice (1792-1793), membre du conseil des Anciens, sénateur (1800), il encensa Napoléon, fut comblé de dignités, s'associa à l'acte de déchéance de l'empereur, accabla de louanges Alexandre I^{er} et Wellington, mais fut tenu à l'écart par la Restauration. Il consacra le reste de sa vie à des travaux littéraires.

GARFIELD (James-Abram) (1831-1881), président des Etats-Unis. Avocat à Colombus (Ohio), membre du Sénat de l'Ohio (1859), il prit une part active à la guerre de la Sécession, joua pendant dix-sept ans à la Chambre des représentants un rôle très actif, fut élu président de la République (1881) et succomba quelques mois après à la suite d'un attentat commis par Guiteau, solliciteur éconduit.

GAËTE (Duc de). (V. GAUDIN.)

GAGNEUR (Just-Charles-Wladimir) (1807-1889). Disciple de Fourier, banni au coup d'Etat du 2 décembre 1851, il fut député du Jura (1869) et vota contre la guerre. Il représenta son département de 1873 jusqu'à sa mort et vota avec les républicains avancés.

GALLIERA (Rafaele, marquis de FERRARI, duc de) (1808-1876), financier italien. Il accrut son immense fortune dans les entreprises des chemins de fer sous le second Empire, fut créé sénateur par Victor-Emmanuel et duc par le pape. — Sa veuve a laissé à la ville de Paris et à des institutions privées la plus grande partie de la fortune de son mari.

GAMBETTA (Léon) (1838-1882). Né à Cahors, d'une famille d'origine italienne. Défenseur de Delescluze dans le procès Baudin (nov. 1868),

son éloquent réquisitoire contre le coup d'Etat de 1851 fait de lui le chef de l'Opposition « irréconciliable ». Député de Paris (1869), il combat le plébiscite (5 avril 1870); avec Thiers, il s'efforce d'empêcher la déclaration de guerre à la Prusse, mais soutient ensuite énergiquement les mesures de défense proposées par le ministère.



Gambetta.

Le 4 septembre 1870, après l'invasion du Corps législatif, il proclame la déchéance de l'Empire. Membre du gouvernement de la Défense nationale, il quitte Paris en ballon (7 oct.), et à Tours, puis à Bordeaux, exerce une véritable dictature patriotique : aidé par Freycinet, il organise les armées de la Loire, du Nord et de l'Est, trouve des armes, de l'argent, des généraux, et mérite par son énergie et son activité la reconnaissance de la France et l'admiration de l'Europe. Après la capitulation de Paris, ses collègues du gouvernement refusent de le suivre dans ses projets de lutte à outrance et il quitte le pouvoir (6 février 1871). Elu député par neuf départements, il opte pour le Bas-Rhin et sort de l'Assemblée nationale avec les députés d'Alsace-Lorraine.

Réélu au mois de juillet, il soutient la politique de Thiers, fonde la *République française* (1871) et devient le chef de la minorité républicaine, qu'il rallie à la « politique des résultats » (opportunisme). Il combat, à la tête des 363, le ministère réactionnaire Broglie-Fourtou, est condamné à la prison pour un discours où il a sommé le président Mac-Mahon « de se soumettre ou de se démettre », et quand les élections de 1878 et de 1879 ont assuré la majorité dans les deux Chambres aux républicains et que Grévy a remplacé Mac-Mahon, il devient président de l'Assemblée (1879) et exerce une sorte de gouvernement occulte (dictature de la persuasion). La « période héroïque est terminée, l'ère des difficultés commence ». Gambetta fait voter l'amnistie, et, dans ses discours de Grenoble et de Cherbourg,

indique nettement sa politique : au dedans « le cléricalisme, voilà l'ennemi », au dehors, recherche d'alliances qui rendront possible la revanche. Aux élections de 1881, combattu par les socialistes et les « esclaves ivres » qui veulent étouffer sa voix, il n'est élu dans sa circonscription de Belleville qu'à une très faible majorité, mais les élections en France lui sont favorables, et le 14 novembre il prend la présidence du Conseil. Le « grand ministère » n'est que le « ministère des déceptions » : la Chambre repousse le projet sur le scrutin de liste et Gambetta donne sa démission (26 janvier 1882). Il renverse le ministère Freycinet dont il blâmait la politique en Egypte, et les événements lui ramènent l'opinion. Le 26 novembre, il se blesse, disent ses amis, avec un revolver; sa santé était depuis longtemps compromise; il succomba le 31 décembre 1882. Ses amis et ses disciples n'ont pas cessé d'exercer une grande influence sur la politique française.

V. Reinach. *Discours et plaidoyers politiques*, 11 vol.; *Dépêches*; *Léon Gambetta* (1884). — Goltz, *Léon Gambetta et ses armées* (1877).

V. notre vol. *Histoire contemporaine française* (1871-1900).

GAMBON (Charles-Ferdinand) (1820-1887). Avocat à Paris, il se fit remarquer par l'ardeur de ses convictions démocratiques, organisa des banquets réformistes en province, fut député de la Nièvre à la Constituante (1848) et réélu à la Législative (1849); compromis dans l'affaire des Arts-et-Métiers, il fut interné au pénitencier de Corte. Amnistié en 1859, il fit de l'opposition en province, prêcha le refus de l'impôt, laissa saisir par le fisc une petite ferme et une vache qui, mise aux enchères, ne trouva pas d'acquéreur.

On la racheta ensuite à l'aide d'une souscription publique. Député de la Seine (1871), il protesta contre la paix avec l'Allemagne, quitta Bordeaux, fut élu membre de la Commune de Paris, se ré-

fugia en Suisse après la chute de cette dernière, rentra à l'amnistie et fut élu député de Cosne (1882). Il siégea à l'extrême gauche.

GARIBALDI (Giuseppe) (1807-1882), patriote italien, Nicois de naissance, Gênois d'origine, marin dans la flotte sarde, compromis dans une conspiration mazzinienne (1834) et condamné à mort par contumace, il se réfugia à Marseille, passa dans l'Amérique du Sud, se mit au service de la province de Rio-Grande contre le Brésil (1836-1841), de l'Uruguay contre Rosas, dictateur de Buenos Aires (1842-1846), fit sur terre et sur mer une campagne héroïque terminée par la victoire de San Antonio qui assura l'indépendance de l'Uruguay. De retour en Italie (1848), il fut élu député de Cicagna, siégea parmi les républicains, offrit en vain ses services à Charles-Albert, forma un corps de volontaires pour aller au secours de Milan, battit à Luino un corps d'armée autrichien après avoir capturé sur le lac Majeur deux bateaux à vapeur, dut passer en Suisse en présence de forces supérieures, vint à Rome (1849) dont il fut un des triumvirs et, pendant le siège de cette ville, se fit remarquer par sa vigueur et son courage. Il quitta Rome quand la résistance devint impossible, licencia ses troupes, retourna en Amérique, fit un voyage en Chine comme capitaine marchand, revint en Italie (1854) et acheta l'île de Caprera où il vécut en solitaire jusqu'en 1859. Présenté par La Farina à Cavour, il fut mis à la tête des chasseurs des Alpes, battit les Autrichiens à Varese, à San Fermo, reprit Côme et entra à Bergame. La paix de Villafranca l'arrêta sur les frontières du Tyrol. Député de Nice (1860), il protesta à la Chambre contre l'annexion à la France de sa ville natale, démissionna et entreprit, avec la connivence secrète de La Farina et de Cavour, cette fameuse expédition de Sicile, dite des « Mille », qui le rendit si populaire en mettant en pleine lumière sa prestigieuse bravoure. Il battit les troupes royales,



Garibaldi.



Gambon.

entra à Palerme, devint rapidement le maître de la Sicile, prit Messine, passa le détroit et entra à Naples au milieu de l'allégresse générale. Après sa victoire du Volturne, il fut aidé par les troupes régulières que Cavour, inquiet de ses projets, avait envoyées pour le soutenir et le contenir, remit à Victor-Emmanuel le fruit de ses conquêtes, et rentra à Caprera. En 1862, il retourna en Sicile, puis en Calabre, fut arrêté par les troupes italiennes et blessé à Aspromonte, mais bientôt amnistié. Son but était de soulever la population pour s'emparer de Rome. Malgré son échec, il ne cessa pas de poursuivre l'agitation unitaire, protégea la frontière lombarde pendant la guerre de 1866, organisa des volontaires, pénétra en 1867 dans les Etats pontificaux, battit à Monte-Rotondo les troupes de Lamoricière, mais dut se retirer après sa défaite de Mentana où les chassespots français « firent merveille ». En 1870, il vint offrir son épée à la France républicaine, organisa l'armée des Vosges, arrêta l'invasion prussienne en Bourgogne, remporta des succès à Châtillon-sur-Seine, à Autun, et occupa Dijon (6 janvier 1871) qu'il défendit héroïquement (21-23 janvier). Il se retira à la fin du mois, son armée n'étant pas comprise dans l'armistice, fut élu député à l'Assemblée nationale par quatre départements, y fut insulté par les monarchistes et donna sa démission (13 février). Il revint à Caprera, lança des proclamations républicaines et antichrétiennes, tout en restant très attaché à la politique unitaire de Victor-Emmanuel. Élu député de Rome (1874), il arriva dans cette ville et y fut accueilli en triomphateur. Le héros s'éteignit dans son île de Caprera le 2 juin 1882.

GARIBALDI (Menotti) (1840), patriote italien, fils du précédent. Il suivit son père dans toutes ses campagnes depuis 1859, fut député de Velletri (1876) et siégea à l'extrême gauche. — Son frère *Ricciotti* (1847) a pris part à la campagne de France avec son père et s'est distingué à la défense de Dijon.

GARNIER (Germain) (1754-1821). Député suppléant de Paris aux États généraux, il fut quelque temps ministre de la justice (1792), émigra après

le 10 août, rentra en 1795. Préfet de Seine-et-Oise après le 18 brumaire, sénateur (1804), comte de l'Empire (1808), il vota la déchéance de Napoléon I^{er} et reçut de Louis XVIII la pairie et le titre de ministre d'Etat.

GARNIER (Jacques) (1755-1820), dit *de Saintes*, conventionnel. Avocat à Saintes, député de la Charente-Inférieure à la Convention, il siégea à la Montagne, vota la mort du roi sans appel ni sursis, remplit d'importantes missions aux armées, surtout dans l'Ouest, fit partie du conseil des Cinq-Cents (1795-1798) et devint président du tribunal criminel de la Charente-Inférieure jusqu'en 1811 et président du tribunal des douanes de La Rochelle jusqu'en 1814. Député de Saintes pendant les Cent-Jours, banni comme régicide en 1816, il s'établit à Bruxelles d'où les Bourbons le firent expulser. Il se retira aux États-Unis.

GARNIER-PAGÈS (Etienne-Joseph-Louis) (1801-1841). Avocat à Paris, il prit part aux journées de juillet 1830, fut député de l'Isère (1831), siégea à l'extrême gauche, et représenta de 1835 jusqu'à sa mort l'arrondissement du Mans à la Chambre où il devint un des chefs de la minorité républicaine.

GARNIER-PAGÈS (Louis - Antoine) (1803-1873), frère utérin du précédent, lui dut sa popularité. Député de Verneuil (1842), il vota avec les radicaux et prit part à la campagne des banquets réformistes. Membre du Gouvernement provisoire (1848), maire de Paris, ministre des finances, il prit dans ce dernier poste des mesures impopulaires, entre autres celle des « quarante-cinq centimes », fut élu député à la Constituante et vota avec les modérés. Non réélu à la Législative (1849), il entra au Corps législatif (1864) comme député de Paris, s'associa à l'opposition républicaine, fut réélu en 1869, et fit partie en 1870 du gouvernement de la Défense nationale où il ne joua qu'un rôle effacé.

GASPARIN (Adrien-Etienne-Pierre, comte de) (1783-1862). Il fut député de Carpentras (1830), préfet de la Loire, de l'Isère, du Rhône, pair de France (1834), ministre de l'intérieur dans le cabinet de Molé (1836-1837), et de nouveau en 1839. Il dirigea en 1851-1852 l'Institut national agronomique de Versailles.

GAUDIN (Martin - Michel - Charles,

duc de GAETE (1756-1841). Il fit toute sa carrière dans l'administration des finances, et fut, du 18 brumaire jusqu'en 1815, ministre des finances de Napoléon I^{er}. Il fonda la Banque de France, institua la Cour des comptes, représenta le département de l'Aisne à la Chambre de 1815 à 1819 et gouverna la Banque de 1820 à 1834.

GAUTHIER (Etienne-Georges-Albert) (1853), dit de *Clagny*. Avocat à Paris, député de Sèvres (1889), il fut réélu en 1893, demanda la revision de la Constitution et fut réélu en 1898.

GAUTHIER DE RUMILLY (Louis-Madeteine-Clair-Hippolyte de) (1792-1884). Avocat à Paris, député de la Somme (1830), il vota avec l'opposition dynastique, fut réélu en 1837 et sans interruption jusqu'en 1848 où ses électeurs l'envoyèrent à la Constituante. Conseiller d'Etat (1849), il s'opposa au coup d'Etat du 2 décembre 1841 et reentra dans la vie privée sous l'Empire; député de la Somme en 1871, il siégea au groupe Feray, devint sénateur inamovible (1875) et présida souvent le Sénat comme doyen d'âge.

GAUTIER (Jean-Elie) (1781-1858), homme politique français. Armateur à Bordeaux, député de la Gironde (1824), réélu jusqu'en 1830, il rapporta l'adresse des 221 et en donna lecture à Charles X. Pair de France (1832), ministre des finances (1839), il devint sénateur sous l'Empire (1852).

GAVARDIE (Henri-Edmond-Pierre DUFAY de) (1823). Il servit l'Empire comme magistrat, fut député des Landes (1871) et siégea parmi les monarchistes, devint sénateur du même département de 1876 à 1888 et se fit remarquer par l'intempérance de son langage et ses violentes interpellations.

GAVINI (Denis) (1820). Avocat à Bastia, député de la Corse à la Législative (1849), il appuya la politique de Louis-Napoléon et le coup d'Etat du 2 décembre 1851, devint préfet du Lot (1852), de l'Hérault (1859), des Alpes-Maritimes (1861), représenta la Corse à l'Assemblée nationale (1871), fut un des chefs du parti impérialiste, et fut réélu en 1876, 1877 et 1881.

GAVERIL PACHA. (V. KRESTOVITCH.)

GENDEBIEN (Alexandre) (1789-1869), homme politique belge. Avocat à Bruxelles, il combattit le gouverne-

ment hollandais, prit une part active à la révolution de 1830, fit partie du gouvernement provisoire et du Congrès national. Quelque temps ministre de la justice, il a laissé le souvenir d'une franchise et d'une intégrité rares.

GENT (Alphonse) (1813-1894). Avocat à Nîmes, maire d'Avignon, député de Vaucluse à la Constituante (1848), il siégea à l'extrême gauche, fut condamné pour complot contre la sûreté de l'Etat (1851) et interné à Noukaviva. Préfet des Bouches-du-Rhône (1870), député du Vaucluse (1871), il fit partie de l'Union républicaine, fut réélu en 1876 et 1878, puis en 1881, nommé sénateur du même département en 1882, et réélu au renouvellement de 1891.

GEORGES III, roi d'Angleterre. (V. vol. BIOGR. POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e S.)

GEORGES IV (1762-1830), roi d'Angleterre. Il mena une vie de débauches, fit payer ses dettes personnelles par le Parlement, épousa *Caroline de Brunswick* (V. ce nom) et succéda à son père en 1820. L'historien Greville dit de lui : « C'est le plus méprisable, lâche et égoïste chien qui ait jamais été roi. »

GEORGES I^{er} (1845), roi des Hellènes. Fils de Christian IX de Danemark, il fut désigné par l'Assemblée nationale grecque comme roi en 1863, s'appuya sur la Russie, et, après la guerre russo-turque (1877), annexa à son royaume la Thessalie et une partie de l'Epire et entretint des relations cordiales avec la Russie. La question de la Crète surgit en 1889, puis en 1896, et le sort des armes fut favorable aux Turcs pendant l'expectative des six grandes puissances (1897).

GEORGES V (1819-1878), roi de Hanovre. Fils d'Ernest-Auguste, il succéda à son père en 1851, réagit contre les tendances démocratiques de 1848, fit de l'opposition à la Prusse et prit les armes contre elle en 1866. Vaincu, il quitta ses Etats, ses biens furent mis sous séquestre, et il vint s'établir en France. — Son fils, *Ernest-Auguste*, duc de Cumberland, maintient ses droits sur le Hanovre.

GÉRARD (Etienne-Maurice, comte) (1773-1852), maréchal de France. Il fit les campagnes de la Révolution et de l'Empire, dut quitter la France

après le licenciement de l'armée de la Loire, fut élu député de Paris (1822) et siégea dans les rangs de l'opposition libérale. Ministre de la guerre (1830), commandant de l'expédition de Belgique (1831-1832), de nouveau ministre de la guerre (1834), il entra à la Chambre des pairs, devint grand chancelier de la Légion d'honneur (1836) et fut appelé au Sénat en 1852.

GÉRARD DE RAYNEVAL (François-Joseph-Maximilien) (1778-1836). Ministre plénipotentiaire à Berlin (1821), ambassadeur à Berne (1825), à Vienne (1829) et à Madrid. — Son fils *Louis-Alphonse-Maximilien* fit aussi sa carrière dans la diplomatie et représenta la France à Naples (1851) et à Pétersbourg (1857).

GERLACHE (Etienne-Constantin, baron de) (1785-1871), magistrat et homme politique belge. Membre du Congrès national (1830), il proposa d'offrir la couronne de Belgique à Léopold de Saxe-Cobourg, devint président du conseil des ministres, président de la Chambre des représentants (1832) et fut pendant trente-cinq ans président de la Cour de cassation. — Auteur de travaux historiques.

GERMAIN (Henri) (1824). Président du conseil d'administration du Crédit lyonnais, il fut député de l'Ain (1869) et siégea au centre gauche. Réélu en 1871, en 1876, il fit partie des 363, fut renommé en 1877 et en 1881, et de nouveau en 1889. Il ne s'est pas représenté en 1893.

GERMINY (Charles-Gabriel LEBÈGUE, comte de) (1799-1871), homme politique français. Préfet de Seine-et-Marne, ministre des finances (1851), gouverneur du Crédit foncier (1854),

puis de la Banque de France (1856), il devint sénateur en 1863.

GERVAIS (Auguste) (1857). Publiste, ancien élève de Saint-Cyr, il quitta l'armée en 1892 pour raison de santé, et collabora successivement au

National, au *Petit Journal*, au *Soir* et au *Jour*. Élu conseiller général de la Seine, après plusieurs missions gou-

vernementales remplies en Angleterre et en Hollande, il devint chef du cabinet de M. Doumer, ministre des finances, puis président du conseil général de la Seine en 1897. Aux élections de 1898, M. Gervais a été élu député de la Seine (arrondissement de Sceaux). Il est inscrit au groupe radical socialiste.

GERVILLE-RÉACHE (Gaston-Marie-Sidonie-Théonile) (1854). Député de la Guadeloupe (1881), il siégea à l'extrême gauche, passa, peu après, à l'union des gauches, fut réélu en 1885, 1889, 1893, 1898, rapporta plusieurs projets de loi et fit presque toujours partie de la commission du budget.

GHICA (Alexandre), prince de Valachie de 1834 à 1841. Il favorisa l'action du parti national, puis se retourna contre les chefs de ce parti, les emprisonna, se rendit impopulaire et dut céder la place à Georges Bibesco.

GHICA (Ion) (1817-1897), homme politique roumain. Il prit part à la révolution de 1846, eut le commandement de Samos (1854), forma le premier cabinet du roi Charles 1^{er} (1866), et fut ministre à Londres.

GICQUEL DES TOUCHES (Albert-Auguste) (1818), marin français. Préfet maritime de Lorient, il fut ministre de la marine dans le cabinet réactionnaire du 16 mai 1877, puis directeur du dépôt des cartes et plans de la marine (1879-1882).

GIER (Nicolas-Karlovitch de) (1820-1895), homme d'Etat russe. D'origine suédoise, il suivit la carrière diplomatique, remplaça Gortchakov aux affaires étrangères et joua un très grand rôle sous le règne d'Alexandre III.

GIGOT (Albert) (1835). Avocat et journaliste, il fit de l'opposition à l'Empire dans les rangs des catholiques libéraux, fut nommé préfet de Vaucluse (1871), du Loiret, du Doubs (1873), de Meurthe-et-Moselle (1876), et préfet de police (1877-1879).

GILLY (Numa) (1834-1895). Maire de Nîmes, député du Gard (1885), il siégea à l'extrême gauche dans le groupe ouvrier socialiste, fut poursuivi (1888) pour diffamation envers plusieurs membres de la commission du budget, acquitté, de nouveau poursuivi après la publication de *Mes Dossiers*, et condamné à



Gervais.

quelques mois de prison et des amendes considérables. Révoqué de ses fonctions de maire de Nîmes par Floquet, ministre de l'intérieur, il fut réélu conseiller municipal, puis maire (1889), à plusieurs reprises.

GIOMBERTI (Vincenzo) (1801-1852), philosophe et homme politique italien. Aumônier de la cour de Turin, il se lia avec Mazzini, fut poursuivi et banni sans jugement (1833). Son idéal politique, tel qu'il l'exprime dans son célèbre ouvrage, *Del primato morale e civile degli Italiani* (1843), était l'union de la démocratie et du catholicisme et l'affranchissement de l'Italie par la papauté. Député de Turin (1848), président de la Chambre, ministre des affaires étrangères (1849), vint à Paris où il mourut d'une façon mystérieuse.

GIOLITTI (Giovanni) (1844), homme politique italien. Député de Cuneo (1882), ministre du trésor (1889), président du conseil avec le portefeuille de l'intérieur (1892), il a fait preuve d'une grande habileté parlementaire et a contribué à la chute de Crispi.

GIRARDIN (Emile de) (1806-1881). Il publia de nombreux écrits et fonda de nombreux journaux (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), fut élu député de Bourgneuf (1834-1848) et se fit



Girardin.

remarquer par ses multiples volte-faces. Son rôle dans la presse fut considérable : tour à tour soutien et ennemi de Guizot, rallié à la République de 1848 et attaquant les hommes du gouvernement, appuyant Louis-Napoléon, siégeant à l'extrême gauche comme député du Bas-Rhin (1850), combattant l'Empire, soutenant le ministère Ollivier, malmenant le gouvernement de la Défense nationale (1870-1871), se ralliant à la politique de Thiers à laquelle il prêta l'appui du *Petit Journal* qu'il dirigeait. A la suite d'une campagne énergique contre le Seize-Mai, devenu député de Paris (1877), il défendit à la tribune la liberté illimitée de la presse.

GIRARDIN (Marc), dit *Saint-Marc Girardin*. (V. ce nom.)

GIRAUD (Charles-Joseph-Barthé-

lémy) (1802-1881), juriste français. Il a laissé un grand nombre d'ouvrages juridiques et historiques, fut ministre de l'instruction publique et des cultes (1851), puis conseiller d'Etat (1852).

GIRERD (Cyprien-Jean-Jacques-Marie-Frédéric) (1832). Avocat à Nevers, il fit de l'opposition à l'Empire, fut nommé préfet de la Nièvre (1870-1871), député du même département (1871) et siégea à gauche. Réélu en 1876, en 1877 avec les 363, il eut le sous-secrétariat du commerce dans le cabinet Dufaure (1877-1878). Ayant échoué aux élections de 1881, il fut nommé trésorier-payeur général.

GIROD DE L'AIN (Jean-Louis, baron) (1753-1839). Membre du conseil des Anciens (1795), puis des Cinq-Cents (1799), il fit partie du Corps législatif après le 18 brumaire. Député de l'Ain (1818), il vota avec le parti constitutionnel.

GIROD DE L'AIN (Louis-Gaspard-Amédée) (1781-1847). Entré dans la magistrature en 1806, député d'Indre-et-Loire en 1827, il fut préfet de police (1830), ministre de l'instruction publique (1832), membre de la Chambre des pairs et président du conseil d'Etat (1832-1847).

GIRON (Don Pedro). (V. AHUMADA [Duc d']).

GIROT-POUZOL (François-Jean-Amédée) (1832). Député du Puy-de-Dôme (1865), il siégea à gauche, fut préfet du même département (1870) et son député à l'Assemblée nationale (1871); réélu en 1876, il fit partie des 363, obtint le renouvellement de son mandat en 1877 et 1881. Il soutint la politique opportuniste et fut sénateur du Puy-de-Dôme de 1885 à 1891.

GISQUET (Henri-Joseph) (1792-1866). Il participa aux journées de juillet 1830, fut compromis dans une affaire de fusils achetés pour le gouvernement, devint préfet de police (1831), se signala par son ardeur contre les démocrates et ses mesures de répression et dut démissionner en 1836. Conseiller d'Etat, député de Saint-Denis (1837), il fut encore impliqué dans une affaire de concussion (1838) et révoqué de son poste de conseiller d'Etat. — Il a laissé des *Mémoires* intéressants.

GLADSTONE (William-Ewarth) (1809-1898), homme d'Etat anglais. Député du bourg de Newark (1832), il

remplit sous le ministère Peel différents postes administratifs, devint président du *Board of Trade* (1843), secrétaire d'Etat pour les colonies (1845), député de l'université d'Oxford (1847),



Gladstone.

et fit de l'opposition aux conservateurs dirigés par Disraeli et lord Derby. Chancelier de l'Echiquier dans les cabinets Aberdeen et Palmerston (1853-1855 et 1859-1866), il défendit les idées libre-échangistes, la réforme électorale, perdit son siège d'Oxford et devint député du Lancashire (1865), puis de Greenwich (1868). Président du conseil et lord de la Trésorerie (1868-1874), il devint impopulaire à cause de son autoritarisme, céda la place à Disraeli, s'occupa beaucoup de littérature politique et religieuse, fit de nombreuses campagnes oratoires dans le *Midlothian* contre les conservateurs et remonta au pouvoir en 1880. Il se retira en 1885, reprit ses fonctions en 1886 et essaya de résoudre la question irlandaise en donnant à l'« *Ile-sœur* » une large autonomie. Mais il fut battu, et les conservateurs, unis à des libéraux-unionistes, formèrent un cabinet sous la présidence de Salisbury (1886). Depuis ce temps, à part une courte présidence du conseil (1893), le « *Great Old Man* » n'a cessé de combattre aux côtés des *home-rulers*, est devenu très populaire et reste comme un des plus habiles tacticiens parlementaires et un des plus nobles esprits de notre époque.

GLAIS-BIZOIN (Alexandre-Olivier) (1800-1877). Député de Loudéac pendant tout le règne de Louis-Philippe, il siégea à l'extrême gauche et se fit remarquer par ses saillies et ses interpellations, représenta les Côtes-du-Nord à la Constituante (1848), combattit la politique de l'Elysée, fut élu député de Loudéac (1863), de Paris (1869) et fit partie de l'opposition républicaine. Membre du gouvernement de la Défense nationale (1870), il ne joua qu'un rôle secondaire à Tours et à Bordeaux.

GOBLET (René) (1828). Avocat à Amiens, député de la Somme (1871), il

prit rang à la gauche républicaine; réélu par l'arrondissement d'Amiens (1877), sous-secrétaire d'Etat à la justice (1879), il s'éloigna de la politique opportuniste, devint ministre de l'intérieur dans le cabinet Freycinet (1882), de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes dans le cabinet Brisson (1885), puis dans le cabinet Freycinet (1886), et président du conseil avec le portefeuille de l'intérieur et des cultes (1886-1887). Dans le cabinet Floquet (1888-1889), il eut le département des affaires étrangères, échoua devant les électeurs d'Amiens (1889) qui l'avaient constamment réélu, et entra au Sénat comme représentant du département de la Seine (1891). Elu député du 1^{er} arr. de Paris (1893), il se rapprocha des socialistes et fut battu aux élections de 1898.



Goblet.

GOBLET D'ALVIELLA (Albert-Joseph, comte) (1790-1873), homme d'Etat belge. Il servit dans l'armée française, rentra à la chute de Napoléon 1^{er} au service des Pays-Bas, fut nommé ministre de la guerre par le gouvernement provisoire belge (1830), puis des affaires étrangères après l'avènement de Léopold 1^{er}. Député de Bruxelles, ministre plénipotentiaire à Lisbonne (1837), ministre des affaires étrangères dans le cabinet Nothomb (1843-1845), inspecteur général du génie, il redevint député de Bruxelles.

GODELLE (Camille) (1804-1874). Notaire à Guise, député de l'Aisne à la Législative (1849), il appuya la politique de l'Elysée et approuva le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Conseiller d'Etat (1852), il devint sénateur (1864).

GODIN (Jean-Baptiste-André) (1817-1888). Industriel à Guise où il fonda un familistère, maire de Guise (1870), député de l'Aisne (1871), il siégea à l'Union républicaine et s'occupa de questions sociales, surtout du travail des enfants dans les manufactures. (V. vol. SOCIALISME.)

GODOY Y ALVAREZ DE FARIA (Manuel, duc d'ALCUDIA, prince de la PAIX) (1767-1851). homme d'Etat es-

pagnol. Favori de la reine Louise-Marie, il captura aussi Charles IV et fut comblé d'honneurs et de richesses. De 1787 à 1807, il dirigea la politique espagnole, intrigant et louvoyant, vit son autorité chanceler devant l'attitude de Napoléon, fut sauvé de la mort, quand le peuple assaillit son palais, par l'abdication de Charles IV (1808), et envoyé à Bayonne à la merci de Napoléon. Depuis il vécut dans l'obscurité et reçut pendant longtemps une pension de 5,000 francs de Louis-Philippe.

GÖRGEY (Arthur) (1818), général hongrois. Il quitta l'armée autrichienne en 1845, se lança dans le mouvement hongrois en 1848, fit de l'opposition à Kossuth et aux autres généraux, eut malgré cela le commandement en chef (1849) et remporta de nombreuses victoires sur les Autrichiens; ministre de la guerre et dictateur à la suite de la démission de Kossuth, il capitula à Villagos (1849); il a publié à Leipzig deux volumes de *Mémoires* pour se défendre contre les accusations de trahison (1852).

GOIRAND (Léopold) (1845). Avoué à Paris, député des Deux-Sèvres (1887), il siégea à la gauche radicale, fut réélu par l'arrondissement de Melle (1889, 1893 et 1898), et se fit remarquer dans les discussions d'affaires, notamment sur la question du Panama.

GOLESCU (Nicolas) (1810-1878), homme politique roumain. Aide de camp du prince A. Ghica, il prit part à la révolution de 1848, put s'enfuir à Constantinople et de là à Paris, retourna en 1857 en Roumanie et fut chargé par le prince Couza de former son premier ministère (1859), puis devint un des chefs de l'opposition (1861) et aida à la chute de Couza (1866). Président du conseil et ministre des affaires étrangères du roi Charles I^{er} (1868), président du Sénat, il proclama la République à Ploiesti (1870), fut vaincu et pris, mais acquitté par le jury.

GOLTZ (Robert-Heinrich-Ludwig, comte de) (1817-1869), diplomate prussien. Bien que lié au parti libéral, il accepta l'ambassade de Constantinople (1859), de Pétersbourg (1862) et de Paris (1863). Son rôle fut très important pendant la période de 1866.

GOMOT (Pierre-Auguste-Hippolyte)

(1838). Avocat à Riom, il entra dans la magistrature sous l'Empire, fut député de Riom (1881), siégea à l'Union républicaine, réélu en 1885, devint ministre de l'agriculture dans le cabinet Brisson (1885) et échoua aux élections de 1889. Le département du Puy-de-Dôme l'envoya au Sénat (1891).

GONTAUT. (V. Biron [Duc de].)

GONZALEZ (Manuel) (1833-1893), président de la République mexicaine. Il se fit remarquer pendant l'invasion française, devint général, puis député (1871), gouverneur de l'Etat de Michoacan (1876), ministre de la guerre et de la marine (1878-1880) et succéda au président Porfirio Diaz (1880-1884).

GONZALEZ-BRAVO (Luis) (1811-1871), homme d'Etat espagnol. Avocat à Madrid, député aux Cortès (1842), il fut nommé ambassadeur à Lisbonne, ministre de l'intérieur dans le cabinet Narvaez (1864), président du conseil (1868), et quitta son pays après la révolution de septembre 1868.

GORDON (George-Hamilton). (V. ABERDEEN [Comte d'].)

GORTCHAKOV (Alexandre-Mikhaïlovitch, prince) (1798-1883), homme d'Etat russe. Il fit sa carrière dans la diplomatie, représenta la Russie à la diète de Francfort (1851), à Vienne (1854), fut ministre des affaires étrangères (1856) et grand chancelier de l'Empire de 1863 jusqu'à sa mort.

GÖSCHEN (George-Joachim) (1831), homme politique anglais. Député de Londres à la Chambre des communes (1863), il siégea dans les rangs libéraux, fit partie du cabinet Gladstone comme premier lord de l'amirauté (1871), représenta l'Angleterre à Constantinople (1880) comme ambassadeur extraordinaire, se sépara de Gladstone et devint chancelier de l'Echiquier (1887-1892) dans le cabinet Salisbury.

GOUDCHAUX (Michel) (1797-1862). Banquier à Paris, ministre des finances après la révolution de 1848, il démissionna quand Louis-Napoléon devint président de la République, fut député de Paris à la Constituante (1848) et au Corps législatif (1857), mais refusa de prêter le serment.

GOUGEARD (Auguste) (1827-1886), marin français. Il fit la campagne de Crimée, organisa en 1870 une division du 21^e corps (armée de la Loire), devint conseiller d'Etat (1879) et mi-

nistre de la marine dans le cabinet Gambetta (1881-1882).

GOVIN (Alexandre-Henri) (1792-1872). Il s'enrichit dans la banque, représenta le département d'Indre-et-Loire au Palais-Bourbon de 1831 à 1848, fut ministre du commerce et de l'agriculture dans le cabinet Thiers (1840) et devint directeur de la Caisse d'escompte (1844) fondée par Laffitte. Député d'Indre-et-Loire à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea parmi les conservateurs, fut réélu sous l'Empire comme candidat officiel (1852-1867) et entra au Sénat (1867).

GOULARD (Marc-Thomas-Eugène de) (1808-1874). Avocat à Paris, député de Bagnères-de-Bigorre (1845), réélu (1846), il siégea dans la majorité conservatrice, représenta le département des Hautes-Pyrénées à la Législative (1850), combattit la politique de l'Elysée, fut incarcéré au 2 déc. 1851, et reparut à l'Assemblée nationale (1871) comme député des Hautes-Pyrénées. Ministre de l'agriculture et du commerce (1872), des finances (1872), de l'intérieur (1872-1873), il fit partie du groupe orléaniste et soutint le ministère de Broglie, dit de l'« Ordre moral ».

GOURGAUD (Gaspard, baron) (1783-1852), général français. Officier d'ordonnance de Napoléon I^{er} (1811), attaché au cabinet impérial (1813), il suivit son maître à Sainte-Hélène, et, sous le gouvernement de Juillet, fut nommé lieutenant général et pair de France. Député des Deux-Sèvres à la Législative (1849), il siégea parmi les monarchistes.

GOVERNEUR MORRIS (1752-1815), homme politique américain. Avocat, membre du premier congrès provincial de New-York (1775), il rédigea les instructions adressées à Franklin pour préparer l'alliance franco-américaine, vint en France comme ministre des Etats-Unis (1792), voyagea en Europe, et retourna dans son pays (1799), fut nommé sénateur (1800) et a laissé une correspondance très intéressante sur les affaires de son pays et de l'Europe.

GOUVION SAINT-CYR (Laurent, marquis) (1764-1830), maréchal de France. Volontaire de 1792, général de division à l'armée du Rhin en 1798, il fut peu en faveur auprès de Napo-

léon. Ce fut lui qui commanda l'aile gauche de la Grande Armée dans la campagne de Russie, et après une remarquable défense, dans Dresde (1813), obtint une capitulation honorable que violèrent les Autrichiens. Pair de France et ministre sous Louis XVIII, il réorganisa l'armée et fit voter la célèbre loi de 1818, qui est restée jusqu'en 1872 la base du système militaire de France.

GOYON (comte de). (V. FELTRE [Duc de].)

GRAD (Charles) (1842-1890), économiste et homme politique alsacien. Il s'occupa de sciences naturelles et d'économie politique, fut conseiller général de la Haute-Alsace, député au Reichstag (1877) et défendit à Berlin les intérêts du pays annexé. Catholique convaincu, il volait souvent avec le centre.

GRAGNON (Félix-Alexandre) (1843), administrateur français. Avocat, journaliste, préfet de la Corrèze (1880), de la Corse (1881), du Finistère (1882), secrétaire général de la préfecture de police, puis préfet de police (1883-1887), il fut directeur de la Sûreté pendant la durée du cabinet Floquet.

GRAHAM (Sir James - Robert-George) (1792-1861), homme d'Etat anglais. Il se fit une réputation de libéral avancé à la Chambre des communes, fut premier lord de l'Amirauté (1830), eut le portefeuille de l'intérieur (1841) et se montra autoritaire et cassant dans les affaires d'Irlande. Il eut encore la direction de l'Amirauté dans les cabinets Aberdeen et Palmerston.

GRAMATINE (Michel), comte *Spé-ranski*. (V. ce nom.)

GRAMONT (Antoine-Alfred-Agénor, prince de BIDACHE, duc de GUICHE et de) (1819-1880), diplomate français. Ambassadeur à Rome (1857), à Vienne (1861), ministre des affaires étrangères (1870), il contribua à la déclaration de guerre à l'Allemagne par des déclarations imprudentes au Corps législatif et l'assurance que les alliances ne manqueraient pas à la France. A essayé de justifier sa conduite dans son livre : *La France et la Prusse avant la guerre* (1872).

GRANDPERRET (Michel-Etienne-Anthelme-Théodore) (1818-1890). Avocat à Lyon, il entra dans la magis-

trature sous l'Empire; procureur général à Paris (1867) et conseiller d'Etat, son zèle officiel dans le procès de Pierre Bonaparte et dans le procès de Blois, lui valut une notoriété fâcheuse; il devint ministre de la justice et des cultes dans le cabinet Palikao (1870) et fut élu sénateur inamovible (1877). Il siégea dans le groupe bonapartiste.

GRANET (Etienne-Armand-Félix) (1849). Préfet de la Lozère (1877), de la Vienne (1879), député d'Arles (1881), il siégea à l'extrême gauche, combattit l'opportunisme, fut réélu en 1885 et entra dans les cabinets Freycinet et Goblet comme ministre des postes et télégraphes (1886-1887). Réélu en 1889 par une circonscription de Marseille, il ne s'est pas représenté en 1893.

GRANGER (Ernest-Henri) (1844), révolutionnaire français. Un des principaux chefs du parti blanquiste, il prit une part active à l'affaire de La Villette (14 août 1870) et à la journée du 4 sept. 1870. Compromis dans les événements de la Commune, il passa en Angleterre, fut élu député du XIX^e arr. de Paris (1889) et siégea à l'extrême gauche.

GRANIER (Bernard-Adolphe) (1806-1880), dit *de Cassagnac*. Ecrivain et journaliste, il s'occupa de politique et de questions sociales, écrivit des romans et des études historiques, mit sa plume au service de Louis-Napoléon et entra au Corps législatif comme candidat officiel dans le Gers (1852). Il fut réélu pendant toute la durée de l'Empire, attaqua vivement les orateurs de l'opposition et s'opposa à toute mesure libérale. Dé-



Granier
de Cassagnac.

puté de Mirande (1876), il siégea au groupe de l'Appel au peuple, soutint le cabinet Broglie-Fourtou et fut réélu en 1877.

GRANIER DE CASSAGNAC (Paul-Adolphe-Marie-Prospér) (1842), fils du précédent. Il fit du journalisme, eut de nombreux duels, collabora au journal de son père, *le Pays*, fut élu député de Condom (1876), siégea dans le groupe de l'Appel au peuple, devint candidat officiel du cabinet

du Seize-Mai et fut réélu en 1877. Invalide peu après (1878), il fut réélu en 1879, de nouveau à Mirande (1881), sur la liste du département du Gers (1885), puis à Mirande (1889) et échoua aux élections de 1893. Il avait quitté le journal *le Pays* et fondé *l'Autorité* qui devint le moniteur du parti bonapartiste du prince Victor. Réélu député de Mirande (1898).



Paul de Cassagnac.

GRANT (Ulysses-Scipion) (1822-1885), président des Etats-Unis. Il prit part à la guerre contre le Mexique (1845-1847), se retira du service en 1854, leva un corps de volontaires au début de la guerre de la Sécession (1860), et remporta des succès brillants en 1862 et en 1863, enleva Vicksburg qui le rendit maître de la vallée du Mississippi et battit les confédérés à Chattanooga. En 1864, Lincoln lui conféra le commandement en chef des armées du Nord. Grant, aidé de Sherman et de Meade, enleva les dernières forteresses du Sud et fit capituler Lee. Nommé par le président Johnston secrétaire de la guerre (1866), il fut élu président de l'Union en 1868, entra en fonctions en 1869, fut réélu en 1872 et posa encore sa candidature en 1876 et en 1880, mais sans résultat. Il s'engagea ensuite dans des opérations commerciales et financières qui le ruinèrent, vécut sur des fonds que lui constituèrent ses amis, puis, en 1885, le Congrès lui rendit (par faveur spéciale) son titre de « général » avec une solde entière d'activité (15,000 dollars).

GRANVILLE (LEVESON-GOWER, George, comte) (1773-1846), diplomate anglais. Lord de la trésorerie (1800), membre du conseil privé (1804), il représenta l'Angleterre à Pétersbourg, à Bruxelles (1815) et à Paris (1824-1841).

GRANVILLE (LEVESON-GOWER-, George, comte) (1815-1891), homme d'Etat anglais, fils du précédent. Député de Morpeth au Parlement (1836), il entra à la Chambre des lords en 1846 et se montra libre-échangiste. Chef du *Foreign Office* (1851-1852), président du conseil, dans le cabinet

Aberdeen (1852-1854), puis dans le cabinet Palmerston (1859), secrétaire d'Etat pour les colonies (1868), successeur de Clarendon aux affaires étrangères (1870), il se montra antipathique à la France pendant la guerre franco-allemande et conclut avec les Etats-Unis le traité de Washington relatif aux affaires de l'Alabama. Il revint au *Foreign Office* dans le second cabinet Gladstone (1880-1885), et adhéra au *home-rule*.

GRATET DU BOUCHAGE. (V. Bouchage.)

GRATTAN (Henry) (1746-1820), homme d'Etat irlandais. Membre de la Chambre des communes d'Irlande (1775), il émit le vœu de l'affranchissement de son pays (1780), obtint quelques concessions de l'Angleterre (1782), fit de l'opposition dans d'admirables discours et se retira de la lutte quand l'Union fut votée (1800). En 1805, il représenta le bourg de Malton au Parlement de Westminster, soutint Fox et ne cessa de plaider la cause des catholiques. Dans sa dernière tentative en faveur de ceux-ci (1819), il obtint 241 voix contre 243.

GRÉGOIRE XVI (Mauro CAPELLARI) (1765-1846), pape de 1831 à 1846. Au début de son pontificat, il réprima les révoltes de ses sujets à l'aide de l'Autriche et des san-fédistes, de même qu'en 1843-1846, soutint les jésuites et leur rendit de nombreux services.

GRÉGOIRE (1739-1821), patriarche de Constantinople. Il exhorta les Moréens à l'obéissance, lors de la révolte d'Ypsilanti (1821), prononça l'excommunication contre tous les insurgés sur l'ordre du sultan; mais, soupçonné de favoriser les Grecs, fut saisi par la populace turque et pendu avec d'autres évêques.

GRÉGOIRE (Henri) (1750-1831), évêque constitutionnel de Blois. Elevé chez les jésuites, il devint curé d'Embermesnil (Meurthe), député du clergé du bailliage de Nancy aux Etats généraux, décida le bas clergé à se joindre au tiers, prêta le serment civique après le décret sur la constitution civile du clergé, et réclama la liberté des cultes. Nommé évêque constitutionnel à Blois, il fut choisi par ses diocésains pour les représenter à la Convention, se joignit à Collot d'Herbois pour de-

mander l'abolition de la royauté, se prononça pour les peines les plus sévères dans le procès de Louis XVI, mais pas pour la mort (cela fit l'objet d'une vive discussion: Grégoire était en mission en Savoie), demanda et obtint l'abolition de l'esclavage (1794), fit partie du comité d'instruction publique et prit une part très active à ses travaux.



Grégoire
(Henri).

Il essaya avec quelques prêtres constitutionnels de rassembler les débris de l'Eglise gallicane en 1797 et en 1801, mais le pacte conclu entre Bonaparte et Pie VII fit échouer ses projets. Il combattit vivement le concordat et dut se démettre de son évêché. Membre du conseil des Cinq-Cents, puis du Corps législatif et du Sénat conservateur, il fit partie de la minorité républicaine, vota contre le sénatus-consulte qui établit l'Empire, contre le divorce de Napoléon I^{er}, pour sa déchéance en 1814, fut exclu de l'Institut à la Restauration et privé de sa pension d'ancien sénateur.

Député de l'Isère (1819), il fut en butte aux fureurs des royalistes qui demandèrent son exclusion pour cause d'« indignité », mais n'obtinrent qu'un vote de « non-admission ». La monarchie de Juillet lui tint également rigueur; l'archevêque de Paris l'exhorta à rétracter le serment qu'il avait prêté à la constitution civile du clergé; Grégoire refusa hautement. Il mourut peu après. Les étudiants dételèrent les chevaux de son corbillard et le traînèrent jusqu'au cimetière Montparnasse; vingt mille personnes suivaient; le gouvernement avait pris des mesures extraordinaires pour maintenir l'ordre. — Il a laissé de nombreux écrits.

GREGH (Jules) (1831), journaliste et homme politique tchèque. Il fonda les *Narodni Listy*, journal national (1861), qui n'a pas cessé depuis d'être le principal organe de l'opposition slave. Souvent poursuivi et condamné, il fut, avec son frère Edouard Gregh et Sladkowsky, l'organisateur du parti démocratique tchèque, connu sous le nom de jeune-tchèque, et il rallia autour de lui la nation entière. Député à la Diète de Prague et au

Parlement de Vienne, c'était un orateur de premier ordre.

GRENVILLE (William-Wyndham, baron) (1759-1834), homme d'Etat anglais. Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères (1791), ennemi déclaré de la France, soutien de Pitt, il forma, à la mort de celui-ci, le ministère de « tous les talents » avec Fox et Sidmouth (1806), devint chancelier de l'université d'Oxford (1809) et se montra toujours partisan des mesures répressives. Il était très impopulaire.

GREPPO (Jean-Louis) (1810-1888). Ouvrier tisseur à Lyon, député du Rhône à la Constituante (1848), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu à la Législative (1849) et combattit vivement la politique de l'Elysée. Expulsé après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, il entra à l'amnistie de 1859, devint en 1870 maire du IV^e arr. de Paris et en 1871 député de la Seine. Il siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1876, fit partie des 363 et eut son mandat renouvelé en 1877 et 1881. Il se rapprocha du parti dit opportuniste et échoua aux élections de 1885.

GRESLEY (Henry-François-Xavier) (1819-1890), général français. Il fit les campagnes d'Algérie, servit dans la guerre franco-allemande en qualité de général de brigade, devint chef d'état-major au ministère de la guerre (1874), ministre de la guerre (1879) et sénateur inamovible la même année.

GRESSIER (Edouard-Valéry) (1815-1892). Avocat à Paris, député de la Somme (1863), il fut ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics de 1867 jusqu'en 1870.

GRÉVY (François-Jules-Paul) (1807-1891), président de la République française. Avocat à Paris, il plaida dans de nombreux procès, fut élu député du Jura à la Constituante (1848) et siégea à gauche. Il fut hostile à la dictature de Cavaignac et déposa un amendement célèbre contre l'élection d'un président de la République. Réélu à la Législative (1849), il prononça d'importants discours politiques, combattit la politique de l'Elysée, parla dans diverses questions d'affaires, fut arrêté le 2 décembre 1851 et reprit sous l'Empire sa place au barreau de Paris. Bâtonnier de l'ordre des avocats, député du Jura

(1868), il fit de l'opposition au plébiscite, au ministère Ollivier, et, après le 4 septembre 1870, se retira à Mont-sous-Vaudrey. Député du Jura (1871), il fut élu président de l'Assemblée nationale à Bordeaux, puis à Versailles, et dirigea les débats avec autorité et habileté jusqu'en 1873. Il reprit sa place sur les bancs de la gauche, vota contre la Constitution (25 février 1875), parce qu'il refusait à l'assemblée l'autorité constituante, fut réélu par l'arrondissement de Dole (1876), redevint président de la Chambre et le resta jusqu'en 1879

(il avait été réélu député en 1877 comme un des 363), date de la démission de Mac-Mahon. Nommé président de la République (30 janvier 1879), par 593 voix contre 99, il fut réélu pour sept nouvelles années en 1885 (décembre); son influence discrète et peu bruyante pesa d'un grand poids dans les conseils des ministres; il désapprouva le rétablissement du scrutin de liste et la loi sur la liberté de la presse. Sa fille avait épousé le député Wilson, très mêlé aux affaires les plus diverses. Le procès scandaleux des décorations révéla des faits qui forcèrent Grévy, après une longue résistance, à donner sa démission en décembre 1887. Retiré à Mont-sous-Vaudrey, il vécut pendant quatre ans dans le silence le plus complet. L'Etat lui fit célébrer des funérailles nationales. — Delabrousse a publié ses *Discours politiques et judiciaires*, 1898.

GRÉVY (Jules-Philippe-Louis-Albert) (1824), frère du précédent. Avocat à Paris, puis à Besançon, député du Doubs (1871), il siégea à la gauche républicaine, fut réélu par l'arrondissement de Besançon (1876), fit partie des 363, et vit son mandat renouvelé en 1877. Gouverneur général de l'Algérie (1879-1881), son administration prêta à de nombreuses critiques; nommé sénateur inamovible (1881), il fut compris dans les poursuites exercées, à l'occasion des scandales du Panama, contre cinq sénateurs et cinq députés (1892) et bénéficia d'une ordonnance de non-lieu (1893).



Grévy.

GRÉVY (Paul-Louis-Jules) (1820), général, frère du précédent. Il fit les campagnes d'Algérie, de Crimée, d'Italie et la guerre de 1870 dans l'artillerie, fut élu sénateur par le département du Jura (1880), siégea à gauche et fut réélu en 1886.

GREY (Charles, vicomte Howick, comte) (1764-1845), homme d'Etat anglais. Un des principaux lieutenants de Fox à la Chambre des communes, dès 1787, il s'opposa à la déclaration de guerre à la France (1792), combattit Pitt et parla au nom de l'Irlande libérale. Lord de l'amirauté (1806), secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1807), il entra à la Chambre des lords, se prononça contre Georges IV au sujet de son divorce avec Caroline de Brunswick, attaqua le ministère Canning, et se montra un wigh très indépendant. Président du conseil des ministres (1830-1834), malgré les répugnances de la Chambre haute, il fit voter la réforme électorale.

GREY (Sir George) (1797-1882), homme d'Etat anglais. Avocat à Londres, député de Devonport aux Communes (1832), secrétaire d'Etat pour l'intérieur (1845-1866), il se distingua dans cette charge importante et se retira de la politique en 1874.

GROUCHY (Emmanuel, marquis de), maréchal de France. (V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

GROUCHY (Alphonse-Frédéric-Emmanuel, marquis de) (1789-1864), général français. Chargé, après la bataille de Ligny, de poursuivre les Prussiens, il ne marcha pas au canon de Waterloo et son inaction amena la défaite de Napoléon. Il représenta le département de la Gironde à la Législative (1849), appuya la politique de Louis-Napoléon qui le nomma sénateur.

GROUSSET (Pascal) (1844). Journaliste opposé à l'Empire, il envoya à Pierre Bonaparte (1870) des témoins dont l'un, Victor Noir, fut tué par le cousin de Napoléon III. Membre de la Commune de Paris (1871), il fut transporté en Nouvelle-Calédonie, s'évada avec Henri Rochefort, fit paraître de nombreux ouvrages de vul-

garisation scientifique et pédagogique, et, élu député du XII^e arr. de Paris en 1893 et 1898, siégea au groupe socialiste.

GUAY (Louis-Gilbert Le) (1839). Notaire à Randon, préfet de plusieurs départements (de 1877 à 1881), il fut élu député (1885), puis sénateur du Puy-de-Dôme (1889). Il siégea avec les opportunistes, présida la commission du Panama, et, compromis dans l'affaire Arton (Société de la dynamite), fut condamné à cinq ans de prison (1893).

GUÉRIN (Eugène) (1849). Avocat à Carpentras, maire de cette ville, sénateur de Vaucluse (1890), il fut ministre de la justice dans le premier cabinet Dupuy (1893) et dans le second cabinet Dupuy (1894).

GUÉRONNIÈRE (Louis-Etienne-Arthur DUBREUIL-HÉLON, vicomte de LA) (1816-1875). Collaborateur à *l'Avenir national*, au *Bien public*, au *Pays*, il se rallia à la politique de Napoléon III, fut élu, comme candidat officiel, député du Cantal (1852), devint conseiller d'Etat (1854), sénateur (1861), ambassadeur à Bruxelles (1868) et à Constantinople (1870). Après le 4 septembre 1870, il dirigea *la Presse*.

GUESDE (Jules BAZILE, dit) (1845). Il fut condamné sous l'Empire pour ses écrits socialistes, et en 1871 pour l'apologie de la Commune à cinq ans de prison. Il se réfugia en Suisse, revint en France en 1876 et fonda *l'Egalité*, journal collectiviste et marxiste. Député de Lille (1893), il occupa, dans le groupe socialiste, une place prépondérante par son talent oratoire et sa compétence dans les questions économiques. N'a pas été réélu en 1898. (V. vol. SOCIALISME.)

GUEYDON (Louis-Henri, comte de) (1809-1886), amiral français. Gouverneur de la Martinique (1854), préfet maritime à Lorient (1858), puis à Brest (1861), il commanda l'escadre des mers du Nord en 1870, gouverna l'Algérie de 1871 à 1873, fut chargé de l'inspection générale des équipages de la flotte (1874-1875), et élu député de la Manche (1885).

GUICHARD (Victor) (1803-1884).



Grouchy.



Guesde.

Maire de Sens, député de l'Yonne à la Constituante (1848), il siégea à gauche, fut proscrit au 2 décembre 1851, et renommé député de l'Yonne en 1871. Réélu en 1876 et en 1877 (avec les 363), il dénonça les agissements des congrégations religieuses et fut réélu en 1881.

GUIEYSSE (Pierre-Paul) (1841). Ingénieur-hydrographe, député de Lorient (1889), réélu en 1893 et 1898, il fut ministre des colonies dans le cabinet Bourgeois (1895-1896).

GUILLAUME IV (Guillaume-Henry, duc de CLARENCE, comte de MUNSTER) (1765-1837), roi d'Angleterre. Amiral de la flotte anglaise (1811), il provoqua, par ses ordres personnels, la bataille de Navarin (1827), monta sur le trône en 1830 et soutint les whigs qui firent aboutir la réforme électorale (1832). Il se tourna du côté des tories quand les radicaux voulurent supprimer les abus de l'Eglise anglicane.

GUILLAUME I^{er} D'ORANGE-NASSAU (1772-1843), roi des Pays-Bas. Il entra dans la coalition contre la Révolution française, se réfugia en Angleterre (1795), et ne recouvra ses États qu'après la chute de la domination napoléonienne (1813). Le traité de Paris lui donna la Belgique et le traité de Vienne lui accorda le grand-duché de Luxembourg. Il accorda une constitution à ses États, devint populaire en Hollande, mais les Belges irrités par la loi qui rendait officielle la langue hollandaise et par l'administration financière se soulèverent en 1830. Guillaume essaya de renverser Léopold I^{er}, mais la France le contraignit à la retraite. Il abdiqua en 1840.

GUILLAUME II D'ORANGE-NASSAU (1792-1849), roi des Pays-Bas, fils du précédent. Il combattit les Français en Espagne, pendant les campagnes de 1814 et de 1815, fut mis à la tête de l'armée en 1831 contre la Belgique et dut se retirer devant les troupes françaises. Il monta sur le trône en 1840 et revisa la loi fondamentale dans un sens plus libéral (1848).

GUILLAUME III D'ORANGE-NASSAU (1817-1890), roi des Pays-Bas, fils du précédent. Il gouverna constitutionnellement de 1849 jusqu'à sa mort, avec le ministère libéral Thorbecke, ou avec le ministère réactionnaire de

Donker, accepta de bonne grâce la revision démocratique de la constitution (1887) et se rendit populaire en abandonnant un tiers de sa liste civile. Sa vie privée fut assez peu édifiante.

GUILLAUME I^{er} (1781-1864), roi de Wurtemberg. Il succéda à son père Frédéric I^{er} en 1816 et promulgua en 1819 une constitution. Très jaloux de ses droits, il fit de l'opposition à la politique de Metternich et défendit (1848-1850) les droits du Wurtemberg contre la Prusse.

GUILLAUME I^{er} (Frédéric-Louis) (1797-1888), roi de Prusse en 1861, empereur d'Allemagne en 1871. Très opposé à toute réforme constitutionnelle et fort impopulaire, il dut se réfugier à Londres en 1848, commanda en 1849 l'armée qui réprima le mouvement révolutionnaire de Bade et fut nommé gouverneur de Westphalie et des provinces rhénanes. Il prit la direction du pouvoir en 1857, par suite de la maladie de son frère Frédéric-Guillaume IV, et monta sur le trône en 1861. Il réorganisa l'armée avec l'aide du ministre de la guerre Roon, et engagea à cette occasion un conflit avec la Diète prussienne qui dura jusqu'en 1866; il appela Bismarck à la présidence du conseil, et, de ce jour, son histoire est intimement mêlée à celle de ce dernier. (V. BISMARCK.) Il fut puissamment aidé dans l'organisation et l'exécution de ses opérations militaires par le feld-maréchal de Moltke. Chef de la Confédération du Nord après la guerre de 1866, il fut couronné empereur d'Allemagne à Versailles (1871). Dans les dernières années de sa vie, il fut l'objet de plusieurs attentats, celui de Hœdel en 1878, et celui de Nobiling (même année); quelques grains de plomb atteignirent Guillaume au bras droit et au cou. A la suite de ces deux tentatives, il y eut de nombreuses arrestations; la presse libérale fut sévèrement réprimée; des lois contre les socialistes furent votées; l'état de siège fut établi. Guillaume mourut à 91 ans le 9 mars 1888.



Guillaume I^{er}.

GUILLAUME II (Frédéric-Guillaume-Victor-Albert) (1859), empereur d'Allemagne. Il succéda à son père Frédéric III en 1888, fit prévaloir de suite son action personnelle et obligea Bismarck à démissionner. Ses déplacements constants, ses nombreux discours, ses manifestations chauvines et piétistes ont souvent préoccupé l'opinion européenne.



Guillaume II.

GUILLEMAUT (Charles-Alexandre) (1809-1886), général et homme politique français. Il prit part à la défense de Paris (1870), fut élu député de Saône-et-Loire (1871), n'exerça plus de fonctions militaires, et entra au Sénat (1876). Il fut réélu au renouvellement de 1882.

GUILLEMET (Gaston-Marie) (1851). Maire de Fontenay-le-Comte, député de cet arr. (1890), il siégea à gauche, fut rapporteur de nombreux projets de loi et réélu en 1893.

GUILLEMINOT (Armand-Charles, comte de) (1774-1840), général français. Il fit avec distinction les campagnes de la Révolution et de l'Empire, devint directeur général du dépôt de la guerre (1822), major général de l'expédition d'Espagne (1823) et ambassadeur à Constantinople (1824).

GUILLOUTET (Louis-Adhémar, marquis de) (1819). Député des Landes (1863), son nom reste attaché à un amendement à la loi sur la presse (1868), qu'on a appelé amendement du « mur de la vie privée ». Réélu en 1869, puis en 1876 par l'arrondissement de Mont-de-Marsan, il siégea au groupe de l'Appel au peuple, soutint les hommes du Seize-Mai, fut réélu en 1887, 1881 et 1889.

GUINARD (Auguste-Joseph) (1799-1874). Affilié au carbonarisme, combattant de juillet 1830, impliqué dans le procès d'avril 1834, il passa en Angleterre, contribua à la révolution de 1848, fut blessé en combattant l'insurrection de juin, représenta le département de la Seine à la Constituante et siégea à la Montagne. Il prit part à l'affaire des Arts-et-Métiers (1849), fut condamné à la prison perpétuelle et gracié en 1854.

GUIZOT (François-Pierre-Guillaume) (1787-1874), homme d'Etat et écrivain français. Il écrivit de nombreux ouvrages sur des genres variés, obtint une chaire d'histoire moderne à la Sorbonne, fut secrétaire général du ministre de l'intérieur l'abbé de Montesquiou (1814), puis de Barbé-Marbois (1815), devint conseiller d'Etat (1816), reprit son cours à la Sorbonne (1820), qui fut suspendu en 1822 par le ministère Villèle et rouvert en 1828 par le ministère Martignac. Député de Lisieux (1830), il siégea au centre gauche, fit partie des 221, signa la protestation contre les ordonnances de Juillet, et fut nommé par Louis-Philippe ministre de l'intérieur (11 novembre 1830).

A partir de cette date, il se sépara nettement des libéraux avec lesquels il s'était trouvé mêlé, se fit le champion de la politique conservatrice à outrance, dite « de résistance », et mit au service de sa cause une âpre et tenace ambition unie à une éloquence austère, à une haute tenue et une foi imperturbable dans l'excellence de son jugement. Il se retira du ministère au bout de trois mois, y rentra avec le portefeuille de l'instruction publique (1832-1836) et organisa l'enseignement primaire. Il contribua aux lois restrictives de la liberté de la presse, contre les associations, et dut se retirer à la suite de rivalités d'ambition qui le mirent aux prises avec Thiers. De nouveau ministre avec le même portefeuille dans le cabinet Molé

(1836-1837), il provoqua de 1837 à 1839 une scission qui ébranla le gouvernement de Juillet, s'allia avec ses adversaires de la veille, et battit en brèche Molé qui avait reconstitué un cabinet sans son concours. Ambassadeur à Londres (1840), ministre des affaires étrangères (même année), il dirigea dès lors la politique de Louis-Philippe jusqu'à la révolution de 1848, et devint président du conseil en 1847. Son programme consista surtout à maintenir la paix à tout prix au dehors et à s'opposer systématiquement à toute réforme au dedans. Il « travailla » sans scrupule les élections, re-



Guizot.

courut à la dissolution de la Chambre, acheta la bienveillance de l'Angleterre par des complaisances que jugea sévèrement l'opinion, se rapprocha de Metternich et devint fort impopulaire. La campagne des banquets réformistes lui porta le dernier coup. Il prit avec Louis-Philippe le chemin de l'exil (24 février 1848) et rentra dans la vie privée. — Membre de l'Académie française, il fut un des écrivains les plus féconds du XIX^e siècle. (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

GUSTAVE IV ADOLPHE (1778-1837), roi de Suède. Fils aîné de Gustave III, il monta sur le trône en 1792, rompit toute relation avec la France en 1804, perdit la Finlande (1808) et fut déposé par la Diète (1809)

qui prononça la déchéance de tous ses descendants.

GUTTIÈREZ DE LA CONCHA. (V. CONCHA.)

GUYOT (Yves) (1843). Journaliste, il subit de nombreuses condamnations sous l'Empire, devint en 1871 le collaborateur du grand industriel Menier dans plusieurs journaux et



Guyot (Yves).

fit dans *la Lanterne* une campagne contre la préfecture de police sous le nom d'« Un vieux petit employé » (1878). Conseiller municipal de Paris (1874), puis de nouveau en 1880, il

échoua en 1884, fut élu député de la Seine (1885) et siégea à l'extrême gauche, mais ses opinions ne tardèrent pas à se modifier. Rapporteur général du budget (1888), ministre des travaux publics dans le cabinet Tirard (1889), puis dans le cabinet Freycinet (1890-1892), il avait été réélu en 1889 dans le 1^{er} arr. de Paris. Directeur du *Siècle* (1892), il échoua aux élections de 1893, et se consacra tout entier à sa polémique contre les socialistes et les protectionnistes.

GUYOT-DESSAIGNE (Jean-François-Edmond) (1833). Avocat, il entra dans la magistrature, devint juge au tribunal de la Seine et démissionna en 1879. Député du Puy-de-Dôme (1885), il vota avec la gauche radicale, eut le portefeuille de la justice dans le cabinet Floquet (1889), fut réélu dans l'arrondissement de Clermont-Ferrand en 1889, 1893 et 1898, et ministre des travaux publics dans le cabinet Bourgeois (1895-1896).

GUYOT-MONTPAYROUX (Antoine-Léonce) (1839-1884). Protégé du prince Jérôme-Napoléon, il entra au Corps législatif comme député de Brioude (1869). Il siégea au centre gauche, fit partie du groupe Ernest Picard, vota contre la déclaration de guerre à la Prusse, revint au journalisme dans *le Soir* et *le Courrier de France*, fut député du Puy (1876), un des 363, et réélu en 1877. Atteint d'une maladie mentale, il mourut dans une maison de santé à Ivry (Seine).

H

HABERT (Henri-Ernest-Marcel) (1862). Avocat à Paris, membre du parti boulangiste, il fut élu député de Rambouillet (1893 et 1898) et prit une part bruyante aux discussions de la Chambre.

HAENTJENS (Alphonse-Alfred) (1824-1884). Industriel, député du Mans (1863), réélu en 1869, puis député de la Sarthe (1871), il siégea au groupe de l'Appel au peuple, fut réélu en 1876, 1877 et 1882. Il servit jusqu'à la fin la cause bonapartiste.

HALGAN (Emmanuel) (1771-1852), amiral français. Il servit dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, fut député du Morbihan (1819-1820), conseiller d'Etat (1824), gouverneur de la Martinique (1834), pair de France (1837) et directeur du Dépôt des cartes et plans de la marine (1845).

HALIFAX (Sir Charles Wood, vicomte d') (1800-1885), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes (1826), secrétaire du comte Grey, il fut chancelier de l'Echiquier

dans le cabinet Russel (1846), premier lord de l'amirauté dans le cabinet Palmerston (1854), président du conseil des Indes, entra à la Chambre des pairs (1866) et devint lord du sceau privé dans le ministère Gladstone (1870-1874).

HALL (Carl-Christian) (1812-1888), homme politique danois. Député de Copenhague (de 1848 à 1881), il devint le chef du parti national-libéral, fut ministre du culte et de l'instruction publique (1854), président du conseil (1857), ministre des affaires étrangères (1858-1863), de nouveau ministre du culte (1870-1874). C'était un doctrinaire habile représentant les idées de la classe moyenne.

HAMEL (Louis-Joseph, comte Du) (1777-1852). Maître des cérémonies de Napoléon I^{er} (1810), préfet des Pyrénées-Orientales (1813), il rejoignit le duc d'Angoulême pendant les Cent-Jours, devint préfet de la Vienne (1815), député de la Gironde (1820) et siégea parmi les ultraroyalistes. Il entra au Conseil d'Etat (1822), fut réélu député en 1824 et échoua en 1827.

HAMEL (Louis-Ernest) (1826-1898). Il écrivit de nombreux ouvrages historiques (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), collabora à différents journaux de nuance avancée, devint conseiller municipal de Paris (1878-1887) et sénateur de Seine-et-Oise (1892).

HAMELIN (François-Alphonse) (1796-1864), amiral français. Il prit part au siège de Cadix (1823), au blocus des ports d'Algérie (1827) et à la prise d'Alger (1830), commanda la division navale du Pacifique (1844) et se montra très ferme vis-à-vis de l'Angleterre lors de l'annexion des îles Marquises. Préfet maritime à Toulon (1849), il fut appelé au commandement en chef des forces navales dans la mer Noire (1853-1854), reçut le portefeuille de la marine (1855-1860) et devint grand chancelier de la Légion d'honneur.

HAMPDEN (Vicomte). (V. BRAND.)

HANOTAUX (Gabriel) (1853). Elève de l'école des Hautes-Etudes et de l'école des Chartes, chef du bureau historique au ministère des affaires étrangères (1879), chef de cabinet de Jules Ferry, ministre plénipotentiaire à la conférence chargée de régler les affaires de la Bulgarie (1886), il fut élu

député de l'Aisne (1886) et siégea à gauche. Battu aux élections de 1889, il fut nommé directeur des consulats et des affaires commerciales (1892), Réélu en 1893, ministre des affaires étrangères, dans le cabinet Dupuy (1894), dans le cabinet Ribot (1895), dans le cabinet Méline (1896), il entra à l'Académie française en 1897.



Hanotaux.

HARCOURT (François-Eugène-Gabriel, duc d') (1786-1865). Député de Provins (1827), il siégea avec les libéraux, vota l'adresse des 221, se rallia au gouvernement de Louis-Philippe qui le nomma ambassadeur à Madrid, puis à Constantinople, et membre de la Chambre des pairs. Il fut quelque temps ambassadeur à Rome (1848).

HARCOURT (Louis-Emmanuel, comte d') (1844). Il exerça sur le maréchal de Mac-Mahon, en sa qualité de secrétaire général de la présidence (1873-1877), une influence considérable et antirépublicaine.

HARDENBERG (Karl-August, prince de) (1750-1822), homme d'Etat prussien. Gouverneur du margraviat d'Anspach et Baireuth (1790), il fut mis en 1791 par Frédéric-Guillaume III à la tête des affaires de Franconie et remplaça Haugwitz aux affaires étrangères (1803). Ennemi déclaré de la France, il se rapprocha de l'Angleterre, se prépara à la guerre, mais il fut contraint de suspendre ses armements après Austerlitz (1805). Quelque temps démissionnaire, il reprit son poste et le conserva peu, Napoléon I^{er} ayant mis sa démission pour condition à la paix de Tilsit. Chancelier d'Etat (1810), il s'occupa activement des réformes qui relevèrent la Prusse, dirigea la politique de son pays pendant les guerres de 1813 et 1814, signa le traité de Paris, soutint sans beaucoup de fermeté le parti libéral, organisa le conseil d'Etat et prit une grande part aux divers congrès diplomatiques qui se succédèrent jusqu'en 1822.

HARDINGE (Sir Henry, vicomte) (1785-1856), général anglais. Il com-

battit les Français en Portugal, en Espagne, fut blessé grièvement aux Quatre-Bras et demeura en France jusqu'en 1818. Député de Durham à la Chambre des communes (1820), il devint secrétaire pour l'Irlande (1830), gouverneur général de l'Inde (1844-1848) et remplaça Wellington au commandement en chef de l'armée (1852).

HARISPE (Jean-Isidore, comte) (1768-1855), maréchal de France. Il se distingua dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, surtout en Espagne où il reçut de nombreuses blessures. Prisonnier des Anglais à la bataille de Toulouse (1814), il reprit du service pendant les Cent-Jours, fut mis en demi-solde par la Restauration, et réintégré dans les cadres par Louis-Philippe. Député de 1831 à 1834, pair de France (1835), il reçut le bâton de maréchal en 1851.

HARRISON (William-Henry) (1773-1841), président des Etats-Unis. Gouverneur de l'Indiana, il prit part aux guerres contre les Indiens et les Anglais, devint sénateur de l'Ohio, puis sénateur fédéral, et enfin président de la République (1840). Il mourut un mois après son installation.

HARRISON (Benjamin) (1833), président des Etats-Unis, petit-fils du précédent. Avocat à Indianapolis, il partit avec une compagnie de volontaires au début de la guerre civile, conquist le grade de colonel, devint après la guerre un propagandiste républicain des plus actifs, fut envoyé au Sénat fédéral (1880) et élu président de l'Union en 1889. En 1893, il reprit sa place au barreau d'Indianapolis.

HARTINGTON (Spencer-Compton CAVENDISH, duc de DEVONSHIRE, marquis d') (1833), homme d'Etat anglais. Député du Lancashire aux Communes (1857), il siégea dans les rangs libéraux, devint sous-secrétaire d'Etat à la guerre (1863) et maître général des postes (1868). Secrétaire-chef pour l'Irlande (1871-1874), secrétaire d'Etat pour l'Inde (1880), puis à la guerre (1882), il se sépara de Gladstone sur la question du « home-rule » (1886) et entra à la Chambre des pairs à la mort de son père (1891).

HASSENPFUG (Hans-Daniel-Ludwig-Friedrich) (1794-1862), homme politique allemand. Ministre de la justice et de l'intérieur de Hesse-Cassel,

il combattit la charte de 1831 et dut quitter l'électorat en 1837. Il revint à Cassel comme premier ministre (1850), mit le pays en état de siège, et, avec l'appui de l'Autriche et de la Diète, rétablit une constitution aristocratique; l'opposition de la Prusse et son impopularité l'obligèrent à se retirer en 1855.

HASTINGS (Warren) (1732-1818). (V. vol. BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e S.)

HASTINGS (Francis-RAWDON-MOIRA, marquis d') (1754-1826), homme d'Etat anglais. Il servit en Amérique, entra à la Chambre des pairs en 1783, fit une vive opposition à Pitt, et attaqua les agissements du gouvernement en Irlande. Commandant en chef en Ecosse (1801), maître de l'artillerie, connétable de la Tour, il fut nommé commandant en chef dans l'Inde (1812) et y consolida la puissance anglaise en subjuguant le Népal et en menant une campagne décisive contre les Mahrattes. A son retour, fut nommé gouverneur de Malte (1824).

HATZFELDT (Paul-Melchior-Hubert-Gustave, comte de) (1831), homme d'Etat prussien. Secrétaire d'ambassade à Paris, attaché ensuite à la personne de Bismarck, il le suivit pendant la guerre franco-allemande, fut ministre plénipotentiaire à Madrid (1874), ambassadeur à Constantinople (1878), ministre des affaires étrangères (1882), ambassadeur à Londres (1885).

HAUGWITZ (Christian-Heinrich-Karl, comte de) (1752-1831), homme d'Etat prussien. Ministre des affaires étrangères (1792-1803), il fut remplacé par Hardenberg (V. ce nom), négocia avec Napoléon I^{er} après Austerlitz et reprit la place de Hardenberg, mais se retira bientôt.

HAUSSEZ (Charles LEMERCIER DE LONGPRÉ, baron d') (1778-1854). Compromis dans la conspiration Cadoudal-Pichegru, il fut arrêté peu de temps, soutint l'Empire, se rallia à Louis XVIII, représenta le département de la Seine-Inférieure et présida la Chambre introuvable (1815). Après avoir été préfet dans plusieurs départements, il devint conseiller d'Etat, puis député des Landes (1827); ministre de la marine et des colonies dans le ministère Polignac (1829), il contresigna les ordonnances de Juil-

let et fut condamné (1831) par contumace à la prison perpétuelle. Il rentra en France à l'amnistie de 1836. A laissé d'intéressants *Mémoires*.

HAUSSMANN (Georges-Eugène, baron) (1803-1891). Préfet du Var (1849), de l'Yonne (1850), de la Gironde (1851),



Haussmann.

il prit une part active au coup d'Etat du 2 décembre 1851 et fut nommé en 1853 préfet de la Seine. Dans ce poste, il favorisa les combinaisons financières, transforma Paris, et exerça une véritable dictature administrative. Il dut quitter la préfecture de la Seine au com-

mencement de 1870, représenta pendant une législature Ajaccio (1877-1881) et vota avec le groupe bonapartiste. — V. ses *Mémoires*, 3 vol., 1890-1893.

HAUSSONVILLE (Charles-Louis-Bernard de CLÉRON, comte d') (1770-1846). Il émigra en 1791, servit dans l'armée de Condé, devint chambellan à la cour de Napoléon 1^{er} qui le fit comte de l'Empire. Rallié à la Restauration, il entra à la Chambre des pairs où il resta sous la monarchie de Juillet.

HAUSSONVILLE (Joseph-Othenin-Bernard de CLÉRON, comte d') (1809-1884). Député de Provens (1842), rejeté, par la révolution de Février et l'Empire, dans la vie privée, il publia de nombreux ouvrages historiques (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), entra à l'Académie française (1869), fonda, comme président de la Société de protection des Alsaciens-Lorrains, des colonies en Algérie, soutint le cabinet du Seize-Mai, devint sénateur inamovible (1878) et siégea avec les cléricaux.

HAUSSONVILLE (Gabriel-Paul-Othenin de CLÉRON, comte d') (1843). Fils du précédent, député de Seine-et-Marne (1871), il siégea au centre droit, échoua aux élections de 1876, s'occupa de littérature et d'économie sociale (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), fut élu à l'Académie française (1898) et dirigea le parti orléaniste depuis l'exil du comte de Paris.

HAUTERIVE (Alexandre-Maurice BLANC DE LANAUTTE) (1754-1830), diplo-

mate français. Attaché d'ambassade à Constantinople (1784), consul à New-York (1792), il devint chef de la correspondance politique aux affaires étrangères (1799), conseiller d'Etat (1805), et remplaça intérimairement Talleyrand et Caulaincourt au ministère. Directeur des archives aux affaires étrangères (1807), il conserva ce poste sous la Restauration.

HAUTPOUL (Alphonse-Henri, comte d') (1789-1865), général français. Il servit sous Napoléon 1^{er}, à l'expédition d'Espagne (1823), fut député de l'Aude (1830-1838), pair de France (1848), ministre de la guerre dans le cabinet Rouher (1849), gouverneur de l'Algérie (1850) et sénateur de l'Empire (1852).

HAUTPOUL (BEAUFORT D'). V. BEAUFORT.)

HAVIN (Léonor-Joseph) (1799-1868). Député de Saint-Lô (1831-1848), il siégea à la gauche dynastique, représenta le département de la Manche à la Constituante (1848), devint conseiller d'Etat (1849), directeur du journal *le Siècle* et fit de l'opposition à l'Empire. Les questions politiques n'avaient d'ailleurs à ses yeux qu'une importance secondaire, et l'empereur, dont il soutenait souvent la politique extérieure, le ménageait. Député de la Seine (1863), il vota avec la minorité modérée républicaine.

HAYES (Rutherford-Birchard) (1822-1893), président des Etats-Unis. Avocat à Cincinnati, il servit pendant la guerre de la Sécession, devint gouverneur de l'Ohio (1867-1871), de nouveau en 1875, et fut élu président de l'Union (1877). Il adjoignit un démocrate à son cabinet de républicains modérés, s'aliéna les républicains radicaux et fut remplacé par Garfield (1881).

HAYMERLÉ (Henri-Charles, baron de) (1828-1881), homme d'Etat autrichien. Il entra dans la diplomatie, fut plénipotentiaire à Athènes et à La Haye, ambassadeur à Rome (1877) et remplaça (1879) le comte Andrassy aux affaires étrangères.

HÉBRARD (Adrien) (1834). Collaborateur au journal *le Temps*, il en devint directeur et, grâce à son entente des affaires, lui donna une importance très grande. Sénateur de la Haute-Garonne (1877), réélu en 1888, il siégea au centre gauche et soutint l'opportunisme.

HÉBRARD (Jacques) (1841), frère du précédent. Gérant du *Temps*, il fut sénateur de l'Inde de 1882 à 1891 et siégea au centre gauche.

HECKER (Friedrich-Karl-Franz) (1811-1891), homme politique badois. Avocat à Mannheim, député à la Chambre badoise (1842), il siégea à l'extrême gauche, devint un des chefs du parti socialiste révolutionnaire en 1848, fut battu à Kandern et se réfugia en Suisse, puis en Amérique où il prit part à la guerre de la Sécession sous les ordres des généraux républicains Fremont et Howard.

HECKEREN (Georges-Charles d'Anthès, baron de) (1812-1895). Il servit en Russie, en fut expulsé après la mort du poète Pouchkine qu'il tua en duel (1837), représenta le département du Haut-Rhin à la Constituante et à la Législative (1848-1854), soutint la politique de l'Elysée et siégea de 1852 à 1870 au Sénat de l'Empire.

HÉNON (Jacques-Louis) (1802-1872). Médecin à Lyon, député du Rhône (1857-1869), il fut un des « cinq » opposants à l'Empire, et devint maire de Lyon le 4 septembre 1870.

HERBETTE (Jules-Gabriel) (1839), diplomate français. Il entra dans la carrière diplomatique, remplit de nombreuses missions, devint conseiller d'Etat et directeur du personnel aux affaires étrangères (1880), puis ambassadeur à Berlin (1886).

HERBETTE (François-Louis) (1843), administrateur français. Préfet de Tarn-et-Garonne (1876), de la Somme et de la Loire-Inférieure, directeur de l'administration pénitentiaire en 1882. La presse s'occupa beaucoup de lui au sujet des affaires de Doullens et de la Fouilleuse (adjudications de travaux et irrégularités de procédure). Il donna sa démission en 1891 et devint conseiller d'Etat.

HERBOUVILLE (Charles-Joseph-Fortuné, marquis d') (1756-1829), général français. Il servit dans l'armée sous l'ancien régime, fut arrêté comme suspect (1793) et relâché après le 9 thermidor. Retiré dans ses terres jusqu'en 1800, il devint préfet d'Anvers, puis de Lyon (1800-1810), pair de France et directeur général des postes (1815). Il siégea dans la Chambre haute parmi les ultraroyalistes.

HERBST (Edouard) (1820-1892), homme d'Etat autrichien. Professeur

de droit à Lemberg, député au Landtag de Bohême et au Reichsrath de Vienne, il fut un des chefs du parti constitutionnel allemand, et ministre de la justice de 1867 à 1870. C'était un adversaire des prétentions tchèques.

HEREDIA (Severiano de) (1836). Conseiller municipal de Paris (1873-1881), député de Paris (1881-1889), il fut ministre des travaux publics en 1887 et échoua aux élections de 1889.

HÉRISSE (René-Félix Le) (1857). Député de l'Ille-et-Vilaine (1886), il siégea à la gauche radicale, s'occupa de questions militaires et fut un chaud partisan du général Boulanger. Réélu député de Rennes avec un programme révisionniste (1889), il n'a pas cessé depuis de faire partie de la Chambre.

HÉRISSON (Anne-Charles) (1831-1893). Avocat à Paris, impliqué dans le procès des Treize, il fut maire du VI^e arr. de Paris après le 4 septembre 1870, conseiller municipal de Paris (1871), député de la Haute-Saône (1874), et siégea à l'Union républicaine. Député de Paris (1878-1885), il devint ministre des travaux publics (1882-1883) et du commerce (1883-1885). En 1885, il entra comme conseiller à la cour de cassation.

HEROLD (Ferdinand) (1828-1882). Avocat à Paris, il prit part aux luttes du parti républicain sous l'Empire, fut impliqué dans le procès des Treize, devint conseiller municipal de Paris (1872-1876), sénateur de la Seine (1876) et préfet de ce même département (1879-1882). Il s'occupa beaucoup de la laïcisation des écoles de Paris.

HERVÉ (Aimé-Marie-Edouard) (1835-1899). Il collabora au *Courrier du dimanche*, fonda le *Journal de Paris* avec J.-J. Weiss (1867), soutint l'Empire libéral d'E. Ollivier, et se lança après 1870 dans le parti orléaniste dont il fut un des représentants les plus en vue. Directeur du *Soleil*, il siégea au Conseil municipal de Paris de 1881 à 1884 et entra à l'Académie française en 1886.

HERVÉ MANGON. (V. MANGON.)

HERZEN (Alexandre-Ivanovitch) (1812-1870), écrivain et révolutionnaire russe. Exilé pour son libéralisme, sur les confins de la Sibirie, puis à Nov-



Hervé.

gorod, il se fit remarquer par ses productions littéraires, quitta la Russie en 1847, se lia à Paris avec les hommes du parti républicain (1848-1850), surtout avec Proudhon, fut chassé de France par Louis-Napoléon en même temps que ses biens étaient confisqués en Russie, et alla se fixer à Londres (1852). Dans *l'Etoile polaire* et dans *la Cloche*, il dévoila les maux de la société russe, soutint l'insurrection polonaise, et réclama l'abolition du servage; ses écrits eurent une très réelle influence sur les réformes d'Alexandre II. Il vint à Genève en 1864, puis à Paris en 1869. Pendant dix-sept ans, il fut un des représentants les plus actifs du parti révolutionnaire européen; il a laissé de nombreux ouvrages d'histoire et de critique sociale.

HEYDT (August von der) (1801-1874), homme d'Etat prussien. Banquier à Elberfeld, député (1847), ministre du commerce (1848), directeur de la Banque prussienne (1851), il fut ministre des finances (1862-1869).

HIDALGO Y COSTILLA (Miguel) (1747-1811), prêtre et patriote mexicain. Curé de Dolorès, il acquit une grande influence dans l'Etat de Guanajuato, groupa autour de lui les mécontents, s'assura du concours des Indiens, et, à la tête de près de vingt mille hommes, marcha sur Mexico en proclamant l'indépendance du Mexique (1810). Il s'empara de nombreuses villes, confisqua les biens des Européens qu'il distribua à ses partisans, vit son armée s'élever à 50,000 hommes, somma le vice-roi Venegas de capituler, mais subit deux défaites sanglantes et, trahi par un de ses partisans, fut pris et fusillé (1811).

HIEN-FONG (1831-1861), empereur de Chine. Il monta sur le trône en 1850; son règne fut signalé par l'insurrection des Taï-pings et l'expédition franco-anglaise qui se termina par la prise de Pékin (1860).

HIRSCH (Max) (1832), homme politique allemand. Il se consacra aux questions de droit et d'économie sociale, fonda des sociétés populaires, fut député de Plauen (Saxe) au Reichstag de l'Allemagne du Nord (1869) et siégea au groupe progressiste. Député au Reichstag de l'Empire allemand (1877) par un district de Berlin, réélu en 1881, il a publié des rapports

sur les caisses de secours et les associations.

HOER (Andreas) (1767-1810), patriote tyrolien. En 1796 et en 1803 il se signala par sa bravoure dans les combats contre les Français et jouit d'une grande popularité. En 1809, il souleva ses compatriotes, devint maître du Tyrol, battit le maréchal Lefebvre, mais fut livré aux Français (1810) et fusillé. Il mourut en héros.

HOFFMANN (Johann-Gottfried) (1765-1847), homme d'Etat allemand. Professeur d'économie politique à Königsberg (1807), conseiller d'Etat (1808), directeur du bureau de la statistique (1810), il fut un des promoteurs du « Zollverein » et contribua à la réorganisation de l'administration prussienne. Il assista aussi, comme diplomate, aux congrès de Vienne et de Paris.

HOFFMANN (Karl de) (1827), homme d'Etat allemand. Avocat, ministre des affaires étrangères de Hesse-Darmstadt (1857), il combattit longtemps l'influence prussienne, fut président du conseil des ministres (1872), président de la chancellerie fédérale de l'empire allemand (1876), ministre du commerce et des travaux publics (1879), puis secrétaire d'Etat du gouvernement d'Alsace-Lorraine (1880).

HOLENLOHE-SCHILLINGSFURST (Clovis-Charles-Victor, prince de) (1819), homme d'Etat prussien. Membre du Parlement bavarois (1846), il défendit les idées unitaires, devint premier ministre (1866) et tenta de réaliser l'union fédérale des Etats allemands. Il n'y réussit pas, démissionna en 1870, fut élu au Reichstag, remplaça le comte d'Arnim à l'ambassade de France (1874), devint administrateur de l'Alsace-Lorraine (1885) et chancelier de l'Empire (1894).

HOLLAND (Henri-Richard VASSALL Fox, baron) (1773-1840), homme politique anglais. Neveu de Fox, imbu d'idées libérales, il entra à la Chambre des lords en 1796, fit toujours cause commune avec la Chambre basse, fut lord du sceau privé (1806) et chancelier du duché de Lancastre (1830).

HOORBOUCK (Van). (V. ASPRE [Baron d'].)

HOOD (Alexander). (V. BRIDPORT [Lord].)

HORTENSE (Eugénie de BEAUCHARNAIS). (V. BEAUCHARNAIS.)

HORVATH (Michel) (1809-1878), homme politique hongrois. Evêque de Csanard (1848), il eut le portefeuille des cultes et de l'instruction publique dans le gouvernement de Kossuth, passa à l'étranger, rentra en Hongrie en 1866, fut député de Szegedin, puis de Budapest et se rangea dans le parti Déak.

HORVATH (Balthazar) (1822), homme politique hongrois. Avocat, député en 1848, emprisonné par la réaction, il soutint comme député, de 1860 à 1867, le parti Déak, et fut ministre de la justice de 1867 à 1871.

HORVATOVITCH (Georges) (1835), général et homme politique serbe. Il se distingua dans la guerre serbo-turque (1876), puis dans celle de 1877-1878, et représenta la Serbie à Pétersbourg (1880-1885). Ministre de la guerre (1885-1887), il devint un des chefs du parti progressiste.

HOSSEIN ou **HOSSEIN** (1773-1838), dernier dey d'Alger, mort à Alexandrie (Egypte). En 1827, il frappa de son chasse-mouches le consul français Deval, et quitta Alger avec ses trésors lorsque le maréchal de Bourmont s'empara de la ville (1830).

HOUSTON (Samuel) (1793-1863), général et homme politique américain. Il servit contre les Anglais en 1813, devint avocat, député du Tennessee au Congrès (1823), gouverneur de cet Etat (1827), partit chez les Cherokees en 1829 et défendit leur cause à Washington. Il aida le Texas à proclamer son indépendance (1836), battit Santa-Anna, et fut le premier président du Texas, puis son représentant au Sénat fédéral (1845). Gouverneur du Texas (1859), il se retira en 1861.

HOVELACQUE (Alexandre-Abel) (1843-1896). Conseiller municipal de Paris (1878), réélu en 1881 et en 1886, il s'inscrivit au groupe de l'autonomie communale et prit une grande part à la campagne de laïcisation. Député du XIII^e arr. de Paris (1889), réélu en 1893, il siégea à l'extrême gauche. Il a laissé de nombreux ouvrages de linguistique et d'anthropologie.

HOWE (Joseph) (1804-1873), homme politique anglais. Ouvrier typographe, puis député d'Halifax au Parlement, il mena une campagne qui aboutit à la formation d'un gouvernement res-

pensable de la Nouvelle-Ecosse (1839) dont il devint gouverneur général (1873).

HOZIER (Charles d') (1775-1846), agent royaliste. Arrêté avec Cadoudal et Pichegru, il fut condamné à mort, et eut sa peine commuée en quatre ans de détention. Louis XVIII lui donna la charge d'écurier cavalcadour du comte d'Artois.

HUBBARD (Gustave-Adolphe) (1858). Conseiller municipal de Paris (1884), député de Seine-et-Oise (1885), il siégea à l'extrême gauche et a été réélu en 1889 et 1893 député de l'arrondissement de Pontoise. Il échoua aux élections générales de 1898, dans l'arrondissement de Fontainebleau.

HÜNER (Joseph-Alexander, baron de) (1811-1892), diplomate autrichien. Directeur de la correspondance diplomatique, ministre plénipotentiaire en France (1849-1859), il eut le portefeuille de la police et fut chargé de l'ambassade de Rome (1866-1868).

HUGO (Victor-Marie) (1802-1885). Pour ses travaux littéraires, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE. Nommé pair de France par Louis-Philippe (1845), il ne tarda pas à se révéler grand orateur et prononça entre autres discours un magnifique plaidoyer en faveur de l'abrogation des lois d'exil contre les Bonaparte. Député de la Seine à la Constituante (1848), il siégea à droite bien que votant déjà fréquemment avec l'extrême gauche, mais soutint la candidature du prince Napoléon à la présidence. Réélu à la Législative (1849), il se sépara de ses amis de la droite et passa d'un bond à l'extrême gauche, dont il devint le principal orateur. Il combattit avec vigueur la politique de l'Elysée, prit une part importante aux débats sur la réforme électorale, sur la revision de la constitution, et en novembre 1851, il occupa la tribune pendant plusieurs séances, dénonçant le coup d'Etat et trouvant pour démasquer celui qu'il appelait déjà Napoléon le Petit des mouvements de sublime éloquence qu'il ne retrouva jamais depuis, au même degré. Après le coup d'Etat du 2 dé-



Hugo (Victor).

cembre 1851, il gagna Bruxelles où il écrivit *Napoléon le Petit* (1852). De là, il se rendit à Jersey, puis à Guernesey, et rentra à Paris après le 4 septembre 1870. Député de la Seine (1871), il combattit les préliminaires de paix et donna sa démission après avoir pris la défense de Garibaldi insulté par les monarchistes. Retiré à Bruxelles en 1871, il offrit un refuge à quelques partisans vaincus de la Commune de Paris, fut expulsé de la ville par le gouvernement belge; nommé sénateur en 1876, siégea à l'extrême gauche et prononça un discours en faveur de l'amnistie pour les condamnés de la Commune. Réélu en 1882, il fut l'objet d'une manifestation grandiose à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire. Quand il mourut, après une agonie de huit jours (mai 1885), le concours de tout un peuple fit de ses funérailles une apothéose et des représentants des deux mondes suivirent sa dépouille, mise sur le char des pauvres, et portée au Panthéon.

HUGOT (Louis-Anatole) (1836). Maire de Montbard, député de l'arrondissement de Semur (1876), il fit partie des 363 et fut réélu en 1877 et en 1881. Sénateur de la Côte-d'Or (1885) et réélu en 1894, il s'est occupé de questions financières.

HUGUES (Clovis) (1851). Journaliste à Marseille, il fut condamné à trois ans de prison et 6,000 francs d'amende pour un article de *la Fraternité* (1871), se réfugia à Naples après un duel dans lequel il avait tué un journaliste bonapartiste



Hugues (Clovis).

(1877), revint en France et fut acquitté (1878). Député de Marseille (1881), il siégea à l'extrême gauche, encourut la peine de la censure et l'exclusion temporaire (1883), fut réélu en 1885, soutint le général Boulanger et se porta comme socialiste aux élections de 1893 dans le XIX^e arr. de Paris. Il fut élu et siégea au groupe socialiste. Réélu en 1898. — Pour ses travaux poétiques, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

HULLIN (Pierre-Augustin, comte)

(1758-1841), général français. Un des vainqueurs de la Bastille, il servit à l'armée d'Italie, seconda Bonaparte au coup d'Etat du 18 brumaire et devint commandant des grenadiers de la garde consulaire (1803) avec le grade de général de division. Il présida la commission militaire chargée de juger le duc d'Enghien (1804), fit les campagnes d'Autriche et de Prusse, commanda la place de Paris (1812) et fut blessé par le général Mallet, ce qui fit avorter la conspiration de ce dernier. Gouverneur de Paris pendant les Cent-Jours; banni en 1816, il rentra en 1819, et publia en 1823 une brochure justificative de sa conduite lors de l'exécution du duc d'Enghien.

HULST (Maurice LE-SAGE D'HAUTECEUR D') (1841-1896), prélat français. Recteur de l'Institut catholique de Paris, archidiacre de Saint-Denis, député du Finistère (1892), réélu en 1893, il siégea à la droite légitimiste.



D'Hulst

HUMANN (Jean-Georges) (1780-1842). Député du Bas-Rhin, puis de l'Aveyron, il siégea au Palais-Bourbon de 1820 à 1837, fut ministre des finances (1832-1836), pair de France (1837) et reprit le portefeuille des finances de 1840 à sa mort.

HUMBERT I^{er} (Umberto-Ranieri-Carlo-Emanuelo-Giovanni-Maria-Ferdinando-Eugenio de SAVOIE) (1844),

roi d'Italie. Il se distingua à Custozza (1866), succéda à son père Victor-Emmanuel II en 1878, fut légèrement blessé par Passanante la même année, vécut en bon accord avec les différents ministères qui se sont succédés depuis, entra dans la Triple Alliance poussé par ses sympathies allemandes, sa peur du parti républicain et l'influence de sa femme, la reine Marguerite.

HUMBERT (Gustave-Amédée) (1822), homme politique français. Professeur de droit romain à Toulouse, député de la Haute-Garonne (1871), il siégea

Humbert I^{er}.

à la gauche républicaine, prit part aux discussions judiciaires, fut élu sénateur inamovible (1875) et fit partie du cabinet Freycinet (1882) comme ministre de la justice. Il succéda à Belhmont comme premier président de la Cour des comptes (1890).

HUMBERT (Alphonse) (1846). Il combattit l'Empire, fut condamné en 1871 aux travaux forcés à perpétuité pour sa participation à la Commune de Paris et pour ses articles du *Père Duchesne*, envoyé au bagne en Nouvelle-Calédonie, et revint en France à l'amnistie. Conseiller municipal de Paris pour le quartier de Grenelle (1886), il présida le conseil municipal et recut, en cette qualité, les marins russes (1893). Il fut élu député du XV^e arr. de Paris (1893) avec un programme radical socialiste dont il s'est écarté depuis. Réélu en 1898. Il a collaboré au *Petit Parisien*, à *l'Intransigeant* et à *l'Eclair*.

HUMBOLD (Friedrich-Wilhelm-Christian-Karl-Ferdinand, baron de) (1767-1835), homme d'Etat et philologue allemand. Ministre résident de Prusse à la cour pontificale (1801), puis ministre plénipotentiaire dans le même poste (1806), il rentra à Berlin en 1808, reçut la direction de l'instruction publique et des cultes, fonda l'université de Berlin (1810), prit part aux conférences diplomatiques de Francfort, de Paris, aux congrès de Vienne et d'Aix-la-Chapelle, se montra d'une implacable exigence envers la France, fut ambassadeur à Londres (1817) puis directeur des affaires provinciales et communales (1819). Partisan des idées libérales, il dut se retirer l'année suivante devant la réaction victorieuse, et se livra depuis

à ses travaux de philologie et de critique. (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

HUSKISSON (William) (1770-1830), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes (1796), il y siégea jusqu'à sa mort et prit une part active aux discussions financières et économiques. Secrétaire de la trésorerie (1803-1809), administrateur en chef des forêts (1814), président du bureau du commerce et trésorier de la marine (1823), il eut le portefeuille de la marine (1827) et périt victime d'un accident de chemin de fer (1830).

HUSSEIN-AVNI PACHA (1819-1876), homme d'Etat turc. Chef d'état-major d'Omer Pacha, il fut chargé de la répression de la Crète (1869), ministre de la guerre jusqu'en 1871, gouverneur de Smyrne et grand vizir (1874). A la tête du complot qui renversa Abd-ul-Aziz (1876), il fit assassiner ce dernier, reprit le ministère de la guerre, et fut tué pendant un conseil des ministres par un officier turc, dans la maison de Midhat Pacha.

HYACINTHE LOYSON. (V. Loyson.)

HYDE DE NEUVILLE (Jean-Guillaume, baron) (1776-1857). Agent de l'émigration en France, il prit part à l'insurrection royaliste du Berry (1796), fut impliqué dans l'affaire de la « machine infernale », se lia en Amérique avec le général Moreau et, en 1814 et 1815, partit pour l'Angleterre et l'Italie, chargé de négociations importantes pour Louis XVIII. Membre de la Chambre introuvable (1815), il représenta la France aux Etats-Unis (1816-1821), à Lisbonne (1822-1824), devint ministre de la marine dans le cabinet Martignac (1828) et contribua à l'affranchissement de la Grèce. Il rentra dans la vie privée en 1830 et a laissé d'intéressants *Mémoires*.

I

IERMOLOV. (V. ERMOLOV.)

IGLESIAS (Pablo) (1850), socialiste espagnol. Membre du conseil fédéral de l'Internationale d'Espagne (1871), et organisateur du parti ouvrier dans ce pays.

IGNATIEV (Nicolas-Pavlovitch) (1832), général et diplomate russe. Il servit pendant la guerre de Crimée (1854), négocia un traité avantageux en Chine (1860), fut ambassadeur à Constantinople (1864-1877) et prit un

grand ascendant sur Abd-ul-Aziz. Écarté par Gortchakov, après les négociations de San Stefano (1878), il fut rappelé au pouvoir par Alexandre III qui le fit ministre des domaines, puis de l'intérieur (1881). Son opposition au chancelier de Giers lui fit perdre son portefeuille (1882).

ILG (Alfred) (1848), explorateur et ingénieur suisse. Il partit pour l'Abyssinie (1878), gagna la confiance de Ménélik, introduisit des réformes utiles dans le pays, et reçut le titre de « ras ». C'est le confident le plus écouté de Ménélik qui l'a chargé de missions politiques importantes.

IMBRIANI (Paolo-Emilio) (1808-1877), homme politique italien. Député au Parlement napolitain et ministre constitutionnel en 1848, exilé à la contre-révolution qui suivit bientôt, il partit pour Turin, enseigna le droit à Pise dont il fut député après l'annexion de la Toscane au Piémont. Quand Naples fut libre, il eut le portefeuille de l'instruction publique, entra au Sénat italien en 1863, devint recteur de l'université de Naples et syndic de la ville.

IMBRIANI (Matteo-Renato) (1843), homme politique italien. Fondateur à Naples de l'*Italia irredenta*, membre actif de l'Association républicaine des droits de l'homme, député de Naples (1890), il siégea à l'extrême gauche et a réclamé la réduction de la liste civile et des dépenses militaires, un changement de la politique étrangère, et manifesté ses sympathies pour la France.

INFANTADO (Pedro de Toledo, duc de l') (1773-1841), général espagnol. Il servit jusqu'en 1805, fut exilé par Godoy, se mit à la tête du soulèvement général contre l'occupation française, devint président du conseil de Castille (1813) et fut placé à la tête du ministère (1824). Il se retira en 1826 devant les menées des « apostoliques ».

ISAAC (Pierre-Alexandre) (1845). Avocat, directeur de l'intérieur à la Guadeloupe (1879-1884), sénateur de cette colonie (1885), et réélu en 1894, il siégea à la gauche démocratique et s'occupa des questions intéressantes nos colonies.

ISABELLE II (Marie-Louise) (1830-1897), reine d'Espagne de 1833 à 1868. Fille de Ferdinand VII, elle succéda

à son père en vertu de la pragmatique de 1830 qui abolissait la loi salique. La régence fut exercée par sa mère Marie-Christine jusqu'en 1840, puis par Espartero; elle fut déclarée majeure en 1843. Elle épousa François d'Assise de Bourbon (1846), subit l'influence néfaste de son favori italien Marfori et de la nonne Patrocínio, et fut renversée en 1868.

Elle se réfugia en France et abdiqua en faveur de son fils (1870).

ISAMBERT (François-André) (1792-1857). Avocat libéral, il plaida de nombreux procès politiques sous la Restauration, fut nommé directeur du *Bulletin des lois* et conseiller à la cour de cassation (1830), député d'Eure-et-Loir (1830), de la Vendée (de 1832 à 1846), et siégea dans les rangs de l'opposition. Il représenta le département d'Eure-et-Loir à la Constituante (1848), y soutint Cavaignac et rentra à la cour de cassation (1849).

ISAMBERT (François-Honoré-Gustave) (1841). Directeur de la presse au ministère de l'intérieur sous Gambetta (1870-1871), il contribua à la fondation de la *République française* (1871) dont il devint rédacteur en chef (1879). Député de Château-dun (1889), il fut réélu en 1893, et forma un groupe de la majorité républicaine à tendances progressistes. Réélu en 1898.

ISKENDER PACHA. (V. KARATHÉODORY.)

ISMAÏL PACHA (1830-1895), khédive d'Égypte de 1863 à 1879. Fils d'Ibrahim Pacha, il succéda à son oncle Saïd Pacha (1863), encouragea les sciences, l'agriculture, surtout la culture du coton, eut des démêlés avec la Compagnie de l'isthme de Suez à l'instigation des Anglais, donna à son pays une constitution avec une sorte de Chambre des députés. Il étendit sa domination sur le haut Nil, sur la mer Rouge, aux confins de l'Abyssinie, s'attacha de plus en plus à in-



Isabelle II.



Isambert.

introduire la civilisation européenne en Egypte, mais ébranla tellement le crédit de son pays par des emprunts



Ismail Pacha.

énormes faits à des conditions onéreuses que les puissances européennes durent intervenir dans ses finances, même particulières, et exigèrent sa déposition (1879). Il abdiqua en faveur de son fils Tewfik Pacha, partit pour Naples avec son harem,

puis s'établit sur le Bosphore avec une liste civile de 1,250,000 francs.

ISOARD (Joachim-Jean-Xavier d') (1766-1839), prélat français. Ami du cardinal Fesch, il fut attaché à l'ambassade de Rome (1803), prit part à la négociation du concordat de 1817, devint cardinal (1828), archevêque d'Auch (1829) et pair de France.

ISTURIZ (Francisco-Javier de) (1790-1871), homme d'Etat espagnol. Député en 1822, il présida les Cortès en 1823, vota la suspension de Ferdinand VII, fut condamné à mort après le rétablissement du roi et passa en Angleterre. Rentré en Espagne (1834), il siégea aux Cortès dans les rangs du parti avancé, devint ministre des affaires étrangères (1836), dut s'enfuir après l'insurrection d'août 1836 et revint en 1838. Dévoué depuis à la monarchie, il devint chef du pouvoir (1846), ambassadeur à Londres (1850-

1854), à Pétersbourg (1856-1858), président du Sénat (1858), ambassadeur à Paris (1863-1864).

ITURBIDE (Augustin de) (1783-1824), empereur du Mexique. Il combattit à partir de 1810 Hidalgo et Morelos, les patriotes qui réclamaient l'indépendance de leur pays, reçut en 1814 le commandement de l'armée du Nord, fit volte-face et devint le chef de la révolte en 1820. Il s'empara de Puebla, de Mexico, et contraignit le Congrès à le proclamer empereur (1822) sous le nom d'Augustin I^{er}. Le pays se souleva ; plusieurs provinces proclamèrent la république ; Iturbide dut abdiquer et partit pour l'Europe (1823). En 1824, il revint au Mexique, dans l'espoir de remonter sur le trône à la faveur des troubles qui agitaient le pays, fut arrêté et conduit à Padilla où le Congrès de Tamaulipas le fit immédiatement fusiller.

IUNG (Henri-Félix-Théodore) (1833-1896), général et écrivain français. Il servit en Algérie, pendant la guerre d'Italie, entra au cabinet du ministre de la guerre, fit la campagne de 1870, et, enfermé à Metz, fut emmené en captivité en Allemagne. Chargé de missions à l'étranger après 1871, d'études militaires diverses, il entra au cabinet du ministère de la guerre (1880), devint directeur de l'artillerie à Brest et chef de cabinet du général Boulanger. Après avoir commandé une division dans le Nord, il donna sa démission (1891) et fut élu député de Dunkerque (1893). — Il a laissé de nombreux ouvrages.

J

JACOBS (Victor) (1838-1891), homme d'Etat belge. Député d'Anvers (1863), il combattit âprement les libéraux, et, à la chute du cabinet Frère-Orban (1870), il devint ministre des travaux publics, puis des finances. Après le retour des libéraux au pouvoir, il s'occupa d'affaires financières, rentra au ministère en 1884 avec le portefeuille de l'intérieur et de l'instruction publique ; la loi sur l'ensei-

gnement primaire qui diminuait des deux tiers le budget de l'enseignement et rendait les congrégations maîtresses des écoles souleva une vive opposition dans les villes belges, et Jacobs fut révoqué, mais exerça depuis une véritable tutelle sur le ministère Beernaert et maintint l'union dans le parti catholique.

JACQUEMINOT (Jean-François, vicomte) (1787-1852), général français,

Il fit les guerres de l'Empire depuis Austerlitz jusqu'à Waterloo, se distingua aux Quatre-Bras où il reçut sept blessures, fut mis en demi-solde par la Restauration, représenta le département des Vosges au Palais-Bourbon (1827), siégea sur les bancs de l'opposition et vota l'adresse des 221. Rentré en activité de service après 1830, il commanda les gardes nationales de la Seine (1842) et fit partie de la Chambre des pairs (1846).

JACQUES I^{er}, empereur d'Haïti. (V. DESSALINES.)

JACQUES (Remy) (1817). Avocat à Oran, député de cet arrondissement (1871), il siégea à l'Union républicaine, fut réélu en 1876, en 1877 avec les 363 et en 1881, devint sénateur de l'Algérie (1882) et a été réélu au renouvellement de 1891.

JACQUES (Edouard-Louis-Auguste) (1828). Instituteur à Lille, puis propriétaire d'une distillerie à Paris, il devint conseiller municipal du quartier de Plaisance (XIV^e arr.) en 1871 et fut toujours réélu jusqu'en 1889. A cette date, le congrès républicain de la Seine le choisit comme candidat unique à opposer au général Boulanger. Il fut battu avec 162,875 voix contre 245,236, passa aux élections législatives de 1889 dans la 1^{re} circonscription du XIV^e arr., et siégea avec les radicaux. Il a été réélu en 1893, et ne s'est pas représenté en 1898.



Jaluzot.

JALUZOT (Jules) (1834). Directeur des magasins du *Printemps*, grand industriel dans la Nièvre, il fut élu député de Clamecy en 1889 comme conservateur revisionniste, et réélu en 1893 et 1898 comme libéral indépendant.

JAMAIS (Emile-François) (1856-1893). Avocat à Paris, député du Gard (1885), il vota avec les opportunistes, fut réélu en 1889 et 1893 et eut le sous-secrétariat d'Etat aux colonies dans les cabinets Loubet (1892) et Ribot (1892-1893).

JAMETEL (Gustave-Louis) (1821-1893), homme politique français. Avocat à Paris, député de Montdidier (1876), il fit partie des 363, fut réélu

en 1877, 1881 et 1885, et, protectionniste décidé, fonda le groupe agricole de la Chambre. Non réélu en 1889, il entra au Sénat (1890).

JANSON (Paul) (1840), homme politique belge. Avocat à Bruxelles, il défendit les idées socialistes au congrès de Liège et dans les affaires du Borinage. Député de Bruxelles (1877), il prit une part active aux débats sur le péril clérical, soutint Frère-Orban lorsque celui-ci revint au pouvoir (1878), puis forma un groupe d'extrême gauche qui combattit les libéraux et les cléricaux. Non réélu en 1884, il rentra à la Chambre en 1889 et y défendit le suffrage universel. Il se rallia ensuite au mode d'élection dit du « vote plural » et échoua aux élections de 1894 avec toute la liste libérale. Peu après, il entra au Sénat belge.

JANSSENS (Jean-Guillaume) (1762-1838), général hollandais. Gouverneur de la colonie du Cap de Bonne-Espérance (1802), il ne put tenir contre les troupes anglaises, rentra en Hollande et fut appelé par le roi Louis-Napoléon à la direction générale des services militaires. Gouverneur des Indes néerlandaises, après l'annexion de la Hollande par Napoléon I^{er}, il fut pris par lord Minto, emmené en Angleterre et libéré en 1812. Il passa au service du roi Guillaume en 1814, réorganisa l'armée hollandaise, et devint secrétaire d'Etat.

JANVIER DE LA MOTTE (Eugène) (1823-1884). Préfet de la Lozère (1853), de l'Eure (1856), du Gard (1869), il se réfugia en Suisse après 1870 et fut extradé comme concussionnaire. Acquitté par la cour d'assises de la Seine-Inférieure (1872), il fut condamné, par la cour des comptes, à restituer à l'Etat une somme de 110,832 francs (1873) dont il avait opéré le « virement ». Député de l'arrondissement de Bernay (1876), il fit partie du groupe de l'Appel au peuple, soutint le gouvernement du Seize-Mai, fut réélu en 1877 et 1881, et se signala par l'extravagance qui l'avait déjà rendu célèbre comme préfet.

JAUBERT (François, comte) (1758-1822). Avocat à Bordeaux, il fut mis hors la loi, comme fédéraliste, en 1793, sauvé par le 9 thermidor, devint membre du Tribunal (1802), conseiller d'Etat (1806) et collabora aux codes civil et de commerce. Gouverneur de

la Banque de France (1807), il devint conseiller à la cour de cassation.

JAUBERT (Hippolyte-François, comte) (1798-1874). Maître de forges dans le Cher, député de Saint-Amand (1831), réélu jusqu'en 1842, il fut ministre des travaux publics (1840) et entra à la Chambre des pairs (1844). Député du Cher (1871), il siégea au centre droit.

JAUCOURT (Arnauld-François de) (1757-1852). Il servit dans l'armée sous l'ancien régime, fut député de Seine-et-Marne à l'Assemblée législative (1791) et fit partie du comité militaire. Il émigra en 1793, revint en France après le 18 brumaire, fit partie du Tribunal (1799), du Sénat (1803), et du gouvernement provisoire qui rappela les Bourbons. Louis XVIII le nomma ministre d'Etat, pair de France, ministre de la marine, puis membre du conseil privé. Il se rallia à la monarchie de Juillet et donna son approbation au coup d'Etat du 2 décembre 1851.

JAURÉGUIBERRY (Jean-Bernard) (1815-1887), amiral français. Il servit en Crimée, en Cochinchine, en Chine, gouverna le Sénégal (1860-1863), fit

partie de l'escadre de l'amiral Fourichon dans la mer du Nord (1870), passa à l'armée de la Loire et commanda sous Chanzy la 1^{re} division du XVI^e corps. Préfet maritime à Toulon (1871-1875), ministre de la marine dans le cabinet Waddington (1879)

et sénateur inamovible (même année), il reprit le portefeuille de la marine dans le ministère Freycinet (1882-1883).

JAURÈS (Constant-Louis-Jean-Benjamin) (1823-1889), amiral français. Il fit les campagnes de Crimée, d'Italie, de la Cochinchine, croisa dans la mer du Nord en 1870 dans l'escadre de l'amiral Fourichon, passa à l'armée de la Loire comme général, fut député du Tarn (1871), sénateur inamovible (1876), ambassadeur à Madrid (1878), à Pétersbourg (1882), et ministre de la marine dans le cabinet Tirard (1889).

JAURÈS (Jean) (1859). Professeur de philosophie au lycée d'Albi, député du Tarn (1885), il siégea au centre gauche,

échoua aux élections de 1889 et fut chargé d'un cours complémentaire à la faculté de Toulouse. Député d'Albi (1893) avec un pro-

gramme socialiste après avoir soutenu la grève de Carmaux, il devint le grand orateur du groupe socialiste.

Non réélu en 1898, il a conduit dans la *Petite République*, ainsi que dans les réunions publiques, une campagne active en faveur de la revision du procès Dreyfus. Par son influence et son action incessante, M. Jaurès a certainement beaucoup contribué à gagner la grande majorité du parti militant socialiste à la cause de la revision du procès, et c'est à l'occasion de cette attitude qu'il se sépara avec éclat de M. Rochefort, partisan non moins résolu du maintien de la chose jugée.

JAVAL (Léopold) (1804-1872). Banquier israélite alsacien, il s'associa à un grand nombre d'affaires industrielles (omnibus de Paris, chemins de fer d'Alsace, etc.), fut élu député de l'Yonne (1857), se mêla aux débats d'affaires en libre-échangiste éloquent, fut réélu en 1863 et 1869 et fit de l'opposition à l'Empire avec le tiers parti. Il représenta encore le département de l'Yonne à l'Assemblée nationale (1871).

JAYR (Hippolyte-Paul) (1801). Préfet de plusieurs départements (1834-1845), pair de France (1845), ministre des travaux publics (1847-1848), il rentra dans la vie privée à la révolution de 1848 et fut longtemps administrateur des chemins de fer de l'Est.

JEAN (Baptiste-Joseph-Fabian-Sebastian) (1782-1859), archiduc d'Autriche. Il combattit la France de 1800 à 1809, fut vaincu à Hohenlinden, se retira du service après Wagram à la suite de polémiques violentes avec son frère l'archiduc Charles, devint populaire en Styrie où il développa l'agriculture et l'industrie, suppléa l'empereur d'Autriche en 1848 et fut nommé par l'Assemblée de Francfort administrateur général de l'Empire.

JEAN (Nepomuk-Maria-Joseph) (1801-1873), roi de Saxe. Il arriva au



Jaurès (Jean).



Jauréguiberry.

trône en 1854, montra de l'hostilité à la politique prussienne, quitta son royaume en 1866 lors de la guerre et, à son retour, dut entrer dans la Confédération du Nord.

JEAN BON SAINT-ANDRÉ. (V. SAINT-ANDRÉ.)

JECKER (Jean-Baptiste) (1810-1871), banquier suisse. Il fonda au Mexique une banque très importante, fut chargé par le président Miramon (1859) de la conversion de la dette intérieure, et émit des « bons » que Juárez, devenu président, ne voulut pas accepter. Jecker, expulsé, ceda ses actions et ses droits sur la Sonora à la France et fut un agent indirect de l'intervention de Napoléon III au Mexique. Arrêté à Paris le 10 mai 1871, il fut emprisonné avec les otages de la Commune et fusillé avec eux le 26 mai.

JEFFERSON (Thomas) (1743-1826), président des Etats-Unis. Avocat et membre de la Chambre de Virginie, il prit une place prépondérante dans le parti national américain, et rédigea l'acte de la déclaration d'indépendance (1776). Gouverneur de l'Etat de Virginie (1779-1781), chargé de négocier en Europe les traités de commerce (1784), il remplaça Franklin à Paris comme ministre plénipotentiaire (1785-1789), devint secrétaire d'Etat dans le cabinet de Washington (1790), et chef des républicains. Partisan de la France, il eut pour adversaire Hamilton, le chef des fédéralistes, donna sa démission et devint peu après vice-président de la République, puis président (1801). Il simplifia le cérémonial, obtint de la France la cession de la Louisiane (1803), fut réélu président en 1805, interdit aux navires de guerre anglais les eaux américaines (1807), refusa un troisième mandat en 1809, se retira dans sa résidence de Monticello et s'occupa de la création de l'université de Virginie. Ce fut un rationaliste décidé, proclamant le droit naturel, imbu de tendances démocratiques et de la philosophie des encyclopédistes français.

JELLACHICH (Joseph) (1801-1859), général croate. Nommé ban de Croatie (1848), il résista aux prétentions hongroises, marcha sur Vienne révoltée et y entra après avoir battu les Hongrois à Schwechat. De là, avec

Windischgrätz, il pénétra en Hongrie et prit Buda et Pest (1849). L'empereur le nomma feld-zeugmeister.

JENKINSON, comte de *Liverpool*. (V. ce nom.)

JÉROME BONAPARTE. (V. BONAPARTE.)

JERVIS (John), lord *Saint-Vincent*. (V. ce nom.)

JOACHIM, roi de Naples. (V. MURAT.)

JOFFRIN (Jules-François-Alexandre) (1846-1890). Ouvrier mécanicien, compromis dans les affaires de la Commune de Paris (1871), il se réfugia à Londres, fut élu après l'amnistie conseiller municipal de Paris (1882-1889), devint le chef du parti ouvrier « possibiliste » et député du XVIII^e arr. (1889) par 5,500 électeurs contre les 7,811 du général Boulanger. Il n'en fut pas moins proclamé élu.



Joffrin.

JOHN (Franz, baron de) (1815-1876), général autrichien. Il combattit à Custoza (1848); chef d'état-major de l'archiduc Albert dans la campagne d'Italie de 1866, il fut ensuite ministre de la guerre (1866-1868).

JOHNSON (Andrew) (1808-1875), président des Etats-Unis. Député démocrate à la législature du Tennessee (1835), sénateur (1841) et gouverneur du même Etat (1853), il devint membre du Sénat fédéral en 1857. Il vota avec les sudistes, mais se sépara d'eux au moment de la guerre de la Sécession, fut nommé vice-président de la République (1864) et président après la mort de Lincoln (1865). Ses opinions démocratiques lui aliénèrent le parti républicain et il opposa son « veto » à de nombreux actes de la majorité, destitua plusieurs ministres, entre autres le ministre de la guerre Stanton, fut mis en accusation devant le Sénat (1868) qui ne put réunir les deux tiers de ses voix pour le condamner. Il se retira en 1869 et ne fut pas même accepté comme candidat par les démocrates.

JOIGNEAUX (Pierre) (1815-1892), agronome français. Député de la Côte-d'Or à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea à l'extrême gauche, fonda la *Gazette du*

village, journal républicain populaire, fut expulsé après le coup d'Etat de 1851 et revint à l'amnistie de 1859. Député de la Côte-d'Or (1870), il fut réélu jusqu'à son entrée au Sénat (1889). — Il a laissé des ouvrages d'agronomie.

JOINVILLE (Prince de). (V. ORLÉANS.)

JOLIBOIS (Eugène) (1819). Avocat à Paris, procureur général (1849), préfet de la Savoie (1863), conseiller d'Etat (1866), il fut député de Saintes (1876), fit partie du groupe de l'Appel au peuple, dont il devint un des chefs, et fut réélu jusqu'en 1889.

JOLLIVET (Adolphe) (1799-1848). Député d'Ille-et-Vilaine de 1833 à 1848, il se montra un fidèle soutien de la monarchie de Juillet et fut tué dans le jardin des Tuileries le 24 février 1848.

JOLY (Albert-Henri) (1844-1880). Avocat à Versailles, il défendit devant les conseils de guerre les partisans de la Commune, entre autres Rochefort et Rossel, fut élu député de Versailles (1876) et siégea à l'Union républicaine. Un des 363, il fut réélu en 1877.

JONNART (Célestin-Auguste) (1857). Directeur des affaires algériennes au ministère de l'intérieur (1884), député de Saint-Omer (1889), réélu (1893), ministre des travaux publics dans le ministère Casimir-Perier (1893-1894).

JORDAN (Camille) (1771-1821). Après l'échec de l'insurrection royaliste de Lyon (1793), il se réfugia en Suisse; député du Rhône au conseil des Cinq-Cents, il fut un des chefs de l'opposition royaliste; député de l'Ain de 1816 jusqu'à sa mort.

JOSEPH BONAPARTE. (V. BONAPARTE.)

JOSÉPHINE DE BEAUHARNAIS. (V. BEAUHARNAIS.)

JOURDAN (Jean-Baptiste, comte) (1762-1833), maréchal de France. Il prit part à la guerre d'Amérique, rejoignit Dumouriez à l'armée du Nord (1790), gagna la bataille de Wattignies (1793), et, devenu suspect, revint à Limoges. En 1794, il reçut le commandement en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, fit des prodiges de valeur jusqu'en 1796, fut obligé de se retirer sur le Rhin et subit plusieurs échecs à la suite desquels il

fut disgracié. Député de la Haute-Vienne au conseil des Cinq-Cents, il fit voter la loi de la conscription militaire (1798), fut cette même année nommé par le Directoire commandant de l'armée du Danube, remit l'armée entre les mains de Masséna après la défaite que lui infligea l'archiduc Charles (1799), et reprit sa place aux Cinq-Cents. Adversaire du coup d'Etat du 18 brumaire, il accepta le poste d'ambassadeur près la République cisalpine (1800), de conseiller d'Etat (1802) et de commandant des troupes de la Lombardie (1804) avec le titre de maréchal de France. Il suivit Joseph Bonaparte à Naples, puis en Espagne, devint major général de l'armée, se heurta au mauvais vouloir des maréchaux de Napoléon I^{er} et démissionna en 1813 après la défaite de Vittoria. Il adhéra à la déchéance de l'empereur, reprit du service pendant les Cent-Jours, se rallia de nouveau à Louis XVIII qui le nomma gouverneur de Grenoble (1816) et pair de France (1819). Sous la monarchie de Juillet, il devint ministre des affaires étrangères (1830) et gouverneur des Invalides.



Jourdan.

JOURNAULT (Léon) (1827-1892). Maire de Sèvres (1870), député de Seine-et-Oise (1871), il fit partie de la gauche républicaine, fut élu député de Versailles (1876) et réélu en 1877 avec les 363. Conseiller d'Etat et secrétaire général du gouvernement de l'Algérie (1879), il rentra à la Chambre comme député de Versailles (1881) et fut élu sénateur de Seine-et-Oise (1886).

JOUVENCEL (Blaise-François-Aldegonde, chevalier de) (1762-1840). Maire de Versailles (1813), député de cette ville au Palais-Bourbon (1821-1824 et 1827-1830), il vota avec le parti libéral, fut réélu sous la monarchie de Juillet jusqu'à sa mort et soutint la politique ministérielle. — Son fils *Ferdinand-Aldegonde* (1804-1873) fut député de Paris de 1840 à 1848, siégea au centre gauche, devint conseiller d'Etat pendant la République de 1848 et fut

proscrit après le 2 décembre 1851. Député en 1871, il vota avec la gauche républicaine.

JUAREZ (Benito) (1806-1872), président de la République mexicaine. Issu d'une famille indienne, avocat à Oaxaca (1834), député au congrès fédéral de Mexico (1856), il fut élu président de la cour suprême de justice (1857), se déclara le chef de



Juarez.

l'Etat en 1858 après la chute de Comonfort et lutta contre Miramon qu'il refoula jusqu'à Mexico (1860) dont il s'empara (1861). Président, il affranchit le Mexique de la prédominance cléricale, et eut bientôt à supporter le choc de l'invasion française (1862). Juarez disputa le pays pied à pied, et le concours des Etats-Unis en 1865 lui assura le succès. Après la mort de Maximilien fusillé à Queretaro (1867), Juarez se fit réélire président, donna une vigoureuse impulsion aux affaires, établit la liberté de la presse et promulgua une amnistie générale (1869). Il fut encore réélu en 1871.

JULLIEN (Marc-Antoine) (1775-1848), dit de *Paris*. Attaché à Robespierre, il reçut du comité de Salut public plusieurs missions dans l'Ouest et le Midi, celle entre autres de capturer et faire exécuter les girondins fugitifs et cachés à Bordeaux; arrêté après le 9 thermidor, il fut relâché à l'amnistie du 3 brumaire an 4 et compromis dans la conspiration de Babeuf. Il suivit Bonaparte en Egypte, devint plus tard commissaire des guerres à l'armée d'Italie et inspecteur aux revues, fut arrêté en 1813

pour avoir attaqué le despotisme de Napoléon I^{er}, et servit les Bourbons (comme inspecteur d'artillerie) qui le disgracièrent bientôt.

JUNOT (Andoche, duc d'ABRANTÈS) (1771-1813), général français. Volontaire en 1792, il se distingua par sa bravoure pendant les guerres de la Révolution, suivit Bonaparte en Italie et en Egypte, reçut le commandement de la place de Paris (1800), l'ambassade de Portugal (1804), quitta son poste sans autorisation (1805), assista à Austerlitz et obtint le gouvernement militaire de Paris (1806). Envoyé en Portugal comme gouverneur général (1807), il se fit remarquer à Lisbonne par ses violences et sa dissipation, fut battu par Wellington (1808), signa la capitulation de Cintra et entra en France. Napoléon I^{er}, mécontent de lui, l'envoya en Espagne où il le remplaça bientôt après par Lannes, lui donna un commandement en sous-ordre à l'armée d'Allemagne (1809) et le mit sous les ordres de Masséna en Portugal (1810-1811). Junot prit part à l'expédition de Russie (1812), gouverna les provinces illyriennes, et, de retour à Montbard (Côte-d'Or), chez son père, perdit la raison et se jeta par une fenêtre. Il mourut peu après.

JUNOT (Laure PERMON, Mme) (1784-1838), duchesse d'Abrantès, femme du précédent. Bonaparte, qui avait songé à l'épouser, la donna pour femme à Junot, son fidèle lieutenant. Elle afficha à Paris, puis à Lisbonne, un luxe extraordinaire et, après la disgrâce de son mari, intrigua avec les ennemis de Napoléon I^{er}. Elle a laissé de nombreux écrits semi-historiques, des romans, et ses volumineux *Mémoires* (1831-1834, 18 vol. in-8°), curieux, mais très suspects.

K

KABLÉ (Jacques) (1830-1887). Avocat à Strasbourg, il rendit pendant le siège de cette ville (1870) de grands services à ses concitoyens, fut élu député du Bas-Rhin à l'Assemblée

nationale (1871), vota contre la paix et démissionna avec ses collègues d'Alsace-Lorraine. Conseiller municipal de Strasbourg (1871-1873), député au Reichstag (1878-1887), il ne

cessa de protester contre l'annexion.

KALERGIS (Dimitri) (1803-1867), homme d'Etat grec. Il prit une grande part à la guerre de l'indépendance de son pays, fut gouverneur d'Athènes (1843-1845), quitta la Grèce à la chute du cabinet Mavrocordato (1845), tenta une descente sur les côtes pour renverser le roi Othon, fut arrêté et relâché quelque temps après, devint ministre de la guerre (1854), ministre plénipotentiaire à Paris (1861) et eut une part importante dans les négociations qui amenèrent l'avènement de Georges I^{er}.

KALNOKY (Gustave, comte de) (1832-1898), homme d'Etat autrichien. Il entra dans la carrière diplomatique, fut ministre plénipotentiaire à Rome (1871), à Copenhague (1874), ambassadeur à Pétersbourg (1880), et ministre des affaires étrangères à la mort de Haymerlé (1881). Il amena l'entrevue des trois empereurs à Skierniewice (1884), et joua un grand rôle dans le pacte de la Triple-Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie).

KANARIS. (V. CANARIS.)

KARAGEORGES PÉTROVITCH ou **CSERNI** (Georges le Noir) (1752-1817), fondateur de l'indépendance serbe. Il servit dans l'armée autrichienne contre la Turquie (1788-1791), puis dans l'armée du sultan, se mit à la tête des insurgés serbes (1804), infligea de sérieuses défaites aux troupes turques et fut nommé chef de la nation serbe (1805). Il battit le pacha de Bosnie et celui de Scutari à plusieurs reprises, s'empara de Belgrade (1807), fut aidé par un corps d'armée russe qui intervint en Bulgarie (1809), mais ne put tenir devant les forces écrasantes qui envahirent la Serbie (1813). Il quitta Belgrade, s'établit en Bessarabie et s'affilia à l'hétairie grecque. Il tenta de rentrer en Serbie (1817) et fut assassiné par un chef serbe, Vouïtsa, son ancien lieutenant.

KARAGEORGÉVITCH (Alexandre) (1806-1885), prince de Serbie, fils du précédent. Il servit dans l'armée russe, puis dans l'armée serbe et fut élu prince de Serbie à la suite des troubles de Voutchitch (1842). Reconnu par le sultan (1843), il s'appuya sur lui et s'aliéna les nationalistes qui le déposèrent en 1858. Im-

pliqué dans l'assassinat d'Obrenovitch (1868), il fut condamné par contumace à vingt ans de prison. L'Autriche refusa son extradition.

KARATHEODORY (Alexandre) ou **ISKENDER PACHA** (1833), homme d'Etat ottoman. Il entra dans la diplomatie, devint sous-secrétaire d'Etat (1876) aux affaires étrangères, pacha et gouverneur de Crète (1878), puis ministre des affaires étrangères.

KARAVELOV (Petko) (1840), homme politique bulgare. Professeur libre en Russie, il rentra en Bulgarie lorsque celle-ci fut affranchie, devint président du premier Sobranié (1879), ministre des finances et président du conseil (1880). De nouveau chef du cabinet (1884), il fut un des trois régents nommés après le départ du prince Alexandre, entra dans l'opposition à l'avènement du prince Ferdinand, fut compris dans un procès politique à la suite du complot du major Panitsa, condamné à cinq ans de prison, et amnistié en 1895.

KAROLYI (Aloys, comte) (1825), diplomate autrichien. Ambassadeur à Berlin, il eut à discuter avec la Prusse les préliminaires de la paix de Prague (1866), reprit son poste (1871-1878), puis celui de Londres (1878-1888).

KATKOV (Michel-Nikiforovitch) (1818-1887), publiciste russe. Directeur de la *Gazette de Moscou* (1850), il incarna les idées du parti vieux-russe et combattit le libéralisme. Il exerça une grande influence sur la politique nationale russe.

KAULBARS (Alexandre, baron de) (1844), général russe. Il servit en Asie, fut chargé de négociations à Kachgar (1872) et devint ministre de la guerre en Bulgarie (1882-1883).

KELLER (Augustin) (1805-1883), homme d'Etat suisse. Membre radical du grand conseil d'Argovie (1835), il demanda la suppression des couvents argoviens, ce qui amena la guerre du Sonderbund et la constitution de la Suisse moderne. Membre de l'Assemblée fédérale depuis 1848, landammann de son canton, il a exercé pendant plus de quarante ans une grande influence dans son pays.

KELLER (Emile, comte) (1828). Député du Haut-Rhin (1859), il échoua en 1863 et fut renommé en 1869. Il

se signala par ses convictions catholiques, représenta le Haut-Rhin à l'Assemblée nationale (1871) et démissionna après le vote de la paix. Député de Belfort (1871), il siégea à droite, appuya le cabinet Broglie, fut réélu en 1876, 1877 et 1885.

KELLERMANN (François-Christophe de, duc de VALMY) (1735-



Kellermann.

1820), maréchal de France. Pour sa carrière militaire, V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE. Il entra au Sénat conservateur après le 18 brumaire, fut employé sous l'Empire dans les formations d'armée de seconde ligne, entra à la Chambre des pairs sous la Restauration et siégea parmi les libéraux.

KÉRATRY (Auguste-Hilarion) (1769-1859). Député du Finistère (1818), il vota avec les libéraux, fit paraître de vigoureuses brochures contre le ministère doctrinaire, fut réélu en 1822, puis en 1827 par l'arrondissement des Sables-d'Olonne, et vota l'adresse des 221. Il prit une part active à l'établissement de la monarchie de Juillet, fut nommé conseiller d'Etat (1830), député des Sables-d'Olonne jusqu'en 1837, date à laquelle il entra à la Chambre des pairs. Il protesta contre la révolution de Février, représenta le Finistère à la Législative (1849), siégea à droite et combattit à la fois la République et la politique de l'Elysée. — Il a laissé de nombreux écrits.

KÉRATRY (Emile, comte de) (1832), fils du précédent. Il servit en Crimée, au Mexique, devint officier d'ordonnance de Bazaine et démissionna en 1865. Député du Finistère (1869), il combattit le ministère Ollivier, demanda après Reichshoffen la comparution du ministre de la guerre Lebeuf devant la Chambre des députés, fut appelé à la préfecture de police par le gouvernement de la Défense nationale (4 sept. 1870), démissionna peu après, partit de Paris en ballon et, chargé d'organiser le camp de Conlie, se sépara brusquement de Gambetta qui l'avait nommé général de division à titre auxiliaire. Préfet de la Haute-Garonne (20 mars

1871), il réprima le mouvement communaliste; préfet des Bouches-du-Rhône (15 novembre 1871-4 août 1872), il s'aliéna les républicains par ses mesures vexatoires. Il se présenta depuis sans succès à différentes élections comme républicain conservateur. — Auteur de diverses œuvres littéraires et politiques.

KERGARIOU DE LA GRANDVILLE (Joseph-François-René-Marie-Pierre, comte de) (1779-1849). Préfet d'Indre-et-Loire (1811), du Bas-Rhin (1814), de la Seine-Inférieure (1815), conseiller d'Etat, député des Côtes-du-Nord (1820) et pair de France (1827).

KERGORLAY (Louis-Florian-Paul, comte de) (1769-1856). Il émigra lors de la Révolution, servit dans l'armée de Condé, rentra en France sous le Consulat et refusa de servir l'Empire. Député de l'Oise (1815), il siégea avec les ultraroyalistes, fut réélu en 1820, entra à la Chambre des pairs (1823), combattit la monarchie de Juillet dans les journaux et prit part à divers complots, ce qui lui valut de fréquentes condamnations.

KERGORLAY (Louis-Gabriel-César, comte de) (1804-1880). Il servit dans l'artillerie, démissionna après la révolution de Juillet, favorisa le débarquement de la duchesse de Berry (1832), fut député de l'Oise (1871) et vota avec les légitimistes.

KERN (Jacques-Conrad) (1808-1888), homme d'Etat suisse. Docteur en droit à Heidelberg (1830), député du canton de Thurgovie à la Diète fédérale, il joua un grand rôle dans l'affaire de l'expulsion de Louis-Napoléon (1838) et dans celle du Sonderbund en 1847, dans l'élaboration de la constitution fédérale de 1848, devint président du tribunal fédéral, fut chargé de mission auprès de Napoléon III (1856) lors de l'insurrection royaliste de Neuchâtel, et représenta la Suisse à Paris pendant vingt-cinq ans (1857-1882). Pendant le bombardement de Paris, il était le doyen du corps diplomatique; il fut un des principaux négociateurs des traités franco-suisses.

KERSAUSIE (Joachim-René-Théophile GUILLARD de) (1798-1874). Affilié au carbonarisme dès 1823, il prit part à la révolution de Juillet (1830), fut emprisonné plusieurs fois dans la période de 1830 à 1834, et enfin

condamné à la déportation comme membre de la Société des droits de l'homme. Il fit trois ans de prison à Doullens et à Brest, fut amnistié en 1837, prit part aux mouvements du 15 mai 1848 et du 13 juin 1849, et, condamné par contumace, passa à l'étranger.

KERVYN DE LETTENHOVE (Constantin-Bruno, baron) (1817-1891), homme politique et historien belge. Catholique constitutionnel, il fut élu député d'Eecloo (1861), ministre de l'intérieur dans le cabinet d'Anethan (1870), et abandonna peu après la politique pour se consacrer aux travaux historiques.

KESTNER (Georges-Marie-Joseph-Charles) (1803-1870). Directeur d'une usine de produits chimiques à Thann, député du Haut-Rhin à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il vota contre la politique de l'Elysée et protesta contre le coup d'Etat du 2 déc. 1851, à la suite duquel il fut emprisonné quelques jours.

KETTELER (Wilhelm-Emmanuel, baronde) (1811-1877), prélat allemand. Député au Parlement de Francfort (1848), ultramontain des plus actifs, il devint évêque de Mayence (1849), fit de cette ville la métropole du jésuitisme en Allemagne, organisa le socialisme catholique et fut un des redoutables adversaires de la politique de Bismarck après 1871.

KHOSREV (m. en 1855), homme d'Etat ottoman. Pacha d'Egypte en 1804, il fut bientôt expulsé par Méhémet-Ali qu'il avait nommé kaimakan. Devenu grand amiral (1822), il s'empara d'Ipsara (1824), se fit battre à Andros (1825), fut le personnage dirigeant sous Mahmoud II dans le poste de ministre de la guerre, puis de grand vizir. Exilé par Abd-ul-Medjid (1840), il redevint ministre sans portefeuille en 1846.

KIMBERLEY (John Wodehouse, comte de) (1826), homme d'Etat anglais. Sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1852-1856), lord-lieutenant d'Irlande (1864-1866), lord du sceau privé (1868), secrétaire d'Etat pour les colonies de 1870 à 1874, puis en 1880, 1886 et 1892, il prit le portefeuille des affaires étrangères en 1894.

KISSÉLEV (Paul-Dmitriévitch, comte) (1788-1863), général russe. Il se fit remarquer à Eylau, à la

Moskova, devint aide de camp général, servit contre les Turcs (1828-1829) et gouverna la Moldavie et la Valachie depuis le traité d'Andrinople jusqu'en 1834. Membre du conseil supérieur de l'empire, puis ministre des domaines impériaux (1837), il fut ambassadeur à Paris de 1856 à 1862.

KLAPKA (Georges) (1820-1892), général hongrois. En 1848, il servit la cause nationale, fut chargé par Kossuth en 1849 de défendre la ligne de la Tisza et remporta de grands avantages sur Windischgrätz. Ministre de la guerre pendant quelque temps, il s'illustra dans la défense de Komarom et en sortit à la suite d'une convention qui garantissait la vie et la liberté aux défenseurs de la ville. Exilé, il se fixa à Genève, rentra en Hongrie en 1866, et fut député à la Diète.

KOCK (Henri, baron de) (1779-1845), général hollandais. Il servit à Java de 1806 à 1811, date à laquelle il fut pris par les Anglais. Rendu à la liberté en 1814, il retourna aux Indes en 1817 et pacifia l'archipel de la Sonde. Rentré en Hollande (1830), il reçut le portefeuille de l'intérieur (1836-1841).

KOECHLIN (Nicolas) (1781-1852). Grand industriel à Mulhouse, il fit la guerre de partisans dans les Vosges (1815), se mêla à la conspiration de Belfort (1821), représenta le Haut-Rhin comme député de 1826 à 1841, et fut, dans le même département, commissaire du gouvernement provisoire de 1848.

KOENIG (Charles-Frédéric) (1797-1874). Avocat à Colmar, il défendit les conjurés de Belfort (1822), puis à Paris les accusés d'avril 1834, représenta le Haut-Rhin à la Constituante (1848) et à la Législative (1848), siégea à gauche et combattit la politique de l'Elysée. Compromis dans l'affaire des Arts-et-Métiers (1849), il fut condamné par contumace à la déportation perpétuelle.

KOMAROV (Alexandre-Vissarionovitch) (1832), général russe. Il prit part à la campagne contre la Hongrie (1849), partit au Caucase en 1856, organisa les districts de Kars et de Batoum (1878), s'empara de Merv (1884) et de Pendjeh (1885), et devint gouverneur du territoire transcas-

pien. Il a aidé puissamment à la construction du chemin de fer de la Caspienne à Samarcande.

KONG (KONG-TSIN-WANG, prince) (1831-1898), homme d'Etat chinois, fils de l'empereur Toa-koang. Il négocia en 1860 avec les Français et les Anglais au nom de son frère Hien-fong, et, à la mort de ce dernier (1861), partagea la régence avec les impératrices, mais en fait dirigea la politique extérieure à la tête du Tsong-li-yamen (affaires étrangères) jusqu'en 1873. En 1875, il reprit la régence pendant la minorité de Kouang-su et joua le plus grand rôle dans les affaires de son pays. L'affaire du Tonkin (1884) le fit déchoir de toutes ses charges. La guerre sino-japonaise (1894) le rappela aux affaires : président du Tsong-li-yamen et de l'amirauté, il dirigea les opérations militaires avec Li-hong-tchang.

KOSCIUSZKO (1746-1817). (V. vol. BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e S.)

KOSSUTH (Louis) (1802-1894), homme d'Etat et publiciste hongrois. Avocat, membre de la Diète de Presbourg (1832-1836) comme remplaçant d'un magnat, il publia en 1837 le compte rendu des principales séances des



Kossuth.

comitat et fut condamné pour ce fait à quatre années de prison. Amnistié en 1840, il fonda un journal, le *Pesti Hirlap* (1841), qui attaquait les modérés, et prononça de nombreux discours contre les agents du pouvoir. Elu à la Diète par le comitat de Pest (1847), ses discours enflammés en faveur de la cause magyare lui valurent une grande popularité ; il eut le portefeuille des finances dans le cabinet responsable de Batthyany (1848) et fit accepter les réformes qui fondèrent la Hongrie moderne. Après la démission de Batthyany, il se trouva investi d'une véritable dictature, déploya une activité merveilleuse, transporta le gouvernement de Pest à Debreczin (1849), proclama l'indépendance de son pays et la déchéance des Habsbourg, et tint tête aux troupes de l'empire. Ses dissentiments avec Gœrgey, l'intervention du tsar Nicolas, l'obligèrent à trans-

mettre ses pouvoirs à Gœrgey et à passer en Turquie. Il y fut interné à Widdin, puis à Koutaïeh (Asie Mineure), passa en Angleterre (1851), à Turin (1859), refusa l'amnistie en 1867, et fut reconnu par la révolution européenne comme un de ses chefs les plus remarquables. Rien ne put le faire revenir sur sa décision de ne pas remettre les pieds dans l'empire austro-hongrois. Il mourut à Turin. — A laissé des *Mémoires*.

KOTZEBUE (August-Friedrich-Ferdinand de) (1761-1819), écrivain et homme politique allemand. Gouverneur de l'Esthonie (1783), grâce à la faveur de Catherine II, il vint à Paris pour observer la marche de la Révolution (1791), se démit de ses fonctions de gouverneur en 1795. Nommé par le tsar Paul conseiller aulique et directeur du théâtre allemand de Pétersbourg, il fut chargé par Alexandre I^{er} de missions secrètes à Londres après la paix de Tilsit, se montra un des plus acharnés ennemis de la France, et suivit le quartier général russe dans les campagnes de 1812 et 1813. De retour en Allemagne (1817), il dénonça les associations de jeunes gens qui propageaient les idées avancées et fut assassiné par un étudiant d'Iéna, Sand (23 mars 1819). — Pour ses productions littéraires, V. vol. LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE.

KOUANG-SU (1872), empereur de Chine. Il succéda à Toung-tche (1875), sous la tutelle de sa tante et de sa mère adoptive, aidées par le prince Kong. (V. ce nom.)

KOURAKINE (Alexandre-Borisovitch) (1752-1818), diplomate russe. Directeur des affaires étrangères, il conclut avec Napoléon I^{er} le traité de Tilsit, représenta la Russie à Vienne (1806-1808), à Paris (1808-1812), devint sénateur et membre du conseil de l'empire.

KRANTZ (Jean-Baptiste-Sébastien) (1817). Député de la Seine (1871), il siégea au centre gauche, fut élu sénateur inamovible (1875) et nommé commissaire général de l'Exposition universelle de 1878.

KRANTZ (Jules-François-Emile) (1821), amiral français. Il défendit le fort d'Ivry pendant le siège de Paris, commanda en chef la division navale des mers de Chine (1873)

et gouverna par intérim la Cochinchine. Vice-amiral (1875), préfet maritime de Toulon (1879), ministre de la marine dans les cabinets Tirard et Floquet (1888-1889), il démissionna lors de la discussion sur les affaires du Tonkin.

KRESTOVITCH ou **GAVRIL PACHA** (1822), homme d'Etat bulgare. Secrétaire général, puis gouverneur de la Roumélie orientale, il quitta ce poste en 1885 lors de la réunion de cette province à la Bulgarie du Nord.

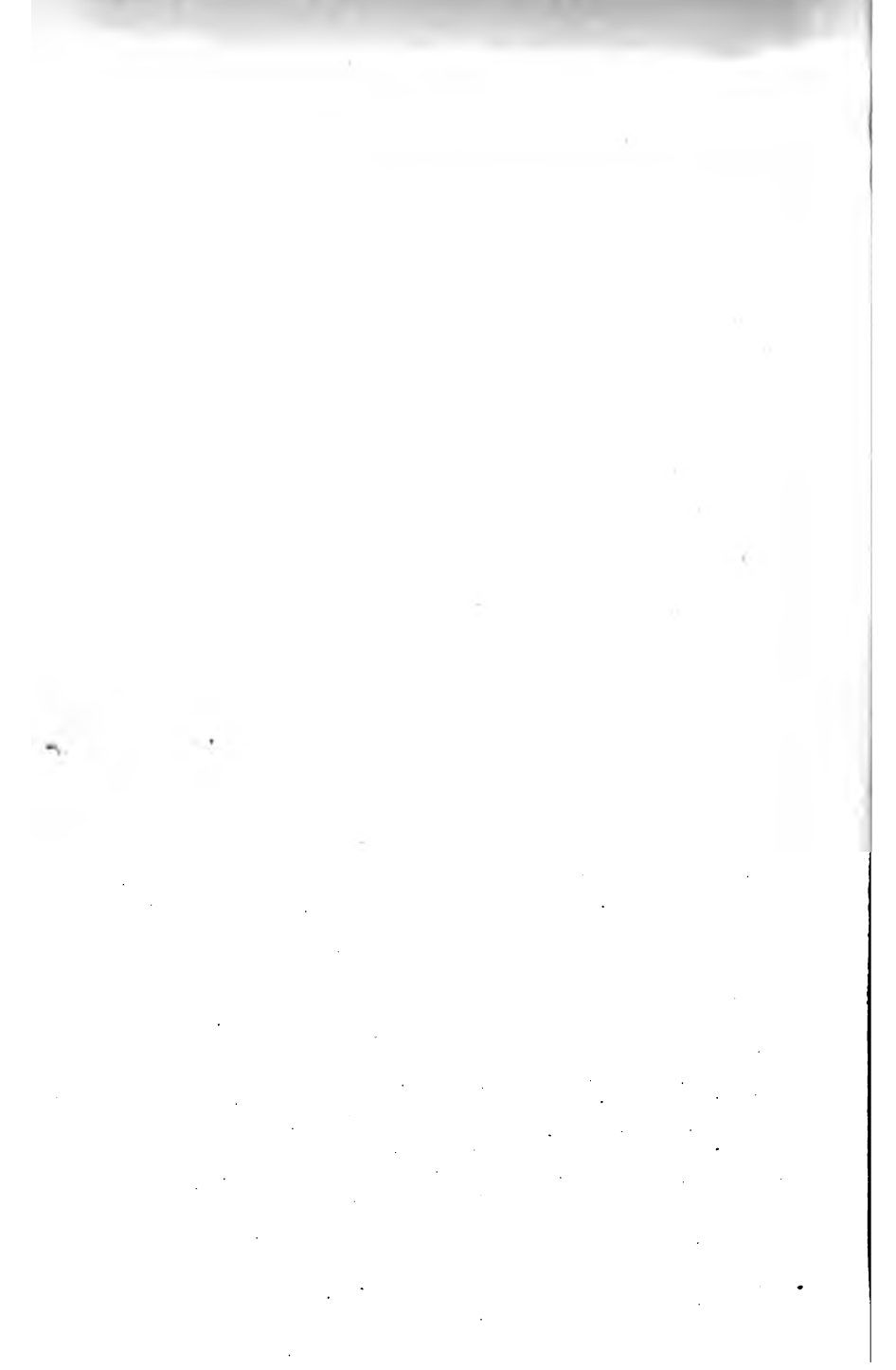
KROPOTKINE (Pierre) (1842), révolutionnaire et savant russe. Aide de camp du général-gouverneur de la Transbaïkalie, il s'occupa de l'organisation administrative de la Sibérie, puis de travaux scientifiques. Après un voyage en Belgique et en Suisse (1872), il retourna en Russie et y fit une propagande active en faveur des idées anarchistes. Arrêté en 1874, interné dans la forteresse de Pierre-et-

Paul, à Pétersbourg, il s'évada en 1876, se réfugia en Suisse, entra dans la section anarchiste de l'Internationale et fonda à Genève le journal *le Révolté*. Expulsé de Suisse (1881), il passa en Angleterre, continua son agitation contre les persécutions du tsar Alexandre III, vint à Thonon et y fut arrêté (1882) à la suite de l'explosion de la place Bellecour à Lyon. Condamné à cinq ans de prison, il fut relâché en 1886 et se retira à Londres. Il a publié depuis un grand nombre d'études scientifiques et de philosophie sociale. (V. vol. SOCIALISME au mot ANARCHIE.)



Kropotkine.

KRZYZANOWSKI. (V. LACROIX [Sigmund].)



NOMENCLATURE DES VOLUMES DE BIOGRAPHIES

DE

L'ENCYCLOPÉDIE POPULAIRE ILLUSTRÉE DU VINGTIÈME SIÈCLE

- 1 vol. Biographie ancienne jusqu'à 315.
- 2 vol. Biographie politique générale jusqu'au XIX^e siècle.
- 2 vol. Biographie politique du XIX^e siècle.
- 1 vol. Biographie philosophique et religieuse.
- 1 vol. Biographie scientifique.
- 1 vol. Biographie littéraire.
- 1 vol. Biographie artistique.
- 1 vol. Biographie militaire.

